

Cahiers du communisme

Articles 1947-1950

Sommaire :

- Documents sur les origines de la Deuxième Guerre Mondiale (p. 2)
- André Jdanov – Sur les origines de la Deuxième Guerre Mondiale (p. 8)
- André Jdanov – Sur la situation internationale (p. 11)
- F. Dvoriankine – La victoire de la science biologique mitchourinienne (p. 24)
- I. Charikov – De la lutte entre le nouveau et l’ancien dans le développement de la société soviétique (p. 32)
- Joseph Staline – Les fauteurs de guerre ont peur d’une entente avec l’Union Soviétique (p. 39)
- L’économie de guerre (p. 41)
- Que se passe-t-il en Yougoslavie (p. 48)
- La Yougoslavie de Tito dans le camp impérialiste (p. 54)
- Le nouveau budget d’Etat de l’URSS – 1949 (p. 59)
- Le nouveau budget d’Etat de l’URSS – 1950 (p. 61)
- L’économie soviétique de paix et l’édification du communisme (p. 63)
- Trente ans de luttes de l’URSS pour la paix et la sécurité (p. 69)
- Les débats en Union Soviétique sur les questions d’économie (p. 77)
- B. Kedrov – La naissance du marxisme – Une grande révolution dans la philosophie (p. 86)
- 40^e anniversaire de « Matérialisme et Empiriocriticisme » – Lénine et la philosophie (p. 89)
- Anarchisme ou socialisme et les fondements théoriques du communisme (p. 102)
- V. Kroujkov – Un ouvrage classique de Staline – Des principes du léninisme (p. 108)
- Une nouvelle édition de L’anti-Dühring de Friedrich Engels (p. 112)
- Une revue anticommuniste – Les Temps Modernes (p. 118)
- Philosophie de dictateur (Sur de Gaulle) (p. 120)
- La réaction et l’Eglise catholique (p. 128)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir d’articles publiés dans les *Cahiers du communisme* de 1947 à 1950. Cette sélection ne pose pas de problème majeur de révision des principes marxistes-léninistes.

Documents sur les origines de la deuxième guerre mondiale – « Falsificateurs de l'histoire »

« On peut tromper tout le monde pendant un certain temps, on peut tromper quelques-uns indéfiniment, mais on ne saurait tromper indéfiniment tout le monde. » (Lincoln.)

Lorsque le Président Truman, agent d'exécution de la classe des capitalistes, annonce une « *campagne de vérité* », cela signifie précisément que l'entreprise de falsifications et de calomnies qu'il dirige va essayer de « travailler » à un rythme plus ample et plus rapide.

Certes, les procédés américains (et leurs imitations ou plutôt leurs « traductions » françaises) sont, dans l'ensemble, grossiers. Les Américains traitent de ces questions de la même façon que leurs affaires : à la manière du « big business ».

Il serait néanmoins très dangereux de sous-estimer la portée de ce travail d'intoxication qui atteint un très large public, et il serait puéril et indigne d'un communiste d'y répondre seulement par un haussement d'épaules.

Le fait que nos idées soient justes et vérifiées par les faits ne suffit pas pour que cela soit clair à tout le monde. Il faut encore avoir le courage d'en faire, sans se) lasser, la démonstration.

A l'occasion de l'anniversaire du déclenchement de la deuxième guerre mondiale, les falsificateurs de l'histoire ont entrepris une campagne grossière dont le but est de préparer les esprits à une troisième guerre mondiale, dirigée contre l'U.R.S.S.

Le Populaire, organe des dirigeants socialistes de droite, a une fois de plus donné le ton à ce concert, notamment en dénaturant la portée et le caractère du pacte de non-agression germano-soviétique du 23 août 1939.

L'Aurore publie, sous le titre « *Les secrets de la deuxième guerre mondiale* », une série d'élucubrations de la plus haute fantaisie qui n'ont rien à voir avec la vérité historique.

France-Soir commence une « enquête » intitulée « *Guerre ou Paix* » par un article sur l'Armée Rouge dont les éléments, pour les besoins de la cause, ont été puisés chez les traîtres et les espions qui sont les auxiliaires indispensables, et pour ainsi dire uniques, des falsificateurs.

Il ne s'agit pas ici de démonter le mécanisme du mensonge chez les falsificateurs de l'histoire. On aura intérêt, sur ce point, à se reporter à la très courte et très vivante étude faite par Roger Garaudy dans les *Cahiers*. (Roger Garaudy : « *Le mécanisme du mensonge chez les falsificateurs de l'Histoire* », *Cahiers*, avril 1950.)

Il est indispensable de répondre aux falsifications et aux calomnies des dirigeants américains, anglais et de leurs valets français.

Il existe, de ce point de vue, une série de documents publiés par le Ministère des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. au début de 1948 (« *Documents et matériaux se rapportant à la veille de la deuxième guerre mondiale* ». *Archives du ministère des Affaires étrangères d'Allemagne publiées par le ministère des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. (1937-1939), en 2 volumes reliée toile, 582 pages : 240 francs.*) et dont les enseignements se trouvent résumés dans la notice historique « *Falsificateurs de l'Histoire* » publiée à la même date par le Bureau d'Information Soviétique. (« *Falsificateurs de l'Histoire* » (notice historique). *Edition de Moscou, 64 pages : 12 francs, Edition du C.D.L.P., une plaquette de 96 pages, avec Index des noms cités : 35 francs.*)

La lecture (d'ailleurs passionnante) et l'étude de cette notice sont nécessaires à tous ceux qui veulent y voir clair dans les événements qui ont précédé et accompagné la préparation et le déclenchement de la deuxième guerre mondiale — et, par conséquent, nécessaires à tous ceux qui veulent comprendre les événements actuels. Ces documents sont un complément indispensable et de grande valeur au rapport du camarade Jdanov, en 1947, sur la situation internationale.

Ils constituent une mine précieuse pour répondre aux falsificateurs et aux fomentateurs d'une nouvelle guerre et pour retourner contre eux les coups qu'ils prétendent nous porter.

A en croire les dirigeants américains, anglais et français, l'année 1939 suffirait pour expliquer le déclenchement de la deuxième guerre mondiale. Dans toutes les fameuses enquêtes « sensationnelles » publiées par les journaux à leur dévotion, il n'est question en général que de l'année 1939 et même plus précisément du pacte de non-agression germano-soviétique d'août 1939.

A croire que, dans toutes les années précédentes, il ne s'est rien passé, que les dirigeants américains, anglais et français ont mené la politique la meilleure qui soit au monde. Or,

« *Qui ne sait que l'Allemagne a commencé la préparation de la guerre dès l'accession de Hitler au pouvoir ? Qui ne sait également que le régime hitlérien a été créé par les milieux monopolistes allemands, avec l'approbation pleine et entière du camp dirigeant de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis ?* » (« *Falsificateurs de l'Histoire* », chapitre I, page 9 (les références correspondent à l'édition du C.D.L.P.))

Les trusts américains ont donné à Hitler l'outil nécessaire pour son agression.

C'est la même politique qui est menée actuellement par les dirigeants américains et, comme par hasard, avec les mêmes hommes, notamment, Allen Dulles, chef des Services secrets américains, et son frère, le fameux John Foster Dulles, éminence grise du Président Truman.

Allen Dulles, directeur des maisons de Londres, Cologne et Hambourg de la Banque Schröder où dominait le trust allemand de l'acier fondé par le célèbre magnat de la Ruhr Thyssen, a joué un rôle de premier plan dans les rapports entre les monopoles capitalistes américains et allemands.

C'est le même Allen Dulles qui, en pleine guerre, en février 1943, était délégué par le gouvernement des U.S.A. en Suisse pour sonder les possibilités de conclure une paix séparée avec Hitler.

Allen Dulles déclara au cours des pourparlers « *qu'il reconnaissait pleinement les prétentions de l'industrie allemande à un rôle prépondérant en Europe* » (« *Falsificateurs de l'Histoire* », page 34.). C'est cette politique que les Américains appliquent actuellement !

Quant à John Foster Dulles, il dirigeait la fameuse affaire de contentieux « Sullivan and Cromwell », étroitement liée avec le trust « Standard Oil » de Rockefeller et avec la plus puissante banque des U.S.A., la « Chase National Bank », qui a investi d'immenses capitaux dans l'industrie allemande.

Après avoir permis que se créent les conditions économiques du réarmement hitlérien, les dirigeants américains, anglais et français ont tout naturellement laissé Hitler constituer tranquillement une véritable armée d'agression en menant avec lui une politique de non-intervention et de capitulation que l'on baptisait du nom trompeur de politique *d'apaisement* avec l'Allemagne.

C'est ainsi qu'actuellement, après avoir permis la renaissance des trusts de l'Allemagne occidentale, les impérialistes américains en sont arrivés à permettre et à favoriser la constitution d'une véritable armée d'agression dont la direction reviendrait aux anciens généraux nazis que l'on blanchit à tour de bras.

Les dirigeants socialistes de droite marchaient à fond dans cette politique et fournissaient les armes idéologiques.

Voilà les faits indiscutables que les fauteurs de guerre cachent cyniquement aux peuples ; voilà des faits dont on ne parle pas beaucoup dans le *Populaire*, dans *France-Soir*, dans *Franc-Tireur* et autre *Aurore*.

Nous avons un pacte d'alliance avec l'U.R.S.S., mais c'était avec Hitler que Daladier et Chamberlain s'acoquinaient.

C'est pourquoi l'Epoque du 25 août 1950 ose écrire des Soviétiques : « ... *Ceux que le hasard fit nos alliés en juin 1941.* »

En effet, la grande idée des dirigeants des U.S.A., de l'Angleterre et de la France était d'isoler l'U.R.S.S., de lancer Hitler contre les Soviétiques.

C'est ce que Truman, alors membre influent du Sénat américain, annonçait sans vergogne, en 1941, au lendemain de l'agression hitlérienne contre l'U.R.S.S. :

« *Si nous voyons l'Allemagne prendre le dessus, nous devons aider la Russie, et, si les chances sont du côté de la Russie, nous devons aider l'Allemagne de telle sorte qu'il y ait le plus de tués possible.* » (*New York Times*, du 24 Juin 1941, cité dans « *Falsificateurs de l'Histoire* », page 78.)

(On voit, entre parenthèses, quel respect a M. Truman de « la personne humaine ».)

On comprend aussi pourquoi les U.S.A. ne sont entrés en guerre qu'en décembre 1941 et pourquoi ils demandent constamment aux autres peuples de se faire tuer pour eux.

Un des thèmes favoris des discours et des articles de nos réactionnaires est la question du pacte de non-agression germano-soviétique du 23 août 1939.

C'est l'argument sans cesse avancé que l'on vous présente triomphalement avec le sentiment de vous mettre knock-out. C'est la « tarte à la crème » de la propagande américanisée.

De nombreux documents s'inscrivent en faux contre les affirmations mensongères de l'adversaire sur cette question. (*On relira à ce sujet avec profit l'article clairvoyant et vigoureux, oublié par Jdanov, dans la Pravda, du 29 Juin 1839 (repris par les cahiers de septembre 1950), et le chapitre XXVI, au tome III de l'Histoire de la Diplomatie, publiée sous la direction de V. Potiemkine.*)

Dans son discours du 3 juillet 1941, Staline a rappelé le caractère de ce pacte :

« On peut nous demander : comment a-t-il pu se faire que le gouvernement soviétique ait accepté de conclure un pacte de non-agression avec des félons de cette espèce et des monstres tels que Hitler et Ribbentrop ? Le gouvernement soviétique n'a-t-il pas en l'occurrence commis une erreur ? Non, bien sûr. Le pacte de non-agression est un pacte de paix entre deux Etats. Et c'est un pacte de ce genre que l'Allemagne nous avait proposé en 1939. Le gouvernement soviétique pouvait-il repousser cette proposition ? Je pense qu'aucun état pacifique ne peut refuser un accord de paix avec une puissance voisine, même si à la tête de cette dernière se trouvent des monstres et des cannibales comme Hitler et Ribbentrop. Cela, bien entendu, à une condition expresse : que l'accord de paix ne porte atteinte, ni directement, ni indirectement, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance et à l'honneur de l'état pacifique. On sait que le pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. était justement un pacte de ce genre. »

« Qu'avons-nous gagné en concluant avec l'Allemagne un pacte de non-agression ? Nous avons assuré à notre pays la paix pendant un an et demi et la possibilité de préparer nos forces à la riposte au cas où l'Allemagne fasciste se serait hasardée à attaquer notre pays en dépit du pacte. C'est là un gain certain pour nous et une perte pour l'Allemagne fasciste. » (J. Staline : sur la grande guerre de l'Union Soviétique pour le salut de la patrie, page 7.)

« Falsificateurs de l'Histoire » donne une relation complète, rigoureuse des faits qui ont amené la signature du pacte de non-agression germano-soviétique. (« Falsificateurs de l'Histoire », chap. III : « L'isolement de l'Union Soviétique, le pacte de non-agression soviéto-allemand ».)

Le pacte de non-agression germano-soviétique est la conséquence de l'échec des négociations franco-anglo-soviétiques commencées en mars 1939 et qui ont duré près de quatre mois.

Preuves à l'appui, la notice « Falsificateurs de l'Histoire » montre que ces négociations ont échoué pour les raisons suivantes :

a) les dirigeants anglais et français désiraient des conversations autour d'un accord avec l'U.R.S.S. et ne voulaient pas de l'accord lui-même. Ces conditions étaient nécessaires du point de vue de Daladier et de Chamberlain pour tromper l'opinion publique en essayant « de présenter ces pourparlers comme une sérieuse tentative d'empêcher les progrès de l'agression hitlérienne ».

b) le principal objectif des dirigeants français et anglais, appuyés par les U.S.A., était d'isoler l'U.R.S.S. et d'orienter l'agression hitlérienne contre elle. Par suite, l'égalité et la réciprocité des obligations n'étaient pas admises par les « Occidentaux » de ce temps-là : « L'U.R.S.S. devait assumer tout le poids des sacrifices que coûterait la riposte à une agression hitlérienne possible, tandis que ni l'Angleterre, ni la France ne prenaient la moindre obligation envers l'union soviétique. »

c) sur l'instigation des dirigeants anglais et français, l'ambassadeur de Pologne à Moscou communiqua le 11 mai 1939 que « la Pologne n'estime pas possible de conclure un pacte d'assistance mutuelle avec l'U.R.S.S. ».

d) les délégués anglais et français ainsi que les missions militaires anglaises et françaises n'étaient munis d'aucun pouvoir pour signer quelque accord que ce fût avec l'U.R.S.S., et se trouvaient composés de personnalités de second rang. Pour discuter avec l'U.R.S.S., on envoyait des subalternes ; pour négocier avec Hitler, Chamberlain et Daladier s'étaient déplacés en personne !

e) alors que les Soviétiques se déclaraient prêts à mettre en ligne contre l'agresseur 136 divisions, 10.000 tanks et 5.000 avions, les Anglais mentionnaient les chiffres dérisoires de 5 divisions d'infanterie et d'une division mécanisée !

f) pendant ces négociations, « les Anglais menaient dans la coulisse des pourparlers avec l'Allemagne, auxquels ils attachaient une importance infiniment plus grande ». (« Falsificateurs de l'Histoire », page 56.)

C'est ce que le *Times* de Londres avouait en écrivant :

« Une alliance rapide et résolue avec les Russes peut gêner d'autres négociations. »

Et l'ancien Président du Conseil anglais Lloyd George écrivit dans *Ce Soir* un article où il disait :

« Neville Chamberlain, Halifax, John Simon ne veulent aucun accord avec la Russie. »

Daladier et Bonnet n'en voulaient pas plus que Chamberlain et Halifax.

Leur attitude, encouragée par les U.S.A., revenait à dire à Hitler : « Vous voyez bien que nous n'avons pas l'intention de nous entendre avec l'U.R.S.S. Par conséquent, l'U.R.S.S. est isolée, vous pouvez l'attaquer en toute tranquillité, nous ne lèverons pas le petit doigt. »

L'Union Soviétique était placée devant cette alternative :

« Ou bien accepter, dans un but d'autodéfense, la proposition faite par l'Allemagne de signer un pacte de non-agression, et assurer par-là même à l'U.R.S.S. la prolongation de la paix pour un certain laps de temps, que l'Etat soviétique utiliserait pour mieux préparer ses forces en vue de la riposte à l'attaque éventuelle de l'agresseur. »

« Ou bien décliner la proposition de l'Allemagne relative au, pacte de non-agression et permettre de ce fait aux provocateurs de guerre du camp des puissances occidentales d'entraîner immédiatement l'Union soviétique dans un conflit armé avec l'Allemagne, cela dans une situation tout a fait défavorable à l'Union soviétique qui serait complètement isolée. » (« Falsificateurs de l'Histoire », page 60.)

L'Union Soviétique s'est donc vue obligée de signer le pacte de non-agression avec l'Allemagne.

« Cet acte du gouvernement soviétique a déterminé, dans une très, grande mesure, l'issue favorable, pour l'Union soviétique et pour tous les peuples démocratiques, de la deuxième guerre mondiale. »

La stratégie stalinienne a réussi à déjouer le plan des impérialistes qui, n'ayant pu « museler le bolchévisme dès sa naissance », comme dit Churchill, voulaient anéantir le pays du socialisme.

La stratégie stalinienne a sauvé l'Union Soviétique, la France et tous les autres peuples.

Relater l'histoire de la deuxième guerre mondiale seulement à dater du pacte de non-agression germano-soviétique comme le font les falsificateurs de l'histoire, est donc une escroquerie pure et simple. De plus :

« N'est-ce pas un fait que, de toutes les grandes puissances non agressives de l'Europe, l'Union soviétique fut la dernière à conclure un pacte avec les Allemands ? ». (« Falsificateurs de l'Histoire », page 62.)

En effet, nos calomniateurs et nos falsificateurs veulent faire oublier que la Pologne, alliée à la France et à l'Angleterre, avait signé un pacte de non-agression avec les Allemands en 1934.

Ils veulent faire oublier que le 30 septembre 1938, à Munich, Hitler et Chamberlain ont signé une déclaration de non-agression germano-anglaise.

Ils veulent faire oublier aussi que le 6 décembre 1938 Bonnet et Ribbentrop signaient à Paris une déclaration de non-agression franco-allemande analogue à la déclaration germano-anglaise.

C'est au cours de ces entretiens que Bonnet avait promis à Ribbentrop de « mettre les communistes à la raison » !

Le déroulement de la guerre devait apporter une éclatante justification à la politique stalinienne.

Même engagés dans la guerre contre Hitler, les dirigeants anglais et français continuaient à rêver de retourner la guerre contre l'U.R.S.S. Alors qu'ils n'avaient rien fait pour défendre la Pologne (qui avait pourtant une garantie franco-anglaise) contre l'agression allemande, ils encouragèrent le gouvernement finlandais dans sa politique de provocation à l'égard de l'U.R.S.S. et le ravitaillèrent en armes et en effectifs qui faisaient pendant ce temps-là défaut sur le front occidental devant la menace hitlérienne.

Le but des dirigeants anglais et français n'était pas de s'emparer de Berlin, mais de Moscou. Leurs hommes et leurs avions n'étaient pas employés contre l'Allemagne, mais contre l'U.R.S.S., que l'on espérait envahir à travers la Finlande et le Caucase sur la base d'un plan élaboré par de Gaulle et Weygand, avec l'appui de Paul Reynaud et des dirigeants socialistes. (« Falsificateurs de l'Histoire », pages 65 à 73.)

En face de cette politique antisoviétique à courte vue, l'U.R.S.S. prenait des dispositions pour mettre en échec la stratégie hitlérienne, non seulement en se protégeant elle-même, mais en préparant les conditions de la victoire des peuples démocratiques.

Elle créa un front « Est » contre Hitler et évita que la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la moitié de la Pologne ne soient transformées en colonies hitlériennes.

C'est ce que Daladier et Chamberlain appelaient cyniquement « une politique d'agression » de la part de l'U.R.S.S. C'est le prétexte dont ils se sont servis pour l'exclure de la Société des Nations. Or,

« Que serait-il arrivé si l'U.R.S.S. n'avait pas créé, avant l'agression de l'Allemagne, le front « Est », passant bien plus à l'ouest des anciennes frontières de l'U.R.S.S. ?

« Cela aurait permis aux troupes de Hitler de gagner un espace s'étendant sur des centaines de kilomètres, ce qui aurait rapproché le front allemand de 200 à 300 kilomètres de la ligne Leningrad-Moscou-Minsk-Kiev... et abouti à la prise de Moscou par les Allemands et à la prise de Leningrad par les forces réunies des Allemands et des Finlandais. L'U.R.S.S. se serait vue contrainte de passer à la défensive pour un temps prolongé, ce qui aurait permis aux Allemands de libérer à l'Est une cinquantaine de divisions en vue de leur débarquement dans les Iles britanniques et de renforcer le front germano-italien dans la zone de l'Egypte. Il est fort probable que le gouvernement anglais aurait dû s'exiler au Canada et que l'Egypte et le canal de Suez seraient tombés sous la domination de Hitler. »

« Mais ce n'est pas tout. L'U.R.S.S. se serait vue obligée de transférer sur le front « Est » une grande partie de ses troupes de la frontière mandchoue afin de renforcer sa défense, ce qui aurait permis aux Japonais de libérer environ trente divisions en Mandchourie et de les diriger contre la Chine, les Philippines, le Sud-Est de l'Asie en général et enfin de compte contre les forces américaines d'Extrême-Orient. »

« Tout cela aurait prolongé la guerre de deux ans au moins, et la deuxième guerre mondiale aurait, fini, non pas en 1945, mais en 1947 ou même un peu plus tard. » (« Falsificateurs de l'Histoire », page 76.)

Ainsi, c'est l'U.R.S.S. et son chef Staline qui ont empêché le débarquement hitlérien en Angleterre et la chute de Londres.

C'est grâce à l'U.R.S.S. et à Staline que les Américains n'ont pas été obligés de sacrifier des millions et des millions de soldats dans une guerre plus longue.

C'est grâce à l'U.R.S.S. et à Staline que des millions et des millions de vies humaines ont été épargnées et que des millions de déportés et de prisonniers ont pu rentrer des camps de la mort.

Voilà ce qu'il faut lancer à la face des falsificateurs et des calomniateurs : la politique de paix de l'U.R.S.S. se trouve une fois de plus confirmée d'une façon éclatante par les faits.

Les événements de la deuxième guerre mondiale offrent également de nombreux exemples des principes de la politique de l'U.R.S.S. envers ses alliés et, notamment, du respect des engagements pris.

Deux faits très caractéristiques sur ce point sont relatés dans les « Falsificateurs de l'Histoire » : d'une part, le fait que les Anglo-Américains n'ont pas tenu leur serment solennel d'ouvrir le deuxième front en Europe dès 1942, ce qui a prolongé la durée de la guerre, accru les souffrances du peuple français et provoqué la mort supplémentaire de millions d'hommes, notamment de millions de Soviétiques.

D'autre part, le fait qu'à la demande expresse de Churchill au mois de janvier 1945, Staline avançait la date de l'offensive des forces soviétiques pour éviter un effondrement du front anglo-américain percé dans les Ardennes par l'offensive de Von Runstedt en 1944. (« Falsificateurs de l'Histoire », page 87 à 91.)

Récemment, Churchill a été fait citoyen d'honneur de Strasbourg, mais l'histoire montre que le sauveur de Strasbourg et de la France ce ne fut pas Churchill, mais Staline. L'histoire réparera un jour cette erreur.

Les dirigeants américains clament sur tous les tons que « la France est leur alliée ».

A la manière dont le seigneur traite son valet...

C'est pourquoi ils ont imposé à la France le plan Marshall, non pour l'aider à vivre, mais pour la tuer, et veulent introduire en France les caractéristiques essentielles du « mode de vie américain » : le chômage et la misère.

Cette conception des rapports entre alliés est expliquée dans les « Falsificateurs de l'Histoire » :

« Les citoyens soviétiques sont d'avis que, lorsqu'un allié se trouve dans une situation difficile, il faut lui venir en aide par tous les moyens possibles ; il faut le considérer non pas comme un compagnon de route temporaire, mais comme un ami, se réjouissant de ses succès, se réjouissant lorsqu'il devient plus fort. Les représentants des Anglais et des Américains ne sont pas d'accord là-dessus et taxent cette morale de naïveté. »

« Ils partent de ce point de vue qu'un allié fort est dangereux, qu'il n'est pas dans leurs intérêts que cet allié devienne plus fort, que mieux vaut un allié faible plutôt que fort et que, s'il devient quand même plus fort, il faut prendre des mesures pour l'affaiblir. » (« Falsificateurs de l'Histoire », page 85.)

Tout autre est la conception des Soviétiques : ils l'ont prouvé dans les accords politiques et économiques conclus avec les pays de démocratie populaire sur un pied d'égalité et de réciprocité absolues ou dans les négociations commerciales avec les pays capitalistes, comme Attlee a été récemment obligé de le reconnaître à propos de l'accord commercial anglo-soviétique.

Par ces quelques aperçus des documents soviétiques sur l'origine et le déclenchement de la deuxième guerre mondiale, nous avons voulu attirer l'attention sur la valeur de ces documents très facilement accessibles par leur prix, très agréables par leur lecture. Ce véritable précis d'histoire ne doit pas rester entre les mains de quelques-uns.

Il constitue pour tous nos militants, pour nos propagandistes, pour nos journalistes une source de documentation riche et passionnante.

Quand on a lu ces textes, on reste confondu devant la clairvoyance de la politique stalinienne, ne laissant rien au hasard, examinant tous les aspects pour trouver la solution juste.

Combien de millions et de millions d'hommes et de femmes doivent leur vie à Staline, celui qui dit de l'homme qu'il est « *le capital le plus précieux* ».

Combien lourde, par contre, est la responsabilité des dirigeants « occidentaux », et criminelle leur politique.

Ces textes nous apportent aussi de nouvelles lumières sur la politique de paix de l'Union Soviétique, sur l'incomparable patience de ses dirigeants, et sur leur connaissance approfondie des réactions politiques des chefs impérialistes.

« *Falsificateurs de l'Histoire* » est un arsenal précieux de la campagne contre les entreprises de mensonges et de falsifications de « la campagne de contre-vérité » lancée par Truman.

Que nos militants, que nos journalistes, que nos dessinateurs et caricaturistes y puisent sans tarder.

Que l'on se donne la peine de faire travailler son cerveau, et que l'on se serve de ces armes incomparables dans la lutte pour la paix.

Certains de nos journalistes font des prodiges d'ingéniosité pour présenter ou raconter un fait divers sensationnel. Qu'ils fassent preuve d'autant, et même d'une ingéniosité plus grande encore pour présenter ces documents, pour les raconter, pour les porter, comme on dit, à la connaissance du grand public.

Ce serait une grave négligence et une lourde responsabilité que de les laisser dormir dans la poussière des tiroirs.

Henry Bordage

(Cahiers du communisme, octobre 1950, pp. 86-94.)

André Jdanov — Sur les origines de la deuxième guerre mondiale



Il y a deux ans, le 31 août 1948, mourait André Jdanov, secrétaire du Comité central du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S., proche compagnon d'armes de Staline. André Jdanov est surtout connu du peuple français par son magistral rapport, toujours actuel, Sur la situation internationale — présenté en septembre 1947 à la première conférence des Partis communistes et ouvriers — et également par quelques-unes de ses interventions sur des problèmes culturels [*A. Jdanov : Sur la littérature, la philosophie et la musique. Les Editions de la Nouvelle Critique (en réimpression, avec une préface d'ARAGON).*]. Les Cahiers du Communisme — qui avaient alors, sous la plume de Laurent Casanova, consacré une étude à ce grand disparu [*L. Casanova : Jdanov et le mouvement ouvrier international. Cahiers, octobre 1948.*] — reviendront prochainement sur l'apport de Jdanov. Toutefois, en ces jours anniversaires du déclenchement de la deuxième guerre mondiale, nous voulons faire connaître à nos lecteurs l'article clairvoyant et vigoureux, publié par Jdanov dans la *Pravda* du 29 juin 1939, alors que les négociations anglo-franco-soviétiques demeuraient au point mort, du fait de la duplicité des gouvernants de Londres et de Paris qui ne voulaient pas aboutir à un accord véritable et sincère avec l'Union Soviétique, condition indispensable au maintien de la paix.

La rédaction

LES GOUVERNEMENTS ANGLAIS ET FRANÇAIS NE VEULENT PAS TRAITER AVEC L'U.R.S.S. SUR UN PIED D'ÉGALITÉ

Les pourparlers anglo-franco-soviétiques, en vue de conclure un pacte efficace d'assistance mutuelle contre l'agression, se trouvent dans une impasse. Malgré la clarté absolue de la position du gouvernement soviétique, malgré tous les efforts du gouvernement soviétique tendant à la conclusion rapide du pacte d'assistance mutuelle, on ne voit aucun progrès plus ou moins substantiel dans la marche des pourparlers.

Ce fait ne peut pas ne pas avoir une signification sérieuse dans la situation internationale actuelle. Il ranime les espoirs des agresseurs et de tous les ennemis de la paix, de pouvoir faire échouer l'entente entre les Etats démocratiques contre l'agression, il pousse les agresseurs au développement plus large de l'agression.

Sous ce rapport, une question surgit : en quoi réside la cause du retard survenu dans les pourparlers, dont l'achèvement favorable est attendu avec impatience et espérance par tous les peuples épris de paix, par tous les amis de la paix ?

Je me permettrai d'exprimer une opinion personnelle à ce sujet, bien que mes amis ne soient pas d'accord avec moi. Ils continuent à considérer qu'en commençant les pourparlers pour le pacte d'assistance mutuelle avec l'U.R.S.S., les gouvernements anglais et français avaient l'intention sérieuse de dresser une barrière puissante contre l'agression en Europe.

Je pense et j'essaierai de prouver par des faits, que les gouvernements anglais et français ne veulent pas de traité d'égal à égal avec l'U.R.S.S., c'est-à-dire le seul genre de traité que puisse accepter un Etat qui se respecte — et que, précisément, cette circonstance est la cause de l'état de stagnation où se trouvent les pourparlers.

Quels sont ces faits ? Les pourparlers anglo-soviétiques, dans le sens direct de ce terme, c'est-à-dire depuis le moment où les premières propositions anglaises du 15 avril nous furent soumises, se poursuivent déjà depuis 75 jours, dont 16 jours furent employés par le gouvernement soviétique pour préparer la réponse aux différentes propositions anglaises et les autres 59 jours furent employés par les Anglais et les Français à freiner et à faire traîner les choses. On se demande qui porte, en l'occurrence, la responsabilité, du fait que les pourparlers avancent si lentement, si ce ne sont les Anglais et les Français ?

La pratique de la conclusion d'accords internationaux, semblables à l'accord anglo-franco-soviétique, démontre que l'Angleterre a conclu un pacte d'assistance mutuelle avec la Turquie et avec la Pologne, en un bref laps de temps. Il s'ensuit que lorsque l'Angleterre a désiré conclure des traités avec la Turquie et la Pologne, elle a su assurer le rythme désirable dans la conduite des pourparlers.

Ces retards inadmissibles et atermoiements sans fin dans les pourparlers avec l'U.R.S.S. permettent de douter de la sincérité des intentions véritables de l'Angleterre et de la France, et nous obligent à poser la question de savoir ce qu'il y a précisément à la base d'une telle politique : aspirations sérieuses d'assurer le front de la paix ou désir d'utiliser ces pourparlers et le retard de ces pourparlers pour quelque autre but n'ayant rien à voir avec l'œuvre de création d'un front des puissances pacifiques.

De telles questions se posent, d'autant plus qu'au cours des pourparlers les gouvernements anglais et français amoncellent les difficultés artificielles, créent une apparence de désaccords sérieux entre l'Angleterre et la France, d'une part, et l'U.R.S.S., d'autre part, sur des questions qui pourraient être résolues sans atermoiements et sans obstacles, à condition d'une bonne volonté et d'intentions sincères de l'Angleterre et de la France.

On sait, par exemple, qu'une telle « pierre d'achoppement », imaginée artificiellement dans les pourparlers, est la question de la garantie par les trois puissances de l'aide immédiate à la Lettonie, l'Estonie et la Finlande, au cas où leur neutralité serait violée par les agresseurs ; les allégations par lesquelles les Etats baltes mentionnés ne désirent pas cette garantie et que cette circonstance empêche soi-disant l'Angleterre et la France d'accepter les propositions soviétiques, sont évidemment inconsistantes et ne peuvent être dictées que par la seule intention de rendre les pourparlers difficiles en vue de les faire échouer.

En tout cas, nous connaissons des faits témoignant que lorsque l'Angleterre se considère intéressée à garantir tel ou tel pays, elle trouve pour cela les voies convenables sans attendre que ces pays exigent eux-mêmes des garanties pour eux.

Le journal anglais *Sunday Times* écrit, dans son numéro du 4 juin, que « la Pologne exprima son consentement pour le cas où la Grande-Bretagne serait entraînée à la guerre en liaison avec l'agression contre la Hollande, à venir en aide à la Grande-Bretagne, que, d'autre part, la Grande-Bretagne est d'accord pour venir en aide à la Pologne au cas où celle-ci serait entraînée à la guerre en liaison avec une agression contre Dantzig ou la Lituanie ».

Ainsi il résulte que la Grande-Bretagne et la Pologne garantissent simultanément tant la Lituanie que la Hollande. Je ne sais si on a demandé à la Lituanie et à la Hollande leur avis sur cette garantie bilatérale — en tout cas il n'y avait aucun article sur ce point dans la presse — mais, autant que je sache, la Hollande et la Lituanie nient avoir sollicité cette garantie. Cependant le pacte bilatéral garantissant ces pays est déjà conclu pour l'essentiel, comme le communique le *Sunday Times* et ce n'est un secret pour personne que le communiqué de ce journal n'a jamais été démenti.

Il n'y a pas longtemps, le ministre polonais des Affaires étrangères, M. Beck, interviewé par un journaliste français, a déclaré, entre autres, de manière non équivoque, que la Pologne n'exigeait rien, ne demandait rien concernant des garanties quelconques de l'U.R.S.S. et qu'elle était entièrement satisfaite par le fait qu'un accord commercial récemment conclu existait entre la Pologne et l'U.R.S.S.

En quoi la position de la Pologne diffère-t-elle en l'occurrence de la position des cercles gouvernementaux des trois Etats baltes ? Absolument en rien. Cela n'empêche pas l'Angleterre et la France d'exiger de l'U.R.S.S. des garanties non seulement pour la Pologne, mais encore pour les quatre autres Etats dont nous ne savons pas s'ils désirent avoir une garantie de l'U.R.S.S., et aussi une garantie pour la Hollande et la Suisse avec lesquelles l'U.R.S.S. n'a même pas de simples relations diplomatiques.

Tous ces faits démontrent que les Anglais et les Français ne veulent pas de traité avec l'U.R.S.S. fondé sur le principe de l'égalité et de la réciprocité ; bien qu'ils jurent chaque jour être, eux aussi, pour « l'égalité », mais qu'ils veulent un traité où l'U.R.S.S. jouerait le rôle de valet de ferme et supporterait à elle seule tout le poids de l'engagement.

Cependant, aucun pays qui se respecte n'accepterait un tel traité s'il ne voulait pas être un jouet entre les mains de gens qui aiment à faire tirer les marrons du feu pour eux par d'autres. A plus forte raison, un tel traité ne peut pas être accepté par l'U.R.S.S. dont la force, la puissance et la dignité sont connues dans le monde entier. Il me semble que les Anglais et les Français ne veulent pas d'un traité véritable, acceptable pour l'U.R.S.S., mais seulement des conversations au sujet d'un traité, afin de spéculer sur la prétendue intransigeance de l'U.R.S.S. devant l'opinion publique de leur pays et rendre plus facile le chemin du compromis avec les agresseurs. Les jours prochains doivent montrer s'il en est ainsi ou non.

(Cahiers du communisme, septembre 1947, pp. 24-27.)

André Jdanov — Sur la situation internationale

(Rapport présenté à la conférence d'information des neuf partis Communistes qui s'est tenue en Pologne à la fin du mois de septembre 1947.)

I. SITUATION INTERNATIONALE APRÈS LA GUERRE

La fin de la seconde guerre mondiale a apporté des changements essentiels dans l'ensemble de la situation mondiale. La défaite militaire du bloc des Etats fascistes, le caractère antifasciste et de libération de la guerre, le rôle décisif joué par l'Union Soviétique dans la victoire sur les agresseurs fascistes : tout cela a conduit à un changement radical dans le rapport des forces entre les deux systèmes — socialiste et capitaliste — en faveur du socialisme. En quoi consistent ces changements ?

Le résultat principal de la seconde guerre mondiale consiste dans la défaite militaire de l'Allemagne et du Japon — les deux pays les plus militaristes et les plus agressifs du capitalisme. Les éléments réactionnaires impérialistes du monde entier, et particulièrement en Angleterre, aux Etats-Unis d'Amérique et en France, avaient fondé des espoirs particulier sur l'Allemagne et le Japon, et surtout sur l'Allemagne hitlérienne, premièrement, en tant que force la plus capable de porter un coup tel à l'Union Soviétique qu'il aurait pu l'affaiblir et miner son influence sinon l'écraser, et deuxièmement, en tant que force capable d'écraser le mouvement ouvrier révolutionnaire et démocratique en Allemagne même et dans tous les pays qui étaient l'objet de l'agression hitlérienne. On visait, de cette façon, à consolider la situation générale du capitalisme. C'est là qu'il faut chercher l'origine et l'une des principales causes de la politique munichoise d'avant-guerre, politique d'« apaisement » et d'encouragement à l'agression fasciste, politique menée méthodiquement par les milieux impérialistes dirigeants d'Angleterre, de France et des Etats-Unis d'Amérique.

Cependant, les espoirs que les impérialistes anglo-franco-américains nourrissaient à l'égard des hitlériens ne se sont pas justifiés. Contrairement à ce que supposaient les munichois, les hitlériens ont prouvé qu'ils étaient plus faibles, tandis que l'Union Soviétique et les peuples épris de liberté ont prouvé qu'ils étaient plus forts. Ainsi, la seconde guerre mondiale a eu pour résultat ceci : les forces principales de la réaction fasciste internationale militante ont été mises en déroute et se sont trouvées pour longtemps hors de combat.

Par conséquent, le système capitaliste mondial dans son ensemble a subi de nouveau un coup sérieux. Si le résultat le plus important de la première guerre mondiale fut la rupture du front uni de l'impérialisme et le détachement de la Russie du système capitaliste mondial ; si, par suite de la victoire du régime socialiste en U.R.S.S., le capitalisme a cessé d'être le système universel unique de l'économie mondiale, le résultat de la seconde guerre mondiale avec la défaite du fascisme, avec l'affaiblissement des positions mondiales du capitalisme et le renforcement du mouvement antifasciste, a été le détachement de toute une série de pays de l'Europe centrale et sud-orientale du système impérialiste. De nouveaux régimes populaires et démocratiques ont surgi dans ces pays. Le grand exemple de la guerre patriotique de l'Union Soviétique, le rôle libérateur de l'armée soviétique se confondaient avec l'élan de la lutte de masse de libération nationale des peuples épris de liberté contre les occupants fascistes et leurs complices. Au cours de cette lutte ont été démasqués, comme traîtres aux intérêts nationaux, les éléments profascistes qui avaient collaboré avec Hitler : gros capitalistes influents, grands propriétaires fonciers, hauts fonctionnaires, officiers monarchistes.

Dans les pays danubiens, la libération de l'esclavage germano-fasciste s'est accompagnée, d'une part de l'élimination du pouvoir de la couche supérieure de la bourgeoisie et des gros propriétaires terriens, compromise par sa collaboration avec le fascisme allemand, et, d'autre part, de l'arrivée au pouvoir de nouvelles forces du peuple qui avaient fait leurs preuves durant la lutte contre les oppresseurs hitlériens.

Dans ces pays, ce sont les représentants des ouvriers, des paysans, des intellectuels progressifs qui sont arrivés au pouvoir. Partout, dans ces pays, ce fut la classe ouvrière qui a manifesté le plus grand héroïsme, le plus de conséquence et d'intransigeance dans la lutte antifasciste, et, partant, son autorité et son influence parmi le peuple se sont énormément accrues.

Le nouveau pouvoir démocratique en Yougoslavie, en Bulgarie, en Roumanie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Albanie, s'appuyant sur les masses populaires, a réussi à réaliser, dans le délai le plus court, des transformations démocratiques progressives telles que la bourgeoisie n'est déjà plus capable d'en faire. La réforme agraire a remis la terre aux paysans et a conduit à la liquidation de la classe des hobereaux. La nationalisation de la grande industrie et des banques et la confiscation de la propriété des traîtres qui avaient collaboré avec les Allemands ont sapé d'une manière radicale les positions du capital monopoliste dans ces pays et ont affranchi les masses de la servitude impérialiste. En même temps, ont été établis les fondements de la propriété de l'Etat. Un nouveau type d'Etat a été créé : la République populaire, où le pouvoir appartient au peuple, où la grande industrie, le transport et les banques appartiennent à l'Etat et

où la force dirigeante est constituée par le bloc des classes travailleuses de la population, ayant à sa tête la classe ouvrière. Les peuples de ces pays se sont non seulement libérés de l'état impérialiste, mais ils sont en train d'édifier les bases du passage vers le développement socialiste.

L'importance et l'autorité internationale de l'U.R.S.S. se sont considérablement accrues à la suite de la guerre. L'U.R.S.S. a été la force dirigeante et l'âme de l'écrasement militaire de l'Allemagne et du Japon. Les forces démocratiques progressives du monde entier se sont rassemblées autour de l'Union Soviétique. L'Etat socialiste, aux prises mortelles avec l'ennemi le plus puissant, est sorti victorieux des terribles épreuves de la guerre. L'Union Soviétique est sortie de la guerre renforcée.

La face du monde capitaliste a changé elle aussi bien sensiblement. Des six puissances appelées « grandes » (l'Allemagne, le Japon, l'Angleterre, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Italie), trois ont été éliminées par suite de la défaite militaire : l'Allemagne, l'Italie, le Japon. La France aussi a été affaiblie et a perdu son ancienne signification de grande puissance.

Ainsi, il ne reste plus que deux « grandes » puissances impérialistes mondiales : les Etats-Unis et l'Angleterre. Mais les positions de l'un de ces pays, l'Angleterre, se sont trouvées ébranlées. Durant la guerre, l'impérialisme anglais s'est montré affaibli du point de vue militaire et politique. En Europe, l'Angleterre s'est montrée impuissante devant l'agression allemande. En Asie, l'Angleterre — la plus grande puissance impérialiste — n'a pas réussi par ses propres forces à sauvegarder ses propres possessions coloniales. Ayant temporairement perdu ses liaisons avec les colonies, qui approvisionnaient la métropole en denrées alimentaires et en matières premières et qui absorbaient une partie considérable de sa production industrielle, l'Angleterre s'est trouvée du point de vue de son économie de guerre et en ce qui concerne ses propres fournitures industrielles et alimentaires, dépendante de l'Amérique. Depuis la fin de la guerre, la dépendance financière et économique de l'Angleterre à l'égard des Etats-Unis d'Amérique n'a fait que croître.

Après la guerre, l'Angleterre a recouvré ses colonies ; cependant, elle s'y est heurtée à une influence renforcée de l'impérialisme américain qui, pendant la guerre, avait déployé son activité dans toutes les zones considérées jusque-là comme des sphères d'influence du capitalisme monopoliste anglais : l'Orient arabe, l'Asie du Sud-Est.

L'influence de l'Amérique s'est renforcée dans les dominions de l'Empire britannique et en Amérique du Sud, où le rôle joué par l'Angleterre lui échappe de plus en plus au bénéfice des Etats-Unis d'Amérique.

La crise du système colonial, accentuée par l'issue de la seconde guerre mondiale, se manifeste par le puissant essor du mouvement de libération nationale dans les colonies et les pays dépendants. Par là même, les arrières du système capitaliste se trouvent menacés.

Les peuples des colonies ne veulent plus vivre comme par le passé. Les classes dominantes des métropoles ne peuvent plus gouverner les colonies comme auparavant. Les tentatives d'écrasement du mouvement de libération nationale par la force militaire se heurtent maintenant à la résistance armée croissante des peuples des colonies et conduisent à des guerres coloniales de longue durée : Hollande en Indonésie, France au Viêt-Nam.

La guerre, qui a, à son origine, le développement inégal du capitalisme dans les différents pays, a conduit à une nouvelle aggravation de cette inégalité. De toutes les puissances capitalistes, une seule — les Etats-Unis d'Amérique — est sortie de la guerre sans être affaiblie, mais considérablement renforcée tant économiquement que militairement. Les capitalistes américains ont grassement profité de la guerre. Le peuple américain n'a pas souffert des privations accompagnant la guerre, ni du joug de l'occupation, ni des bombardements aériens, tandis que ses pertes humaines n'ont pas été comparativement nombreuses, puisque les Etats-Unis, en fait, n'ont pris part qu'à la dernière étape de la guerre, alors que le sort de celle-ci était déjà décidé. Pour les Etats-Unis, la guerre a servi avant tout d'impulsion à large développement de la production industrielle au renforcement décisif de l'exportation, principalement vers l'Europe.

La fin de la guerre a posé devant les Etats-Unis une série de nouveaux problèmes. Les monopoles capitalistes se sont efforcés de maintenir le niveau élevé de leurs profits de guerre. Dans ce dessein, ils ont recherché à ce que le volume des commandes du temps de guerre ne soit pas réduit. Mais pour cela les Etats-Unis devaient conserver tous les marchés extérieurs qui absorbaient la production américaine durant la guerre, et conquérir de nouveaux marchés, puisque s'est produite à la fin de la guerre une forte réduction de la capacité d'achat de la majorité des pays.

En même temps, la dépendance financière et économique de ces pays à l'égard des Etats-Unis d'Amérique s'est accrue. Les Etats-Unis ont investi à l'étranger des crédits pour la somme de 19 milliards de dollars, non compris les investissements à la Banque internationale et au Fonds international des changes. Les principaux

concurrents des Etats-Unis — l'Allemagne et le Japon — ont disparu du marché mondial, et cela a ouvert de nouvelles et très grandes possibilités aux Etats-Unis d'Amérique.

Si, avant la seconde guerre mondiale, les cercles réactionnaires les plus influents de l'impérialisme américain s'en tenaient à la politique isolationniste et s'abstenaient d'intervenir activement dans les affaires de l'Europe ou de l'Asie, maintenant, dans les nouvelles conditions d'après-guerre, les maîtres de Wall Street font une autre politique. Ils ont dressé un programme d'utilisation de toute la puissance militaire et économique américaine, non seulement pour conserver et consolider les positions conquises à l'étranger pendant la guerre, mais aussi pour les étendre au maximum en se substituant sur le marché mondial à l'Allemagne, au Japon et à l'Italie.

L'affaiblissement considérable de la puissance économique des autres Etats capitalistes a fait surgir la possibilité d'utilisation spéculative des difficultés économiques d'après-guerre, ce qui favorise la mise de ces Etats sous le contrôle des Etats-Unis. Cet affaiblissement a permis en particulier l'utilisation des difficultés économiques d'après-guerre de la Grande-Bretagne. Les Etats-Unis d'Amérique ont proclamé un nouveau cours ouvertement conquérant et expansionniste.

Le but que se pose le nouveau cours expansionniste des Etats-Unis est l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain. Ce nouveau cours vise à la consolidation de la situation de monopole des Etats-Unis sur les marchés, monopole qui s'est établi par suite de la disparition de leurs deux concurrents les plus grands — l'Allemagne et le Japon — et par l'affaiblissement des partenaires capitalistes des Etats-Unis : l'Angleterre et la France.

Ce nouveau cours compte sur un large programme de mesures d'ordre militaire, économique et politique, dont l'application établirait dans tous les pays visés par l'expansionnisme des Etats-Unis la domination politique et économique de ces derniers, réduirait ces pays à l'état de satellites des Etats-Unis, y instaurerait des régimes intérieurs qui élimineraient tout obstacle de la part du mouvement ouvrier et démocratique à l'exploitation de ces pays par le capital américain. Les Etats-Unis d'Amérique cherchent à étendre actuellement l'application de ce nouveau cours politique non seulement envers les ennemis de la guerre d'hier, ou envers les Etats neutres, mais aussi de façon toujours plus grande, envers les alliés de guerre des Etats-Unis d'Amérique.

On attache une attention spéciale à l'utilisation des difficultés économiques de l'Angleterre — l'allié et en même temps le rival capitaliste et concurrent depuis longue date des Etats-Unis. Le cours expansionniste américain a pour point de départ la considération que non seulement il faudra ne pas étendre l'état de dépendance économique vis-à-vis des Etats-Unis, dans lequel l'Angleterre est tombée durant la guerre, mais, au contraire, renforcer la pression sur l'Angleterre, afin de lui ravir successivement son contrôle sur les colonies, l'évincer de ses sphères d'influence et la réduire à l'état de vassal.

Ainsi, par leur nouvelle politique, les Etats-Unis tendent à raffermir leur situation de monopole et comptent assujettir et mettre sous leur dépendance leurs propres partenaires capitalistes.

Mais sur le chemin de leurs aspirations à la domination mondiale, les Etats-Unis se heurtent à l'U.R.S.S. avec son influence internationale croissante, comme au bastion de la politique anti-impérialiste et antifasciste, aux pays de la nouvelle démocratie, qui ont échappé au contrôle de l'impérialisme anglo-américain, aux ouvriers de tous les pays, y compris les ouvriers de l'Amérique même, qui ne veulent pas de nouvelle guerre de domination au profit de leurs propres oppresseurs.

C'est pourquoi le nouveau cours expansionniste et réactionnaire de la politique des Etats-Unis vise à la lutte contre l'U.R.S.S., contre les pays de la nouvelle démocratie, contre le mouvement ouvrier de tous les pays, contre le mouvement ouvrier aux Etats-Unis, contre les forces anti-impérialistes de libération dans tous les pays.

Les réactionnaires américains, inquiets des succès du socialisme en U.R.S.S., des succès des pays de la nouvelle démocratie et de la croissance du mouvement ouvrier et démocratique dans tous les pays du monde entier, après la guerre, sont enclins à se fixer comme tâche celle de « sauver » le système capitaliste du communisme.

De sorte que le programme franchement expansionniste des Etats-Unis rappelle extraordinairement le programme aventurier des agresseurs fascistes, qui a misérablement échoué, agresseurs qui, comme on le sait, se considéraient naguère aussi comme des prétendants à la domination mondiale.

Comme les hitlériens, lorsqu'ils préparaient l'agression de brigandage afin de s'assurer la possibilité d'opprimer et d'asservir tous les peuples et avant tout leur propre peuple, se masquaient de l'anticommunisme ; de la même manière, les cercles dirigeants d'aujourd'hui des Etats-Unis dissimulent leur politique

d'expansion et même leur offensive contre les intérêts vitaux de leur concurrent impérialistes devenu plus faible — l'Angleterre — par des tâches de pseudo-défense anticommuniste.

La course fiévreuse aux armements, la construction de nouvelles bases et la création de places d'armes pour les forces armées américaines dans toutes les parties du monde sont justifiées par les arguments pharisiens et faux de la soi-disant « défense » contre le danger militaire imaginaire de la part de l'U.R.S.S.

La diplomatie américaine agissant par les méthodes de menaces, de corruption et de chantage, arrache facilement des autres pays capitalistes, et avant tout de l'Angleterre, le consentement à l'affermissement légal des positions avantageuses américaines en Europe et en Asie, dans les zones occidentales de l'Allemagne, en Autriche, en Italie, en Grèce, en Turquie, en Egypte, en Iran, en Afghanistan, en Chine, au Japon, etc.

Les impérialistes américains, se considérant comme la force principale opposée à l'U.R.S.S., aux pays de la nouvelle démocratie, au mouvement ouvrier et démocratique de tous les pays du monde, se considérant comme le bastion des forces réactionnaires, antidémocratiques du monde entier, ont entrepris littéralement, au lendemain de la fin de la seconde guerre mondiale, de dresser contre l'U.R.S.S. et la démocratie mondiale un front hostile et d'encourager les forces réactionnaires, antipopulaires, les collaborationnistes et les anciennes créatures capitalistes dans les pays européens qui, libérés du joug hitlérien, ont commencé à organiser leur vie selon leur propre choix.

Les politiciens impérialistes les plus enragés et déséquilibrés ont commencé, après Churchill, à dresser des plans en vue d'organiser le plus rapidement possible une guerre préventive contre l'U.R.S.S., faisant ouvertement appel à l'utilisation contre les hommes soviétiques du monopole américain temporaire de l'arme atomique.

Les instigateurs de la nouvelle guerre tentant d'utiliser l'intimidation et le chantage non seulement envers l'U.R.S.S., mais aussi envers les autres pays, et en particulier, envers la Chine et l'Inde, présentent d'une façon calomnieuse l'U.R.S.S. comme agresseur possible, et se présentent eux-mêmes en qualité « d'amis » de la Chine et de l'Inde, comme « sauveurs » du danger communiste, appelés à « aider » les plus faibles. De cette façon, on accomplit la tâche de maintenir dans l'obéissance à l'impérialisme l'Inde et la Chine et de prolonger leur asservissement politique et économique.

II. NOUVELLES DISPOSITIONS DES FORCES POLITIQUES D'APRÈS GUERRE ET FORMATION DE DEUX CAMPS

Les changements profonds survenus dans la situation internationale et dans la situation des différents pays, à la suite de la guerre, ont modifié tout le tableau politique du monde. Une nouvelle disposition des forces politiques s'est créée. Plus nous nous éloignons de la fin de la guerre, et plus nettement apparaissent les deux principales directions de la politique internationale de l'après-guerre, correspondant à la disposition en deux camps principaux des forces politiques qui opèrent sur l'arène mondiale : le camp impérialiste et antidémocratique d'une part, et, d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique. Les Etats-Unis sont la principale force dirigeante du camp impérialiste. L'Angleterre et la France sont unies aux Etats-Unis. L'existence du gouvernement travailliste Attlee-Bevin en Angleterre et celle du gouvernement socialiste Ramadier en France n'empêchent pas l'Angleterre et la France de marcher comme des satellites, en ce qui concerne les questions principales, dans l'orbite de la politique impérialiste des Etats-Unis. Le camp impérialiste est soutenu aussi par des Etats possesseurs de colonies, tels que la Belgique et la Hollande, et par des pays au régime réactionnaire antidémocratique, tels que la Turquie et la Grèce, ainsi que par des pays dépendant politiquement et économiquement des Etats-Unis, tels que le Proche-Orient, l'Amérique du Sud, la Chine.

Le but principal du camp impérialiste consiste à renforcer l'impérialisme, à préparer une nouvelle guerre impérialiste, à lutter contre le socialisme et la démocratie et à soutenir partout les régimes et mouvements profascistes réactionnaires et antidémocratiques.

Pour réaliser ces tâches, le camp impérialiste est prêt à s'appuyer sur les forces réactionnaires et antidémocratiques dans tous les pays et à soutenir les ennemis de la guerre d'hier contre ses alliés de guerre.

Les forces anti-impérialistes et antifascistes forment l'autre camp. L'U.R.S.S. et les pays de la nouvelle démocratie en sont le fondement. Les pays qui ont rompu avec l'impérialisme et qui se sont résolument engagés dans la voie du développement démocratique, tels que la Roumanie, la Hongrie, la Finlande, en font partie. Au camp anti-impérialiste adhèrent l'Indonésie, le Viêt-Nam, l'Inde ; l'Egypte et la Syrie y apportent leurs sympathies. Le camp anti-impérialiste s'appuie dans tous les pays sur le mouvement ouvrier et démocratique, sur les Partis Communistes frères, sur les combattants du mouvement de libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants, sur toutes les forces progressives et démocratiques qui existent dans

chaque pays. Le but de ce camp consiste à lutter contre la menace de nouvelles guerres et d'expansion impérialiste, pour l'affermissement de la démocratie et pour l'extirpation des restes du fascisme.

La fin de la deuxième guerre mondiale a placé les peuples épris de liberté devant l'importante tâche d'assurer une paix démocratique durable, consolidant la victoire sur le fascisme. C'est à l'Union Soviétique et à sa politique extérieure qu'appartient le rôle dirigeant dans la solution de cette tâche principale d'après-guerre. Cela provient de la nature de l'Etat soviétique socialiste, profondément étranger à tous les mobiles agressifs et exploités, et intéressé à créer les conditions les plus favorables pour réaliser l'édification de la société communiste. L'une de ces conditions, c'est la paix. En tant que nouveau système social supérieur, l'Union Soviétique reflète, dans sa politique extérieure, les espoirs de toute l'humanité progressive, qui aspire à une paix durable et ne peut être intéressé à une nouvelle guerre engendrée par le capitalisme. L'Union Soviétique fidèle combattant de la liberté et de l'indépendance pour tous les peuples, est l'ennemie de l'oppression nationale et raciale, de l'exploitation coloniale sous toutes ses formes. Le changement survenu à la suite de la deuxième guerre mondiale dans le rapport des forces entre le monde capitaliste et le monde socialiste de l'Etat soviétique a élargi le rayon de son activité politique extérieure.

C'est autour de la tâche consistant à assurer la paix démocratique juste que s'est opéré le ralliement de toutes les forces du camp anti-impérialiste et antifasciste. C'est sur cette base qu'a pris naissance et que s'est renforcée la coopération amicale de l'U.R.S.S. avec les pays démocratiques à l'égard de tous les problèmes de politique extérieure. Ces pays, et tout d'abord les pays de la nouvelle démocratie — la Yougoslavie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Albanie, qui ont joué un rôle important dans la guerre libératrice contre le fascisme, ainsi que la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, partiellement la Finlande, qui ont rejoint le front antifasciste — sont devenus dans l'après-guerre, de fermes combattants pour la paix, pour la démocratie, pour la liberté et l'indépendance contre toutes les tentatives faites par les Etats-Unis et l'Angleterre pour faire retourner leur développement en arrière et les placer de nouveau sous le joug impérialiste.

Les succès et l'augmentation du prestige international du camp démocratique ne sont pas du goût des impérialistes. Déjà, pendant la deuxième guerre mondiale, on Angleterre et aux Etats-Unis, l'activité des forces réactionnaires s'est accrue infailliblement, s'efforçant de briser l'action coordonnée des puissances alliées, de faire traîner la guerre en longueur, de saigner à blanc l'U.R.S.S. et de sauver les agresseurs fascistes de la débâcle complète. Le sabotage du deuxième front de la part des impérialistes anglo-saxons, Churchill en tête, reflétait nettement cette tendance, qui n'est, au fond, que la continuation de la politique de « Munich » dans la nouvelle situation changée. Mais, tant que la guerre durait, les cercles réactionnaires d'Angleterre et des Etats-Unis n'osaient pas intervenir ouvertement contre l'Union Soviétique et les pays démocratiques, comprenant très bien que, dans tous les pays, la sympathie des masses populaires allait sans réserve à l'U.R.S.S. et aux pays démocratiques. Mais, dès les derniers mois qui précédèrent la fin de la guerre, la situation commença à se modifier. Déjà, au cours des pourparlers à la Conférence des Trois Puissances, à Berlin, en juillet 1945, les impérialistes anglo-américains ont montré leur désir de ne pas tenir compte des intérêts légitimes de l'U.R.S.S. et des pays démocratiques.

Au cours des deux dernières années, la politique extérieure de l'Union Soviétique et des pays démocratiques a été une politique de lutte pour la réalisation conséquente des principes démocratiques d'après-guerre. Les Etats du camp anti-impérialiste se sont montrés de fidèles et conséquents combattants pour la réalisation de ces principes, sans en dévier d'un seul point. C'est pourquoi la tâche principale de la politique extérieure des Etats démocratiques d'après-guerre est de lutter pour une paix démocratique, de liquider les restes du fascisme et d'empêcher une nouvelle agression fasciste impérialiste, de lutter pour l'affermissement des principes d'égalité des droits et le respect de la souveraineté des peuples, pour la réduction générale des armements et l'interdiction de tout genre d'armes de grande destruction, destinées à l'extermination en masse de la population paisible. Dans la mise en application de toutes ces tâches, la diplomatie soviétique et la diplomatie des Etats démocratiques se sont heurtées à la résistance de la diplomatie anglo-américaine qui, après-guerre, suit infailliblement et conséquemment une ligne visant à renoncer à tous les principes communs proclamés pendant la guerre par les Alliés pour l'organisation de la paix d'après-guerre, une ligne tendant à remplacer cette politique de paix et d'affermissement de la démocratie par une nouvelle politique ayant pour but de rompre la paix générale, d'assurer la défense des éléments fascistes et de persécuter la démocratie dans tous les pays.

L'activité commune de la diplomatie de l'U.R.S.S. et de la diplomatie des Etats démocratiques visant à résoudre le problème de la réduction des armements et l'interdiction de l'arme la plus destructrice — la bombe atomique — a une grande signification.

Sur l'initiative de l'Union Soviétique, il a été faite une proposition à l'Organisation des Nations Unies pour la réduction générale des armements et pour la reconnaissance, comme tâche de premier plan, de l'interdiction de la production et de l'utilisation de l'énergie atomique pour des buts de guerre. Cette proposition du gouvernement soviétique se heurta à une résistance acharnée de la part des Etats-Unis et de l'Angleterre. Tous les efforts des milieux impérialistes ont été dirigés en vue de saboter cette décision. Cela s'est exprimé par toutes sortes de barrières et d'atermoiements sans fin et stériles dans l'intention d'empêcher toutes mesures pratiques effectives. L'activité des délégués de l'U.R.S.S. et de ceux des pays démocratiques dans les organes de l'Organisation des Nations Unies porte un caractère de lutte quotidienne, systématique, opiniâtre en faveur des principes démocratiques de coopération internationale et pour dévoiler les intrigues des comploteurs impérialistes contre la paix et la sécurité des peuples.

Cela se manifeste de façon particulièrement visible, par exemple, dans l'examen de la situation aux frontières septentrionales de la Grèce. L'Union Soviétique et la Pologne sont intervenues ensemble énergiquement contre l'utilisation du Conseil de Sécurité en vue de discréditer la Yougoslavie, la Bulgarie, l'Albanie, faussement accusées par les impérialistes d'actes d'agression contre la Grèce.

La politique extérieure soviétique a pour point de départ le fait de la coexistence, pour une longue période, des deux systèmes, le capitalisme et le socialisme. De là découle la possibilité de coopération entre l'U.R.S.S. et les pays possédant un autre système, à condition de respecter le principe de réciprocité et d'exécuter les engagements pris. On sait que l'U.R.S.S. a toujours été et reste fidèle à ses engagements. L'Union Soviétique a montré sa volonté et son désir de coopération.

A l'Organisation des Nations Unies, l'Angleterre et l'Amérique mènent une politique complètement opposée. Elles font tout pour renoncer à leurs engagements, pris antérieurement, et pour se délier les mains afin de mener une nouvelle politique, non pas dans l'esprit de coopération des peuples, mais pour les dresser les uns contre les autres, politique visant à violer les droits et les intérêts des peuples démocratiques et à isoler l'U.R.S.S.

La politique soviétique suit la ligne d'entretien loyal des rapports de bon voisinage avec tous les Etats qui montrent leur désir de coopérer. L'Union Soviétique a toujours été, est et sera toujours une amie fidèle et une alliée envers les pays qui sont ses véritables amis et alliés. La politique extérieure soviétique vise à une extension ultérieure de l'aide amicale de la part de l'Union Soviétique à ces pays.

Défendant la cause de la paix, la politique extérieure de l'U.R.S.S. rejette le principe de vengeance envers les peuples vaincus.

Comme on le sait, l'U.R.S.S. est pour la formation d'une Allemagne unie, éprise de liberté, démilitarisée, démocratique. Formulant la politique soviétique envers l'Allemagne, le camarade Staline a dit :

« Bref, la politique de l'Union Soviétique dans le problème allemand se résume à la démilitarisation et à la démocratisation de l'Allemagne... La démilitarisation et la démocratisation de l'Allemagne sont une des plus importantes conditions pour instaurer une paix durable et solide. »

Cependant, cette politique de l'Etat soviétique envers l'Allemagne se heurte à une résistance effrénée des milieux impérialistes des Etats-Unis et d'Angleterre.

La session du Conseil des ministres des Affaires étrangères, qui s'est tenue à Moscou en mars-avril 1947, a montré que les Etats-Unis, l'Angleterre et la France sont prêts, non seulement à faire échec à la démocratisation et à la démilitarisation de l'Allemagne, mais aussi à liquider l'Allemagne, en tant qu'Etat uni, à la démembrer et à résoudre séparément le problème de la paix.

La réalisation de cette politique s'effectue actuellement dans de nouvelles conditions, alors que l'Amérique a rompu avec l'ancien cours de Roosevelt et passe à une nouvelle politique, à une politique de nouvelles aventures militaires.

III. LE PLAN AMÉRICAIN D'ASSERVISSEMENT DE L'EUROPE

Le passage de l'impérialisme américain au cours agressif et ouvertement expansionniste depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, a trouvé son expression tant dans la politique extérieure des Etats-Unis que dans leur politique intérieure. Le soutien actif des forces réactionnaires et antidémocratiques dans le monde entier, la mise en échec des décisions de Potsdam visant à la démocratisation et à la démilitarisation de l'Allemagne, la protection des réactionnaires japonais, l'extension des préparatifs militaires, l'accumulation des réserves de bombes atomiques, tout cela s'accompagne d'une offensive contre les droits démocratiques élémentaires des travailleurs à l'intérieur des Etats-Unis.

Bien que les Etats-Unis aient été relativement peu touchés par la guerre, la majorité écrasante des Américains ne veut pas d'une nouvelle guerre et des sacrifices et restrictions qui en découlent. Cela incite le capital monopoliste et ses serviteurs parmi les cercles dirigeants des Etats-Unis à chercher des moyens extraordinaires pour briser l'opposition intérieure à ce cours expansionniste et agressif, et ainsi se laisser les mains libres pour continuer à mener cette politique dangereuse.

Mais la campagne contre le communisme, proclamée par les milieux dirigeants américains, s'appuyant sur les monopoles capitalistes, aboutit, avec une inévitable logique, à la violation des droits et des intérêts vitaux des travailleurs américains, à la fascisation intérieure de la vie politique des Etats-Unis, à la diffusion des « théories » et notions misanthropes les plus sauvages. Nourrissant des rêves de préparation d'une troisième guerre mondiale, les milieux expansionnistes américains sont profondément intéressés à étouffer à l'intérieur du pays toute résistance possible aux aventures extérieures, à empoisonner de chauvinisme et de militarisme les masses politiquement arriérées et peu cultivées des Américains moyens, à abrutir le petit bourgeois américain à l'aide des moyens les plus divers de propagande antisoviétique, anticommuniste, par exemple le cinéma, la radio, l'Eglise, la presse.

La politique extérieure expansionniste, inspirée et menée par la réaction américaine, prévoit une activité simultanée dans toutes les directions :

- 1° Mesures militaires stratégiques ;
- 2° Expansion économique ;
- 3° Lutte idéologique.

La réalisation des plans militaires stratégiques de futures agressions est liée aux efforts pour utiliser au maximum l'appareil de production militaire des Etats-Unis qui s'est accru considérablement vers la fin de la deuxième guerre mondiale. L'impérialisme américain mène une politique conséquente de militarisation du pays. Aux Etats-Unis, les dépenses pour l'armée et la flotte dépassent 11 milliards de dollars par an. En 1947-48, les Etats-Unis ont assigné pour l'entretien de leurs forces armées 35 % du budget, soit onze fois plus qu'en 1937-38.

Si, au début de la deuxième guerre mondiale l'armée des Etats-Unis occupait la dix-septième place de tous les pays capitalistes, actuellement elle occupe la première place. Parallèlement à l'accumulation des bombes atomiques, les stratèges américains ne se gênent pas de dire qu'aux Etats-Unis se font des préparatifs pour l'arme bactériologique.

Le plan militaire stratégique des Etats-Unis prévoit la création, en temps de paix, de nombreuses bases et places d'armes, très éloignées du continent américain et destinées à être utilisées dans des buts d'agression contre l'U.R.S.S. et les pays de la nouvelle démocratie. Les bases américaines militaires, aériennes et navales, existent ou sont de nouveau en voie de création en Alaska, au Japon, en Italie, au sud de la Corée, en Chine, en Egypte, en Iran, en Turquie, en Grèce, en Autriche et en Allemagne occidentale. Une mission militaire américaine opère en Afghanistan et même au Népal. Des préparatifs se font fiévreusement pour utiliser l'Arctique en vue d'une agression militaire.

Bien que la guerre soit déjà depuis longtemps finie, l'alliance militaire entre l'Angleterre et les Etats-Unis subsiste encore, de même que l'état-major anglo-américain unifié des forces armées. Sous l'enseigne de la convention sur la standardisation des armements, les Etats-Unis ont étendu leur contrôle sur les forces armées et les plans militaires des autres pays, en premier lieu de l'Angleterre et du Canada. Sous l'enseigne de la défense commune de l'hémisphère occidental, les pays de l'Amérique latine sont en voie d'entrer dans l'orbite des plans d'expansion militaire des Etats-Unis. Le gouvernement des Etats-Unis a annoncé que sa tâche officielle était d'aider à la modernisation de l'armée turque. L'armée du Kuomintang réactionnaire fait son instruction avec des officiers américains et reçoit du matériel américain. La clique militaire devient une force politique active aux Etats-Unis dont elle fournit, sur une grande échelle, les hommes d'Etat et les diplomates qui suivent une ligne militariste agressive dans toute la politique du pays.

L'expansion économique des Etats-Unis complète d'une façon importante la réalisation du plan stratégique. L'impérialisme américain s'efforce, comme un usurier, d'exploiter les difficultés d'après guerre des pays européens, surtout la pénurie de matières premières, de combustibles et de denrées alimentaires dans les pays alliés qui ont le plus souffert de la guerre, pour leur dicter ses conditions asservissantes de secours. En prévision de la crise économique imminente, les Etats-Unis s'empressent de trouver de nouvelles sphères de monopole pour l'investissement des capitaux et pour l'écoulement des marchandises. Le « secours » économique des Etats-Unis a pour but d'asservir l'Europe au capital américain. Plus la situation économique d'un pays est grave, plus les monopoles américains s'efforcent de lui dicter de dures conditions.

Mais le contrôle économique entraîne aussi avec lui une dépendance politique de l'impérialisme américain. Ainsi, l'extension des sphères d'écoulement des marchandises américaines se combine pour les Etats-Unis avec l'acquisition de nouvelles places d'armes propices à la lutte contre les nouvelles forces démocratiques de l'Europe. En « sauvant » un pays de la famine et de la ruine, les monopoles américains ont le dessein de le priver de toute indépendance. « L'aide » américaine entraîne presque automatiquement des modifications de la ligne politique du pays qui reçoit cette « aide » ; viennent au pouvoir des partis et des personnalités qui, obéissant aux directives de Washington, sont prêts à réaliser, dans leur politique intérieure et extérieure, le programme désiré par les Etats-Unis (France, Italie, etc.).

Enfin, les aspirations des Etats-Unis à la domination mondiale et leur ligne antidémocratique comportent aussi une lutte idéologique. La tâche principale de la partie idéologique du plan stratégique américain consiste à user du chantage envers l'opinion publique, à répandre des calomnies sur la prétendue agressivité de l'Union Soviétique et des pays de la nouvelle démocratie, afin de pouvoir ainsi présenter le bloc anglo-saxon dans le rôle d'un bloc de prétendue défense et de le décharger de la responsabilité dans la préparation de la nouvelle guerre. La popularité de l'Union Soviétique à l'étranger s'est considérablement accrue pendant la deuxième guerre mondiale. Par sa lutte héroïque, pleine d'abnégation, contre l'impérialisme l'Union Soviétique a gagné l'amour et le respect des travailleurs de tous les pays. La puissance militaire et économique de l'Etat socialiste et la force indestructible de l'unité morale et politique de la société soviétique ont été démontrées clairement devant le monde entier. Les milieux réactionnaires des Etats-Unis et de l'Angleterre se demandent, avec souci, comment dissiper l'impression inoubliable que le régime socialiste produit sur les ouvriers et les travailleurs du monde entier. Les instigateurs de guerre se rendent très bien compte que, pour envoyer les soldats combattre contre l'Union Soviétique, une longue préparation idéologique est nécessaire.

Dans leur lutte idéologique contre l'U.R.S.S., les impérialistes américains, qui s'orientent mal dans les problèmes politiques et montrent leur ignorance, mettent en avant tout d'abord l'image représentant l'Union Soviétique comme une force soi-disant antidémocratique, totalitaire, tandis que les Etats-Unis, l'Angleterre et tout le monde capitaliste sont présentés comme des démocraties.

Cette plate-forme de la lutte idéologique — défense de la pseudo-démocratie bourgeoise et attribution au communisme de traits totalitaires — unit tous les ennemis de la classe ouvrière sans exception, depuis les magnats capitalistes jusqu'aux leaders socialistes de droite qui, avec un grand empressement, s'emparent de n'importe quelle calomnie antisoviétique, dictée par leurs maîtres impérialistes. Le pivot de cette propagande fourbe réside dans l'affirmation que l'existence de plusieurs partis et d'une minorité oppositionnelle organisée serait l'indice d'une démocratie véritable. Sur cette base, les « travaillistes » anglais ne ménageant passeurs forces pour lutter contre le communisme, auraient voulu déceler qu'il y a, en U.R.S.S., des classes antagonistes et une lutte de partis correspondante.

Ignorants en politique, ils ne peuvent pas arriver à comprendre que, depuis longtemps déjà, il n'y a plus, en U.R.S.S., de capitalistes et de propriétaires fonciers, qu'il n'y a plus de classes antagonistes et, partant, qu'il ne pourrait y exister plusieurs partis. Ils auraient voulu avoir en U.R.S.S. des partis chers à leurs coeurs, des partis bourgeois, y compris des partis pseudo-socialistes, en tant qu'agence impérialiste. Mais, pour leur malheur, l'histoire a condamné ces partis bourgeois exploitateurs à disparaître. Ne ménageant pas les mots pour monter des calomnies contre le régime soviétique, les « travaillistes » et autres avocats de la démocratie bourgeoise trouvent en même temps tout à fait normale la dictature sanglante de la minorité fasciste sur le peuple en Grèce et en Turquie; ils ferment les yeux sur les nombreuses infractions révoltantes aux normes mêmes de la démocratie formelle dans les pays bourgeois; ils passent sous silence le joug national et racial, la corruption, l'usurpation sans cérémonie des droits démocratiques aux Etats-Unis.

L'une des lignes de la « campagne » idéologique qui accompagne les plans d'asservissement de l'Europe est l'attaque contre les principes de souveraineté nationale, l'appel à renoncer aux droits souverains des peuples, aux quels on oppose l'idée d'un « gouvernement mondial ». Le sens de cette campagne consiste à embellir l'expansion effrénée de l'impérialisme américain qui, sans cérémonie, porte atteinte aux droits souverains des peuples, et à présenter les Etats-Unis dans le rôle de champion des lois humaines, tandis que ceux qui résistent à la pénétration américaine sont présentés en partisans d'un nationalisme « égoïste » périmé. L'idée d'un « gouvernement mondial », reprise par les intellectuels bourgeois rêveurs et pacifistes, est utilisée non seulement comme moyen de pression en vue de désarmer moralement les peuples qui défendent leur indépendance contre les attentats de l'impérialisme américain, mais aussi comme mot d'ordre spécialement opposé à l'Union Soviétique, qui défend infatigablement et conséquemment le principe d'une réelle égalité des droits et de la protection des droits souverains de tous les peuples, grands et petits. Dans les conditions actuelles, les pays impérialistes, tels que les Etats-Unis, l'Angleterre et les Etats qui leur sont proches,

deviennent des ennemis dangereux de l'indépendance nationale et de l'autodétermination des peuples, tandis que l'Union Soviétique et les pays à nouvelle démocratie constituent le rempart sûr dans la défense de l'égalité des droits et de l'autodétermination nationale des peuples.

Il est tout à fait caractéristique que les éclaireurs militaires et politiques américains, du genre Bullitt, les leaders syndicaux jaunes du genre Green, les socialistes français avec Blum, l'apologiste fieffé du capitalisme en tête, le social-démocrate allemand Schumacher et les leaders travaillistes du type Bevin, collaborent étroitement à la réalisation du plan idéologique établi par l'impérialisme américain.

La « *doctrine Truman* » et le « *plan Marshall* » sont, dans les conditions actuelles aux Etats-Unis, l'expression concrète des efforts expansionnistes. Au fond, ces deux documents sont l'expression d'une même politique, bien qu'ils se distinguent par la forme sous laquelle y est présentée une même et seule prétention américaine d'asservir l'Europe.

En ce qui concerne l'Europe, les principales lignes de la « *doctrine Truman* » sont les suivantes :

1° Création de bases américaines dans la partie orientale du bassin méditerranéen, afin d'affermir la domination américaine dans cette zone ;

2° Soutien démonstratif des régimes réactionnaires en Grèce et en Turquie, en tant que bastions de l'impérialisme américain contre la nouvelle démocratie dans les Balkans (aide militaire et technique à la Grèce et à la Turquie, octroi d'emprunts) ;

3° Pression ininterrompue sur les Etats à nouvelle démocratie, ce qui s'exprime par de fausses accusations de totalitarisme et d'aspirations expansionnistes, par les attaques contre les fondements du nouveau régime démocratique, par l'immixtion continuelle dans les affaires intérieures de ces Etats, par le soutien de tous les éléments antidémocratiques à l'intérieur de ces pays — éléments qui luttent contre l'Etat — par la cessation démonstrative des rapports économiques avec ces pays en vue de créer à ces derniers des difficultés économiques, de freiner leur développement économique, de faire échec à leur industrialisation, etc.

La « *doctrine Truman* » qui prévoit l'offre de l'aide américaine à tous les régimes réactionnaires, qui agissent de façon active contre les peuples démocratiques, porte un caractère ouvertement agressif. Sa publication a provoqué une certaine gêne même dans les milieux des capitalistes américains habitués à n'importe quoi. Aux Etats-Unis et dans d'autres pays, les éléments progressistes ont protesté énergiquement contre le caractère provoquant, ouvertement impérialiste, de l'intervention Truman.

L'accueil défavorable qui a été fait à la « *doctrine Truman* » a rendu nécessaire le « *plan Marshall* » qui est une tentative plus voilée de mener cette même politique d'expansion.

Le fond des formules voilées, embrouillées intentionnellement, du « *plan Marshall* » consiste à former un bloc d'Etats liés aux Etats-Unis par des engagements et à offrir aux Etats européens des crédits américains, en paiement de la renonciation à leur indépendance économique et ensuite à leur indépendance politique. L'essentiel du « *plan Marshall* » est donc de reconstruire les régions industrielles de l'Allemagne occidentale, contrôlées par les monopoles américains.

Il ressort des délibérations qui se sont succédé et des interventions des hommes d'Etat américains que l'objet du « *plan Marshall* » n'est pas une offre de secours, tout d'abord aux pays vainqueurs appauvris, alliés de l'Amérique dans la lutte contre l'Allemagne, mais une offre de secours aux capitalistes allemands, afin que, tenant en main les sources principales de charbon et de métal, nécessaires à l'Europe et à l'Allemagne, les Etats qui ont besoin de charbon et de métal soient placés sous la dépendance de la puissance économique de l'Allemagne en voie de restauration.

Malgré le fait que le « *plan Marshall* » prévoit l'abaissement de l'Angleterre, ainsi que celui de la France, à l'état de puissances de second ordre, le gouvernement travailliste d'Attlee en Angleterre et le gouvernement socialiste de Ramadier en France se sont accrochés au « *plan Marshall* » comme à une planche de salut. On sait que l'Angleterre a déjà presque dépensé l'emprunt américain de 3.750 millions de dollars qui lui fut octroyé en 1946. On sait aussi que l'Angleterre a eu les pieds et les mains liés par les conditions asservissantes de cet emprunt. Le gouvernement travailliste de l'Angleterre, serré comme dans un noeud coulant par sa dépendance financière envers les Etats-Unis, ne voit d'autre issue, pour en sortir, que l'obtention de nouveaux emprunts. C'est pourquoi il a accueilli le « *plan Marshall* » comme une issue à l'impasse économique, comme une chance d'obtenir de nouveaux crédits. En outre, les hommes politiques anglais avaient compté sur la création du bloc des pays de l'Europe occidentale — pays débiteurs des Etats-Unis — afin d'essayer de jouer à l'intérieur de ce bloc le rôle d'un gérant en chef américain qui pourrait, à la rigueur, en tirer profit au détriment des pays faibles. Là bourgeoisie anglaise avait caressé le rêve qu'en utilisant le « *plan Marshall* », en rendant des services aux monopoles américains et en se soumettant à leur

contrôle, elle recouvrerait ses positions perdues dans certains pays et, en particulier, rétablirait ses positions dans les régions balkano-danubiennes.

Afin de donner extérieurement une plus grande apparence « *d'objectivité* » aux propositions américaines, il avait été décidé d'inclure, au nombre des initiateurs devant préparer la réalisation du « *plan Marshall* », la France, qui avait déjà sacrifié à moitié sa souveraineté nationale en faveur des Etats-Unis, puisque l'octroi du crédit à la Fiance, en mai 1947, de la part des Etats-Unis, avait été conditionné par l'éloignement des communistes du gouvernement. Suite à la directive de Washington, les gouvernements d'Angleterre et de France avaient proposé à l'Union Soviétique de participer à l'examen des propositions Marshall. Une telle démarche devait masquer le caractère hostile à l'U.R.S.S. de ces propositions. Sachant bien d'avance que l'U.R.S.S. se refuserait à discuter les propositions d'aide américaine selon les conditions formulées par Marshall, on avait fait le calcul d'en profiter pour essayer de mettre à la charge de l'U.R.S.S. la responsabilité du « *refus de contribuer à la reconstruction économique de l'Europe* » et de cette façon dresser contre l'U.R.S.S. les pays européens qui ont besoin d'un secours réel. Si, par contre, l'U.R.S.S. acceptait de participer aux pourparlers, il serait facile de faire tomber dans le piège de « *la reconstruction économique de l'Europe avec l'aide de l'Amérique* » les pays de l'Est et du Sud-Est de l'Europe. Pendant que le « *plan Truman* » misait sur l'intimidation terroriste de ces pays, le « *plan Marshall* » avait comme objectif de sonder la fermeté de leur situation économique, de tenter de les séduire et de les lier ensuite par le « secours » du dollar.

Le « *plan Marshall* » était appelé, dans ce cas donné, à contribuer à la réalisation de l'une des tâches les plus importantes du programme américain général : restaurer le pouvoir de l'impérialisme dans les pays de la nouvelle démocratie, obliger ces pays à renoncer à leur coopération économique et politique étroite avec l'Union Soviétique.

Les représentants de l'U.R.S.S., ayant consenti à examiner à Paris, avec les gouvernements de l'Angleterre et de la France, les propositions de Marshall, ont démasqué, à la Conférence de Paris, le manque de fondement de la tâche visant à l'élaboration d'un programme économique pour toute l'Europe. Ils ont dévoilé, dans la tentative de créer une nouvelle organisation européenne sous l'égide de la France et de l'Angleterre, une menace d'immixtion dans les affaires intérieures des pays européens et de violation de leur souveraineté. Ils ont démontré que le « *plan Marshall* » est en contradiction avec les principes normaux de coopération internationale, qu'il porte dans son sein la scission de l'Europe, la menace d'assujettissement d'un certain nombre de pays européens aux intérêts du capitalisme américain et qu'il est basé sur l'octroi préférentiel, par rapport aux Alliés, de secours aux consortiums et monopoles allemands à la reconstitution desquels le « *plan Marshall* » réserve avec évidence un rôle particulier en Europe.

Cette position claire de l'Union Soviétique a enlevé le masque au plan des impérialistes américains et de leurs commis anglo-français.

La Conférence européenne a subi un échec scandaleux. Huit Etats européens ont refusé d'y participer. Mais il y a eu aussi, parmi les Etats qui avaient accepté de participer à l'examen du « *plan Marshall* » et à l'élaboration de mesures concrètes pour sa réalisation, un certain nombre de pays qui n'ont pas fait un accueil particulièrement enthousiaste à ce « plan », d'autant plus qu'on s'est bientôt aperçu que les suppositions de l'U.R.S.S. étaient entièrement justes, c'est-à-dire que ce plan est loin de comporter une aide effective et réelle. Il se trouve que le gouvernement des Etats-Unis ne se presse pas du tout de réaliser les promesses de Marshall. Des personnalités politiques américaines du Congrès ont reconnu que ce dernier ne discuterait pas avant 1948 les nouvelles sommes allouées pour les crédits promis à quelques pays européens.

Ainsi, il est devenu évident que l'Angleterre, la France et d'autres Etats de l'Europe occidentale, qui ont accepté le « *schéma parisien de réalisation* » du « *plan Marshall* », sont tombés eux-mêmes victimes du chantage américain.

Cependant, les tentatives de former un bloc occidental sous l'égide de l'Amérique continuent.

Il faut noter que la variante américaine du bloc occidental ne peut pas ne pas rencontrer de sérieuses oppositions, même dans les pays qui dépendent déjà des Etats-Unis, tels que l'Angleterre et la France. La perspective de restaurer l'impérialisme allemand en tant que force réelle capable de s'opposer à la démocratie et au communisme en Europe ne peut séduire ni l'Angleterre ni la France. Nous nous trouvons là en présence d'une des principales contradictions intérieures du bloc Angleterre-Etats-Unis-France. Visiblement, les monopoles américains, comme toute la réaction internationale, n'estiment pas que Franco ou encore les fascistes grecs soient un rempart un tant soit peu sûr des Etats-Unis contre l'U.R.S.S. et les nouvelles démocraties en Europe. C'est pourquoi ils nourrissent des espoirs particuliers sur la restauration de l'Allemagne capitaliste, considérant qu'elle constituerait la plus importante garantie pour le succès de la lutte

contre les forces démocratiques en Europe. Ils n'ont confiance ni dans les « travaillistes » en Angleterre, ni dans les socialistes en France, estimant que, malgré toute leur complaisance, ils sont des « semi-communistes » n'ayant pas suffisamment mérité la confiance.

C'est pourquoi la question allemande, et en particulier celle du bassin de la Ruhr, base du potentiel militaire et industriel du bloc hostile à l'U.R.S.S., est la plus importante de la politique internationale et fournit un sujet de litige entre les Etats-Unis, l'Angleterre et la France.

Les appétits des impérialistes américains ne peuvent pas ne pas provoquer de sérieuses inquiétudes en Angleterre et en France. Les Etats-Unis ont fait comprendre d'une manière non équivoque qu'ils veulent prendre la Ruhr aux Anglais. Les impérialistes américains exigent aussi la fusion des trois zones d'occupation et veulent établir ouvertement l'isolement politique de l'Allemagne occidentale sous le contrôle américain. Les Etats-Unis insistent pour que le niveau de production de l'acier soit élevé dans le bassin de la Ruhr sur la base du maintien des entreprises capitalistes sous l'égide des Etats-Unis. Les crédits promis par Marshall pour la reconstruction de l'Europe sont compris à Washington de préférence comme aide aux impérialistes allemands.

Ainsi apparaît le « bloc occidental » qu'est en train de forger l'Amérique, non d'après le modèle du plan Churchill des Etats-Unis d'Europe, qui fut conçu comme instrument de la politique anglaise, mais comme protectorat américain dans lequel les Etats souverains d'Europe, y compris l'Angleterre elle-même, auront à jouer un rôle qui n'est pas si éloigné du rôle du fameux « 49^e Etat d'Amérique ». L'impérialisme américain traite l'Angleterre et la France de plus en plus insolentement et cyniquement. Les délibérations à deux et à trois sur les problèmes concernant la fixation du niveau de production industrielle de l'Allemagne occidentale (Angleterre-Etats-Unis, Etats-Unis-France) ; qui enfreignent arbitrairement les décisions de Potsdam, prouvent en même temps que les Etats-Unis ne tiennent nullement compte des intérêts vitaux de leurs partenaires en pourparlers. L'Angleterre, et surtout la France, sont obligées d'entendre le diktat américain et de l'accepter avec résignation. La conduite de la diplomatie américaine à Londres et à Paris, sous maints aspects, rappelle celle que l'on observe en Grèce, où les représentants américains n'estiment plus du tout nécessaire de respecter les convenances, nomment et déplacent comme bon leur semble les ministres grecs et se conduisent en conquérants. Ainsi, le nouveau plan de « *dawisation* » de l'Europe est, au fond, dirigé contre les intérêts fondamentaux des peuples d'Europe : c'est un plan d'asservissement et d'assujettissement de l'Europe aux Etats-Unis.

Le « *plan Marshall* » est dirigé contre l'industrialisation des pays démocratiques de l'Europe et, par conséquent, contre les fondements de leur indépendance. En son temps, le plan de « *dawisation* » de l'Europe fut mis en échec, alors que les forces de la résistance au plan Dawes étaient bien inférieures à celles d'aujourd'hui. Maintenant, dans l'Europe d'après guerre, il existe un nombre parfaitement suffisant de forces, sans parler de l'Union Soviétique, qui, si elles manifestent leur volonté et leur décision, peuvent faire échec à ce plan d'asservissement. Il n'est question pour les peuples d'Europe que de faire preuve de volonté de résistance, d'être prêts à la résistance. En ce qui concerne l'U.R.S.S., elle mettra toutes ses forces à empêcher la réalisation de ce plan.

L'appréciation que les pays du camp anti-impérialiste ont donnée du « *plan Marshall* » a été entièrement confirmée par la marche des événements. Le camp des pays démocratiques s'est montré vis-à-vis du « *plan Marshall* » comme une force puissante qui veille à la sauvegarde de l'indépendance et de la souveraineté de tous les peuples européens, une force qui ne se laisse pas influencer par le chantage et l'intimidation, et qui, de même, ne se laisse pas tromper par les fausses manœuvres de la diplomatie du dollar.

Le gouvernement soviétique n'a jamais fait d'objection à l'utilisation de crédits étrangers, en particulier américains, en tant que moyen capable d'accélérer le processus de la reconstruction économique. Cependant, l'Union Soviétique s'en tient toujours à ce principe que les conditions de crédit ne portent pas un caractère d'asservissement, ne conduisent pas à l'asservissement économique et politique de l'Etat débiteur par l'Etat créateur. Ayant comme point de départ cette orientation politique, l'Union Soviétique a toujours défendu la position suivant laquelle les crédits étrangers ne doivent pas être l'instrument principal de la reconstitution de l'économie du pays. La condition fondamentale et décisive de la reconstruction économique doit consister dans l'utilisation des ressources intérieures de chaque pays et dans la création de sa propre industrie. Sur une telle base seulement peut être assurée l'indépendance du pays contre les atteintes de la part du capital étranger qui manifeste constamment sa tendance à utiliser le crédit comme instrument d'asservissement politique et économique. Tel est précisément le « *plan Marshall* », dirigé contre l'industrialisation des pays européens et visant, par conséquent, à saper leur indépendance.

L'Union Soviétique défend inlassablement la thèse que les rapports politiques et économiques réciproques entre les différents Etats doivent s'édifier exclusivement sur les principes d'égalité des droits de chaque Etat et le respect réciproque de leur souveraineté. La politique extérieure soviétique, et en particulier les rapports économiques soviétiques avec les Etats étrangers, sont basés sur le principe d'égalité des droits, assurant dans les accords conclus des avantages bilatéraux. Les traités avec l'U.R.S.S. constituent des accords réciproquement avantageux pour les parties contractantes. Ils ne contiennent jamais rien qui pourrait porter atteinte à l'indépendance de l'Etat, à la souveraineté nationale des parties contractantes. Cette distinction fondamentale des accords de l'U.R.S.S. avec les autres Etats saute nettement aux yeux, surtout maintenant, à la lumière des accords injustes, basés sur l'inégalité des droits, que les Etats-Unis concluent et préparent.

La politique commerciale extérieure de l'Union Soviétique ne connaît pas d'accords fondés sur l'inégalité des droits. Bien plus, le développement des rapports économiques de l'U.R.S.S. avec tous les Etats intéressés montre sur quelle base doivent s'établir des rapports normaux entre les Etats. Il suffit de rappeler les traités que l'U.R.S.S. a conclus récemment avec la Pologne, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie et la Finlande.

L'U.R.S.S. montre ainsi clairement les voies dans lesquelles l'Europe peut trouver une issue à sa situation économique difficile. L'Angleterre pourrait bénéficier d'un tel traité si le gouvernement travailliste, subissant la pression du dehors, n'avait pas laissé tomber l'accord en préparation avec l'U.R.S.S.

C'est un mérite indiscutable de la politique extérieure de l'U.R.S.S. et des pays de la nouvelle démocratie d'avoir démasqué le plan américain d'asservissement économique des pays européens.

Il faut, en outre, tenir compte de la circonstance suivante : l'Amérique elle-même se trouve devant la menace d'une crise économique. La générosité officielle de Marshall a ses propres causes sérieuses. Si les pays européens ne reçoivent pas de crédits américains, la demande de marchandises américaines de la part de ces pays va diminuer, ce qui contribuera de son côté à accélérer et à renforcer la crise économique qui s'approche aux Etats-Unis. C'est pourquoi, si les pays européens font preuve de la maîtrise nécessaire et de la volonté de résister aux conditions asservissantes de crédit, l'Amérique pourra se voir obligée de reculer.

IV. LES TACHES DES PARTIS COMMUNISTES POUR LE RASSEMBLEMENT DE TOUS LES ELEMENTS DEMOCRATIQUES ANTIFASCISTES ET AMIS DE LA PAIX DANS LA LUTTE CONTRE LES NOUVEAUX PLANS DE GUERRE ET D'AGRESSION

La dissolution du Komintern répondant aux exigences du développement du mouvement ouvrier dans les conditions de la nouvelle situation historique, a joué son rôle positif. Par la dissolution du Komintern, il a été mis fin pour toujours à la calomnie répandue par les adversaires du communisme et du mouvement ouvrier, à savoir que Moscou s'immisce dans la vie intérieure des autres Etats et que, soi-disant, les partis communistes des différents pays n'agissent pas dans l'intérêt de leur peuple, mais d'après les ordres du dehors. Le Komintern avait été créé après la première guerre mondiale, quand les partis communistes étaient encore faibles, quand la liaison entre la classe ouvrière des différents pays était presque inexistante et quand les partis communistes n'avaient pas encore de dirigeants du mouvement ouvrier généralement reconnus. Le Komintern eut le mérite de rétablir et de raffermir les liaisons entre les travailleurs des différents pays, d'élaborer les positions théoriques du mouvement ouvrier dans les nouvelles conditions du développement d'après guerre, d'établir les règles communes d'agitation et de propagande des idées du communisme et de faciliter la formation des dirigeants du mouvement ouvrier. Ainsi ont été créées les conditions de la transformation des jeunes partis communistes en partis ouvriers de masse. Cependant, à partir du moment où les partis communistes se transformèrent en partis ouvriers de masse, leur direction provenant d'un centre devenait impossible et non conforme au but. On est arrivé à ceci que le Komintern, de facteur aidant au développement des partis communistes, avait commencé à se transformer en facteur freinant ce développement. La nouvelle phase de développement des partis communistes exigeait de nouvelles formes de liaison entre les partis. Ce sont ces circonstances qui ont déterminé la nécessité de la dissolution du Komintern et de l'organisation de nouvelles formes de liaison entre les partis.

Pendant les quatre années qui se sont écoulées depuis la dissolution du Komintern, on enregistre un renforcement considérable des Partis communistes, une extension de leur influence dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Asie. L'influence des Partis communistes s'est accrue non seulement dans les pays de l'Europe orientale, mais également dans presque tous les pays de l'Europe qui avaient connu la domination fasciste, ainsi que dans les pays comme la France, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège, le Danemark, la Finlande, etc., qui avaient connu l'occupation fasciste allemande. L'influence des communistes s'est renforcée tout particulièrement dans les pays de la nouvelle démocratie, où les Partis communistes sont devenus les partis les plus influents dans ces Etats.

Pourtant, dans la situation actuelle des Partis communistes, il y a aussi des faiblesses propres. Certains camarades avaient considéré la dissolution du Komintern comme signifiant la liquidation de toutes les liaisons, de tout contact entre les Partis communistes frères. Or, comme l'expérience l'a démontré, une pareille séparation des Partis communistes n'est pas juste, mais nuisible et foncièrement contre nature. Le mouvement communiste se développe dans les cadres nationaux, mais, en même temps, il est placé devant des tâches et des intérêts communs aux Partis communistes des différents pays. En fait, on se trouve devant un tableau bien étrange : les socialistes, qui se démènent farouchement pour prouver que le Komintern avait soi-disant dicté des directives de Moscou aux communistes de tous les pays, ont reconstitué leur Internationale, tandis que les communistes s'abstiennent de se rencontrer, et encore plus, de se consulter sur les questions qui les intéressent mutuellement, et tout cela par crainte de la calomnie des ennemis au sujet de la « main de Moscou ».

Les représentants des différentes branches d'activité — les savants, les coopérateurs, les militants syndicaux, les jeunes, les étudiants — estiment qu'il est possible d'entretenir entre eux un contact international, de faire des échanges de leurs expériences et de se consulter sur les questions concernant leurs travaux, d'organiser des conférences et des délibérations internationales, tandis que les communistes, même ceux des pays qui ont des relations d'alliés, se sentent gênés pour établir entre eux des relations d'amitié. Il n'y a pas de doute que pareille situation, si elle se prolonge, ne soit grosse de conséquences très nuisibles au développement du travail des partis frères. Ce besoin de consultation et de coordination libre des activités des différents partis est devenu particulièrement pressant, surtout maintenant, alors que la continuation de l'éparpillement pourrait conduire à l'affaiblissement de la compréhension réciproque et parfois même à des erreurs sérieuses.

Puisque la plus grande partie des dirigeants des partis socialistes (surtout les travaillistes anglais et les socialistes français) se comporte comme agents des cercles impérialistes des Etats-Unis d'Amérique, c'est aux Partis communistes qu'incombe le rôle historique particulier de se mettre à la tête de la résistance au plan américain d'asservissement de l'Europe et de démasquer résolument tous les auxiliaires intérieurs de l'impérialisme américain. En même temps, les communistes doivent soutenir tous les éléments vraiment patriotiques qui n'acceptent pas de laisser porter atteinte à leur patrie, qui veulent lutter contre l'asservissement de leur patrie au capital étranger et pour la sauvegarde de la souveraineté nationale de leur pays. Les communistes doivent être la force dirigeante qui entraîne tous les éléments antifascistes épris de liberté à la lutte contre les nouveaux plans expansionnistes américains d'asservissement de l'Europe.

Il importe de considérer qu'il y a très loin du désir des impérialistes de déclencher une nouvelle guerre à la possibilité d'organiser une telle guerre. Les peuples du monde entier ne veulent pas la guerre. Les forces attachées à la paix sont si grandes et si puissantes qu'il suffirait qu'elles fassent preuve de ténacité et de fermeté dans la lutte pour la défense de la paix pour que les plans des agresseurs subissent un fiasco total. Il ne faut pas oublier que le bruit fait par les agents impérialistes autour des dangers de guerre tend à intimider les gens sans fermeté ou ceux à nerfs faibles, afin de pouvoir, au moyen du chantage, obtenir des concessions en faveur de l'agresseur. Actuellement, le danger principal pour la classe ouvrière consiste en la sous-estimation de ses propres forces et en la surestimation des forces de l'adversaire. De même que dans le passé, la politique munichoise a encouragé l'agression hitlérienne, de même, aujourd'hui, les concessions à la nouvelle orientation des Etats-Unis d'Amérique et du camp impérialiste, peuvent inciter ses inspirateurs à devenir plus insolents et plus agressifs. C'est pourquoi les Partis Communistes doivent se mettre à la tête de la résistance dans tous les domaines — gouvernemental, économique et idéologique — aux plans impérialistes d'expansion et d'agression. Ils doivent serrer leurs rangs, unir leurs efforts sur la base d'une plate-forme anti-impérialiste et démocratique commune, et rallier autour d'eux toutes les forces démocratiques et patriotiques du peuple.

Une tâche particulière incombe aux Partis communistes frères de France, d'Italie, d'Angleterre et des autres pays. Ils doivent prendre en main le drapeau de la défense de l'indépendance nationale et de la souveraineté de leurs propres pays. Si les Partis communistes frères restent fermes sur leurs positions, s'ils ne se laissent pas influencer par l'intimidation et le chantage, s'ils se comportent résolument en sentinelles de la paix durable et de la démocratie populaire, de la souveraineté nationale, de la liberté et de l'indépendance de leur pays, s'ils savent, dans leur lutte contre les tentatives d'asservissement économique et politique de leur pays, se mettre à la tête de toutes les forces disposées à défendre la cause de l'honneur et de l'indépendance nationale, aucun des plans d'asservissement de l'Europe ne pourra être réalisé.

(Cahiers du communisme, novembre 1947, pp. 1124-1151.)

F. Dvoriankine – La victoire de la science biologique mitchourinienne

Du 4 au 12 août 1948, la « Pravda », tirée à des millions d'exemplaires pour des dizaines de millions d'hommes et de femmes, a publié les débats de la session pansoviétique de l'Académie d'Agronomie. Il s'agissait de la discussion sur l'état de la science biologique à la suite du rapport de T.-D. Lyssenko. Nous publions ci-dessous l'article de F. Dvoriankine paru dans le n° 16 du « Bolchevik », du 30 août 1948. Nous signalons à nos lecteurs qu'ils trouveront dans la revue « Europe » (Europe, éditée par la Bibliothèque Française, 33 rue Saint André-des-Arts, Paris-6^e. — Prix de ce numéro spécial : 175 francs.) n° 33-34 d'octobre 1948, le rapport et les conclusions de Lyssenko, l'essentiel des interventions, les résolutions de l'Académie d'Agronomie et de l'Académie des Sciences. L'ensemble de ces matériaux est présenté par un article excellent d'Aragon « De la libre discussion des idées ».

La Rédaction.

La lutte de la tendance mitchourinienne en biologie contre la biologie réactionnaire idéaliste weismanienne s'est achevée par la défaite justifiée de Weismann. La victoire de la doctrine de Mitchourine c'est la victoire de la science authentique sur la pseudo-science, la victoire de la tendance matérialiste sur la tendance idéaliste, réactionnaire, en biologie. Le triomphe de la biologie mitchourinienne et la défaite du weismanisme réactionnaire serviront au rassemblement de tous les biologistes soviétiques sur la base d'une théorie scientifique d'avant-garde, édifiée sur les principes de la philosophie marxiste-léniniste et confirmée par la pratique.

La victoire de la tendance mitchourinienne est d'une grande importance pour la biologie théorique qui donne les principes généraux à toute une série de sciences spéciales et, avant tout, aux sciences agricoles. L'agronome, le sélectionneur, le zootechnicien, le microbiologiste ont maintenant en main une arme sûre et éprouvée pour la transformation dirigée des formes animales et végétales. La victoire de la biologie mitchourinienne a mis fin à la « théorie » selon laquelle les variations dans le développement de l'organisme vivant se produiraient au hasard, sans aucun lien avec les conditions de vie de cet organisme. La doctrine mitchourinienne, qui lie les variations héréditaires des organismes aux conditions de leur vie, donne aux travailleurs de l'agrobiologie la possibilité d'agir consciemment sur le développement et la variation des organismes et d'obtenir des modifications dirigées de ces organismes. Le monde des formes vivantes avec lesquelles travaillent les biologistes, n'est pas un monde où règne l'aveugle hasard et où il ne reste à l'homme qui aspire à la création de nouvelles formes vivantes qu'à attendre le succès, comme à la loterie, sans pouvoir intervenir en aucune façon ! D'après la doctrine mitchourinienne, le monde organique et ses variations sont soumis à des lois strictes. La connaissance de ces lois, acquise par Mitchourine et ses successeurs, ouvre un large champ à l'activité créatrice où l'homme se fixe à l'avance un but, cherche à l'atteindre et l'atteint, suivant un plan, en agissant sur les organismes et en les transformant rationnellement conformément à ses besoins.

Le peuple soviétique apprécie et estime la science mitchourinienne ; il la voit en action, ressent son aide pratique dans l'agriculture, attend d'elle une activité encore plus grande pour la réorganisation de la technologie agricole, pour la production de nouvelles sortes et de nouvelles races, de productivité nettement accrue, capables de répondre de manière féconde à des conditions améliorées de culture, de soins et d'entretien. C'est avec satisfaction que l'opinion publique soviétique a appris que le rapport de Lyssenko, président de l'Académie Lénine des Sciences agricoles avait été approuvé par le Comité Central du Parti bolchevik. Ce rapport dévoile complètement l'essence antipopulaire, idéaliste, réactionnaire de la théorie chromosomienne de l'hérédité et l'idée réactionnaire de Weismann, de Vries, Bateson, Morgan présentant l'évolution comme un processus régressif et de dépérissement.

Désormais, la science biologique se développera librement sur la base de la doctrine mitchourinienne, dans d'actives recherches sur les phénomènes de la nature sans les tentatives perpétuelles des morganiens d'imposer leur théorie réactionnaire aux biologistes soviétiques, sans les obstacles mis par les mendéliens militants à l'introduction dans la pratique agricole des acquisitions de la science mitchourinienne.

Dans le domaine de la biologie la jeunesse soviétique se libère des idées réactionnaires et idéalistes que lui inculquaient les weismanno-morganiens. On étudiera dans l'enseignement supérieur la biologie matérialiste scientifique, développée dans les oeuvres des éminents biologistes matérialistes Timiriasev, Mitchourine, Williams et non pas les sottises des weismanno-morganiens s'efforçant d'exclure du darwinisme, ses éléments matérialistes.

Déjà, du vivant de Darwin et surtout après sa mort, l'hostilité de la science bourgeoise envers le noyau matérialiste du darwinisme s'était nettement dessinée. Les réactionnaires en biologie et en philosophie

commencèrent une offensive commune contre la théorie de la sélection naturelle, contre le darwinisme. A la fin du siècle dernier, les anti-darwinistes, les plus avoués s'unissent avec les « néo-darwinistes », dirigés par le zoologiste allemand Weismann. Ce dernier s'élevait contre le principe de l'hérédité des caractères acquis, contre l'interprétation darwiniste du processus de développement des formes vivantes comme processus d'accumulation des variations provoquées par l'action sur les organismes de leurs conditions de vie. A. Weismann a opposé sa théorie de la « sélection embryonnaire » à la sélection naturelle de Darwin considérée comme la conservation et le développement des modifications de la nature des organismes, accumulées au cours du processus de leur adaptation aux conditions de leur activité vitale. Weismann a appelé les savants à « rejeter définitivement le principe de Lamarck (hérédité des propriétés acquises – F.D.) et à appliquer avec conséquence le principe de sélection, en le transférant aux derniers éléments de la substance germinative, découverte récemment (« Conférence sur la théorie de l'évolution », 1^{re} partie, préface).

En engageant sa campagne contre le darwinisme, Weismann a entièrement nié l'importance pour la sélection de la lutte entre espèces et affirmé que seule la lutte à l'intérieur de l'espèce revêt une importance évolutive. Il estimait que, bien que la « limitation réciproque des espèces puisse fortement limiter une espèce dans son expansion, réduire son effectif normal même jusqu'à zéro, c'est-à-dire jusqu'à sa destruction complète, elle ne peut rendre l'espèce autre qu'elle n'est déjà ».

Weismann s'est attaché au schéma erroné de Malthus, admis par Darwin et il en gonfla l'importance par toutes sortes de moyens. Cette conception de Weismann, jointe à l'incompréhension de l'essence et de l'importance de la loi de l'assimilation par l'organisme de substances puisées par lui dans le milieu environnant comme base de la variabilité des êtres, conduisit Weismann à énoncer la théorie de la « sélection embryonnaire », à renoncer à la sélection naturelle de Darwin et à prêcher la théorie mystique de l'existence d'une substance germinative particulière, fondamentalement distincte du corps vivant et dont il faisait la « substance héréditaire ».

S'appuyant sur la théorie de « la lutte des parties de l'organisme » proclamée par V. Roux, en 1881, Weismann a répandu le principe malthusien de la concurrence vitale destructrice acharnée des cellules, des tissus et des « éléments germinatifs ». Il affirma qu'une particule germinative qui assimile rapidement grâce à son excitation fonctionnelle se multiplie avec rapidité, enlevant la nourriture aux autres particules voisines, qui se multiplient plus lentement, et par là même les supplante.

De cette « conception » absurde, inventée de toutes pièces, Weismann a « tiré » la théorie idéaliste de l'hérédité chromosomienne, liant sa doctrine sur la « substance héréditaire » aux chromosomes, à leur division et à leur fusion. L'essence de la théorie de l'hérédité, idéaliste, réactionnaire, de Weismann, conduit à ce qui suit : Weismann affirme que, dans le processus de la lutte pour l'existence entre les cellules à l'intérieur de l'organisme, se réalise leur différenciation et la distinction des vainqueurs. A l'en croire, la capacité de reproduire la matière vivante et de diriger le développement de l'organisme n'appartient qu'aux « déterminants » fondamentaux, aux unités « vitales » conditionnant la reproduction de l'hérédité des parents et des ancêtres plus éloignés ; il ne peut pas se former de nouveaux « déterminants », ceux-ci ne sont pas soumis à l'action du métabolisme dans l'organisme, étant pratiquement immortels, ils se multiplient par division.

« Les déterminants spécifiques » — affirme A. Weismann — ne peuvent, en aucune façon, être créés, de même qu'un être vivant ne peut provenir que d'un embryon, la cellule que d'une autre cellule, le grain que d'un grain déjà existant.

Ainsi, selon la théorie de Weismann, la « substance héréditaire », les « unités vitales » qui possèdent une capacité particulière mystérieuse de reproduire l'organisme entier avec toute l'hérédité des formes ancestrales apparues dans le processus de l'évolution, ne sont soumises à aucune action de l'extérieur : ni à l'action des échanges de matières entre l'organisme et le milieu, ni à l'action des conditions de vie de l'organisme.

Cela signifie l'extinction du processus de néo-formation puisque les « déterminants » ne varient pas. Il ne reste donc que la possibilité de modifications dans leurs combinaisons et de leur division en unités plus petites ; mais non pas celle de l'apparition de nouvelles unités. La « théorie » de la division de la matière vivante en deux substances menant une existence parallèle a conduit Weismann à nier le développement progressif du monde vivant. Tout cela coïncidait avec les points de vue des autres antidarwinistes, qui enseignaient que le processus de l'évolution est en cours d'extinction et que l'hérédité est indépendante des conditions de vie des organismes.

L'école de Morgan a joint la doctrine réactionnaire de Weismann sur l'hérédité à la théorie des mutations de De Vries. Dès le début, cette école s'est manifestée comme un rassemblement d'antidarwinistes militants essayant ; d'adapter la théorie de l'évolution à la doctrine de la dégradation de l'hérédité, à l'affirmation du

caractère fortuit, non dirigé, non conditionné, des variations héréditaires; cette école a tenté de réfuter le principe darwinien de l'accumulation par la sélection des variations positives successives, acquises au cours du développement individuel des organismes.

Voici, par exemple, une déclaration du chef de cette école, le professeur T.-H. Morgan, zoologiste et généticien américain :

« Le mutationniste peut, de façon précise, affirmer que la partie essentielle de la théorie de la sélection naturelle de Darwin s'est montrée sans fondement, à savoir son affirmation suivant laquelle les variations individuelles qui se rencontrent partout, représentent une source pour l'évolution ; le mutationniste nie cette affirmation. » (« Principes expérimentaux de l'évolution ». Edition russe, p. 87.)

Il n'est pas étonnant que certains adeptes de Morgan, conservant les mêmes principes fondamentaux, ramènent toute l'évolution à la ségrégation au cours de la sélection, des mutations individuelles survenues au hasard et nient l'action des conditions de vie extérieures sur l'hérédité des organismes. Tel est le cas, par exemple, de l'école évolutionniste morganiste de l'académicien Schmalhausen.

Si les variations héréditaires ne sont que fortuites, « ne dépendent » pas de l'histoire antérieure de l'espèce et de l'individu, « ne dépendent » pas des conditions extérieures et de la physiologie de l'organisme qu'elles modifient, alors il est clair qu'il y a impossibilité de principe à les prévoir et qu'elles sont inconnaissables. La conclusion logique d'une telle altération des faits, est l'agnosticisme et l'idéalisme dans la biologie.

Se référant aux expériences faites sur les haricots par le botaniste danois Johansen, qui ressuscita la thèse des idéologues du régime esclavagiste de la Grèce antique, leur doctrine de la pureté des éléments héréditaires des races élues et de leur incapacité à se mêler, Morgan affirme, que « l'on ne peut rien obtenir par la sélection des variants apparus par suite d'actions externes » (conséquence qui, du point de vue de Morgan ne peut être que l'effet du hasard). D'après lui, le principe de Darwin, selon lequel, en sélectionnant les variants les plus extrêmes de la population, la génération suivante sera modifiée plus encore dans la même direction, s'est avéré faux. « Ni les facteurs génétiques qui déterminent partiellement la variabilité, ni les conditions du milieu extérieur ne peuvent réaliser un tel processus, a déclaré Morgan. Or, sans cela, la sélection naturelle est incapable de réaliser l'évolution. »

I. Schmalhausen expose les mêmes points de vue en 1947 dans son intervention contre les travaux de T. Lyssenko : « La sélection naturelle et la concurrence à l'intérieur de l'espèce. » Et dans son article : « Les facteurs extérieurs : la lutte entre les espèces et la concurrence à l'intérieur de l'espèce dans leur action réciproque », paru dans le n° 1 de 1948 du « Courrier de l'Université de Moscou. », l'académicien, I. Schmalhausen écrit :

« Aussi bien, les facteurs physiques que les facteurs biotiques d'ordre « inter-spécifique » agissent sur l'espèce donnée comme facteurs extérieurs — ils détruisent des individus ou au moins oppriment leur développement et leur multiplication. » « Ils ne peuvent avoir d'autre action que l'élimination et la destruction. »...

« Ce rôle limité des facteurs extérieurs se manifeste d'une façon parfaitement claire si nous avons devant nous une population d'individus qui, génétiquement, sont parfaitement de même race. »

Ainsi, nos compatriotes adeptes de Weismann et Morgan ne font que masquer pudiquement l'essence anti-darwiniste de leurs points de vue sur l'évolution quand, sous le feu de la critique des mitchouriniens, ils parlent de leurs divergences imaginaires avec Weismann et Morgan.

Le caractère progressif du processus d'évolution — développement des formes vitales allant du simple au complexe, de l'inférieur au supérieur — est un fait observé par tous. C'est pourquoi les adeptes de Weismann et de Morgan ne peuvent nier ouvertement le caractère progressif de l'évolution. Mais toute la base idéaliste, réactionnaire, de leur théorie, leurs prémisses fondamentales aboutissent inévitablement à répandre l'idée d'une évolution qui s'éteint ou se dégrade. Dans la même brochure, où il expose brièvement tout le système des conceptions de son école sur l'évolution, Morgan écrit dans le chapitre « La dégradation des gènes » :

« Nous avons des données selon lesquelles la majorité des mutants ne conviennent pas mieux que la forme originaire aux conditions du milieu dans lesquelles ils vivent ni même à n'importe quelles autres nouvelles conditions connues, mis à part leur utilité spéciale pour le travail génétique. Le tableau général que nous obtenons ici, c'est celui d'un processus se déroulant sur un plan incliné : le fait est que, dans les limites de ce que l'on connaît, la substance germinative est instable et plus encline à régresser qu'à progresser. »

Tout le caractère erroné de cette théorie bourgeoise et de toute l'école des généticiens weismaniens est reflété ici comme dans une goutte d'eau. Ils considèrent comme étant spécialement propres aux travaux génétiques

les sujets mêmes qui sont particulièrement impropres à la pratique. L'unique correction qu'ils admettent à la théorie de la permanence de la « substance germinative » est la tendance à la régression, ou plus précisément, la tendance de la mouche du vinaigre, torturée par les conditions de laboratoire, par l'éther et la nourriture artificielle, à donner une descendance monstrueuse. Et les morganiens édifient la théorie de l'hérédité, la théorie de l'évolution sur de tels faits, aussi éloignés de la vie que le ciel de la terre. Ce n'est pas de la science, mais de l'obscurantisme.

Les théories réactionnaires weismanno-morganiennes sont un fruit typique de l'idéologie bourgeoise de l'époque de décadence et de putréfaction du capitalisme. Elles reflètent la conception du monde des valets diplômés de la bourgeoisie, pour qui la fin prochaine de leur classe représente la fin de la civilisation, la mort de la culture, la fin du monde. D'où les « théories » de la dégradation, de l'énergie et de la mort thermique de l'univers, la théorie de la transformation de la matière en néant dans la physique, la théorie de la « dégradation des gènes » et de l'extinction de l'évolution dans la science biologique, particulièrement clairement exprimée dans les travaux de Morgan.

Les théories pseudo-scientifiques de Weismann et Morgan, en biologie, contribuent à perpétuer la domination de la bourgeoisie. Ces biologistes, arrangeant les faits, cherchent un fondement « naturel » à la division des hommes en races dominantes et soumises, appuient les prêches sur l'inévitabilité des guerres entre les peuples.

La génétique morganienne est à la base de la pseudo-science de l'eugénique qui élabore les bases d'une humanité de propriétaires d'esclaves. Les leaders réactionnaires de la génétique de Morgan prêchent ouvertement la nécessité de la stérilisation et des autres méthodes de limitation de la natalité parmi les peuples opprimés des colonies, ainsi que la nécessité d'empêcher la reproduction des individus « héréditairement prédisposés au bolchevisme » ; ils rêvent de constituer des espèces spéciales d'esclaves soumis et stupides.

En ce qui concerne la direction de la pratique agricole, l'impuissance totale des morganiens dans ce domaine est apparue avec toute son évidence. Le weismanno-morganisme désarme les biologistes qui travaillent pour la pratique — les sélectionneurs, les agrotechniciens, les zootechniciens. Il leur inculque l'idée que l'hérédité des êtres vivants n'est pas soumise à l'action des conditions extérieures.

La théorie morganienne et les « expériences » sur la drosophile (mouche du vinaigre) basées sur cette théorie, admettent dans le meilleur des cas que l'homme, au moyen des croisements d'individus porteurs de gènes différents, peut s'attendre avec un nombre énorme d'individus hybrides, à l'apparition d'une combinaison de caractères utiles convenant plus ou moins aux buts qu'il s'est donné et la manifestation de propriétés cachées, existant à l'état latent (« récessives »).

Cependant, même cet espoir passif des chercheurs de trésors est détruit par les expériences mêmes des « maîtres » morganiens, qui sont obligés de reconnaître que dans leurs expériences ils obtiennent, en règle générale, des modifications qui ne font que donner une descendance plus mauvaise. De ces expériences, il découle, d'après les conclusions des morganiens eux-mêmes, que les variations héréditaires sont extrêmement rares, que ces variations sont presque entièrement (et ils ne citent pas d'exceptions) régressives, c'est-à-dire représentant un mouvement en arrière par rapport à la forme originale. L'évolution du monde vivant comme se la représentent les biologistes bourgeois, n'est qu'un processus de dégradation.

Les tentatives faites pour appliquer le weismanno-morganisme dans la pratique de la sélection des plantes et des animaux ont entièrement fait faillite. L'impuissance de la théorie morganienne dans la direction de la pratique agricole est devenue « un lieu commun » dans le monde entier. Notre culture et notre élevage ont subi l'influence pernicieuse de la théorie weismanno-morganienne. Donnons-en un seul exemple, dans le domaine de la sélection des plantes. Avant que le morganomendélisme intervienne dans la pratique de la sélection, les nouvelles sortes se créaient au moyen de la sélection et de la multiplication des descendants des meilleures plantes. On utilisait depuis longtemps aussi l'hybridation pour réunir dans leur descendance les qualités précieuses des races dont on partait.

La sélection populaire faite par la paysannerie au cours de longs siècles a créé de nombreuses sortes de blé, d'orge, d'avoine et autres cultures. Ces sortes n'étaient pas très productives du fait qu'elles avaient été créées avec une agrotechnique peu développée, mais elles étaient toutes bien adaptées aux conditions climatiques locales et représentaient des populations endurantes et souples.

Il suffit de dire que les Etats-Unis d'Amérique, qui vantent leur succès dans la sélection des blés, ont obtenu presque toutes leurs meilleures sortes de blé à partir de nos espèces locales, importées du sud de la Russie.

Sous l'influence de la doctrine de génétique formelle de Johansen sur les soi-disant « lignées pures » des plantes autofécondables, la liquidation des anciennes sortes, formées dans les conditions locales, a commencé. A partir de ces sortes, on a créé des formes, extérieurement homogènes, qui se sont montrées plus productives dans les années de leur sélection. Les « lignées pures » formées, se multipliaient comme des sortes sélectionnées prêtes, leur sélection était orientée vers une homogénéité externe toujours plus grande et les populations complexes, d'origine locale, étaient impitoyablement écartées de la reproduction. Le résultat fut que les sortes anciennes, adaptées aux conditions environnantes et ayant engendré les meilleures sortes sélectionnées, étaient peu à peu presque liquidées.

Cependant, la population complexe est la forme d'existence des sortes et des races viables et florissantes. La diversité relative d'une race biologiquement une, la rend souple, héréditairement riche de possibilités d'adaptation à des conditions qui se modifient. La course à une uniformité morphologique et génétique superflue s'accompagne de la formation dans la sorte d'une uniformité physiologique et biologique, conduit à la stérilité et au manque de vitalité de la forme considérée.

Les sortes anciennes adaptées, sélectionnées par les paysans ont été presque entièrement perdues et les nouvelles, les « lignées pures homogènes » créées d'après Johansen se sont mises à dégénérer rapidement.

Après la sécheresse de 1924, une des tendances weismano-morganienne a proposé ses services pour la création de sortes résistant à la sécheresse, aux hivers rudes et aux maladies ; c'était l'école des cultivateurs fondée sur la théorie particulière des « centres d'origine » et sur « la loi » de la variabilité parallèle des formes végétales. Cette école proposa de chercher des sortes déjà prêtes résistant à la sécheresse et au gel dans les centres de concentration de « réserves de gènes » soi-disant dissimulés dans les formes végétales sauvages et semi-sauvages des montagnes d'Abyssinie, de Chine, des Indes et d'Amérique. Nos espèces locales et sélectionnées ont été déclarées impropres à servir de base pour la création de nouvelles sortes productives. La campagne contre les sortes locales s'intensifia. Après de nombreuses années de recherches, les expéditions ne ramenèrent aucune sorte qui aurait été capable, dans nos conditions, de dépasser les sortes locales ou même de les égaler. Les auteurs de la théorie des « centres d'origine » ont été obligés de le reconnaître. Ils ont dû déclarer qu'il était nécessaire de chercher, de protéger, de multiplier les sortes locales, de créer pour eux des centres de culture. Cependant, tout cela ne fut dit qu'après que les sortes locales aient été presque toutes évincées, malgré les protestations des adeptes de Mitchourine.

Les morganiens ont fréquemment juré de donner, dans les prochaines années, de nouvelles espèces synthétiques ou des sortes de plantes extraordinaires à l'aide des semences traitées par un poison, la colchicine, par l'irradiation ou même par l'ultrasonorisation des semences. Mais toutes ces promesses sont restées phrases creuses. Par contre, le mal que les morganiens ont causé à la science et à la pratique agricole a été tout à fait réel. L'école morganienne a freiné la sélection en U.R.S.S.

Le rapport de l'académicien T. Lyssenko a montré l'essence réactionnaire, métaphysique et idéaliste du weismanisme hostile à tout ce qui est progressif dans la science — aux éléments matérialistes du darwinisme, à la meilleure part de la doctrine de Lamarck, précurseur de la théorie de l'évolution des espèces.

Dans le passé, les représentants de la « théorie » de Weismann, à l'étranger, s'étaient efforcés d'enterrer la doctrine de Darwin en lui substituant le néodarwinisme. Aujourd'hui, ils mènent une campagne calomniatrice effrénée, dans la presse « scientifique » à la dévotion du capitalisme, contre I. Mitchourine et K. Timiriasev, contre les travaux de T. Lyssenko, et suggèrent l'interdiction pure et simple des expériences, contraires au standard bourgeois des « conceptions établies dans la science ».

Nos compatriotes morganiens se sont montrés honteusement proches de ces obscurantistes de la science. Les survivances de la servilité devant la science bourgeoise et le manque de foi dans les forces de la science d'avant-garde, de la science mitchourinienne, la capitulation de fait devant l'idéologie bourgeoise — voilà la source principale de la chute de nos morganiens, de leur attitude non seulement négative, mais directement hostile à n'importe quelle découverte, généralisation et proposition provenant des mitchouriniens. Nos weismano-morganiens ont placé au-dessus de tout leur unité avec la « science biologique mondiale unique » et ont craint comme le feu non pas les critiques des mitchouriniens, mais celles qu'ils auraient à subir de biologistes étrangers au cas où ils dévieraient de la ligne « généralement » admise par le weismanisme. Toute l'histoire de la lutte des weismaniens contre les mitchouriniens en témoigne; dans cette lutte, ils n'ont nullement ménagé le feu de leur critique. Cependant, ils ne se livraient qu'à une demi-critique pudique de la biologie étrangère et ils faisaient un silence craintif sur les travaux de I. Mitchourine et Lyssenko.

Il n'y a rien d'extraordinaire à ce qu'avec de telles dispositions à la capitulation, nos weismaniens n'aient même pas ouvert un feu de « harcèlement » sur les biologistes réactionnaires étrangers, mais au contraire,

qu'ils aient proclamé la théorie chromosomienne de l'hérédité « fond d'or de la biologie », qu'ils aient rêvé d'une « langue internationale unique » qui devrait se former sur la base de l'idée des gènes, qu'ils aient appelé à adorer la mémoire de Morgan et à se prosterner devant Mendel. Telle est la cause de la lutte acharnée de nos weismaniens contre la biologie matérialiste mitchourinienne. Certains d'entre eux se camouflaient derrière un bavardage sur la soi-disant « troisième ligne en biologie », appelant leur tendance, prétendue nouvelle, le « darwinisme orthodoxe ». Ils ont proclamé qu'un savant, telle une abeille, doit butiner le « nectar de la science » sur toutes les fleurs, et ils ont insisté sur la nécessité d'unir les tendances hostiles en biologie sur la base d'une interprétation « large » de la doctrine de I. Mitchourine qui la rendrait « compatible » avec la doctrine de Mendel.

Le morganisme, « mendélisant » Mitchourine et gonflant les erreurs malthusianistes de Darwin jusqu'à en faire la « pierre angulaire » de la théorie de l'évolution, telle est l'essence de la formation spéciale des militants du « néodarwinisme » qui est apparue dans notre pays, telle est l'essence des « darwinistes orthodoxes ».

Les considérations sur la « troisième ligne », en biologie tout comme les affirmations sur « l'égalité des droits » des tendances en lutte dans la biologie, représente une déviation des principales thèses du marxisme-léninisme. Lénine, Staline, le parti bolchevik enseignent que les principes ne se concilient pas, que dans le domaine de la théorie, la lutte des principes doit être couronnée par la victoire des vrais principes sur les faux. La position du Parti a été et reste de surmonter dans la science toutes les tendances non matérialistes et, par conséquent, réactionnaires, fausses.

Le marxisme a indiqué les éléments scientifiquement valables, matérialistes, du darwinisme et a critiqué ses erreurs et ses côtés faibles : sa conception plate de l'évolution en tant que processus de développement graduel, ne connaissant ni sauts ni discontinuités, le malthusianisme glissé dans le darwinisme, le caractère bourgeoisement borné des vues de Darwin.

L'attitude du Parti bolchevik envers Mitchourine et sa doctrine s'est clairement manifestée dans ce souci des destins de la biologie matérialiste qu'ont toujours montré V. I. Lénine et J. V. Staline. Ils ont sauvé la doctrine de I. Mitchourine de l'oubli et l'ont aidé à développer et achever ses travaux ; ils ont fait de ce savant le grand transformateur de la nature. La sollicitude paternelle qu'a portée quotidiennement le grand Staline au développement de la tendance mitchourinienne en biologie, à l'unité toujours plus étroite de la science mitchourinienne avec le peuple soviétique, montre nettement que le Parti Communiste voit en la doctrine mitchourinienne un stade nouveau, plus élevé, dans le développement de la biologie.

La théorie bourgeoise de l'égalité des droits des tendances scientifiques opposées et de la valeur égale des théories et hypothèses opposées sont le fruit typique de l'agnosticisme bourgeois, le fruit de la négation de la possibilité de connaître la vérité. La théorie de la pluralité des vérités est une théorie erronée, sapant le principe même de la connaissance humaine. Prêcher l'égalité des droits des théories opposées dans la science comme toute conciliation, c'est faire le jeu du parti qui a tort. Mais quel rapport une telle philosophie a-t-elle avec le marxisme-léninisme ? Il est clair qu'elle est étrangère au marxisme-léninisme.

La doctrine mitchourinienne réfute les inventions réactionnaires de la pseudo-biologie weismano-morganienne. Contrairement à la métaphysique du morgano-mendélisme séparant l'organisme du milieu, partageant l'organisme en « substance héréditaire » et corps, la science mitchourinienne donne l'unique solution scientifique du problème, en affirmant l'unité de l'organisme et des conditions nécessaires à sa vie, en rejetant le point de vue mystique de la « substance héréditaire » spéciale. I. Mitchourine s'est prononcé contre le mendélisme, indiquant que ce courant « contredit la vérité de la nature devant laquelle ne peut tenir aucune combinaison artificielle de phénomènes faussement compris ».

Mitchourine a écrit : « Il serait bon que l'observateur impartial prête attention à mes conclusions et contrôle personnellement la justesse de ces conclusions, elles se présentent comme étant la base que nous léguons aux expérimentateurs matérialistes des siècles et des millénaires à venir. » (Tome III, pages 300-301.)

Selon la doctrine de I. Mitchourine, l'hérédité des organismes, leur nature, sont le résultat historique de l'interaction d'une longue chaîne de générations, avec leurs conditions de vie. L'action des conditions extérieures sur la nature des organismes est d'importance décisive. L'homme peut diriger le processus de formation des propriétés héréditaires des organismes : en utilisant les propriétés héréditaires fixées, accumulées par ces organismes ; en ébranlant le conservatisme de l'hérédité, afin d'étouffer le développement des propriétés héréditaires non désirables, de développer les meilleures propriétés et d'en, créer de nouvelles. L'homme peut faire tout cela, connaissant les causes naturelles conduisant soit à l'affermissement des propriétés héréditaires, soit à leur affaiblissement, soit à l'apparition de nouvelles propriétés héréditaires.

La doctrine mitchourinienne, ayant établi les lois déterminant la variabilité héréditaire des organismes, a montré comment on peut *accélérer* le mouvement pour obtenir les formes végétales et animales nécessaires à l'homme.

« Avec l'intervention de l'homme, écrit Mitchourine, il devient possible *d'astreindre* chaque forme animale ou végétale à *se modifier plus rapidement* et qui plus est dans le *sens désiré par l'homme*. Ainsi, s'ouvre à l'homme un vaste champ d'activité de la plus grande utilité pour lui... » (Tome IV, page 72.)

La doctrine de I. Mitchourine, exposée dans son livre « Principes et méthodes de travail » et dans ses autres œuvres a été "établie comme résultat de ses nombreuses expériences sur les plantes à fruits.

I. Mitchourine a trouvé des moyens et des méthodes d'action transformatrice sur le processus de formation de l'hérédité des jeunes organismes plastiques ; il a élaboré le système des mentors et des régimes d'éducation rationnelle.

K. Timiriasev, développant la doctrine de Darwin sur la sélection naturelle comme processus d'accumulation de propriétés positives utiles pour la vie et d'adaptation aux conditions d'existence de l'espèce a indiqué l'importance de la physiologie pour résoudre les problèmes de la variabilité. Les causes naturelles de la variation des propriétés héréditaires de l'organisme consistent dans les modifications des conditions dans lesquelles se déroulent en lui les processus physiologiques.

I. Mitchourine et K. Timiriasev ont étudié le principal objet de la science biologique, l'organisme, du point de vue des processus de formation des propriétés héréditaires et du point de vue de la façon dont se manifestent ces propriétés dans les processus physiologiques. V. Williams a étudié les conditions de transformation du milieu vital extérieur qui nourrit la plante et a élaboré un système scientifique de restauration et d'amélioration des conditions de fertilité des sols : système d'assolements complets dans l'agriculture.

Le développement de la doctrine mitchourinienne se réalise dans les travaux de l'académicien Lyssenko. La théorie du développement par stades des plantes, qu'il a élaborée, montre comment les variations des conditions de culture des plantes modifient leur physiologie, transforment les besoins vitaux de la descendance des organismes modifiés, transforment leur hérédité, mènent par des modifications physiologiques successives à une modification nette de toute la nature des organismes.

La tendance mitchourinienne, en biologie, est vérifiée par l'utilisation dans la plus large pratique, des méthodes de Mitchourine, Williams et Lyssenko. Le monde entier en connaît le succès, témoignage le plus solide de la justesse de cette tendance.

Les méthodes mitchouriniennes, ce sont des méthodes d'action active, planifiée, de la part des sélectionneurs ou des agronomes, sur la nature des organismes, avec l'aide des conditions naturelles capables, dans leur interaction avec les organismes, de changer leur physiologie et par là même de modifier la structure et les besoins de leur descendance. Toutes ces méthodes, tant celles élaborées par Mitchourine que celles qui sont nées après lui, s'appuient sur la loi fondamentale de l'évolution : hérédité des propriétés acquises par les organismes dans le processus d'interaction avec les conditions de vie.

Comme on le sait, les méthodes de I. Mitchourine sont à la base des méthodes employées par T. Lyssenko et ses collaborateurs dans leurs travaux génétiques et de sélection : rapprochement végétatif préalable précédant le croisement des formes, hybridation végétative, utilisation des mélanges de pollen pour les croisements et autres. Mais, ici, le principal fut une direction générale juste dans l'élaboration des méthodes de sélection, qui donna des résultats féconds.

Sur la base de la théorie du développement par stades» T. Lyssenko a donné un fondement expérimental indiscutable à l'hérédité des caractères acquis au cours de l'ontogenèse, caractères apparus chez les plantes sous l'influence, des conditions de culture, créées à l'avance à cette intention. Il a transformé la sorte de blé d'hiver « coopérateur » en blé héréditairement de printemps par l'action directe des conditions de culture sur le premier stade de développement des plantes (stade de vernalisation) en contraignant les plantes à le traverser à une température élevée inhabituelle pour elles, proche de la limite de température tolérable pour la vie à ce stade.

Dans cette expérience et dans d'autres expériences, T. Lyssenko a prouvé que :

- a) les variations de l'hérédité ont lieu dans le processus de la vie individuelle des plantes sous l'action des conditions inhabituelles qui leur sont imposées ;
- b) pour l'essentiel, le processus de variation se déroule comme étant dirigé conformément à l'action des conditions de vie des plantes, bien qu'il engendre en cours de route de nombreuses variations morphologiques individuelles, de caractère divers, puisque toute l'organisation des plantes en cours, de

modification supporte des secousses déterminées (« ébranlement de la base héréditaire », selon Mitchourine) ;

c) la transformation du type de métabolisme qui résulte de l'histoire de la plante est à la base de toutes ces variations de l'hérédité, ce que confirment les recherches biochimiques faites par les disciples de l'académicien Bach (tels l'académicien Oparine et d'autres).

Ces thèses sur les variations du type de métabolisme posent de solides fondements matérialistes, pour l'élaboration de nouvelles méthodes de transformation, non seulement des organismes végétaux, mais aussi des organismes animaux, ainsi que des micro-organismes. La doctrine de Mitchourine développée par Lyssenko ouvre un large champ tant pour l'étude des causes des corrélations des modifications et de la transmission à la descendance de groupes de caractères « liés » que pour l'étude de leur développement disjoint, relativement discret, dans la descendance. Pour la première fois dans l'histoire de la biologie apparaît la possibilité d'intervenir par les méthodes de la physiologie et de la biochimie dans le processus du développement embryonnaire, dans le processus des transformations qui se produisent dans les embryons.

Tout cela, rend possible un travail uni, complexé du physiologiste, de l'embryologiste, du biochimiste et du biophysicien sur les problèmes de la transformation des formes vivantes selon la volonté de l'homme, armé par la science.

La théorie de Mitchourine, qui représente une nouvelle étape, plus élevée, dans le développement de la science biologique, devient de nos jours la base théorique essentielle et unique de l'activité de l'homme pour la direction de la nature vivante par l'intermédiaire de facteurs du milieu, organiques et non-organiques, contrôlés par l'homme.

La défaite du weismano-morganisme et le triomphe de la biologie mitchourinienne sont le couronnement d'une longue lutte de ces deux tendances en biologie. La tendance mitchourinienne s'est affermie et développée dans cette lutte et a prouvé qu'elle correspondait aux tâches du développement de la science et de la pratique dans l'édification socialiste.

La tendance weismanienne et morganienne a montré qu'elle dépend totalement de la philosophie idéaliste réactionnaire qui envahit la biologie à l'étranger. Elle a montré son impuissance complète devant les tâches complexes de la transformation socialiste de la technologie agricole. Cette tendance erronée et nuisible a été battue par la doctrine mitchourinienne soutenue par les hommes d'avant-garde : sélectionneurs, agronomes, éleveurs et expérimentateurs, dans le domaine de la morphologie évolutive, de la biochimie et de la cytologie.

Actuellement, le large cercle des travailleurs de la science biologique a devant lui la tâche de réorganiser toute la science biologique aussi bien théorique et générale que spécialisée dans la pratique agricole et sur la base de la doctrine mitchourinienne de l'évolution, fondée sur le matérialisme dialectique. La théorie weismanienne et morganienne réactionnaire-idéaliste, privée de bases scientifiques, contaminant d'agnosticisme l'esprit des biologistes et privant de force les expérimentateurs, est réfutée, démasquée et écartée de la voie du développement de la science en U.R.S.S.

C'est un tournant décisif qui marque le début de l'épanouissement de toutes les sciences biologiques, le début de l'accélération sans précédent de leur développement sur la voie du progrès dans le courant uni de la biologie matérialiste mitchourinienne.

(Cahiers du communisme, novembre 1948, pp. 1238-1253.)

I. Charikov — De la lutte entre le nouveau et l'ancien dans le développement de la société soviétique

(Etude publiée dans *Bolchevik*, n° 9-1950.)

Le marxisme-léninisme enseigne que la lutte des contraires est la force motrice du développement aussi bien dans la nature que dans la société et constitue le contenu interne de tout processus de développement. Cette loi est générale. Par sa direction fondamentale, la lutte des contraires représente la lutte entre le nouveau et l'ancien, entre le progressiste et le réactionnaire, entre ce qui naît et ce qui meurt.

« Contrairement à la métaphysique, — enseigne le camarade Staline, — la dialectique part du point de vue que les objets et les phénomènes de la nature impliquent des contradictions internes, car ils ont tous un côté négatif et un côté positif, un passé et un avenir, tous ont des éléments qui disparaissent ou qui se développent : la lutte de ces contraires, la lutte entre l'ancien et le nouveau, entre ce qui meurt et ce qui naît, entre ce qui dépérit et ce qui se développe, est le contenu interne du processus de développement... » (Histoire du P. C. (b) de l'U.R.S.S., Chap. IV, § 2.)

Le nouveau c'est ce qui, de jour en jour, croît et se développe, ce à quoi appartient l'avenir. Le nouveau est qualitativement différent de l'ancien et est opposé à l'ancien, mais il naît toujours à l'intérieur de l'ancien. Par exemple, la classe ouvrière — qui est appelée à détruire l'ancienne société et à en créer une nouvelle — naît et se développe longtemps à l'intérieur de l'ancienne société bourgeoise ; le capitalisme donne inévitablement naissance à la classe ouvrière, l'accroît en nombre, la concentre dans les grandes entreprises et par tout le cours des choses entraîne le prolétariat dans la lutte pour la suppression du régime d'exploitation. Ainsi, en dehors et contre la volonté de la bourgeoisie, le capitalisme donne naissance à son propre fossoyeur.

Déjà en 1906-1907, le camarade Staline écrivait dans son ouvrage *Anarchisme ou socialisme ?* :

« Ce qui naît dans la vie et grandit de jour en jour, est irrésistible, et l'on ne saurait en arrêter le progrès. C'est-à-dire que si, par exemple, le prolétariat naît dans la vie en tant que classe et grandit de jour en jour, si faible et peu nombreux qu'il soit aujourd'hui, il finira néanmoins par vaincre. Pourquoi ? Parce qu'il grandit, se fortifie et marche de l'avant. Par contre, ce qui dans la vie vieillit et s'achemine vers la tombe doit nécessairement subir la défaite, encore que ce soit aujourd'hui une force prodigieuse. C'est-à-dire que si, par exemple, la bourgeoisie voit le terrain se dérober peu à peu sous ses pieds et marche chaque jour à reculons, si forte et nombreuse qu'elle soit aujourd'hui, elle finira néanmoins par essuyer la défaite. Pourquoi ? Mais parce que, en tant que classe, elle se désagrège, faiblit, vieillit et devient un fardeau inutile dans la vie. » (Page 8, Editions Sociales.)

Ainsi, le nouveau triomphe de l'ancien, bien qu'il soit au début plus faible que l'ancien. Car les forces de la croissance et du développement reposent en ce qui est véritablement nouveau, avancé, progressiste. Cela a pour éclatante confirmation l'essor et la consolidation du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière, du camp de la démocratie et du socialisme. Malgré les difficultés incroyables créées par les impérialistes sur le chemin de la classe ouvrière, celle-ci, en tant que représentant des forces avancées, progressistes, dans le développement social, obtient toujours de nouveaux succès.

La loi générale de la lutte du nouveau contre l'ancien se manifeste dans chaque formation sociale et économique sous sa forme historique concrète particulière. Dans la société antagoniste la lutte entre le nouveau et l'ancien, étant la lutte des classes, irréconciliables entre elles, des exploités et des exploités, elle conduit à des conflits sociaux, à des collisions sanglantes entre les classes, aux révolutions sociales. Mais la lutte entre le nouveau et l'ancien se produit également sur la base de contradictions non antagonistes. Cette lutte non antagoniste entre le nouveau et l'ancien est caractéristique du socialisme ; elle ne provoque pas de révolutions violentes ni de catastrophes et se manifeste sous la forme de l'émulation socialiste, de la critique et de l'autocritique qui sont les nouvelles lois et les nouvelles forces motrices de la société socialiste.

Le caractère de la lutte entre le nouveau et l'ancien, de même que toutes les lois du développement social, sont déterminés par le mode de production qui domine dans la société donnée.

Dans la société basée sur la propriété privée des moyens de production, la lutte entre l'ancien et le nouveau est antagoniste par son caractère. Un tel mode de production est basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur l'antagonisme des classes — des exploités et des exploités. Les rapports de production des formations antagonistes (esclavage, féodalisme, capitalisme) sont un système de domination des classes exploiteuses, (les dernières s'efforcent d'éterniser les rapports de production existants et, s'opposent de toutes leurs forces à la victoire du nouveau. Voilà pourquoi dans la société de classes antagonistes, il n'y a pas

d'autres moyens d'éliminer l'ancien et d'assurer la croissance du nouveau que ceux d'une lutte de classe acharnée et des révolutions sociales.

Dans la période du passage du capitalisme au socialisme, la lutte antagoniste entre l'ancien et le nouveau, entre le capitalisme et le communisme est la loi fondamentale et l'une des forces motrices du développement social. Il en a été ainsi dans notre pays. C'est seulement dans une lutte de classe acharnée, intransigeante du prolétariat pour le socialisme qu'il a été possible d'écraser et de liquider les classes exploiteuses et d'unir les travailleurs pour l'édification victorieuse du socialisme.

A côté des contradictions antagonistes entre les éléments socialistes et capitalistes il existait également, dans la période de transition, des contradictions non antagonistes, par exemple entre la classe ouvrière et la paysannerie — qui étaient éclipsées par la communauté d'intérêts de ces classes et ont été surmontées dans l'essentiel sur la base de l'union de la classe ouvrière avec la paysannerie à la suite de la victoire du socialisme.

Le camarade Staline a montré au XV^e Congrès du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. que le fondement du développement de la société soviétique était constitué par la lutte entre l'ancien et le nouveau aussi bien sous la forme d'une lutte de classe acharnée que sous la forme de la critique et de l'auto-critique révolutionnaires des défauts de notre travail par les masses travailleuses elles-mêmes.

Le camarade Staline a indiqué que notre développement ne se déroulait pas sous la forme d'un mouvement en avant régulier et paisible, sans contradictions et sans lutte de classes :

« Non, camarades, nous avons des classes, nous avons des contradictions à l'intérieur du pays, nous avons un passé, nous avons un présent et un avenir, nous avons des contradictions entre eux, et nous ne pouvons progresser sous la forme d'un balancement régulier sur les vagues de la vie. Notre progression se déroule sous la forme d'une lutte, sous la forme d'un développement des contradictions, sous la forme de la subordination de ces contradictions, sous la forme de la découverte et de la liquidation de ces contradictions... La lutte entre l'ancien et le nouveau, entre ce qui meurt et ce qui naît, voilà la base de notre développement. »

La victoire du mode de production socialiste en U.R.S.S. a supprimé à jamais l'exploitation et les classes exploiteuses. Dans la société soviétique socialiste, il n'y a plus de classes antagonistes, mais il y a la classe ouvrière et la paysannerie Kolkhozienne, amies entre elles et qui bâtissent, avec les intellectuels soviétiques, la société communiste. Les rapports des hommes en régime socialiste revêtent le caractère d'une collaboration de camarades et d'entraide socialiste. Mais cela ne signifie pas que, dans la société socialiste, il n'y a et il ne peut y avoir aucune contradiction et aucune lutte entre l'ancien et le nouveau. Le socialisme est antagoniste au monde capitaliste. De plus, le socialisme a des contradictions entre l'ancien et le nouveau qui surgissent et qui sont résolues au cours du développement à l'intérieur même du mode de production socialiste. Ces contradictions ne sont pas antagonistes.

« L'antagonisme et les contradictions, enseigne Lénine, ne sont pas du tout la même chose. La première disparaîtra, la seconde demeurera, au temps du socialisme ».

Lénine indiquait que, *« si l'on considère n'importe quel phénomène social dans le processus de son développement, on y trouvera toujours des restes du passé, les fondements du présent et les germes de l'avenir ».*

Le socialisme, comme tout au monde, possède son passé, son présent et son avenir. Dans la nouvelle société socialiste, il y a encore des survivances du capitalisme. Elles existent, par exemple, sous la forme de vestiges des contradictions entre la ville et la campagne, entre le travail intellectuel et le travail manuel. En régime capitaliste, ces contradictions revêtent un caractère antagoniste et s'aiguisent à l'extrême. Dans la société soviétique, socialiste, ces oppositions sont sapées à la base et n'ont pas un caractère antagoniste. Le socialisme a engendré une attitude nouvelle, socialiste, envers le travail et la propriété sociale, inconnue dans la société antagoniste, car il a supprimé l'exploitation, et les citoyens de l'U.R.S.S. travaillent maintenant pour eux-mêmes, pour leur Etat socialiste ; mais il y a encore des gens, chez nous, qui gardent dans la conscience des survivances et des traditions de l'ancien, des gens qui s'efforcent de prendre à l'Etat le plus possible et de lui en donner le moins.

L'idéologie qui domine sans partage dans la société soviétique est l'idéologie la plus avancée au monde, l'idéologie socialiste. Mais il y a encore, dans la conscience des hommes, des survivances du capitalisme en raison du retard de la conscience sur la situation économique des hommes et également par suite de l'influence du monde capitaliste qui nous entoure. Dans ses décisions sur les questions idéologiques, le Comité central de notre Parti a mis à nu les survivances du passé dans l'activité de certains travailleurs

culturels : absence d'idéologie, apolitisme, formalisme, dédain des intérêts du peuple, servilité devant la culture bourgeoise en décomposition. Notre Parti mène une lutte intransigeante contre les survivances du capitalisme dans la conscience des hommes. « *Les pratiques et les habitudes anciennes, les traditions et les préjugés hérités de l'ancienne société sont l'ennemi le plus dangereux du socialisme* » (Staline). L'édification victorieuse du communisme est impossible sans une lutte intransigeante contre ces traditions et ces pratiques.

En plus des contradictions et de la lutte entre le socialisme et les survivances du capitalisme, il y a dans la société soviétique des contradictions qui naissent au cours du développement du mode de production socialiste : ainsi, par exemple, dans le processus de la production, certaines formes et méthodes de travail, certaines normes techniques, etc., deviennent périmées, etc. Dans certains rouages de l'appareil du Parti, des soviets et de l'économie, il arrive que le travail d'organisation est en retard sur les tâches accrues de l'édification communiste, que le travail idéologique est en retard sur les demandes accrues des masses, etc.

Dans les conditions du socialisme, où il n'y a pas de contradictions antagonistes, la lutte entre le nouveau et l'ancien n'a pas pour but le remplacement du mode de production comme cela se produit en régime capitaliste; au contraire, la lutte est menée pour le développement ultérieur et la consolidation du mode de production socialiste. De nouvelles forces motrices et de nouvelles lois sont propres au mode de production socialiste qui assure un accord complet entre les forces productives et les rapports de production. Dans la société soviétique, qui est basée sur la propriété sociale des moyens de production, il n'y a pas de crises économiques, d'anarchie de la production, l'économie nationale est planifiée et un champ illimité s'ouvre à l'épanouissement de l'économie et de la culture. La lutte entre l'ancien et le nouveau, le développement de l'inférieur au supérieur se produit dans la société socialiste non pas sous la forme d'une lutte entre classes antagonistes, mais sur la base de la consolidation de l'unité morale et politique de la société soviétique, de l'amitié des peuples de l'U.R.S.S., du patriotisme soviétique.

Dans notre pays, il n'y a, pas de classes intéressées au maintien de l'ancien, du périmé. Dans son rapport à l'occasion du XXXII^e anniversaire de la grande Révolution Socialiste d'Octobre, le camarade G. Malenkov indiquait que sur tous les fronts de notre grande édification socialiste, dans toutes les branches de l'économie nationale, de la technique, de la science, le principe dirigeant est constitué par ce qui va de l'avant, le nouveau, le progressiste. C'est en cela que se manifestent les énormes avantages de notre régime.

Surmonter l'ancien et assurer la victoire du nouveau sans collisions de classes, voilà le grand avantage du socialisme. Le socialisme libère l'humanité de toutes les plaies du capitalisme — de l'exploitation, des classes parasites, de la destruction des forces productives. Tout cela fait faire des pas de géant au progrès historique. Le socialisme constitue la première société dans l'histoire, qui se développe à des rythmes d'une rapidité sans précédent, et qui ne connaît ni crises économiques ni catastrophes politiques. Le parfait accord entre les forces productives et les rapports de production ouvre un champ illimité au développement de notre économie. Pas une seule société dans l'histoire de l'humanité n'a engendré une abondance du nouveau pareille à celle engendrée par la société socialiste. L'abondance du nouveau s'explique avant tout par le fait que dans les conditions du socialisme, le travail de l'homme devient véritablement un travail créateur.

La grande production socialiste ouvre la possibilité du déploiement de l'initiative créatrice des masses qui engendre systématiquement des, formes et des méthodes de travail nouvelles, plus progressives et un épanouissement rapide de toutes les branches de la science, de la technique, de la culture. Le socialisme assure le développement complet et l'application de la science et de la technique dans la production, dans l'organisation du travail et de la vie.

Dans l'industrie, la lutte pour le nouveau signifie avant tout le progrès technique : la création de nouveaux types de machines, l'amélioration de l'organisation du travail et l'assimilation de la technique nouvelle, l'introduction de nouveaux processus technologiques, de nouveaux procédés et de nouvelles méthodes de travail contribuant à l'utilisation plus complète des réserves productives et à l'accroissement de la productivité du travail.

Dans l'agriculture, le mode de production socialiste rompt pour la première fois dans l'histoire, avec les bases économiques de la routine et de la stagnation. La lutte pour le nouveau dans l'agriculture signifie l'introduction de la mécanisation complexe des processus de production, de la technique agricole la plus moderne, le développement, par tous les moyens, de l'électrification de la production kolkhozienne et la transformation sur cette base de tous les kolkhoz en exploitations hautement développées et à revenus élevés. Les méthodes avancées de direction de l'agriculture et de l'élevage exigent une nouvelle amélioration de l'organisation du travail dans les kolkhoz, la consolidation de la brigade de production — forme fondamentale de l'organisation du travail kolkhozien qui donne la possibilité d'appliquer la technique la plus

moderne. La création de la base matérielle du communisme exige également la réalisation du grand plan stalinien de transformation de la nature.

Dans le domaine de l'idéologie, la lutte pour le nouveau signifie, avant, tout, l'éducation communiste des masses — l'éducation de tous les travailleurs dans l'esprit de la morale communiste, de l'amitié des peuples, du patriotisme soviétique, de la liquidation des survivances du capitalisme dans la conscience des hommes.

L'épanouissement ultérieur de la science dans la société socialiste implique une lutte intransigeante de la science avancée soviétique contre la science bourgeoise — qui s'enfonce de plus en plus dans le marais de l'idéalisme, du mysticisme, de l'obscurantisme clérical, des superstitions moyenâgeuses et de l'obscurantisme sous toutes ses formes —, contre la science transformée en instrument de l'agression impérialiste, en instrument des fomentateurs d'une nouvelle guerre. La science avancée soviétique se développe sur la base du marxisme-léninisme, sur la base de l'application créatrice du matérialisme dialectique en tant que conception du monde et méthode révolutionnaires dans tous les domaines de la connaissance» La science soviétique, dit le camarade Staline, doit servir le peuple, être étroitement liée à la vie, à la pratique, à la production ; elle doit constamment s'enrichir d'une expérience nouvelle. Le camarade Staline indique que tous les coryphées de la science ont fait avancer la science parce qu'ils n'ont pas craint de lever la main sur les conceptions et les principes vieilliss, périmés, sur les anciennes autorités scientifiques, s'ils acquéraient la conviction que les principes, mis en avant par ces autorités, étaient erronés, périmés.

Dans le domaine de la littérature et de l'art, la lutte pour le nouveau signifie l'application de la méthode du réalisme socialiste. Le réalisme socialiste exige une représentation véridique et profondément artistique de la réalité dans son développement révolutionnaire, de la grandeur du peuple soviétique bâtissant la société communiste. L'affirmation du nouveau dans le domaine de la culture implique une attitude intransigeante envers les influences réactionnaires bourgeoises de toute sorte, envers le nationalisme bourgeois et le cosmopolitisme — cette arme idéologique de l'impérialisme anglo-américain.

La lutte pour le nouveau dans la société soviétique est indissolublement liée à l'édification du communisme. Elle a une importance particulière aujourd'hui, alors que les hommes soviétiques mettent tout en œuvre pour créer la base matérielle et technique du communisme, pour élever la productivité du travail, pour obtenir l'abondance des biens matériels et spirituels. Le nouveau dans la société soviétique se confond avec le communisme ; c'est pourquoi, lors de l'appréciation des pousses du nouveau, il est indispensable de déterminer à quel point ce nouveau est communiste.

Aujourd'hui, plus que jamais auparavant, le développement rapide du nouveau, de l'avancé, du progressiste et la victoire sur l'ancien, le périmé dépendent du degré de conscience communiste des hommes. La pleine utilisation des avantages de l'économie socialiste dépend maintenant avant tout de l'attitude communiste envers le travail, de l'élévation du niveau culturel et technique des travailleurs.

Le camarade Molotov a souligné au XVIII^e Congrès du Parti, que nous avons créé tant de prémisses pour l'essor ultérieur et l'épanouissement complet de notre société que l'essentiel réside maintenant dans une attitude communiste consciente envers le travail. Une attitude communiste consciente envers le travail amélioré la direction de l'économie, permet une utilisation plus complète de la technique, un perfectionnement plus rapide de l'organisation du travail ; tout cela permettra d'obtenir une élévation de la productivité du travail qui créera la possibilité de réaliser le principe fondamental du communisme : « *de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins* ».

On peut juger des énormes perspectives qui sont ouvertes par une attitude communiste consciente envers le travail d'après le travail des stakhanovistes dans l'industrie qui réalisent plusieurs normes annuelles et des rationalisateurs de la production dont les propositions fournissent des centaines de millions de roubles d'économie. L'ajusteur Pavel Bykov, lauréat du Prix Staline, a obtenu de grandes vitesses de coupe des métaux. Il a réussi à exécuter en huit mois le travail qui aurait nécessité, avec les anciennes méthodes, toute la durée du quinquennat d'après-guerre. Le maître-ouvrier principal de l'atelier des micromètres de l'usine moscovite « Calibre », Nikolaï Rossiiski, relate qu'en 1947 son secteur a doublé la production par rapport à l'année précédente et qu'en 1948 la production a doublé à nouveau. On observe la même chose dans l'agriculture socialiste. Le plan quinquennal d'après-guerre prévoyait pour le pays un rendement moyen de la récolte des céréales de 12 quintaux par hectare ; or, le brigadier N. Boukhalov, du territoire de Krasnodar, a obtenu en 1949 52,3 quintaux de blé d'hiver par hectare. Le plan quinquennal prévoyait une récolte moyenne de betterave de 190 quintaux par hectare ; or, la « zvenievaia » (« chef de groupe ») O. Gonajenko, dans le Kazakhstan, a obtenu 1.515 quintaux. La « zvenievaia » Tch. Gassanova (Azerbaïdjan) a obtenu 107,8 quintaux de coton par hectare alors que la récolte moyenne prévue par le plan était de 18,4 quintaux par hectare. Ces exemples, comme des milliers d'autres, montrent quelles réserves énormes peuvent être

obtenues avec une attitude communiste consciente envers le travail de toute la masse des travailleurs. C'est en cela que résident les prémisses décisives de notre progression rapide vers le communisme. Plus l'attitude communiste envers le travail se consolidera dans toute la masse des travailleurs, plus large sera la mobilisation des réserves de la production socialiste et plus rapidement seront définitivement vaincues les survivances du capitalisme dans la conscience des hommes.

Le nouvel et puissant essor de l'économie nationale dans la période d'après-guerre organisé par le Parti et par l'Etat soviétique, l'amélioration systématique de la vie du peuple, le renforcement de l'éducation communiste des travailleurs créent les conditions favorables à un essor culturel et technique rapide du pays et accélèrent notre progression vers le communisme.

La lutte entre le nouveau et l'ancien dans la société socialiste ne peut se dérouler d'elle-même. Un travail systématique de direction et d'organisation du Parti et de l'Etat soviétique est indispensable. Dans la lutte pour le nouveau, pour l'avancé, de même que dans la direction de toute la vie de notre pays, le rôle dirigeant appartient au Parti communiste. Le parti de Lénine et Staline, le parti des véritables révolutionnaires est le porteur du nouveau, de l'avancé, du progressiste. Les travailleurs de notre patrie voient dans le Parti communiste le porte-parole de leurs intérêts et de leurs aspirations. Le peuple lui a confié son destin. Et le Parti a entièrement justifié cette confiance. De là l'amour sans borne des hommes soviétiques pour le Parti communiste, leur détermination de soutenir et de réaliser de toutes leurs forces la politique du Parti.

En s'appuyant sur la puissance de l'Etat soviétique, sur les avantages du régime soviétique, sur la compréhension des lois du développement social, sur la prévision scientifique, notre Parti dirige avec succès l'édification de la société communiste. En éclairant son chemin avec le puissant projecteur de la théorie marxiste-léniniste, il détermine la ligne de développement dans tous les domaines de la vie sociale, décèle les pousses du nouveau, les contradictions entre l'ancien et le nouveau et soutient tout ce qui est avancé et progressiste. La politique du Parti est orientée vers la victoire du nouveau, de l'avancé sur l'ancien, le périmé. En conséquence, la mise en évidence opportune des pousses du nouveau acquiert une importance exceptionnelle dans l'activité du Parti, de toutes ses organisations et des travailleurs dirigeants. *« Lorsque le nouveau vient seulement de naître, indiquait Lénine, l'ancien demeure toujours plus fort pendant un certain temps, cela se produit toujours, aussi bien dans la nature que dans la vie sociale. La raillerie sur la faiblesse des pousses du nouveau, le scepticisme d'intellectuels à bon marché, etc... tout cela ne constitue en fait que des méthodes de lutte de classe de la bourgeoisie contre le prolétariat, la défense du capitalisme contre le socialisme. Nous devons étudier minutieusement les pousses du nouveau, les traiter avec attention, aider par tous les moyens à leur croissance et « être aux petits soins » pour ces faibles pousses ».*

Le Parti et l'Etat soviétique assurent la victoire du nouveau sur l'ancien dans la société soviétique.

L'Etat soviétique dispose de tous les moyens matériels et idéologiques pour appuyer le nouveau, le progressiste. Entre les mains de l'Etat soviétique se trouvent les principaux moyens de production, tous les leviers du développement économique, politique et culturel de la société. En remplissant sa fonction d'organisation de l'économie et d'éducation culturelle, ainsi que sa fonction de protection de la propriété socialiste, l'Etat soviétique assure l'édification de la société communiste. Lénine enseignait que *« l'Etat est fort de la conscience des masses. Il est fort lorsque ces masses savent tout, peuvent juger de tout et affrontent tout consciemment »*. Le socialisme vivant et créateur, disait Lénine, est l'œuvre des masses elles-mêmes, le fruit de leur participation consciente et active à l'édification, de la société nouvelle.

L'économie socialiste se développe suivant un plan. Mais le développement planifié, loin d'exclure le déploiement maximum de l'initiative des millions de travailleurs, suppose ce déploiement. L'activité du Parti et de l'Etat soviétique pour la mise en évidence, la généralisation et la diffusion de toute initiative précieuse a une extrême importance. Le mouvement stakhanoviste, par exemple, qui est né sur la base des succès de l'industrialisation socialiste du pays et de la victoire du socialisme, s'est développé à la base, brisant la stagnation et la routine. Sans le puissant appui du Parti et de l'Etat il n'aurait pu se répandre si rapidement, car nous avons eu et avons encore dans notre pays des routiniers et des conservateurs qui ne comprennent pas l'importance du nouveau, de l'avancé et font obstacle à son développement. La première S.M.T. (Station de machines et tracteurs) en Ukraine est née sur une initiative prise à la base. Le camarade Staline a remarqué alors cette pousse du nouveau et a mis en lumière son importance. Sans l'appui du Parti et de l'Etat soviétique, l'expérience de la création des S.M.T. n'aurait pu être répandue avec un tel succès dans tout le pays, et les S.M.T. ne seraient pas devenues un puissant levier de la transformation de l'agriculture.

De nombreuses innovations sont nées de l'initiative des travailleurs après la Grande Guerre nationale : notamment, le mouvement pour une meilleure utilisation des fonds de roulement, pour la fabrication de produits uniquement de qualité parfaite, pour le passage d'ateliers entiers et d'usines entières au travail

stakhanoviste, pour une collaboration créatrice entre les savants et les travailleurs de la production. Toutes ces innovations ont trouvé un vivant appui auprès du Parti et de l'Etat et c'est pourquoi elles ont été rapidement répandues dans tout le pays et ont été d'une très grande utilité pour l'économie nationale.

Le Parti et l'Etat soviétique soutiennent par tous les moyens tout ce qui est nouveau, progressiste dans le développement de la science, de la technique et de la culture. L'exemple le plus éclatant est constitué par la victoire de la doctrine mitchourinienne en biologie sur le weismanisme-morganisme, victoire qui a été assurée par le parti de Lénine et Staline. L'Etat soviétique encourage par tous les moyens l'activité créatrice des travailleurs de la science et de la culture, et décerne aux meilleurs d'entre eux le titre de lauréats du Prix Staline et de hautes récompenses.

La critique et l'autocritique sont une forme particulière de la mise en évidence des contradictions entre le nouveau et l'ancien dans la société socialiste. La critique et l'autocritique sont une méthode de mobilisation des forces du peuple pour la victoire sur l'ancien, le périmé. En tant que loi propre à la société socialiste, la critique et l'autocritique agissent dans tous les domaines de la vie sociale — économique, politique et idéologique. La critique et l'autocritique sont un instrument éprouvé du parti, placé au service de la société communiste. Si nous omettons de noter et de mettre en lumière ouvertement et honnêtement les défauts et les erreurs de notre travail, nous nous barrons la voie qui conduit en avant, enseigne le camarade Staline. Réagir en bolchévik à la critique et à l'autocritique, cela signifie être attentif envers les propositions mises en avant par les travailleurs, réaliser dans la pratique ces propositions, éliminer les défauts de notre travail notés par la critique.

L'expérience de l'édification du socialisme dans notre pays montre également combien est importante la généralisation constante de l'expérience des masses, des innovations de millions de travailleurs.

Lénine a dit que la création de formes de vie socialistes « est la tâche la plus difficile car il s'agit d'organiser d'une façon nouvelle les fondements économiques les plus profonds de la vie de dizaines et de dizaines de millions d'hommes ». De là l'énorme importance de l'initiative créatrice, des recherches et des expériences. Si pour une nouvelle découverte les savants effectuent des centaines d'expériences, a indiqué Lénine, nous autres qui avons entrepris de résoudre une tâche incomparablement plus difficile — vaincre le capitalisme, édifier le communisme, — nous devons expérimenter des centaines et des milliers de nouveaux procédés et moyens pour obtenir la victoire. « Plus l'expérience générale sera variée et plus elle sera bonne, plus elle sera riche, plus le succès du socialisme sera sûr et rapide, plus l'élaboration pratique sera aisée —, car seule la pratique peut élaborer les meilleurs procédés et moyens de lutte » (Lénine).

La critique et l'autocritique contribuent à la généralisation des nouvelles initiatives, de la pratique de millions d'hommes, elles aident à choisir les méthodes et les moyens les plus précieux de création de formes nouvelles, socialistes, de la vie. Sans s'appuyer sur l'initiative créatrice des masses, sur la critique sérieuse des défauts du travail de la part des millions de travailleurs, il est impossible d'édifier victorieusement le communisme.

A toutes les étapes de l'édification socialiste notre Parti a utilisé la critique et l'autocritique comme étant l'un des moyens les plus précieux d'éveiller les masses travailleuses à la création consciente. L'importance de la critique et de l'autocritique s'accroît particulièrement dans la période du passage progressif du socialisme au communisme, au moment où, devant le peuple soviétique, se posent des tâches d'une grandeur sans précédent. Pour résoudre ces tâches de l'édification communiste il est indispensable d'élever encore plus l'activité créatrice des masses travailleuses, d'améliorer les méthodes de direction. La critique et l'autocritique bolchéviques aident à ce que nos cadres ne demeurent pas figés sur place, à ce qu'ils ne s'endorment pas sur leurs lauriers, mais qu'au contraire ils étudient l'expérience nouvelle, corrigent les défauts et les erreurs dans le travail et accélèrent le mouvement en avant.

Le camarade Staline enseigne aux hommes soviétiques à ne pas passer sous silence, à ne pas estomper les défauts, mais au contraire à les mettre en lumière ouvertement et honnêtement, à mobiliser les masses pour en venir à bout. En élevant l'activité créatrice des masses, la critique et l'autocritique aident à découvrir à temps les pousses du nouveau, à comprendre leur importance ; elles contribuent à l'élimination de la routine, de la stagnation, de l'attitude bureaucratique envers les initiatives des travailleurs d'avant-garde, des novateurs de la production.

La critique et l'autocritique bolchéviques sont dirigées contre ceux qui oublient les intérêts des masses, contre la suffisance petite-bourgeoise, la « caution solidaire », le fonctionnarisme et le bureaucratisme. Le parti de Lénine et Staline appelle à mener une lutte énergique contre tous ceux qui font obstacle au déploiement de la critique et de l'autocritique ; le Parti appelle à défendre les auteurs de critiques saines, à faire en sorte que les auteurs de critiques justes aient le sentiment d'être soutenus par la collectivité. Le

bureaucratisme est l'ennemi le plus avéré de tout ce qui est nouveau et précieux, il tend à étouffer l'initiative créatrice des masses travailleuses, à retenir les énormes possibilités du peuple soviétique.

Le grand rôle de la critique et de l'autocritique comme moyen de masse le plus puissant pour surmonter l'ancien, le périmé et pour assurer la victoire du nouveau, s'exprime avec éclat dans l'émulation socialiste. « *L'émulation socialiste, enseigne le camarade Staline, est l'expression de l'autocritique concrète, révolutionnaire, des masses, s'appuyant sur l'initiative créatrice de millions de travailleurs* ».

Dans le déroulement de l'émulation socialiste, les hommes soviétiques dépassent systématiquement les normes de rendement, utilisent mieux la technique, améliorent la qualité de la production, économisent les matières premières et les matériaux, abaissent les prix de revient, brisent les normes périmées, — en un mot, critiquent par les actes l'ancien, le périmé et affirment la victoire du nouveau, de l'avancé.

L'émulation socialiste met en mouvement les forces créatrices colossales des travailleurs de la société soviétique, éveille leur initiative créatrice, élève leur expérience de la production, leur qualification et accélère notre mouvement vers le communisme.

La lutte entre l'ancien et le nouveau ne signifie pas bien sûr la négation en bloc de tout l'ancien « en général ». Lénine et Staline enseignent que le communisme scientifique et toute la culture socialiste sont le développement naturel des connaissances qui ont été accumulées par l'humanité dans les périodes de l'esclavage, du féodalisme et du capitalisme. La culture socialiste ne naît pas du néant ; elle utilise dans un esprit critique tout ce qu'il y a eu de positif dans la culture du passé. En dirigeant l'édification de la société nouvelle socialiste et la nouvelle culture socialiste, le parti de Lénine et Staline a utilisé toutes les connaissances des spécialistes bourgeois et la technique moderne créée à l'intérieur du capitalisme ; il met au service du socialisme tout ce que les peuples ont créé dans le passé de progressiste, d'avancé, de démocratique, de révolutionnaire ; il enseigne à s'assimiler dans un esprit critique, à transformer et à développer les éléments de la culture ancienne sur la base du nouveau régime socialiste. L'étude critique de l'héritage culturel du passé donne la possibilité d'y déceler ce qui est véritablement avancé, progressiste et de l'utiliser dans la lutte pour le communisme.

Le Parti de Lénine et Staline a toujours dénoncé les pseudo-novateurs, qui niaient la nécessité de l'étude critique de tout ce que la culture du passé contient de positif, qui niaient la nécessité de développer dans l'intérêt du communisme les meilleures traditions progressistes, révolutionnaires, démocratiques et patriotiques des peuples. Sous le couvert d'une négation « archi-révolutionnaire » de tout ce qui est ancien, ils prêchent en réalité tout le passé pourri, périmé depuis longtemps et réactionnaire et rejettent en même temps ce qu'il y a eu de positif et de progressiste dans le passé. Ainsi, par exemple, les formalistes en musique rejetaient les meilleures traditions de la musique classique russe et préconisaient en guise de nouveau les formes et les « traditions » les plus hideuses de la musique décadente et pathologique de l'étranger. Pour vaincre l'ancien, le nouveau doit être meilleur que l'ancien, sinon il n'a pas de sens, a dit A. Jdanov, dénonçant la pseudo-novation en art. Le capitalisme pourrissant et agonisant engendre en grand nombre ces pseudo-novateurs.

Le marxisme-léninisme enseigne qu'il y a dans la culture du passé des éléments et des traditions avancés, révolutionnaires, démocratiques et socialistes, mais qu'il y a aussi dans cette culture du passé des éléments réactionnaires susceptibles de freiner le progrès de la nouvelle société socialiste et de sa culture. C'est pourquoi Lénine et Staline ont toujours mis en garde contre une attitude non critique envers le passé et ses traditions. Ils exigeaient une étude critique et le développement des éléments positifs, progressistes de l'ancienne culture du point de vue des intérêts et des besoins du nouveau régime social socialiste.

L'initiative créatrice des hommes soviétiques fait naître chaque jour de nouvelles méthodes et formes de travail, de nouvelles entreprises patriotiques orientées vers la consolidation de la puissance de notre patrie socialiste. Voir le nouveau, le soutenir à temps et éliminer tous les obstacles sur son chemin, cela signifie accélérer notre mouvement vers le communisme.

De là l'importance du *sentiment du nouveau* pour chaque bolchévik, pour chaque dirigeant soviétique. Comme l'a indiqué le camarade Staline au XVIII^e Congrès du Parti, le sentiment du nouveau est une qualité précieuse du bolchevik. Ce sentiment doit devenir une qualité inhérente à chaque homme soviétique, pénétrer tout son être. Le parti concourt par tous les moyens à l'éducation et à l'approfondissement du précieux sentiment du nouveau chez chaque bâtisseur de la société communiste. La lutte victorieuse contre l'ancien, contre ce qui meurt, a été et demeure une loi du développement de la société socialiste.

(*Cahiers du communisme, septembre 1947, pp. 62-73.*)

Joseph Staline – Les fauteurs de guerre ont peur d’une entente avec l’Union Soviétique

Nous publions le texte d'une importante interview accordée par le généralissime STALINE au rédacteur en chef de la « *Pravda* », organe central du Parti Communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S.

Voici le texte des questions et des réponses :

1^{ère} question. — *Comment appréciez-vous le résultat de la discussion au sein du Conseil de Sécurité de la question relative à la situation à Berlin, ainsi que la conduite des représentants anglo-américains et français dans cette affaire ?*

Réponse. — Je les considère comme une manifestation de la nature agressive de la politique des milieux dirigeants anglo-américains et français.

2^e question. — *Est-il vrai qu'au mois d'août de cette année on était arrivé à un accord entre les quatre puissances sur la question de Berlin ?*

Réponse. — Oui, c'est vrai. On sait que, le 30 août dernier, on était arrivé, à Moscou, à un accord entre les représentants de l'U.R.S.S., des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, en vue de prendre des mesures simultanées pour lever les restrictions apportées aux transports, d'une part, et introduire à Berlin le mark allemand de la zone soviétique comme monnaie unique d'autre part. Cet accord n'affectait le prestige de personne, il tenait compte des intérêts des parties et garantissait la possibilité d'une collaboration ultérieure. Mais les gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ont désavoué leurs représentants à Moscou et ont déclaré cet accord comme non existant, c'est-à-dire qu'ils l'ont violé en décidant de remettre la question au Conseil de Sécurité, où les Anglo-Américains disposent d'une majorité assurée.

3^e question. — *Est-il vrai que, récemment, au cours des pourparlers non officiels, lors de la discussion à Paris de cette question, au sein du Conseil de Sécurité, on était arrivé une fois encore à un accord au sujet de la situation à Berlin, avant même que cette question ait fait l'objet d'un vote au sein du Conseil de Sécurité ?*

Réponse. — Oui, c'est vrai. Le représentant de l'Argentine, M. Bramuglia qui, en même temps, était président du Conseil de Sécurité, et qui, au nom des autres puissances intéressées, poursuivait les négociations non officielles avec le camarade Vychinsky, avait, en effet, entre les mains, un projet concerté en vue de la solution de la situation à Berlin, mais les représentants des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ont, à nouveau, déclaré cet accord non existant.

4^e question. — *Ne pourrait-on pas en expliquer les raisons ?*

Réponse. — Cela s'explique par le fait que les promoteurs de la politique agressive aux Etats-Unis et en Angleterre ne se croient pas intéressés à assurer un accord ou une collaboration avec l'Union Soviétique. Ils n'ont besoin ni d'un accord ni d'une collaboration, mais de « conversations » sur un accord ou sur une coopération afin de faire échec à cet accord et de rendre l'Union Soviétique responsable de l'échec en tentant de prouver ainsi l'impossibilité d'une collaboration avec l'U.R.S.S.

Les fauteurs de guerre craignent plus que tout les accords et la coopération avec l'U.R.S.S., étant donné que la politique de coopération avec l'U.R.S.S. compromet les positions des fauteurs de guerre et rend sans objet la politique agressive de ces messieurs.

C'est pourquoi, justement, ils mettent en échec les accords déjà réalisés, désavouent leurs représentants qui ont élaboré ces accords avec l'U.R.S.S. et, en violation de la Charte de l'O.N.U., portent la question devant le Conseil de Sécurité où ils ont une majorité assurée et où ils peuvent démontrer tout ce qu'ils veulent.

Le tout pour montrer l'impossibilité d'une coopération avec l'U.R.S.S., montrer qu'une nouvelle guerre est indispensable et ainsi préparer les conditions au déclenchement de ce conflit.

La politique actuelle des dirigeants anglo-américains est bien une politique d'agression et de fomentateurs de guerre.

5^e question. — *Et comment faut-il apprécier la conduite des représentants des six Etats au sein du Conseil de Sécurité : de la Chine, du Canada, de la Belgique, de l'Argentine, de la Colombie et de la Syrie ?*

Réponse. — Ces messieurs appuient apparemment la politique d'agression, la politique de déclenchement de la guerre.

6^e question. — *A quoi tout cela peut-il aboutir ?*

Réponse. — Cela ne peut aboutir qu'à un échec honteux des instigateurs d'une nouvelle guerre. Churchill, principal instigateur d'une nouvelle guerre, est déjà parvenu à perdre la confiance de sa nation et des forces démocratiques du monde entier. Le même sort attend tous les autres instigateurs de guerre. Les peuples se souviennent encore trop des horreurs de la récente guerre et les forces de l'opinion publique, qui sont en faveur de la paix, sont trop puissantes pour que les disciples de Churchill en matière d'agression puissent l'emporter sur eux et les faire tourner du côté d'une nouvelle guerre.

(Cahiers du communisme, novembre 1948, pp. 1199-1201.)

L'économie de guerre

C'est le 23 juin que la Résolution du Comité Central a posé en termes précis, le problème de l'économie de guerre pour la France. Rappelons les termes de cette Résolution :

« Le passage à l'économie de guerre s'exprime par la stagnation ou le recul de la production des objets de consommation courante non destinés à la guerre, par l'extension du chômage et la croissance continue des dépenses consacrées au paiement du matériel de guerre. Le passage à l'économie de guerre approfondit ainsi le déficit budgétaire avec, comme principales conséquences : la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, le rejet des revendications des fonctionnaires, des vieux travailleurs, des pensionnés, des anciens combattants, anciens prisonniers de guerre et victimes de guerre et l'alourdissement des impôts qui écrasent les paysans, les classes moyennes et l'ensemble des contribuables. »

« Cette économie de guerre trouve sa consécration dans le plan Schuman, inspiré par les capitalistes américains et qui aboutit à livrer les industries minières et sidérurgiques françaises aux magnats de la Ruhr, anciens bailleurs de fonds de Hitler. »

Cette Résolution ne précédait que d'un jour l'agression des armées de Syngman Rhee, poussées par les impérialistes américains, contre la République Populaire Démocratique de Corée. On sait que cette aventure, qui a mal tourné pour ses instigateurs, a été l'occasion pour l'impérialisme américain de se lancer lui-même dans l'agression et de justifier par là l'organisation d'une économie de guerre beaucoup plus développée que dans la phase précédente.

Les pays marshallisés, et la France en premier lieu, ont été mis en demeure, par les autorités américaines, de réviser leurs programmes militaires et de prévoir des dépenses beaucoup plus lourdes que celles qu'ils avaient supportées jusqu'ici. L'Angleterre, puis la France ont ainsi élaboré, l'une et l'autre, des rapports qui ont fait quelque bruit.

Même en laissant de côté les projets de réarmement des puissances marshallisées secondaires, on se trouve en présence de perspectives de dépenses gigantesques pour les trois pays principaux : Etats-Unis, Angleterre et France. Le président Truman a demandé et obtenu du Congrès un premier crédit supplémentaire de 10 milliards de dollars (3.500 milliards de francs), s'ajoutant aux 14 milliards (4.900 milliards de francs) de dépenses militaires du budget ordinaire. Plus récemment encore, Truman vient de demander 4 milliards supplémentaires (1.400 milliards de francs) pour renforcer le Plan d'aide militaire (P.A.M.), accroître les achats de produits stratégiques et de matériel militaire hors des Etats-Unis.

Le gouvernement britannique, le 4 août, a présenté aux Américains, un plan de réarmement pour trois ans qui entraînerait une dépense de 3.400 millions de livres (3.400 milliards de francs environ). Enfin nous avons eu le fameux mémorandum français, qui envisage une dépense supplémentaire de 2.000 milliards de francs pour trois ans, somme qui s'ajoute aux 580 milliards (chiffre officiel mais inférieur à la réalité) prévu précédemment par M. Pleven. *L'Agence Economique et Financière* du 8 août, après un calcul sérieux, déclare que pour un an « *l'ensemble des dépenses militaires serait de l'ordre de 1.250 milliards* », c'est-à-dire environ 50 % du budget actuel.

Sans avoir besoin d'ajouter les autres dizaines de milliards déjà annoncés par les Belges, les Hollandais, les Danois, etc, on arrive à des sommes si démesurées qu'elles semblent perdre toute signification.

A vrai dire, il est plus facile d'aligner sur le papier des chiffres de prévision que de trouver ensuite les ressources correspondantes. Il ne faut cependant pas sous-estimer les dangers redoutables d'une telle politique, il convient donc de l'examiner d'un peu près pour en déterminer les points faibles.

Les raisons du passage à l'économie de guerre

Tout d'abord pourquoi les Etats-Unis se sont-ils ralliés si aisément et si rapidement aux conceptions de l'économie de guerre ? Pendant des années, les capitalistes américains ont été les champions de la « libre entreprise », ils ont dénoncé comme un danger mortel pour l'avenir de l'Amérique tout ce qui pouvait ressembler au dirigisme et au contrôle économique, et voici que brusquement, sans transition, le Congrès accepte de confier au président Truman des pouvoirs étendus pour contrôler les salaires, les prix et les crédits. Il faut remonter au régime établi en Allemagne par Hitler, à partir de 1933, pour trouver des mesures économiques équivalentes prises par un gouvernement capitaliste, en temps de paix, pour tenter de diriger la vie économique.

L'agression des Etats-Unis en Corée ne justifie pas des décisions aussi importantes. Si la situation du capitalisme américain était stable, équilibrée, il n'est pas douteux qu'il n'aurait pas eu besoin de recourir à des mesures qui ne peuvent manquer d'apporter de graves perturbations dans tous les mécanismes économiques.

En réalité, ce ne sont pas les affaires de Corée qui ont été le facteur déterminant pour le passage à l'économie de guerre ; ces décisions ne sont que le résultat d'une évolution déjà longue qui devait fatalement entraîner ces conséquences. La guerre de Corée n'a pas été la cause mais le prétexte de la militarisation des Etats-Unis en vue de la guerre.

Le but constant de l'impérialisme américain a été et reste toujours la domination mondiale. Pour réaliser cette domination, il faut d'une part soumettre aux volontés des monopoles américains les autres pays capitalistes et leurs colonies, d'autre part écraser par la force le camp du socialisme. Il est bien évident que cela implique une politique d'agression continuelle contre l'indépendance économique et politique de tous les peuples. Cette politique a été effectivement suivie avec persévérance. Parmi ses manifestations principales on peut citer : 1° le Plan Marshall et ses suites logiques, telles que le Pacte Atlantique et le P.A.M. ; 2° l'organisation de bases militaires et stratégiques dans toutes les parties du monde et particulièrement aux frontières de l'Union Soviétique ; 3° l'organisation de complots, le soutien actif des traîtres et des espions dans les démocraties populaires ; l'utilisation de Tito et de sa bande comme centre principal d'espionnage et de provocation dans le centre et le sud-est de l'Europe ; l'intervention-en Grèce, en Turquie, en Iran, etc. ; 4° la livraison massive d'armes et d'argent à Tchang-Kai-Chek pour tenter de faire de la Chine une colonie américaine.

Tout cela peut être considéré comme le prélude de l'agression directe, la préparation de l'agression, mais comme toutes ces mesures ont toujours eu, directement ou indirectement, un caractère militaire parce qu'elles tendaient à la domination par la force, il est clair qu'elles devaient orienter le pays vers l'économie de guerre. Le passage des Etats-Unis à l'économie de guerre déclarée ne peut donc pas être considéré comme un changement d'orientation, mais seulement comme un changement de vitesse. Et ce qui est valable pour les Etats-Unis est tout aussi juste pour les pays marshallisés. C'est pourquoi le Comité Central a attiré l'attention de tous les Français sur le passage à l'économie de guerre avant même les événements de Corée.

Il n'est pas important que la préparation de l'agression ait été effectuée sous la couverture idéologique de la liberté d'entreprise, alors que la mobilisation économique qui débute se couvre des slogans de la planification. En effet, quand une partie de la presse américanisée chantait la gloire de la liberté d'entreprise, une autre partie de la même presse défendait des positions dirigistes, et le gouvernement américain, qui ne fait qu'exprimer les volontés des trusts, pratiquait une politique d'intervention ouvertement planifiée. Le fait que cette planification ait complètement échoué, n'enlève rien aux intentions du gouvernement américain.

Enfin, il convient de remarquer que s'il n'y a pas eu changement de direction dans la politique américaine, il y a cependant un changement considérable imposé à l'économie de tout le secteur capitaliste du fait du passage à l'économie de guerre.

L'autre élément qui a précipité le passage à l'économie de guerre est, sans aucun doute, la pression exercée par la crise imminente. Les Etats-Unis vivent dans la hantise d'une crise économique analogue à celle de 1929-1933. Or, la crise de surproduction qui mûrissait et dont les premières secousses ont ébranlé l'édifice en 1949, n'avait aucune raison d'être moins violente et moins dévastatrice que celle de 1929. Contre cette menace, le gouvernement américain a lutté pendant un an au moyen de subventions massives pour soutenir les prix agricoles, de dépenses militaires plus importantes, d'augmentations de crédits. Toutes ces mesures ne sont que des palliatifs mais non des remèdes, car il n'y a pas de remèdes aux crises de surproduction en régime capitaliste. C'est parce qu'ils savaient que l'échéance fatale approchait et que les désastres de la crise auraient porté un coup mortel au prestige de la puissance américaine que les monopoles se sont lancés dans l'aventure, c'est-à-dire l'agression et la militarisation de l'économie en vue de la guerre. Ici encore la guerre de Corée n'a pas été la cause, mais le prétexte destiné à justifier les mesures d'intervention de l'Etat américain dans le domaine économique. Ainsi, de quelque côté que l'on examine le problème de l'économie de guerre, on peut voir qu'il est l'aboutissement nécessaire de la politique suivie par l'impérialisme américain pour tenter de dominer le monde.

L'économie de guerre ne résout pas la crise mais conduit à la guerre

Bien que les ressources des Etats-Unis soient grandes, le passage à l'économie de guerre ne sera pas une tâche facile. La charge des impôts est déjà très lourde pour les petits et moyens contribuables, et puisqu'il ne sera jamais question que les monopoles — qui sont les maîtres du gouvernement — payent des contributions correspondant à leur richesse, il est certain que le programme gigantesque de réarmement ne pourra être financé que par des moyens inflationnistes. Que l'inflation se fasse au moyen de crédits supplémentaires ouverts aux grandes entreprises ou par l'émission directe de papier-monnaie par l'Etat, cela n'a pas grande importance. De toute façon il y a déjà, et il y aura de plus en plus, des moyens de paiement nouveaux mis à la disposition des monopoles. Quelles en seront les conséquences ?

Les économistes bourgeois, qui ont la vue courte, déclarent, en bons disciples de Keynes, que la nature des marchandises produites n'a pas d'importance. Les entreprises d'armement donneront du travail aux ouvriers, résorberont par conséquent le chômage, créeront un pouvoir d'achat supplémentaire qui fera disparaître les stocks dont l'écoulement devenait impossible. En somme, l'inflation en vue de l'armement serait réellement un remède à la crise économique. Dans la réalité, les faits se déroulent autrement. Dans les premiers moments, l'économie de guerre peut donner l'impression d'aplanir des difficultés ; c'est ainsi qu'aux Etats-Unis la crainte de la guerre et les perspectives de hausse ont provoqué une vague d'achats que les commerçants ont accueillie avec joie ; de plus, le nombre des chômeurs a légèrement diminué et l'on espère que le gonflement des effectifs le fera diminuer encore.

Mais d'autres signes moins favorables méritent aussi de retenir l'attention. Avant tout la hausse des prix. Malgré l'importance des stocks on a assisté à une montée brutale des principales matières premières et même des produits alimentaires. Pourquoi ces hausses ? Pour deux raisons principales : parce que les besoins des usines travaillant pour la guerre augmentent la demande, ainsi d'ailleurs que les achats des autres entreprises ; ensuite, et ceci est sans doute essentiel, parce que la dépréciation de la monnaie est inévitable et que ce phénomène entraîne toujours une hausse préventive des prix. *[Une dépêche de Washington aux « Echos » du 8 août posait bien ce problème : « Les experts gouvernementaux de Washington se penchent déjà sur les conséquences probables d'un accroissement massif, du déficit budgétaire accompagné d'une augmentation plus que sensible des prix depuis quelques semaines (due à la vague d'achats qui a déferlé sur les Etats-Unis). Il s'agit, pour ces experts, d'étudier dans quelle proportion cette perte de substance de la monnaie, qui est eu somme une dévaluation de facto du dollar, pourrait être endiguée. » Et plus loin, dans le même journal : « La crise internationale a entraîné aux Etats-Unis des dépenses de réarmement considérables et aggravé, de ce fait, le déficit budgétaire. Cette circonstance, jointe à la hausse des prix, va sans doute provoquer une détérioration du dollar et rendre indispensable, à plus ou moins longue échéance, un relèvement du prix de l'or. »]*

La hausse des prix, que rien ne saurait endiguer quand elle est fondée sur une inflation galopante, a pour premier résultat de diminuer le pouvoir d'achat des travailleurs et de tous ceux qui vivent de revenus fixes, en même temps d'augmenter rapidement les profits des spéculateurs et des entreprises qui bénéficient des commandes de l'Etat. La hausse des prix et la dépréciation de la monnaie accélèrent par conséquent l'appauvrissement *absolu* de la masse des consommateurs et ne peut manquer d'aggraver la conjoncture de crise.

Ce qui est grave pour le capitalisme, dans la phase de la crise générale qui ne cesse de s'approfondir, c'est que l'économie de guerre est irréversible. Une fois engagé dans cette voie, le capitalisme ne peut pas revenir en arrière. En effet, il lui faudrait pour cela abandonner l'inflation, arrêter les commandes de guerre, c'est-à-dire déchaîner une crise économique beaucoup plus grave que celle qu'il voulait éviter. La reconversion de l'économie de guerre en économie de paix n'est possible, pour le capitalisme, que quand la guerre a eu lieu, c'est-à-dire après que des destructions innombrables de vies humaines et de richesses matérielles ont « assaini » le marché. Un journal financier, *Aux Ecoutes de la Finance*, exprimait cette crainte dans son numéro du 27 juillet : « *Ce qui est le plus à craindre, c'est qu'un jour les chefs militaires et les industriels américains, disposant de l'énorme machine de guerre qu'ils vont édifier, ne soient tentés de s'en servir.* » C'est justement parce que l'économie de guerre conduit à la guerre que les communistes font tous leurs efforts pour que la France ne s'engage pas dans cette voie pour satisfaire aux ordres de Washington et aux appétits de profit des trusts.

Pas de « planification » impérialiste

Sans doute les dirigeants de la politique américaine veulent faire croire qu'ils vont être capables de diriger l'évolution de l'économie de guerre. Le président Truman s'est fait accorder des pouvoirs spéciaux qui, pour l'instant, portent principalement sur le contrôle des salaires, des prix et des crédits. Les pouvoirs ne sont pas encore donnés sur le contrôle de la production et la répartition des matières premières. Il est bien clair que les monopoles demandent à leur chargé d'affaires, Truman, de maintenir les salaires pendant que les prix montent, ce qui signifie très exactement diminuer les salaires réels; ils lui demandent également de réserver les crédits aux plus grandes entreprises afin d'augmenter encore leurs profits. Ce sont ces mesures que l'on veut s'efforcer de présenter comme une planification. *Le Monde* du 29 juillet titrait un grand article : « *Les Etats-Unis s'orientent par étapes vers une économie planifiée* ».

On peut considérer que la planification de l'économie capitaliste, sous direction américaine, va être pour la période de l'économie de guerre le grand argument de propagande du monde capitaliste. Dans *les Echos* du 25 juillet, on pouvait lire, par exemple : « *Le fait nouveau est que depuis le 25 juin, nous ne sommes plus et*

ne serons plus, peut-être d'ici longtemps, en économie de paix... Notre économie est donc vouée à une planification progressive de guerre. Etre partisan forcé du libéralisme ou de la paix ne doit pas empêcher de se rendre compte que des convictions ou des désirs personnels n'ont rien à voir avec les réalités et le déroulement logique d'une situation nouvelle dont le développement ne peut plus guère faire de doute. »

Il faut rappeler avec force que toute planification en régime capitaliste est non seulement une utopie, mais un piège tendu à tous ceux qui souffrent de l'anarchie capitaliste — aux victimes du chômage, de la misère, de la mévente — et qui s'imaginent qu'une forte autorité d'Etat, tout en respectant le capitalisme, serait en mesure de mettre de l'ordre dans un système dont le développement est dominé par des lois rigoureuses — lois qui impliquent l'aggravation de la misère des masses, la lutte impitoyable pour les débouchés et les colonies, l'écrasement des entreprises les plus faibles par les monopoles, les crises économiques et finalement la guerre.

La « planification » capitaliste de l'économie de guerre ne peut rien contre l'action de ces lois fondamentales : au contraire, elle aggravera toutes les contradictions de l'impérialisme et fera mûrir plus rapidement les situations catastrophiques.

En somme, « planifiée » ou non, l'économie de guerre ne peut être pour le capitalisme qu'une marche accélérée vers la catastrophe. Mais ceci ne saurait être pour les communistes une consolation, car si l'aboutissement normal de l'économie de guerre est la guerre, il n'est pas question pour les peuples d'accepter passivement ce dénouement. Dans la mesure où les travailleurs de tous les pays prennent conscience du but vers lequel on les conduit, où ils comprennent la force du camp de la paix dirigé par l'Union soviétique, leur volonté de lutte doit nécessairement grandir et leur donner la force d'arrêter le bras des incendiaires.

La « planification » américaine en vue de la guerre a ceci de particulier qu'elle prétend s'exercer à l'échelle mondiale. C'est de ce point de vue qu'apparaît pleinement la signification du plan Schuman, pièce maîtresse de cette « planification ». Le plan Schuman a été le cheval de Troie que les Américains ont poussé en Europe occidentale pour faire accepter le principe de l'économie de guerre organisée sous leur direction. Si le plan Schuman réussissait, on s'efforcerait d'établir sur le même modèle d'autres associations internationales qui constitueraient des courroies de transmission entre l'économie de guerre proprement américaine et celle de l'Europe capitaliste.

Pour satisfaire les exigences des impérialistes américains, les dirigeants socialistes de droite, grands défenseurs du plan Schuman, développent une propagande intense qui porte essentiellement sur la question de la souveraineté nationale. Alors que le seul moyen de défendre les intérêts français est évidemment de lutter contre l'économie de guerre et d'exiger le respect de notre indépendance, les chefs socialistes répètent sur tous les tons que la situation impose l'abandon par la France de ses droits souverains. Les campagnes de *Franc-Tireur* et du *Populaire* reprennent ce thème qu'elles développent de toutes les façons possibles.

Propagandistes du super-impérialisme, ils veulent faire croire que les difficultés économiques actuelles ne peuvent être résolues que par l'intervention d'une autorité internationale qui ne peut être, bien entendu, que l'autorité des monopoles américains. Non seulement ils ne s'élèvent pas contre la militarisation totale de la France, mais ils tentent de la présenter comme un commencement de réalisation du « socialisme ». Leur rôle est de désarmer idéologiquement les masses populaires, de les détourner de la lutte, de préparer les classes moyennes à accepter des mesures d'autorité qui ne peuvent être que des mesures fascistes. Cette campagne démagogique des socialistes de droite s'accompagne tout naturellement des attaques les plus haineuses contre le Parti communiste, contre l'Union soviétique, contre le camp de la paix. Les socialistes de droite et leur presse se placent ainsi à l'avant-garde des forces réactionnaires ; ils s'affirment comme l'élément le plus actif du parti américain, du parti de l'agression et de la guerre.

Conséquences catastrophiques pour l'économie française

L'organisation de l'économie de guerre dans un pays vassalisé comme la France présente des difficultés plus grandes pour plusieurs raisons. La principale est l'existence d'un puissant Parti communiste solidement lié aux masses et capable à chaque instant de dénoncer la signification de la politique gouvernementale. Mais il y a aussi d'autres raisons. La reconstruction inachevée, le déficit du commerce extérieur, l'endettement énorme, la faiblesse de la monnaie, le niveau de vie très bas des travailleurs, tout cela rend très difficile l'effort supplémentaire que l'impérialisme américain exige de notre pays. Cela explique en partie l'embarras de nos gouvernants qui ne savent absolument pas comment dégager les milliers de milliards que comporte le programme de réarmement.

M. Petsche déclare gravement vouloir maintenir l'équilibre budgétaire et la stabilité de la monnaie — on sait ce que valent déjà cet équilibre et cette stabilité — mais les Américains répliquent : « *La France veut un parcours gratuit !* ».

Tel est en effet le titre de l'éditorial d'un très grand journal américain, le *Washington Daily News*, en date du 9 août. Après avoir déclaré que les 659.000 hommes que la France a sous les armes sont absolument insuffisants, l'éditorialiste ajoutait :

« *C'est une maigre contribution à la défense de l'Europe occidentale, comparée aux huit millions d'hommes de la première guerre et aux cinq millions de la seconde. Les Français aiment se référer à ces participations majeures aux luttes passées quand ils soutiennent que d'autres doivent maintenant supporter le fardeau. Mais c'est là une présentation futile. Chaque génération doit faire face aux défis qui lui sont lancés. Un gouvernement qui ne veut pas se défendre lui-même ne peut pas toujours s'attendre à ce que d'autres gouvernements viennent à son aide. Les Etats-Unis, pour s'être montrés trop généreux de leurs deniers, se trouvent placés devant la position ridicule de devoir marchander avec les Européens les troupes dont ils ont besoin pour assurer leur propre défense. La farce est poussée au point que trop d'Européens croient que leur sort nous cause plus de souci qu'à eux-mêmes. Il leur faut changer de conception s'ils espèrent survivre et conserver leurs libertés.* »

On ne saurait parler plus nettement. Les Américains n'entendent accepter aucune objection. Ils veulent que la France paye, qu'elle fournisse tous les fantassins dont le Pentagone aura besoin. Son économie, ses finances, sa politique extérieure, son armée doivent être directement sous le contrôle des Américains.

Comme pays dépendant, la France va donc être plus lourdement frappée que les Etats-Unis. A côté des conséquences générales de l'économie de guerre dont nous avons déjà parlé, et qui sont valables aussi bien pour la France que pour les Etats-Unis (inflation, baisse du standard de vie des travailleurs, renforcement des monopoles, etc.), la France subira des effets particuliers.

1° Dans l'impossibilité d'emprunter à l'intérieur, surtout dans une période d'inflation, elle s'efforcera d'emprunter à l'extérieur, c'est-à-dire, en fait, en Amérique. Un premier emprunt vient déjà d'être conclu. Fatalement ces emprunts se feront à des conditions de plus en plus ruineuses. Il n'est pas difficile de prévoir que pour couvrir une partie des dépenses militaires que l'on veut lui imposer, la France sera amenée à hypothéquer puis à vendre progressivement son patrimoine national, sous forme de concessions et de garanties. C'est ainsi qu'agissaient autrefois la Chine ou l'Egypte qui abandonnaient le revenu de leurs douanes pour garantir les emprunts qu'on les obligeait à contracter. Cette dilapidation des richesses nationales, qui, d'ailleurs, a été précédée de tous les abandons faits aux Américains dans les colonies, sera une conséquence inévitable de l'économie de guerre en France.

2° Le plan Schuman, quelle que soit sa forme définitive, signifie que l'industrie lourde française doit abdiquer devant les seigneurs allemands du charbon et de l'acier. La prépondérance de la Ruhr, contrôlée par les Américains, est à la base de ce plan de trahison nationale.

Dans l'esprit des Américains, l'Allemagne, de même que le Japon en Extrême-Orient, est la pièce maîtresse pour préparer l'agression contre l'U.R.S.S. ; la France doit donc être économiquement subordonnée à l'Allemagne. L'industrie, l'agriculture et le commerce français doivent être organisés de telle sorte qu'ils assurent la prospérité de l'Allemagne de l'Ouest et permettent à ce pays de jouer un rôle économique dirigeant. Tout en tenant compte des différences de situation, on peut dire qu'en Extrême-Orient la Corée devait être, dans l'esprit des Américains, une sous-colonie du Japon, lui-même colonie américaine ; de même en Europe, la France doit devenir, selon les plans de Washington, une sous-colonie de l'Allemagne qui est aussi considérée comme colonie américaine.

Tout ceci implique pour notre pays une ruine économique beaucoup plus rapide.

Si les plans américains se réalisaient chez nous, on verrait : d'abord un abaissement très rapide du standard de vie de tous les travailleurs ; ensuite la liquidation d'un très grand nombre de petites et moyennes entreprises au profit des trusts travaillant pour la guerre ; ensuite une nouvelle dégradation de l'agriculture par suite de la hausse des produits industriels et des impôts alors que les prix agricoles seraient maintenus au niveau le plus bas possible ; enfin la prise de possession d'une grande partie de nos richesses nationales par les Américains eux-mêmes ou par leurs alliés de l'Allemagne de l'Ouest.

En dernière analyse le problème de l'économie de guerre se ramène au problème de la plus-value. Il s'agit pour la bourgeoisie dirigeante de trouver les moyens qui permettront d'augmenter la masse de plus-value fournie par les travailleurs afin d'en consacrer une part plus importante aux dépenses de guerre, tout en augmentant en même temps la masse des profits des entreprises monopolistes. L'inflation qui abaisse les

salaires et ruine les épargnants, des prix agricoles bas et des prix industriels élevés, sont des moyens puissants pour augmenter la masse de plus-value mise à la disposition des monopoles. Mais il existe aussi un autre procédé qui est l'augmentation de l'intensité du travail. Ce n'est pas un hasard si la campagne pour la productivité a précédé de peu le passage à l'économie de guerre, et si aujourd'hui les personnages officiels lient de plus en plus la question du réarmement et celle de l'augmentation de la productivité. Comme disent les dirigeants britanniques : « *Il n'est pas de réarmement sans larmes* », mais ils oublient d'ajouter que les larmes sont toujours pour les mêmes et qu'elles se transforment en surprofits pour les autres. En somme, il n'est pas un secteur de l'économie française qui ne soit menacé par le développement de l'économie de guerre, et il importe au plus haut point que tous les communistes prennent bien conscience de l'interdépendance qui lie entre eux tous ces phénomènes.

On peut éviter la catastrophe

Il est un autre aspect de l'économie de guerre dont nous n'avons pas encore parlé et qui est cependant primordial : le climat politique dans lequel cette économie peut se développer.

Le passage à l'économie de guerre implique nécessairement l'écrasement des organisations de la classe ouvrière et en premier lieu du Parti communiste. On ne peut pas songer à réduire les salaires, à augmenter l'intensité et même la durée du travail, à ruiner les classes moyennes et les petits paysans, sans avoir d'abord liquidé le parti qui montre à tous les opprimés la voie du salut. Pour engager l'Allemagne dans la voie de l'économie de guerre, Hitler a dû avant tout écraser le Parti communiste et les organisations syndicales ; c'est la même tâche qui se pose devant le Parti américain.

Le rassemblement de toutes les forces réactionnaires, des socialistes de droite à de Gaulle, s'opère sans difficulté sur la base de l'anticommunisme. Maintenant on en est à la phase des provocations ; les premiers attentats qui viennent de se produire en préparent certainement de plus graves. De ce point de vue on ne saurait exagérer l'importance de l'avertissement lancé par le Parti communiste dans *l'Humanité* à tous les Français.

Il doit être bien clair pour tous que si les hommes du parti américain pouvaient exterminer — dans le sens littéral du mot — tous les communistes, ils le feraient avec joie. Seulement, ce n'est pas une tâche facile. Le Parti communiste plonge ses racines dans les couches les plus saines, les plus vivantes, les plus vigoureuses du peuple français ; toucher au Parti communiste, c'est blesser ce qu'il y a de plus authentique dans la nation française et, par conséquent, préparer les conditions d'une révolte nationale aux conséquences très sérieuses. Et ceux qui auront tenté l'aventure auront ensuite à rendre des comptes.

Nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation analogue à, celle que nous avons connue pendant l'occupation. Les partis de la collaboration ont été remplacés par les partis qui se soumettent aux volontés américaines. Ceux-ci, comme le faisaient leurs prédécesseurs, sacrifient les intérêts les plus évidents de la France, cherchent à ruiner son économie et à corrompre son âme. Pendant l'occupation, les collaborateurs avaient seuls le droit de s'exprimer, ils étaient les maîtres de la presse et de la radio, et cependant ils étaient faibles et méprisés. Le Parti communiste était illégal, persécuté, privé d'armes par de Gaulle et ses amis, et cependant le Parti communiste était fort, invincible, et il a fait la preuve de sa vitalité. Aujourd'hui les conditions ne sont plus les mêmes : non seulement le Parti communiste est légal, mais il a le soutien de la très grande majorité de la classe ouvrière et aussi de larges couches de paysans et de classes moyennes, il n'est pas du tout isolé. Et même parmi ceux qui ont encore des préjugés anticommunistes, on trouve beaucoup d'hommes et de femmes qui sentent très bien que si le Parti communiste était mis hors la loi, cela signifierait que la voie de la guerre est ouverte.

Les communistes sont les défenseurs de la paix, personne ne pourra leur enlever ce titre glorieux. En face se trouvent les hommes du camp de la guerre et les faits se chargent tous les jours de le prouver : ce sont eux qui approuvent l'agression américaine en Corée, ce sont eux qui approuvent et poursuivent la monstrueuse guerre d'Indochine, ce sont eux qui poussent à l'économie de guerre et réclament des armées gigantesques, ce sont eux enfin qui approuvent l'emploi de la bombe atomique. Ils ne rêvent que menaces, aventures, destructions, massacres, ils se montrent de plus en plus comme des chiens enragés qu'il faut absolument mettre hors d'état de nuire.

Mais précisément tout ceci ouvre aux communistes les perspectives les plus fécondes. Au lieu que ce soit le Parti communiste qui soit isolé, comme le voudrait le parti américain, c'est le parti américain, le parti de la guerre qui a créé toutes les conditions pour son isolement. Le passage à l'économie de guerre peut apprendre à toutes les couches de la population française des vérités politiques extrêmement importantes. Cette évolution trahit la faiblesse réelle du camp de l'impérialisme et du capitalisme américain en premier lieu, alors que le camp de la paix voit tous les jours se développer ses muscles. Les actes d'agression ne doivent

donc pas être pour nous un sujet de découragement, ils nous appellent au contraire à l'action, ils nous donnent de nouvelles armes pour unir et organiser les forces nationales capables de faire échouer les plans des hommes de la guerre.

N.D.L.R. — Nous engageons vivement nos lecteurs à étudier l'éditorial de *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire !*, n° 14 (93) du 22 août : « *La politique des fauteurs de guerre et la situation des travailleurs dans les pays capitalistes* » ; cet article, paru alors que l'étude de notre collaborateur Jean Baby était sous presse, vient renforcer sa démonstration.

Jean Baby

(Cahiers du communisme, septembre 1950, pp. 28-37.)

Que se passe-t-il en Yougoslavie ?

Moins d'une année s'est écoulée depuis que le groupe dirigeant du Parti Communiste Yougoslave désertait la grande famille des partis communistes unis dans la lutte pour la paix, en trahissant la cause de l'internationalisme prolétarien qui est à la base même du marxisme-léninisme.

Le grand Parti de Lénine et de Staline, le Parti Communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. et la Conférence des partis communistes réunie à Bucarest en juin 1948, mirent en garde Tito, Kardelj, Rankovitch, Djilas et les autres membres de la direction du Parti Communiste Yougoslave, qui s'engageaient sur la voie du nationalisme bourgeois, les avertissant que cette chute marquait leur dégénérescence, qu'ils allaient glisser inexorablement dans le camp impérialiste. [Voir les *Cahiers du Communisme*, n° 7 - juillet 1948.]

Dix mois se sont écoulés. Que s'est-il passé dans le monde et en particulier en Yougoslavie, pendant cette courte période de temps, au cours de laquelle cependant les événements se sont succédés à une cadence rapide ?

Le plus formidable mouvement de masse en faveur de la paix qu'on ait jamais connu s'est développé sur le plan international et a obligé les impérialistes américains et anglais, fomentateurs d'une troisième guerre, à découvrir leurs batteries. Tous leurs prétendus plans « *d'aide à l'Europe* », de « *coopération européenne* » destinés à camoufler leurs préparatifs belliqueux, se sont trouvés dévoilés et maintenant le « *Pacte Atlantique* » apparaît aux yeux des peuples épris de paix, dans toute sa hideur de pacte d'agression contre l'Union Soviétique.

En Yougoslavie également, un épais rideau de fumée s'est dissipé : celui derrière lequel la clique de Tito dissimulait au Parti Communiste Yougoslave et au peuple yougoslave sa collusion toujours plus rapide et étroite, toujours plus criminelle avec les puissances impérialistes.

Sur le plan économique, politique, diplomatique et inévitablement sur le plan militaire-stratégique, les dirigeants yougoslaves félons, depuis juin dernier, ont roulé jusque dans la fange de la coopération directe avec les fauteurs de guerre.

Quand le camarade Maurice Thorez, au nom de notre Parti, de notre peuple, a déclaré : « *Le peuple de France ne fera pas, ne fera jamais la guerre à l'Union Soviétique* », ce serment a été repris en écho par les partis communistes de tous les pays du monde capitaliste, et il est devenu la clameur unanime, formidable, des peuples qui veulent sauver la paix. Et les pays de démocratie populaire qui poursuivent leur marche vers le socialisme, en union étroite et avec l'aide fraternelle de l'U.R.S.S., et les 200 millions d'hommes et de femmes soviétiques, nos frères et sœurs à qui va notre reconnaissance infinie, ont puisé dans ce serment des forces nouvelles, pour accélérer et renforcer leur œuvre de paix.

Devant cette grandiose manifestation d'internationalisme prolétarien EN ACTION, quelle attitude ont eu les dirigeants dégénérés du parti yougoslave ?

Précisément à ce moment crucial d'attaques les plus perfides contre l'Union Soviétique et son grand chef Staline, contre les démocraties populaires, contre les partis communistes dont le nôtre, et contre le peuple yougoslave lui aussi, Tito et son entourage ont rejoint le chœur des impérialistes, des fauteurs de guerre. L'interview donnée en mars au « *Monde* » — curieuse production anonyme où aucun des dirigeants yougoslaves n'ose, devant son peuple, prendre la responsabilité personnelle de ce qu'il affirme — en est une preuve de plus. Tout, dans ces déclarations, respire la perfidie, l'antisoviétisme, sous un flot de phrases qui veulent se donner des allures « socialistes ». Où est chez ces dirigeants félons la dénonciation du « *Pacte Atlantique* » comme instrument d'agression contre l'Union Soviétique ? Où est définie, indiquée clairement, leur position, si l'Union Soviétique était attaquée ? Où est l'avertissement lancé à leurs peuples montrant que les fauteurs de guerre cherchent à faire de la Yougoslavie leur bastion avancé dans la zone méditerranéenne ?

DU PACTE ATLANTIQUE AU PACTE MÉDITERRANÉEN

À peine le « *Pacte Atlantique* » est-il signé que déjà se précisent les contours d'un « *Pacte méditerranéen* » en vue duquel se poursuivent les pourparlers, les tractations, les marchandages, les déplacements. N'est-ce pas une chose bien troublante, en liaison avec ces allées et venues, précisément dans la zone méditerranéenne, qu'à tous les « points névralgiques » qu'a laissés la deuxième guerre mondiale, que partout où les puissances impérialistes sabotent la conclusion de traités de paix ou violent ces traités quand ils sont conclus, on retrouve toujours la Yougoslavie ? N'est-on pas en droit de se demander si ces « portes » maintenues ouvertes par les impérialistes, à la suite de la deuxième guerre mondiale, ne sont pas autant de « portes » restées ouvertes sur une troisième guerre mondiale ? Qu'il s'agisse de l'application de la clause du traité de paix avec l'Italie sur Trieste, de la conclusion du traité de paix avec l'Autriche ou du problème de la

Carinthie slovène. Ou qu'il s'agisse, dans un autre ordre d'idées, des relations des dirigeants yougoslaves avec les pays de démocratie populaire ; partout où l'intérêt de la paix exige impérieusement l'entente la plus étroite entre les peuples, contre les impérialistes coalisés (et où cette entente est-elle plus impérieuse que dans les Balkans ?) les dirigeants yougoslaves accumulent les provocations, vont jusqu'à orienter, formuler eux-mêmes les attaques qui sont ensuite reprises en écho par les puissances impérialistes contre les forces de la paix.

N'est-ce pas une chose bien troublante encore que de retrouver dans les accusations aussi provocatrices qu'insensées proférées récemment par le fasciste anglais Vansittart, à la Chambre des Lords, contre les diplomates des démocraties populaires, les termes mêmes des attaques quotidiennes de la presse yougoslave, depuis des mois, contre les diplomates de ces pays ? N'est-ce pas une chose non moins troublante que de retrouver dans les dernières notes agressives du Département d'Etat américain et du gouvernement britannique accusant la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie, d'avoir « violé les traités de paix », la même agressivité, la même mauvaise foi et la même « argumentation » (si l'on peut dire !) que dans les notes de Kardelj à ces mêmes pays, deux mois auparavant, lors de la constitution du *Conseil d'Assistance Economique Mutuelle* entre les pays de démocratie populaire et l'U.R.S.S. ?

UNE PROVOCATION DE BEBLER

N'est-ce pas un fait bien significatif que le soir même où était connu le texte du « Pacte Atlantique », pacte d'agression contre l'Union Soviétique — lequel peut jouer en liaison avec n'importe quelle provocation sur n'importe quel point du globe — *Bebler*, adjoint de Kardelj au ministère des Affaires étrangères de Yougoslavie, donnait à Londres, à un journaliste américain, une interview dans laquelle il déclare que la Yougoslavie se sentait « menacée » ? Cette provocation a d'ailleurs tourné à la confusion de ses auteurs puisque les services de Kardelj lui-même ont dû désavouer *Bebler*. Le désaveu en question n'empêcha pas par ailleurs *Stambolitch*, premier ministre de Serbie, de reprendre la même provocation, dans un discours à une Conférence de la jeunesse yougoslave.

Cependant, l'interview de *Bebler*, le désaveu de *Kardelj*, le discours de *Stambolitch* sont bien significatifs quant aux divergences et aux difficultés intérieures qu'ils révèlent en Yougoslavie. N'en ressort-il pas, de l'aveu des dirigeants yougoslaves eux-mêmes, qu'un « malaise grandissant » règne dans le pays ? Car la clique de *Tito*, qui mène le pays à l'abîme, se heurte maintenant à l'hostilité grandissante de la majorité du parti communiste et du peuple yougoslaves, sur lesquels elle ne peut plus maintenir son pouvoir que par la terreur.

Tous ces faits et bien d'autres encore — ils sont légion — indiquent, comme le fait remarquer le camarade *L. Boulatovitch*, dans « *Pour une Paix durable, pour une démocratie populaire* » que « LES NATIONALISTES YOUGOSLAVES, COMME ON LE SAIT MAINTENANT, AVAIENT MÛRI LEURS PLANS, BIEN AVANT LA RÉOLUTION DU BUREAU D'INFORMATION. » (*L. Boulatovitch : Tito et sa clique, pires ennemis de l'U.R.S.S. et des pays de démocratie populaire. « Pour une Paix durable, pour une démocratie populaire », numéro du 1^{er} mars 1949.*)

Par ailleurs, la Conférence de Londres des Ministres-adjoints des Affaires étrangères pour l'élaboration du traité de paix avec l'Autriche a mis en lumière certains aspects de « l'activité » de *Bebler* qui ne laissent pas de préoccuper tous les amis de la paix. La présence, dans la capitale britannique, de l'adjoint de *Kardelj*, a fourni au premier l'occasion de pourparlers économiques et politiques, dans les coulisses de la Conférence, avec les représentants des gouvernements américains et anglais, dépassant de loin le cadre du problème, qui reste toujours en suspens, de la Carinthie Slovène.

C'est ainsi que la « *Neues Oesterreich* » de Vienne, rapportait que l'entretien entre *Bevin* et *Bebler* avait été dominé par la « *politique traditionnelle britannique qui vise à la réconciliation entre la Yougoslavie et la Grèce* » et avait porté sur la question grecque et le problème de Trieste.

Les cercles monarchistes grecs de Londres, ont, de leur côté, souligné, à ce moment, qu'ils voyaient « *dans la solution des questions autrichienne et grecque, la voie vers une réconciliation marquée entre le gouvernement actuel de Belgrade et les puissances occidentales.* »

Mais ce n'est pas tout.

Une « coïncidence », non moins significative que les précédentes, a voulu que les Ministres des Affaires étrangères de Grèce et de Turquie — *Tsaldaris* et *Sadak* — entreprennent un voyage à Londres au moment où *Bebler* s'y trouvait et les rumeurs se sont fait persistantes d'entretiens secrets entre les trois. Ces entretiens portaient dans le sens même des plans des puissances occidentales, de création d'une « *Entente balkanique* » composée de la Grèce monarchiste, de la Turquie antisoviétique et de la Yougoslavie de *Tito*.

COLLUSION AVEC LES MONARCHISTES DE GRÈCE

Le problème de Salonique fut, également l'objet des entretiens : il est question d'accorder à la Yougoslavie une « zone libre » dans le grand port de la mer Egée ; des sondages de représentants de Tito ont eu lieu en février dernier, auprès du gouvernement d'Athènes, précisément dans ce sens. On y aurait fait « comprendre » aux représentants de Tito qu'en échange de ces « cadeaux » et des « ballons d'oxygène » américains à l'économie yougoslave (que les dirigeants yougoslaves conduisent à l'abîme) Tito devrait « mettre un terme à son inimitié avec le gouvernement d'Athènes ».

Tout le monde comprend que derrière toutes ces tractations inavouables se trament les préparatifs du « *Pacte Méditerranéen* » dont la Yougoslavie — dans l'esprit des Anglo-Saxons — deviendrait, d'une façon ouverte ou cachée, un des partenaires.

Dans ce cadre, le rôle de premier plan joué par les dirigeants yougoslaves, dans la campagne déchaînée sur le plan mondial, à propos de la Macédoine, prend toute sa signification. Le flot de provocations, d'informations mensongères, sur de prétendues concentrations de troupes, intentions belliqueuses, etc... de la part des démocraties populaires, n'a pas d'autre but que de masquer les préparatifs du « *Pacte Méditerranéen* » et de justifier la présence dans les eaux grecques — et éventuellement des mouvements — de navires de guerre américains.

Dans un article de « *Borba* », organe officiel yougoslave, Moscha Pijade, l'un des complices du traître Tito, s'est livré — pour « justifier » la politique provocatrice des dirigeants yougoslaves dans le problème macédonien — à des accusations mensongères contre les communistes bulgares et grecs auxquels il attribue l'intention de vouloir créer une Macédoine autonome, qui comprendrait une partie de la Serbie. Pijade, reprenant les prétextes du gouvernement monarchiste de Sophoulis, pour poursuivre le Parti communiste de Grèce, accuse ce dernier de comploter pour la constitution d'une Macédoine autonome qui engloberait une partie de la Grèce. Ces méthodes ne rappellent que trop celles des Hitlériens, quand ils préparaient l'occupation des Sudètes en prenant prétexte pour leur agression de persécutions de minorités nationales.

Mais ce qui porte la duplicité des dirigeants yougoslaves à son comble, dans le problème de la Macédoine, c'est que la position actuelle de Tito et de sa clique constitue un renversement total de leur attitude par rapport au temps où ils n'étaient pas encore passés aux positions du nationalisme bourgeois. On voit ici, une fois de plus, comment celui-ci entraîne inévitablement à la négation et à la trahison des droits les plus élémentaires des nations.

LE PROBLÈME MACÉDONIEN

Au Congrès du Parti Communiste bulgare, en décembre dernier, le camarade Georges Dimitrov a exposé avec une clarté lumineuse, dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien le plus pur, le problème de la Macédoine. Il a montré comment il était possible de résoudre tous les vieux problèmes, de liquider toutes les sources de frictions qui constituent le triste héritage des anciens régimes monarcho-bourgeois des Balkans — et en particulier le problème macédonien — dans le cadre d'une Fédération des Slaves du Sud, fondée sur l'union fraternelle des peuples intéressés. Tito, en 1947, avait donné son accord à cette solution, qui avait éveillé les plus vifs espoirs dans les cœurs des peuples slaves du Sud. Mais quand les dirigeants yougoslaves eurent abandonné le terrain du marxisme-léninisme, dont l'internationalisme prolétarien est un élément essentiel, ils trahirent la cause de ces peuples, y compris du leur. Ils passent ainsi aux positions nationalistes des pires réactionnaires, dont la politique a toujours eu pour but d'attiser les frictions entre les peuples des Balkans, de les dresser les uns contre les autres, afin de maintenir les uns et les autres, sous la domination directe et indirecte des puissances impérialistes de l'Occident.

Le remaniement auquel viennent de procéder Tito et Rankovitch dans le gouvernement de la République de Macédoine, peut être un point de départ de provocations nouvelles de Tito, Kardelj et compagnie, sur ce coin du globe.

Dans le camp des fauteurs de guerre on n'a, évidemment, pas attendu pour mettre rapidement à profit la position des dirigeants yougoslaves, pour entraîner la Yougoslavie dans l'engrenage des préparatifs de la guerre antisoviétique. Dans le système de l'économie planifiée qui est celui des démocraties populaires, les impérialistes introduisent le germe putréfiant de l'anarchie de l'économie capitaliste. Ils désorganisent le pays, ils arrachent une à une toutes les conquêtes du peuple yougoslave, ils veulent à nouveau emprisonner la Yougoslavie dans le carcan de la dépendance du capital étranger.

L'« *Economist* », journal de la finance anglaise, dans son numéro du 20 novembre, découvrait sans vergogne les plans des impérialistes anglais à l'égard de la Yougoslavie. Après avoir défini ainsi la situation :

« La situation de la Yougoslavie devra forcément se détériorer... Il y a, en Yougoslavie, un véritable danger de désagrégation intérieure... »

L'organe des capitalistes britanniques, sans laisser aucune illusion à la clique de Tito, quant aux conditions économiques et politiques qu'ils entendaient lui dicter, écrit :

« Dans le domaine économique, les Britanniques devront demander le paiement d'une compensation raisonnable aux intérêts britanniques nationalisés en Yougoslavie... Mais les conditions économiques pour de meilleures relations sont cependant relativement peu importantes en comparaison avec les revendications qui doivent être formulées quant à la politique extérieure de Tito. Le point le plus... important, sera le problème de la liberté politique pour les amis de l'Ouest à l'intérieur de la Yougoslavie... ».

LES PLANS OCCIDENTAUX DÉVOILÉS PAR L' « ECONOMIST »

Continuant à découvrir sans pudeur, les plans forgés par la Bourse de Londres, l' « Economist » écrit encore :

« Les couches supérieures des forces armées yougoslaves et la bureaucratie sont emplies d'hommes qui n'ont pas été longtemps — et dont beaucoup ne sont pas encore — membres du Parti communiste... Ces hommes ont toujours été des nationalistes passionnés. Pour eux, la victoire des partisans devait signifier la régénération et l'expansion territoriale de la Yougoslavie... C'EST AVEC CES HOMMES QUE LES PUISSANCES OCCIDENTALES DEVRAIENT EN PREMIER LIEU CHERCHER A ÉTABLIR DES CONTACTS. Et si on veut amener un changement d'orientation dans la politique de Tito, cela serait obtenu le plus vraisemblablement comme résultat de leur pression et de leur influence. »

Quand on voit comment, les dirigeants actuels de la Yougoslavie, les Rankovitch et consorts, chassent de tous les organismes d'Etat, dans les villes et les campagnes, et à l'armée, tous les patriotes sincères, pour les remplacer précisément par ces éléments dont les puissances occidentales ont besoin pour établir leurs « contacts », on est bien obligé de constater que « l'appel » de l'« Economist » et de ceux dont il est le porte-parole a été entendu par les dirigeants yougoslaves dégénérés. Ce qui n'empêche pas ces derniers d'oser affirmer, dans les colonnes du *Monde* qui leur furent gracieusement ouvertes :

« Nos accords économiques avec l'Ouest sont sans aucune condition politique. Nous considérons que les, échanges commerciaux n'ont pas de couleur politique. Jusqu'à présent, l'attitude de l'Ouest a en fait été également basée sur ce principe. »

L' « Economist » avait encore précisé un point particulièrement important de la politique que l'impérialisme britannique entendait voir appliquer par Tito : l'utilisation des éléments les plus nationalistes de l'entourage de Tito « pour leur faire accepter l'idée de l'intérêt commun qu'ont la Yougoslavie et la Grèce de s'opposer à l'irrédentisme bulgare et albanais ».

En d'autres termes, pour que les dirigeants yougoslaves dressent leur peuple contre les peuples bulgare et albanais, accusés « d'irrédentisme » pour les besoins de la cause — de la mauvaise cause des impérialistes britanniques et du groupe titiste. C'est exactement ce que font les dirigeants yougoslaves actuellement. Or, il est un fait acquis que c'est précisément le gouvernement d'Athènes qui menace l'intégrité territoriale de l'Albanie et de la Bulgarie et que c'est le gouvernement monarchiste grec qui fait une politique d'agression — ce qui, précisément constitue une menace pour la paix dans les Balkans. *L'Economist* concluait dans son article :

« Ce sont ces mots d'ordre (« intérêt commun de la Yougoslavie et de la Grèce ») qui trouveront un écho... Dans le meilleur des cas, cela peut accélérer une évolution désirable de la politique yougoslave et servira l'alliée de l'ouest qui est dans la situation la plus critique... la grèce. »

C'est cette « alliée » des impérialistes — la monarchie grecque, en si mauvaise posture, que Tito doit sauver.

Voilà où conduit l'abandon de l'internationalisme prolétarien !

Sur les rapports entre les impérialistes anglo-saxons et la Yougoslavie et l'extension qu'ils ont pris depuis juin dernier, sur l'emprise des impérialistes sur l'économie de la Yougoslavie, on trouvera des faits et des chiffres extrêmement édifiants, dans l'article cité plus haut du camarade Boulatovitch, paru dans l'organe du Bureau d'Information (n° du 1^{er} mars) ainsi que dans le n° du 15 mars (article de V. Grigorian : « Les impérialistes anglo-américains applaudissent la clique de Tito »).

On y lira entre autres les révélations d'un journaliste américain, Joseph Alsop, qui firent sensation en leur temps et selon lesquelles, dès juillet dernier, Tito avait sollicité l'aide américaine et anglaise, en demandant,

toutefois, qu'on ne le mît pas « *dans une situation embarrassante, par des manifestations d'amitié trop marquées* ». Depuis, la clique de Tito n'a cessé de désarmer la Yougoslavie envers ses ennemis extérieurs.

LES MÉTHODES TERRORISTES DE TITO

Quant à la politique intérieure du gouvernement actuel de Belgrade, elle est, évidemment, en fonction de sa politique extérieure. Les dirigeants yougoslaves ne se maintiennent au pouvoir que par la mise en action d'un système policier tout-puissant. Dans les administrations, les organes locaux du pouvoir, les sbires de Rankovitch font littéralement la chasse à tous les patriotes qui manifestent leur désaccord avec la politique des renégats du marxisme-léninisme. Trois mille officiers de l'armée yougoslave, ont été licenciés et les unités de l'armée regroupées. La clique de Tito redoute de n'être plus en état de maîtriser la vague du mécontentement et du courroux populaire qui ne cesse de monter et s'affirme journallement sous les formes les plus diverses. L'opposition au sein du Parti, comme d'ailleurs dans le pays, s'organise, comme en font foi de nombreuses résolutions adoptées dans des assemblées clandestines.

Les difficultés économiques ne cessent, elles aussi, de croître. Les *koulaks*, dans les campagnes, occupent les positions décisives. La résolution d'une récente assemblée, à Belgrade, de la direction de la clique Tito a condamné « *l'esprit anti-koulak* » qui règne dans le pays. Ceci va favoriser plus encore la position des paysans riches qui spéculent sur la pénurie de vivres, pour exploiter les paysans pauvres. Ce sont également ces mêmes koulaks qui dominent les coopératives de production.

Les ouvriers des villes sont privés de tout. Car, au lieu de l'alliance démocratique de la classe ouvrière des villes et des paysans travailleurs, — qui serait en état de faire obstacle aux tentatives des anciennes classes exploiteuses de reconquérir leurs positions économiques — c'est au renforcement de ces couches d'exploiteurs qu'on assiste actuellement, en Yougoslavie. Dans un discours aux dirigeants de Serbie, Tito avait menacé de la « *trique* » ceux qui créaient des difficultés économiques dans le pays. Mais ces menaces, purement spectaculaires, n'effraient pas les coupables, car ce sont eux, en fait, qui détiennent la « *trique* » — les positions essentielles, tant dans les organes économiques que dans l'appareil d'Etat.

TRAITRES AU SOCIALISME

Partis de la conception fautive selon laquelle il serait possible d'édifier le socialisme sans lutte de classe, sans une politique d'amitié fraternelle et indestructible avec l'Union Soviétique — premier pays du socialisme vainqueur — et d'intégrer pacifiquement des exploiteurs dans une économie socialiste, les dirigeants traîtres ont en réalité tourné le dos à l'édification du socialisme. Dans le domaine de la politique extérieure, ils prétendent, également, comme le confirme l'interview du « *Monde* », « *édifier le socialisme avec l'aide des Etats-Unis* ». Sous le couvert d'une phraséologie mensongère sur un prétendu « socialisme » yougoslave, la clique de Tito trahit purement et simplement la cause du socialisme. Tant dans le domaine intérieur qu'extérieur, cette politique désarme les travailleurs.

C'est l'abandon, par les dirigeants du Parti communiste yougoslave, des principes du marxisme-léninisme, de la conception marxiste-léniniste du Parti et de son rôle qui a créé cette situation en Yougoslavie. Ils ont laissé place dans le parti, au nationalisme, idéologie des anciennes classes exploiteuses et de leurs agents qui visent à rétablir l'ancien régime.

Or, le marxisme et le nationalisme sont incompatibles. Le marxisme-léninisme ne peut pactiser avec le nationalisme : il doit le détruire.

C'est ce que nous ont enseigné Lénine et Staline. Lénine disait :

« Le nationalisme bourgeois et l'internationalisme prolétarien, voilà deux mots d'ordre inconciliables et ennemis, correspondant aux deux grands camps de classe du monde capitaliste et qui expriment deux politiques (bien plus : deux conceptions du monde). »

Et Staline a dit à ce sujet :

« La déviation vers le nationalisme est une accommodation de la politique internationaliste de la classe ouvrière à la politique nationaliste de la bourgeoisie... La déviation vers le nationalisme reflète les tentatives de la « propre » bourgeoisie nationale pour rétablir le capitalisme. »

La situation actuelle de la Yougoslavie confirme la justesse de ce principe essentiel du marxisme-léninisme. Il ne peut exister deux formes de socialisme : un socialisme fondé sur l'internationalisme prolétarien et un « socialisme » nationaliste. L'essor des pays de démocratie populaire qui se sont unis entre eux et avec l'Union Soviétique et qui, avec l'aide fraternelle de cette dernière, avancent sur la voie du socialisme, est pour les peuples de la Yougoslavie un exemple édifiant, formant contraste avec la dégénérescence que leur imposent, par la violence, Tito et sa clique. Mais, comme le soulignait le camarade Molotov, dans son

rapport à la réunion solennelle du Soviet de Moscou, le 6 novembre dernier, lors de la commémoration du trente et unième anniversaire de la grande Révolution socialiste d'octobre :

« La trahison du groupe dirigeant nationaliste de Yougoslavie a porté un grand préjudice à son peuple, mais il est hors de doute que le Parti communiste de Yougoslavie, s'appuyant sur ses traditions internationalistes, trouvera les voies qui permettront à la Yougoslavie de rentrer dans la famille étroitement unie, qui groupe l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire. »

Rosa Michel

(Cahiers du communisme, avril 1949, pp. 481-489.)

La Yougoslavie de Tito dans le camp impérialiste

La campagne en faveur du « *communisme* » yougoslave bat son plein. Il n'est pas de semaine où quelque nouveau reportage ne chante les louanges de Tito, le vrai, le seul, l'unique chef d'Etat dont puissent se réclamer les « *révolutionnaires authentiques* ».

L'étoile de Tito, au ciel du socialisme, fait pâlir toutes les constellations. Qu'est-ce que l'Union Soviétique peut représenter, elle qui, d'après les déclarations mêmes de ses dirigeants, en est seulement à la phase du passage au communisme, auprès de la Yougoslavie dont M. Claude Bourdet dit par exemple : « *Article premier : la Yougoslavie n'est pas une République populaire. C'est un Etat communiste* » ?

Nous assistons donc à cette étrange situation où un système et une idéologie qui seraient les plus dangereux pour les intérêts capitalistes sont portés aux nues dans la presse et dans les déclarations des personnages officiels qui représentent précisément ces intérêts. Pour qui a le moindre bon sens, l'accueil empressé qui est fait à la propagande « *titiste* », de *Franc-Tireur* au *Figaro*, en passant par *La Croix*, *Paris-Presses*, *France-Soir*, etc., constitue déjà la preuve d'une gigantesque mystification. Une mystification semblable à celle de Hitler, que Staline dénonçait en ces termes le 6 novembre 1941 :

« Si ces impérialistes déchaînés et ces pires réactionnaires continuent à se draper dans la toge de « nationalistes » et de « socialistes », ils le font pour tromper le peuple, abuser des naïfs et couvrir du drapeau du « nationalisme » et du « socialisme » leur nature de brigands impérialistes. »

La toge du « *communisme national* » dans laquelle se drapait Tito ne saurait davantage faire illusion. Il y a maintenant plus de deux ans que la résolution du Bureau d'information sur la Yougoslavie formulait le diagnostic du régime établi par Tito et sa clique et donnait une analyse extrêmement précise de la situation en Yougoslavie. La politique extérieure des dirigeants yougoslaves y était déjà caractérisée comme essentiellement antisoviétique. La résolution indiquait que les dirigeants yougoslaves « *se sont engagés dans la voie de la division du front unique socialiste contre l'impérialisme, dans la voie de la trahison de la cause de la solidarité internationale des travailleurs et dans le passage aux positions du nationalisme* ». Elle ajoutait, dans un passage capital qu'il n'est pas inutile de citer longuement :

« Les dirigeants yougoslaves s'orientent mal dans la situation internationale et intimidés par le chantage à la menace des impérialistes estiment qu'ils pourraient gagner la bienveillance des Etats impérialistes par des concessions faites à ces Etats, s'entendre avec eux sur l'indépendance de la Yougoslavie et inculquer peu à peu au peuple yougoslave, l'orientation vers ces Etats, c'est-à-dire l'orientation vers le capitalisme. »

« En faisant cela, ils partent tacitement d'une thèse nationaliste bourgeoise bien connue, selon laquelle : « les Etats capitalistes présentent un moindre danger que l'U.R.S.S. pour l'indépendance de la Yougoslavie ».

« Les dirigeants yougoslaves ne comprennent probablement pas ou peut-être font semblant de ne pas comprendre qu'une pareille thèse nationaliste ne peut aboutir qu'à la dégénérescence de la Yougoslavie en une République bourgeoise ordinaire, à la perte de l'indépendance de la Yougoslavie et à sa transformation en une colonie des pays impérialistes. »

L'orientation ainsi définie a été amplement confirmée par les événements de ces deux dernières années. C'est que les tares que l'analyse marxiste avait permis de déceler n'étaient pas seulement le fait d'une politique grossièrement erronée. Elles relevaient, comme la suite l'a démontré, d'une pratique déjà ancienne de la trahison parmi la clique des dirigeants yougoslaves. Mais la résolution du Bureau d'information les contraignit à se démasquer toujours davantage.

C'est en vain que les « *idéologues* » et propagandistes du « *titisme* » s'acharnent à édifier le mythe d'une neutralité de Tito, d'une « *troisième force yougoslave* », qui certes ne se trouverait plus dans le même camp que l'U.R.S.S., les démocraties populaires et le mouvement mondial des combattants de la paix, mais qui ne serait pas non plus dans le camp de l'impérialisme et des forces de guerre. Les faits parlent. Il n'y a pas de neutralité yougoslave. Il n'y a pas de « *troisième force titiste* ». La Yougoslavie de Tito est bel et bien passée dans le camp américain. Elle est même très exactement à l'avant-garde du dispositif d'agression.

Pour ouvrir les yeux des plus aveugles il y a non seulement le fait que l'attitude des représentants titistes à l'O.N.U. ne se distingue pas de celle des représentants des puissances occidentales ; qu'ils ont été en maintes occasions les porte-parole les plus ardents de l'antisoviétisme à la tribune de Lake-Success ; qu'ils ont été les candidats de Washington au Conseil de Sécurité, où ils ont été élus en violation des règles de l'O.N.U. ; qu'ils ont encore, dernièrement, dans le débat sur la Corée, pris une position identique à celle des Etats-Unis en désignant la Corée du Nord comme l'agresseur, en votant les sommations exigées par Truman, en acceptant par leur présence et leur vote que le Conseil de Sécurité, tel qu'il fonctionne actuellement, joue le rôle

d'instrument pur et simple de la politique américaine. Où et quand les dirigeants yougoslaves ont-ils adopté une attitude « neutraliste » ? Serait-ce par hasard dans l'affaire grecque, où il est prouvé et archi-prouvé qu'ils ont aidé de manière décisive les monarcho-fascistes et leurs maîtres américains. Faut-il rappeler que le 5 juillet 1949, les troupes démocratiques grecques qui défendaient la chaîne frontalière du Kaïmatchalan, étaient prises à revers par les troupes monarchistes ? Or celles-ci ne pouvaient avoir accompli leur mouvement tournant qu'à travers le territoire yougoslave. L'opération avait été précédée par une entrevue entre officiers yougoslaves et officiers monarcho-fascistes, anglais et américains. La commission balkanique de l'O.N.U. a reconnu que les monarcho-fascistes ont « violé » le territoire yougoslave et qu'il y a eu une rencontre entre officiers grecs et yougoslaves au Kaïmatchalan. Mais la trahison est encore allée plus loin, puisque, comme le signalait l'agence *Grèce Libre* dans un communiqué en date du 16 août 1949 : « Pendant la bataille du Vitsi et au moment où des détachements de l'A.D.G. livraient d'âpres combats, ils essuyèrent d'avant et d'arrière le feu des Yougoslaves. »

D'ailleurs, M. Tsaldaris avait vendu la mèche plusieurs mois à l'avance, en déclarant au début d'avril au correspondant du *Daily Mail* : « Dans peu de temps, Tito et le roi de Grèce seront des alliés contre la menace bulgare-kominformiste ». Pour cette gaffe monumentale, Tsaldaris se fit vivement rabrouer par la revue anglaise *Time and Tide* : « Une proclamation ouverte de Tito qu'il ne sympathise plus avec les insurgés grecs aurait miné les prétentions du maréchal à être aussi bon communiste que n'importe lequel de ses critiques kominformistes. M. Tsaldaris ne paraît pas avoir compris qu'une telle déclaration ne pourrait qu'aider la propagande du Kominform... » (Voir *La Pensée*, n° 29.).

Malheureusement les gaffes du genre de celle de M. Tsaldaris, qui permettent de percer à jour les « prétentions » du Maréchal, sont difficiles à éviter. Le correspondant à Athènes du *New York Times* câblait à son journal, le 21 août dernier : « La fin du conflit grec aura une influence profonde dans les Balkans. L'Albanie sera isolée. La Grèce sera en position de régulariser ses relations avec la Yougoslavie. L'Autriche espère également y arriver, après que son traité aura finalement été accepté par les Quatre Grands. Ceci permettra l'extension graduelle d'une ligne, depuis Vienne jusqu'à Athènes. » Inutile de demander pour qui cette « ligne » serait installée. Le même correspondant expliquait tranquillement, le 16 septembre, que les puissances occidentales ont en vue « l'affaiblissement et, éventuellement le changement du régime albanais, la protection de la Yougoslavie et de la Grèce... l'établissement d'un bloc véritablement indépendant (sic), comprenant l'Autriche, la Yougoslavie, l'Albanie et la Grèce ».

On pourrait aisément multiplier de semblables aveux. Citons encore celui de M. John Nuycen, chef de la mission de l'O.E.C.E. en Grèce : « On peut dire que la Grèce constitue l'accès aux Balkans, c'est-à-dire aux pays du rideau de fer. Nous croyons que la porte s'est déjà entrouverte à travers la Yougoslavie. »

Le comportement des Yougoslaves à l'O.N.U., l'affaire grecque éclairent le dessein général de la politique extérieure de la clique Tito. Mais il est encore de nombreux autres indices de la trahison. Les lecteurs des *Cahiers* ont été largement informés de tout ce qu'ont révélé les procès des agents et espions titistes dans les démocraties populaires : le procès Rajk en Hongrie, le procès Kostov en Bulgarie, celui de Koci Drozé en Albanie, et de leurs complices, ont mis en évidence comme une dimension supplémentaire de la trahison « titiste ». Comme le dit, à propos du procès de Budapest la résolution du Bureau d'information de novembre 1949 : « C'est pour exécuter la volonté des impérialistes que les traîtres yougoslaves se sont assigné le but de créer, dans les pays de démocratie populaire, des bandes politiques composées d'éléments réactionnaires, nationalistes, cléricaux et fascistes, afin de faire, avec leur appui, des coups d'Etat contre-révolutionnaires dans ces pays, de détacher ces pays de l'Union Soviétique et de tout le camp socialiste et de les soumettre aux forces de l'impérialisme. La clique Tito a fait de Belgrade un centre américain d'espionnage et de propagande anticommuniste. »

La presse bourgeoise a hurlé à l'invraisemblance, à la machination, aux accusations forgées de toutes pièces, aux aveux extorqués, etc. Toute une littérature koestliérienne a fleuri, après que Tito lui-même ait donné le « la ».

Jusqu'au jour où même dans un journal comme *Combat*, qui avait mené, à l'usage des intellectuels, une campagne acharnée en faveur de Tito, de Rajk, de Kostov et Cie, on a pu lire, sous la plume de M. J. Bloch-Morhange, spécialiste des questions d'espionnage, une démonstration de la culpabilité de Rajk et de ses complices. M. Bloch-Morhange s'appuie sur les documents du procès de Budapest et montre qu'il est impossible de contester la véracité des aveux des accusés.

« Quand Rajk reconnaît, étant étudiant, avoir été arrêté par la police de Budapest à propos d'une affaire de tracts communistes et avoir été relâché en acceptant de se livrer à un travail d'indicateur, ainsi que le

confirme à l'audience le capitaine Boka, ancien attaché à la Préfecture de police de Budapest, il est certain qu'il dit la vérité. »

« Quand il reconnaît, après la guerre d'Espagne, avoir été interné en France dans trois camps, puis libéré pendant l'occupation de la France par l'Allemagne par un commandant allemand, avoir été envoyé en Allemagne, puis rapatrié en Hongrie, il est vraisemblable qu'il dit la vérité...

« Quand Rajk reconnaît avoir rencontré à la fin de l'année 1945 ou au début de 1946, l'officier américain Martar Himmler, il est vraisemblable qu'il dit la vérité. »

« Quand Rajk reconnaît que lorsque l'O.S.S. (Office of Strategic Services) ayant passé la main aux agents de renseignements yougoslaves, on lui rappela qu'on détenait les preuves de sa lâcheté de 1931, il est vraisemblable qu'il dit la vérité », et quelles que soient la thèse particulière de M. J. Bloch-Morhange et sa prudence de langage, il en a assez dit pour édifier les plus sceptiques. Tito et sa clique apparaissent bien comme les hommes à tout faire des services de renseignements des puissances occidentales, comme les hommes du complot et de la guerre.

Leur rôle de provocateurs est encore plus éclatant depuis l'intervention impérialiste américaine en Corée. C'est sur eux que compte Washington pour tenter de laver, le cas échéant, par une généralisation du conflit, l'humiliant échec des troupes de Mac Arthur. Ils multiplient les incidents aux frontières de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Hongrie et s'ingénient à tenir prêt un prétexte pour le moment où il plairait à leurs maîtres de Wall-Street de déclencher la troisième guerre mondiale.

L'éditorial du *Monde* du 15 juillet 1950, décrit assez bien le mécanisme de l'opération :

« Si la Yougoslavie estimait sa sécurité et son indépendance nationale en danger, on croit dans les milieux des Nations Unies que le gouvernement de Belgrade solliciterait l'intervention du Conseil de Sécurité. »

Et *Le Monde* poursuit :

« Le Conseil de Sécurité serait évidemment amené à adopter vis-à-vis d'elle la même attitude qu'à l'égard de la Corée du Sud et à appliquer les mêmes articles de la Charte. »

Ainsi, que Tito lève le petit doigt et l'on peut être assuré, par tout ce qui a précédé, qu'il le lèverait au commandement de Truman et ceux qui règnent à Washington et font la loi présentement au Conseil de Sécurité se lanceraient dans la plus criminelle des aventures.

L'examen rapide de la politique extérieure des dirigeants yougoslaves est par lui-même probant. Mais ce qu'il nous a révélé est amplement confirmé par l'analyse du régime intérieur et de la situation économique en Yougoslavie.

La « construction du socialisme » reposait sur le plan quinquennal qui a débuté en 1947. A mesure que les mois et les années passent, la faillite du plan devient de plus en plus difficile à dissimuler. Si on veut se donner la peine de comparer les renseignements sur la planification fournis d'un côté par les démocraties populaires et de l'autre par le gouvernement yougoslave, il n'est pas difficile de voir que les démocraties, populaires fournissent des statistiques claires, cohérentes, honnêtes, faisant état aussi bien des succès obtenus que des difficultés rencontrées. Du côté yougoslave, au contraire, les renseignements fournis ne permettent absolument pas de dresser un tableau d'ensemble de la situation. Les bulletins de victoire que diffuse généreusement l'agence Tanjug sont incohérents, fragmentaires, contradictoires et ne fournissent absolument aucune base sérieuse de documentation. Par exemple il n'a jamais été donné un renseignement précis sur la production agricole alors que l'on multiplie les chiffres sur les coopératives de production. Pour ce qui est des quantités récoltées, qui sont tout de même l'essentiel, il faut se contenter de la phrase prononcée par Tito dans son discours du 27 avril 1950 devant l'Assemblée nationale : « Dans certaines branches, la production agricole s'est rapprochée du niveau d'avant guerre, et même l'a dépassé dans certains domaines. » C'est tout, mais c'est déjà assez révélateur. Ce qu'il est impossible de dissimuler, ce sont les difficultés alimentaires toujours insupportables dans un pays essentiellement agricole qui avait autrefois une production excédentaire. Il est reconnu aujourd'hui comme un fait indiscutable que la Yougoslavie est le pays de la sous-alimentation permanente pour la grande majorité des travailleurs.

Sur la production des objets industriels de consommation courante, même mystère, mais là aussi la pénurie est si évidente, si visible qu'elle a été reconnue par tous les journalistes, même les plus favorables à Tito. Au fond il n'est pas un seul observateur étranger qui ne soit édifié sur cette question du plan quinquennal. Aucun n'a jamais parlé du succès du plan et beaucoup ont ouvertement avoué l'échec complet. Ainsi l'hebdomadaire américain *Time*, le 30 janvier 1950, dans un article intitulé : « Impression de Belgrade », écrivait : « La vérité concernant le plan, autant qu'on puisse la découvrir, est que les réalisations sont certainement bien en

dessous des objectifs visés. » Et M. Alsop, dans le *New York Times*, écrivait, quelque temps après : « *A l'heure actuelle, le gouvernement yougoslave a visiblement grand besoin d'une aide urgente en devises stables pour pallier l'échec du plan quinquennal et atténuer les cruels sacrifices des masses.* » (Cité dans *Pour une paix durable*, 14 mars 1950.) Il est cependant certains domaines où le plan quinquennal a dépassé les prévisions. Il s'agit précisément de la destruction des forêts. Ce qui est remarquable, c'est que la propagande de Tito n'hésite pas à présenter cela comme un succès économique.

Le bulletin Tanjug, du 3 juillet 1950, écrit :

« *L'industrie du bois a exécuté son plan quinquennal en trois ans. M. Cameron, membre de la délégation internationale pour le ravitaillement et l'agriculture, qui séjourne actuellement en Yougoslavie, a dit : l'industrie du bois a exécuté son plan quinquennal en trois ans. Le plan supplémentaire, actuellement en voie d'exécution, est plus important que le plan quinquennal tout entier.* »

Nous avons là un exemple typique de l'information titiste. La destruction des forêts, pour l'exportation, est appelée « *industrie du bois* ». Et ce contrôle des pillages des richesses naturelles de la Yougoslavie est exercé par M. Cameron dont on oublie d'indiquer la nationalité américaine.

En dehors du bois, la Yougoslavie exporte en quantité des matières premières stratégiques réclamées par les Américains. Un communiqué de Radio-Belgrade en date du 18 avril 1950 reconnaissait que : « *le quart des exportations globales consiste en plomb, cuivre, antimoine, argent, bauxite, étain, chrome, pyrite, mercure, magnésite et autres minerais* ». Ces produits vont d'abord vers les Etats-Unis — les exportations vers l'Amérique ont augmenté de plus de six fois de 1948 à 1950 — mais aussi vers l'Allemagne occidentale, l'Angleterre, l'Italie.

Réciproquement les Américains et aussi les Anglais et les Allemands envoient en Yougoslavie uniquement l'outillage nécessaire pour développer les productions qui leur sont utiles.

En somme quand on examine avec un peu de soin l'économie yougoslave, son caractère fondamental apparaît avec beaucoup de clarté : la Yougoslavie est un pays *colonial*, sous contrôle américain, et toute son évolution économique est commandée par les intérêts de l'impérialisme américain. Concrètement, qu'est-ce que cela représente ?

1° Du point de vue stratégique, la Yougoslavie doit entretenir une armée nombreuse (environ 30 divisions) toujours disponible pour une attaque contre les démocraties populaires et l'Union Soviétique. Ce petit pays de quinze millions d'habitants, a mobilisé environ un million d'hommes soit dans l'armée régulière, soit dans les forces de police. C'est la plus grande armée dont disposent les Etats-Unis dans le monde. L'économie yougoslave est donc d'abord une économie de guerre qui doit supporter cette charge intérieure extrêmement lourde.

2° Toujours du point de vue stratégique, la Yougoslavie doit augmenter la production de matériaux de guerre dont les Etats-Unis et les pays marshallisés ont besoin. Ceci détermine les secteurs industriels qui bénéficient de crédits et d'investissements étrangers, et dont le développement est assuré pour une certaine période.

3° L'économie yougoslave doit entretenir toute la clique gouvernementale qui tient le pays sous le joug. Tito, en tant que premier chambellan de l'impérialisme américain, a droit à des privilèges spéciaux. Ce sont ses 27 châteaux, ses immenses terrains de chasse et tout ce faste de satrape qui a été maintes fois décrit. Mais les autres domestiques ont aussi de grands besoins et ils coûtent plus ou moins cher suivant la fonction qu'ils occupent. Les privilégiés du régime, au nombre de 150.000 environ, disposent de soldes élevées, de magasins spéciaux, d'avantages en nature, et surtout de facilités diverses pour monnayer leur influence et spéculer sur la pénurie générale. Tout cela représente aussi une charge écrasante pour le peuple yougoslave.

4° Enfin il ne faut pas oublier les profits capitalistes ordinaires. M. Alsop, dans l'article déjà cité, parle de cela en termes très clairs, qui peuvent toucher le cœur des hommes d'affaires américains : « *La Yougoslavie, dit-il, constitue un excellent business qui donnera deux dollars pour chaque dollar investi.* » Ceci suppose évidemment des méthodes d'exploitation féroces pour l'ensemble des travailleurs yougoslaves et permet de mieux comprendre et le travail forcé et l'extraordinaire misère d'un peuple tombé sous la domination de semblables aventuriers.

C'est tout cela qui s'appelle en Yougoslavie « *la construction du socialisme* ».

Les thèmes essentiels de la propagande de Tito à l'usage interne sont les suivants : nous sommes pauvres parce que l'Union Soviétique et les démocraties populaires refusent de nous aider, parce que nous sommes seuls pour construire le socialisme ; nous sommes pauvres parce que nous construisons le socialisme et que

cela demande beaucoup de sacrifices, mais plus tard quand le socialisme sera construit, tout ira pour le mieux.

Le chauvinisme et la démagogie ont-ils réussi à tromper le peuple yougoslave ? Sans aucun doute, de même que le peuple allemand avait été aussi trompé par la démagogie de Hitler et de Goebbels. Mais depuis deux ans, les yeux s'ouvrent en Yougoslavie, beaucoup plus vite qu'ils ne s'étaient ouverts en Allemagne parce que les conditions historiques ne sont plus les mêmes. Tito n'a pas la même liberté de manœuvre que Hitler parce que ses maîtres américains sont plus exigeants, parce qu'il a été obligé, pour tromper le peuple yougoslave, de prendre le masque du communisme, de se proclamer disciple de Marx et de Lénine. Tout cela le contraint à une acrobatie de plus en plus difficile où il finira par se casser le cou.

La misère du peuple yougoslave est sans égale dans toute l'Europe et les persécutions policières de plus en plus sévères ne peuvent pas empêcher le mécontentement général de grandir. D'autre part, pour essayer de trouver une base sociale suffisante, Tito est contraint de rétablir le capitalisme privé sous toutes ses formes et ceci encore ne peut manquer de pousser à la révolte les travailleurs qui s'étaient laissé tromper. Ce rétablissement du capitalisme privé, qu'il serait trop long d'analyser ici en détail, s'est opéré en deux temps : d'abord à la campagne, actuellement dans les entreprises industrielles. A la campagne, l'appui social du régime est maintenant partout la classe des koulaks. Déjà, le 5 août 1949, Tito déclarait : « *On ne saurait qualifier de koulaks, les paysans qui ont quinze, vingt hectares ou même plus, s'ils approuvent notre société nouvelle.* » En fait, il ne s'agit pas tant de la superficie des terres que du rôle *dirigeant* donné à la classe des koulaks à la campagne au moyen de ces coopératives de travail où ils sont les maîtres incontestés.

De même que la domination des capitalistes agraires a été organisée au nom de « *la socialisation* » du travail agricole, de même le retour à l'entreprise privée dans le domaine industriel s'accomplit en ce moment au nom de la démocratie, de « *la lutte contre le bureaucratisme* ». Le gouvernement de Belgrade appelle cela « *la gestion des entreprises par les collectifs ouvriers* ». A ce propos on peut lire dans *Tanjug* du 29 juin 1950 : « *Le maréchal Tito a déclaré hier que cela signifie que les moyens de production d'Etat, usines, mines, chemins de fer, passent graduellement à une forme plus élevée de biens socialistes et que c'est là le chemin qui mène vers le dépérissement des fonctions de l'Etat dans l'économie.* » Quand on ajoute que la loi prévoit que « *le directeur, (de chaque entreprise) sera nommé par le Conseil d'administration de l'entreprise économique supérieure* » on peut comprendre sans être devin qu'il s'agit pour l'Etat d'abandonner aux privilégiés du régime la direction et les profits des entreprises. La Yougoslavie de Tito est devenue en fait le pays de l'exploitation capitaliste la plus impitoyable, sous la direction d'un appareil policier plus puissant que ne l'était la Gestapo de Hitler. Que tout cela conduise à brève échéance vers la catastrophe et les aventures guerrières est une certitude mathématique. Il dépend pour une grande part des peuples yougoslaves de conjurer ce terrible danger. Mais il dépend aussi des démocrates, des partisans de la paix du monde entier de faire le barrage, d'empêcher, par une campagne de vérité, Tito et sa clique de faire des dupes et d'accomplir dans une confusion propice le mauvais coup qu'il prépare.

Dire la vérité sur Tito et son régime est devenu un devoir aussi urgent que pouvait l'être à la veille de la deuxième guerre mondiale la dénonciation de Hitler et de ses complices.

Victor Leduc et Jean Baby
(*Cahiers du communisme, août 1950, pp. 47-54.*)

Le nouveau budget d'Etat de l'U.R.S.S.

(Article publié dans *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire !* (N° 33. du 15 mars 1949).)

La session ordinaire du Conseil suprême de l'U.R.S.S. s'est ouverte au Kremlin de Moscou le 10 mars. La session a entendu et discuté le rapport du ministre des Finances de l'U.R.S.S., le camarade A.-G. Zverev, sur le budget étatique de l'U.R.S.S. pour 1949.

L'ESSOR DE L'ÉCONOMIE SOCIALISTE

Le rapporteur a rappelé que le budget de l'Etat soviétique pour 1947 et 1948 a été réalisé pendant que le peuple soviétique obtenait d'importantes victoires dans la lutte pour un nouvel essor de l'économie socialiste. Le puissant travail d'organisation du Parti de Lénine et de Staline, ainsi que l'enthousiasme du peuple soviétique dans le travail ont assuré un épanouissement impétueux de l'industrie, de l'agriculture, de la culture et augmenté le bien-être matériel des travailleurs. L'industrie socialiste s'est développée en 1948 beaucoup plus rapidement que pendant les autres années d'après guerre. L'industrie a réalisé le plan de la production globale à 106 % et le plan des trois premières années du quinquennat à 103 %. Le volume de la production a augmenté de 27 % par rapport à 1947.

L'année écoulée a été également marquée par des succès considérables de l'agriculture socialiste. Les kolkhoz et les sovkhoz ont ramassé une riche récolte. La récolte globale des céréales dans l'ensemble de l'U.R.S.S. a constitué en moyenne plus de 7 milliards de pouds (1 poud = 16 kilos), c'est-à-dire qu'elle a presque atteint le niveau d'avant guerre : le rendement moyen d'un hectare a dépassé pour les céréales le niveau de 1940.

NOUVELLE BAISSÉ DES PRIX

La réforme monétaire et la suppression du rationnement effectuées à la fin de 1947 en U.R.S.S. ont une importance primordiale. Par suite de la réforme monétaire, la quantité de monnaie en circulation a été harmonisée avec les besoins des opérations commerciales, le stimulant matériel pour relever la productivité du travail s'en est trouvé renforcé, les salaires réels des ouvriers et des employés, ainsi que les revenus des kolkhoziens ont augmenté. Le conseil des ministres de l'U.R.S.S. et le Comité Central du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. ont adopté récemment une décision importante sur une nouvelle baisse des prix des produits de consommation courante. Cette décision est une preuve éloquente de la sollicitude stalinienne, un nouveau témoignage remarquable du développement incessant de l'économie socialiste. Grâce à cette nouvelle baisse des prix, la population de l'Union Soviétique économisera en un an près de 71 milliards de roubles.

UN BUDGET DE PAIX

Le volume général du budget d'Etat de l'U.R.S.S. pour 1949, tel qu'il a été fixé par le gouvernement, prévoit 445 milliards 208 millions de roubles de recettes et 415 milliards 355 millions de dépenses. Par rapport à l'année passée, les recettes du budget augmentent de 36 milliards 739 millions, soit de 9 %. L'augmentation du volume du budget témoigne d'un développement continu de l'économie socialiste et annonce une nouvelle consolidation du rouble soviétique.

Le rapporteur a souligné que la situation est très différente dans les pays capitalistes. Aux Etats-Unis, l'inflation continue, le niveau de vie des masses tombe, le chômage s'étend. La quantité de monnaie mise en circulation est quatre fois plus grande qu'avant guerre. La hausse des prix a affecté aux Etats-Unis surtout les articles de large consommation. Les salaires sont loin d'augmenter aussi vite que les prix, ce qui se traduit par une aggravation considérable de la situation matérielle des travailleurs. D'autre part, les monopolistes voient s'accroître leurs profits. En 1947, leurs bénéfices ont atteint près de 30 milliards de dollars, soit une somme de 4,5 fois plus grande qu'en 1939. L'inflation aux Etats-Unis a pour cause principale l'énorme grossissement des dépenses militaires, conditionné par la politique d'agression, la politique de déclenchement d'une nouvelle guerre.

Les dépenses militaires prévues par le budget des Etats-Unis pour 1948-1949 sont quinze fois supérieures à celles de 1938-1939. Le message présidentiel au Congrès indique que les dépenses militaires pour 1949-1950 représentent 38 % du budget et, si l'on compte les sommes affectées à des buts militaires, les dépenses militaires des Etats-Unis constitueront en 1949-1950 plus de la moitié du budget. [Consulter à ce sujet l'article de N. Serguéeva « La politique actuelle des Etats-Unis », dans la revue soviétique *Temps Nouveaux*, du 19 janvier 1949, dont nous extrayons les lignes suivantes : « Les Etats-Unis dépensent pour les armements, à l'heure actuelle, plus qu'ils ne dépensaient au cours de la guerre. Dans le budget élaboré pour 1949-1950, sur un total de 42 milliards de dollars au chapitre des dépenses, les sommes directement

affectées aux armements et aux forces armées se montent à 14 milliards 268 millions, soit 21 % de plus que dans l'exercice en cours. 6 milliards 700 millions de dollars sont assignés au financement des « affaires internationales » du gouvernement américain, c'est-à-dire au financement de sa politique extérieure agressive. En outre 3 milliards 500 millions de dollars, soit 8 % du budget, sont affectés à des buts militaires indirects, liés au développement de l'énergie atomique, des transports, des communications, à ce qui, d'après le message présidentiel, « sert essentiellement aux buts de la défense nationale ». Mais ce n'est pas tout. Il y a encore de formidables dépenses stratégiques secrètes. Des milliards de dollars sont assignés à la création de réserves stratégiques, des centaines de millions aux recherches scientifiques, à de nouveaux arsenaux, à des bases d'essai d'armements nouveaux, des centaines de millions également à l'entretien du système d'espionnage intérieur et international, etc... Somme toute, les trois quarts du budget américain sont destinés à des buts militaristes, aux armements, à des dépenses liées d'une façon ou d'une autre à la politique extérieure d'agression. Quant aux mesures visant à l'accroissement dit bien-être de la population américaine, mesures tant vantées et dans le message présidentiel et dans la campagne électorale du parti démocrate, on y alloue, en tout et pour tout, 2 milliards 400 millions de dollars, soit 5,6 % du total des dépenses. La part de l'instruction publique, dans le budget, est de 414 millions de dollars (pas même 1 %). C'est deux fois moins qu'il ne sera dépensé en 1950 pour l'instruction militaire obligatoire. Les crédits pour la construction de logements aux Etats-Unis sont plusieurs fois inférieurs aux dépenses prévues pour l'armement de leurs satellites d'Europe occidentale. »] En ce qui concerne la Grande-Bretagne, ses dépenses militaires en 1948-1949 sont presque trois fois supérieures à celles de 1938-1939.

Contrairement aux pays capitalistes, le gouvernement de l'U.R.S.S. assigne la plus grande partie du budget d'Etat au financement de l'économie nationale et aux mesures sociales et culturelles. Cette année, on prévoit l'affectation de 152 milliards 500 millions de roubles, soit 36,7 % du budget, au financement de l'économie nationale. En outre, les organismes économiques prélèveront à cet effet 37 milliards 400 millions de roubles sur leurs profits. Les investissements dans l'économie nationale dépasseront ceux de l'année précédente de 27 milliards de roubles. En plus de l'édification industrielle, des sommes considérables seront investies en 1949 dans la construction des maisons, d'habitation, ce qui a une grande importance pour le relèvement du niveau de vie du peuple. Les dépenses budgétaires destinées au financement de l'agriculture passeront de 20 milliards 500 millions de roubles en 1948 à 32 milliards 700 millions en 1949. Les sommes destinées à l'agriculture socialiste illustrent bien la grande sollicitude du gouvernement soviétique et du camarade Staline pour le développement et le renforcement des kolkhoz, ce qui crée toutes les conditions nécessaires à une vie aisée des kolkhoziens. La partie essentielle des fonds budgétaires est destinée à développer la mécanisation de l'agriculture. Plus de 800 millions de roubles du budget général d'Etat seront réservés à la réalisation du plan concernant les plantations de bandes forestières pour protéger les champs, l'introduction du système des assolements et la construction d'étangs et de réservoirs d'eau.

L'Etat soviétique, tout en poursuivant de vastes travaux de construction d'intérêt économique, se préoccupe aussi de mesures sociales et culturelles qui constituent un moyen important pour élever le niveau culturel et le bien-être matériel du peuple. Le budget de 1949 assigne à cet effet 119 milliards 200 millions de roubles, soit 13 milliards 600 millions (12,9 %) de plus qu'en 1948. Sur la somme totale des dépenses sociales et culturelles, 60 milliards 800 millions de roubles sont affectés à l'enseignement, 21 milliards 600 millions à la santé publique. 21 milliards 400 millions à la sécurité sociale, 3 milliards 400 millions aux allocations pour les mères de familles nombreuses et les mères soutiens de famille.

Le budget des Assurances sociales d'Etat passera de 14 milliards 400 millions de roubles en 1948 à 16 milliards 600 millions en 1949. Les dépenses pour l'enseignement permettront de réaliser en 1949 un enseignement primaire de 7 ans et de développer encore l'enseignement secondaire. Le nombre total des élèves dans les écoles primaires, les écoles secondaires du 1^{er} et du 2^e degré atteindra 33.900.000, tandis que le nombre d'étudiants des établissements d'enseignement supérieur, des écoles techniques moyennes et autres établissements professionnels moyens s'élèvera à près de 1.900.000.

Les députés du Soviet suprême, oui ont participé à la discussion du rapport du ministre des Finances, Zverev, ont parlé des succès des travailleurs soviétiques dans la lutte pour l'exécution avant terme du plan quinquennal. Ils ont déclaré unanimement que les ouvriers, les kolkhoziens et les intellectuels feront tout le nécessaire pour réaliser le budget d'Etat. Ils amélioreront par tous les moyens la qualité de la production, réduiront les prix de revient, augmenteront la rentabilité des entreprises. A la fin de l'année, la productivité du travail dans l'industrie de l'U.R.S.S. augmentera de 14 % au moins. Le budget d'Etat de l'U.R.S.S. aura une grande importance pour l'exécution du plan de l'économie nationale de 1949.

(Cahiers du communisme, avril 1949, pp. 503-505.)

Le budget de l'État soviétique

(Editorial de la Pravda du 14 juin 1950.)

Hier, le Soviet de l'Union et le Soviet des Nationalités du Soviet Suprême de l'U.R.S.S., réunis en séance commune, ont entendu le rapport sur le budget d'Etat de l'U.R.S.S. pour 1950 et sur l'exécution du budget en 1948 et 1949.

Le budget soviétique reflète avec éclat les remarquables victoires obtenues par notre peuple, sous la direction du Parti bolchévique, sous la conduite du camarade Staline, dans la lutte pour la réalisation avant-terme du quinquennat stalinien d'après-guerre.

En mettant en application les sages indications du camarade Staline exposées dans son discours historique du 9 février 1946, le peuple soviétique a obtenu un nouvel et puissant essor dans toutes les branches de l'économie et de la culture socialistes.

On sait que le plan du quinquennat d'après-guerre prévoyait pour 1950 un accroissement de la production de notre industrie de 48 % par rapport à l'année d'avant-guerre 1940. Or, dès le quatrième trimestre de l'année dernière, la production moyenne mensuelle de l'industrie dépassait le niveau d'avant-guerre de 53 %. Les objectifs du plan de 1949, révisés et relevés, ont été réalisés par notre industrie à 103 %.

De grands succès ont été obtenus dans l'agriculture : la récolte globale des céréales a été en 1949 de 7,6 milliards de pouds (123 millions de tonnes), dépassant la récolte de 1940. La réalisation du plan triennal de développement de l'élevage collectif se poursuit avec succès. C'est avec un grand enthousiasme que le peuple soviétique réalise le grand programme stalinien de transformation de la nature. Sur la base de l'essor de l'économie socialiste, la situation matérielle des travailleurs de notre pays s'améliore constamment et la vie devient chaque jour plus riche et plus aisée.

Contrairement au capitalisme, le socialisme est inconcevable sans une sollicitude quotidienne de l'Etat envers le bien-être du peuple ; c'est là une loi importante de notre société socialiste. En prix comparés, les revenus des ouvriers et des employés, calculés pour un travailleur, ont augmenté en 1949 de 24 % par rapport à 1940, et les revenus des paysans ont augmenté dans les mêmes conditions de plus de 30 %. Dans la période d'après-guerre, trois baisses des prix de détail des marchandises de consommation massive ont été réalisées en U.R.S.S. La construction des logements et des édifices culturels s'est largement développée.

Les succès de l'économie socialiste ont assuré une consolidation constante de notre système financier et un accroissement du pouvoir d'achat du rouble soviétique qui est la devise la plus solide et la plus stable dans le monde. Le large développement du commerce soviétique, la baisse systématique des prix, la consolidation du rouble et l'accroissement de son pouvoir d'achat assurent les conditions favorables pour un nouvel accroissement encore plus rapide de la productivité du travail, pour l'élévation des rythmes de production et l'augmentation de la production ainsi que pour l'amélioration du bien-être du peuple.

Cela s'exprime avec éclat dans l'augmentation du budget d'Etat de l'U.R.S.S. et dans la consolidation des finances de l'Etat soviétique. Les recettes du budget d'Etat soviétique — tout comme les dépenses — ont considérablement augmenté en 1949 par rapport à 1948. Ce faisant, les deux tiers des recettes du budget provenaient des entreprises socialistes sous forme d'impôt sur les bénéfiques et sur le chiffre d'affaires. Le puissant essor de l'économie nationale de l'U.R.S.S. et l'amélioration des indices qualitatifs du travail de nos entreprises sont démontrés avec éloquence par le fait qu'en 1949, les recettes du budget d'Etat provenant de l'impôt sur les bénéfiques ont augmenté de 54,9 % par rapport à 1948.

Le budget d'Etat de l'U.R.S.S. pour 1950 est édifié en pleine conformité avec le plan de l'économie nationale. Les recettes du budget pour 1950 sont prévues pour la somme de 432 milliards de roubles et les dépenses pour la somme de 427 milliards 900 millions de roubles. Sur la somme totale des dépenses du budget, 164 milliards 400 millions de roubles sont prévus pour le financement de l'économie nationale et 120 milliards 700 millions de roubles sont affectés aux mesures sociales et culturelles. Par conséquent, les deux tiers des dépenses du budget d'Etat de l'U.R.S.S. pour 1950, sont destinés à l'économie nationale et à la culture. En même temps, dans le but de consolider davantage encore la capacité de défense du pays, le gouvernement soviétique prévoit les fonds nécessaires à l'entretien de nos glorieuses forces armées qui montent la garde du travail pacifique des citoyens soviétiques.

Dans le budget d'Etat pour 1950, les crédits affectés au ministère de la Guerre et au ministère de la Marine, s'élèvent à 18,5 % des dépenses de notre budget alors qu'en 1940 les dépenses pour la défense du pays s'élevaient à 32,6 % des dépenses du budget et dans la première année du quinquennat d'après-guerre à 23,9 %.

Ainsi notre budget, dans chaque chapitre de ses recettes et de ses dépenses, reflète avec éloquence le travail pacifique et créateur du peuple soviétique.

C'est un tout autre tableau que présente le budget des pays capitalistes et avant tout, celui des Etats-Unis d'Amérique dont les milieux dirigeants qui nourrissent des plans extravagants d'hégémonie mondiale se sont engagés dans la voie du sabotage de l'Organisation des Nations Unies et se livrent à des préparatifs effrénés en vue d'une nouvelle guerre mondiale. Les dépenses militaires dans le budget des Etats-Unis sont passées de 22,5 % en 1939-1940 à 68 % en 1949-1950, et en 1950-1951, elles s'élèveront à près de 76 % du budget. Il est clair que le budget des Etats-Unis revêt un caractère manifestement agressif, antipopulaire, que c'est un budget de guerre.

Mais les impérialistes ont beau se déchaîner, leur politique de préparation d'une nouvelle guerre se soldera inmanquablement par un échec. Les peuples du monde entier s'unissent au sein du puissant camp de la paix et de la démocratie qui brisera les menées de la réaction impérialiste.

L'Union Soviétique se tient à l'avant-garde de toute l'humanité éprise de paix, à la tête du camp de la paix, de la démocratie et du socialisme dans le monde entier. Occupé à un travail créateur, le peuple soviétique consacre toutes ses forces à l'œuvre de l'édification du communisme.

Les hommes soviétiques recherchent des réserves et des sources supplémentaires pour le développement ultérieur de l'industrie et de l'agriculture, pour l'essor de toute l'économie socialiste. L'examen du budget d'Etat à la session du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. oriente l'attention de notre peuple vers la résolution des tâches importantes de l'édification économique. Il est indispensable d'accroître inlassablement la productivité du travail, d'augmenter la production, d'améliorer sa qualité et d'abaisser le prix de revient. Notre devoir est de renforcer la lutte contre le désordre et le gaspillage de toute sorte, de renforcer partout la discipline de la production et des finances, d'assurer des économies dans la dépense des matières premières, des matériaux et des combustibles, et de veiller rigoureusement sur chaque kopek soviétique.

Le budget d'Etat pour 1950 assure en moyens financiers la réalisation victorieuse des tâches fixées par le Parti et le gouvernement dans le domaine du développement ultérieur de l'économie nationale et de l'accroissement du bien-être des travailleurs.

Le peuple soviétique, étroitement uni autour du Parti communiste, sous la conduite du guide et du maître génial, du grand architecte du communisme, le camarade Staline, obtiendra de nouveaux succès dans l'édification du communisme.

(Cahiers du communisme, juillet 1950, pp. 68-70.)

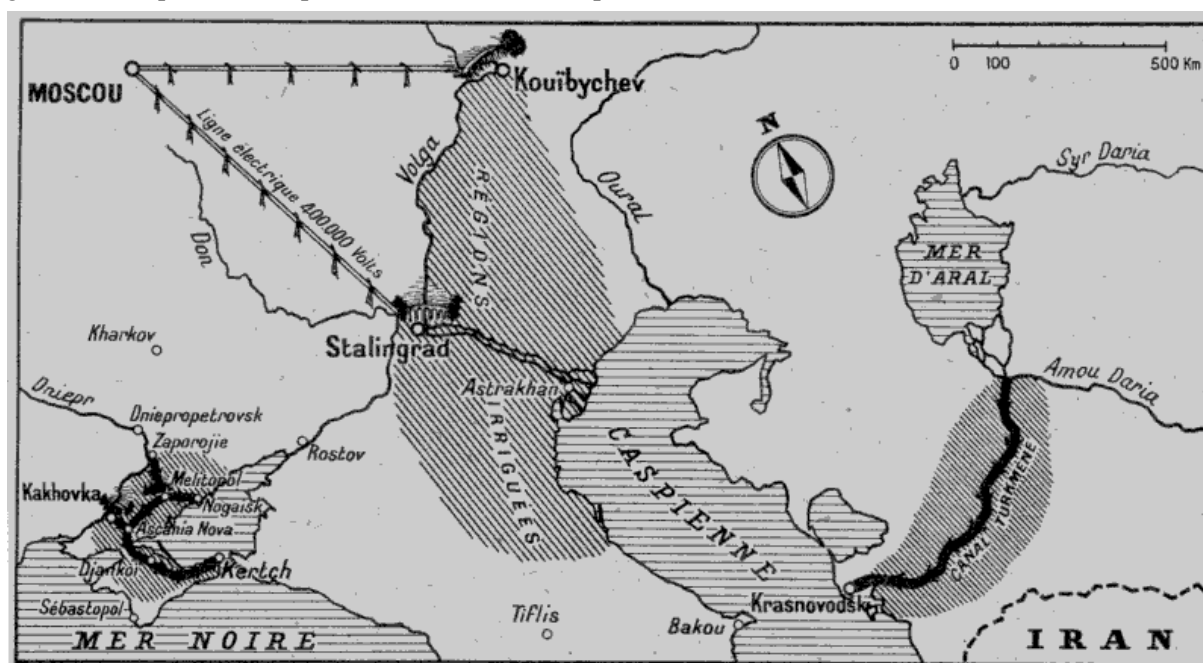
L'économie soviétique de paix et l'édification du communisme

Quand, il y a moins de vingt-cinq ans, l'Union Soviétique annonça qu'elle allait mettre en chantier la plus puissante centrale hydroélectrique du monde, l'univers entier comprit qu'un événement décisif se produisait. Les maîtres du monde capitaliste lâchèrent leurs meutes de valets de plume, politiciens social-démocrates en tête, pour tenter de couvrir de ricanements et de sarcasmes l'écho de l'enthousiasme créateur des Soviétiques. En vain. Pour tous les travailleurs, pour tous ceux à qui est cher l'avenir du monde, le Dnieprostroï devint le symbole même de cet avenir.

Et, le 10 octobre 1932, les hurras qui saluèrent la mise en marche du Dnieproguès (*Dnieprostroï* signifie « Chantiers du Dniepr ». *Dnieproguès* signifie « Centrale hydro-électrique du Dniepr » et désigne l'Ouvrage terminé et en fonctionnement.) retentirent sur toute la planète : le régime soviétique affirmait sa supériorité économique ; en même temps que le Dnieproguès, se terminait victorieusement le premier plan quinquennal, celui qui posa les fondements de l'économie socialiste ; les géants industriels s'élevaient : combinat métallurgique de Magnitogorsk dans l'Oural, usines d'automobiles de Moscou et de Gorki, usine de tracteurs de Stalingrad, bassin industriel de Kouznetsk en Sibérie, etc..

Or, voici que maintenant, en un mois, du 21 août au 21 septembre dernier, le gouvernement soviétique vient d'annoncer l'ouverture de cinq ensembles de chantiers d'une envergure colossale, dont chacun dépasse de plusieurs fois ce qui a été réalisé jusqu'ici dans le domaine correspondant. Deux de ces cinq ensembles concernent l'édification de centrales hydro-électriques à Kouïbychev et à Stalingrad qui, à elles deux, seront une dizaine de fois plus puissantes que le Dnieproguès et produiront une quantité d'électricité égale aux deux tiers de la production annuelle de la France.

Outre ces deux grands barrages et les systèmes de canaux d'irrigation qui les accompagnent, le gouvernement soviétique a décidé l'ouverture d'un grand canal de l'Amou-Daria à la Caspienne à travers le désert de Kara-Koum et celle d'un canal du Dniepr à Kertch, à l'extrémité de la Crimée. De plus, le système d'irrigation des terres sera remanié sur tout le territoire de l'U.R.S.S. Au total, d'ici à six ans, 21 nouveaux milliards de kilowatts/heure viendront, du fait de ces seuls travaux, s'ajouter à la production soviétique (qui, d'après le plan, devait atteindre cette année 82 milliards de kWh.) et plus de 25 millions d'hectares nouveaux seront irrigués, soit l'équivalent de près de la moitié de la superficie de la France.



La carte indique schématiquement l'envergure de ces travaux. Donnons rapidement quelques indications complémentaires.

Chaque barrage entraînera la formation en amont d'une immense retenue, véritable mer artificielle ; celle de Kouïbychev dépassera en surface toutes les retenues actuellement existantes : longue de 500 kilomètres, elle aura des dizaines de kilomètres de large. Des routes et des voies de chemin de fer enjamberont les barrages. Le plus grand fleuve de l'Europe, la Volga, deviendra navigable pour les grands bateaux sur tout son cours moyen et inférieur.

L'électricité produite, à raison de 10 milliards de kWh par an en moyenne, par les barrages de Kouïbychev (puissance 2 millions de kWh) et de Stalingrad (puissance de 1,7 million de kWh) travaillera au bien-être du peuple. La moitié s'en ira à Moscou, par plusieurs lignes à haute tension de 400.000 volts (tension encore jamais atteinte) d'une longueur (inconnue jusqu'ici) de 800 kilomètres et plus. Moscou deviendra la ville la plus électrifiée du monde : fumées et suies disparaîtront totalement de son ciel ; ses trains, ses usines, ses services multiples fonctionneront à l'électricité.

Une autre part du courant servira à l'électrification des régions de production.

Enfin, une troisième partie fera marcher de puissantes batteries de pompes qui, refoulant l'eau du fleuve dans d'immenses réservoirs, compléteront les sources d'eau d'irrigation. Les steppes semi-désertiques du Nord de la Caspienne, entre la Volga et l'Oural, de même que la région des terres noires et des steppes situées entre le Don, la Volga, la Caspienne et les contreforts du Caucase, seront de ce fait irriguées et sauvées de la sécheresse.

En Ukraine du Sud, un canal partira de la retenue du Dnieproguès à Zaporojié, ira vers le sud à travers la steppe, puis s'incurvera à l'ouest, lâchant plus de 300 kilomètres de branches latérales, pénétrera dans la Crimée qu'il traversera de part en part jusqu'à Kertch à 550 kilomètres de son point de départ. La presqu'île de Crimée, si fertile sur ses bords, mais si âpre à l'intérieur, deviendra sur toute sa surface un jardin florissant.

Sur ce canal, au nord de Méliopol, et sur le Dniepr, à Kakhovka, deux grosses centrales hydro-électriques seront édifiées, sans compter plusieurs petites : l'électricité sera en abondance.

Au total, plus de 45 millions de tonnes de combustibles seront économisées par an quand, en 1956, toutes ces centrales marcheront à pleine puissance (à peu près la production annuelle de la France).

Le canal turkmène prendra l'eau de l'Amou-Daria à l'entrée de son delta, il s'élancera dans les sables noirs de Kara-Koum où ne vivent l'été que quelques touffes de misérables plantes des déserts, rejoindra le lit desséché d'un ancien bras de l'Amou-Daria, l'Ouzboï, l'emplira de ses eaux bienfaisantes et se terminera au bout de onze cents kilomètres (la distance de Dunkerque à Barcelone) à Krasnovodsk sur la mer Caspienne, dans laquelle il ne se jettera d'ailleurs pas. Les branches latérales principales auront une longueur totale de 1.200 kilomètres. Un million trois cent mille hectares seront irrigués et mis en culture — coton principalement — 7 millions d'hectares deviendront de riches pâturages permanents.

Le but de la réforme du système d'irrigation est de faire passer la surface des parcelles irriguées d'un seul tenant, qui est actuellement de 1 et demi, 3 ou au plus 10 ha, à 20, 40 et même 60 ha. Ces grandes parcelles resteront entourées de canaux d'irrigation permanents, cependant qu'à leur intérieur on creusera en temps utile des canaux temporaires qui, après irrigation, seront comblés et mis en culture. Cela diminuera considérablement la perte de surface cultivable en permettant de récupérer la surface des canaux, celle des chemins qui les bordent et les marges que laissent les machines agricoles sur les bords des petites parcelles. De plus, la grande mécanisation de l'agriculture deviendra possible sur les nouvelles unités de plusieurs dizaines d'hectares.

L'annonce de ces nouveaux chantiers a suscité dans toute l'Union Soviétique un enthousiasme indescriptible. Partout se sont exprimés non seulement la joie devant les promesses d'amélioration de l'existence, mais surtout le désir de participer à cet immense effort. Les organismes créés pour établir les plans et projets et pour exécuter ces grands travaux reçoivent des centaines de lettres et de télégrammes par jour de gens de toute profession, ingénieurs, électriciens, ajusteurs, maçons, géologues, médecins, professeurs, etc... qui demandent à quitter leur travail actuel pour partir sur la Volga. Les kolkhoziens qui se trouvent dans les régions intéressées offrent leur appui pour les travaux de terrassement et d'aménagement des canaux et des routes.

Dans toutes les usines, les commandes commencent à affluer des nouveaux chantiers, et surtout de celui de Kouïbychev où le travail a commencé. Il faudra des turbines, des générateurs, des vannes, des écluses, des locomotives, des rails, des machines-outils, etc., etc... Le personnel des usines favorisées de commandes s'assemble ; des contrats d'émulation se signent ; les commandes sont exécutées avant terme.

C'est que le travail est énorme. On construira le barrage de Kouïbychev aussi vite que naguère le « petit » Dnieproguès, en cinq ans. C'est-à-dire qu'il faudra aller plusieurs fois plus vite, à une rapidité que le monde n'a jamais connue. Il faudra couler plus de mille mètres cubes de béton à l'heure pendant cinq ans. On travaillera 24 heures sur 24 sans discontinuer. La technique la plus moderne sera utilisée.

Déjà les embranchements routiers et ferroviaires approchent. Une ville est en construction. Le bois, la chaux, le ciment, les briques, les excavatrices se concentrent sur la Volga. Bientôt arriveront les merveilles de la

technique : excavatrices puissantes de 2 à 300 m³ à l'heure ; pompes à jet d'eau qui délayent et extraient jusqu'à 1.000 m³ de terre à l'heure ; concasseuses et bétonneuses automatiques ; appareils hydrauliques de toute sorte.

Des milliers d'ingénieurs se sont mis au travail ; des laboratoires spéciaux ont été mis en service pour créer et essayer les matériaux, les turbines, les appareils de commande et de contrôle automatiques, etc...

L'Académie des Sciences s'est réunie. Elle a désigné une commission spéciale, mis en branle ses laboratoires, envoyé des centaines d'expéditions. Il faut étudier les conditions géologiques et météorologiques, dresser cartes et plans. Il faut étudier et prévoir la meilleure utilisation des nouvelles ressources immenses en énergie, en matières premières agricoles qui vont transformer l'agriculture et l'industrie de régions entières. Il faut prévoir quelles industries, quelles cultures, quels moyens de communications créer, et où les disposer. Il faut rechercher de nouveaux matériaux de construction, il faut mécaniser et automatiser au maximum les travaux.

Il faut étudier la meilleure utilisation des eaux, élaborer la technique du transport d'électricité à des distances et à des tensions inconnues au monde, construire des turbines plus puissantes que jamais, élaborer le système de connexion de l'immense réseau électrique unifié, son contrôle et son maniement automatiques.

L'Académie des Sciences a donné pour cela ses meilleures forces, en prouvant une fois de plus que la science soviétique est au service de l'homme et du progrès. Les laboratoires et instituts de recherches, les filiales de l'Académie ont été invités à se lancer à fond dans ce travail. On participera à la formation des cadres, en nombre considérable qui sont nécessaires pour l'exécution des grands travaux.

Ces grands travaux ne tombent pas du ciel. Ils s'inscrivent au moment où le permet le développement général de l'économie soviétique, tant au point de vue matériel qu'au point de vue humain, dans le cadre des grands plans de transformation de la nature ; ils sont une étape nouvelle sur la voie qui va du socialisme au communisme.

Le grand plan stalinien du 20 octobre 1948, offensive contre la sécheresse, devant assurer en quinze ans la stabilité des hautes récoltes sur 120 millions d'hectares, prévoyait d'immenses mesures d'irrigation : les voici précisées et commencées.

De pair avec cela marchent les plantations forestières mais aussi la mécanisation de plus, en plus poussée d'une agriculture en voie de devenir une variété du travail industriel : une nouvelle industrie, un flot d'électricité, des unités agricoles agrandies, le processus est net.

Mais les choses viennent de plus loin encore : le 9 février 1946, Staline, parlant à ses électeurs de Moscou, disait que « *le Parti a l'intention d'organiser un nouvel et puissant essor de l'économie nationale qui nous permettra d'élever le niveau de notre industrie, par exemple au triple du niveau d'avant-guerre* ». C'est ce qui se réalise. A la fin de l'année dernière, la production industrielle soviétique dépassait de 53 % son niveau d'avant-guerre, niveau qui avait été rattrapé à la fin de 1947.

En effet, les destructions dues au pillage et au vandalisme des nazis étaient colossales : les deux tiers des biens existant dans les régions occupées avaient été réduits à néant. Or, ces régions produisaient en 1940 environ les deux tiers du charbon, de la fonte, de l'acier de toute l'U.R.S.S. et comportaient plus de la moitié des terres cultivées.

La reconversion, engagée dès la fin de la guerre, devait se terminer en 1946 avec un plein succès ; la production pacifique prit un essor ultra-rapide. Aussitôt après la reconstruction de l'industrie lourde, l'industrie des produits de grande consommation se remettait en marche accélérée, ce qui allait de pair avec la restauration de l'agriculture et se traduisait par une amélioration considérable du niveau de vie de la population [*Lire à ce sujet l'excellent ouvrage de Jean Cathala : Quatre Ans de victoires du socialisme et du camp de la paix. Editions Sociales, 80 francs.*], Le rationnement était supprimé le 15 décembre 1947 et dès 1949 le salaire réel dépassait celui d'avant-guerre de 24 % à la ville et de 30 % à la campagne. Depuis est intervenue une nouvelle baisse des prix généralisée de 30 % environ, suivie de plusieurs baisses partielles. L'automobile, le poste de télévision, la moto sont devenus marchandises accessibles au travailleur.

La construction de logements s'est également développée à une allure extraordinaire. Il est vain de donner des chiffres. Il suffit de se reporter aux récits des voyageurs ou aux photos des publications qui échappent aux scandaleuses interdictions de M. Queuille : les échafaudages font partie du paysage soviétique, de mois en mois le visage des villes change. Les immeubles de 12, 18, 26 et même 32 étages montent à Moscou.

Ce qui est le plus caractéristique, ce qui rend possible cet essor que nul — pas même l'U.R.S.S. d'avant-guerre —, n'a jamais connu, c'est à la fois la conscience socialiste du peuple, son ardeur à un travail qu'il fait

pour lui, pour les siens, et le perfectionnement sans cesse accéléré de la technique. Rien ne vient freiner ce perfectionnement, qui est de l'intérêt de tous, qui allège le travail de l'homme, multiplie ses forces, lui permet de construire, de fabriquer de plus en plus, d'avancer de plus en plus sur la voie du progrès, d'apercevoir le temps du communisme où, à l'homme pour qui le travail sera devenu une joie sans mélange, la société donnera selon ses besoins.

Dans la métallurgie, l'industrie chimique, etc., l'automatisation fait des pas de géant. Déjà il n'est pas rare de voir des lignes entières de machines-outils automatiques, travaillant sous la seule surveillance d'un technicien, à la fois ingénieur et ouvrier. L'une d'elles, construite par l'usine « Construction de machines-outils » de Moscou, effectue 134 opérations de la fabrication d'un moteur. Une autre réalise toute seule le bloc du moteur des « Zis 150 ».

De semblables lignes automatiques n'ont existé aux Etats-Unis que pendant la guerre, et encore pour la fabrication de choses très simples : des obus. Elles deviennent courantes en U.R.S.S. pour fabriquer des pièces de tracteurs, d'automobiles, de machines agricoles.

Une usine-automate pour la fabrication de pistons d'automobile est en cours de réalisation. Toutes les opérations jusqu'à l'emballage des produits finis seront automatiques. L'usine emploiera 5 fois moins d'ouvriers qu'une usine ordinaire ; elle prendra 3 fois moins de surface ; la productivité s'élèvera de 8 à 9 fois et le prix de revient tombera. Cette usine sera la première du monde où seront réalisés automatiquement la fonte électrique, le coulage, le traitement thermique, divers traitements mécaniques sur des tours, foreuses, fraiseuses et polissoirs, ainsi que diverses autres opérations ; lavage, séchage, suspension, contrôle technique, etc. L'usine n'emploiera que 5 personnes par relève. Telle est la préfiguration des futures usines du communisme.

La mécanisation, comme l'automatisation — et cela aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture —, suppose l'électrification. D'où le rôle décisif d'ouvrages comme les barrages de la Volga.

« Le communisme, disait Lénine, c'est le pouvoir des Soviëts plus l'électrification de tout le pays. »

Et Staline précisait :

« Par l'électrification du pays, Lénine entend non pas la construction isolée de centrales électriques séparées, mais un « passage graduel de l'économie du pays, y compris de l'agriculture, sur une nouvelle base technique, sur la base technique de la grande production moderne ».

Il y a plus de 25 ans, Staline disait déjà : *« Nous pensons commencer la chose par la formation indispensable d'une zone minima d'amélioration dans la région de Samara (maintenant Kouïbychev) Saratov - Tsaritsyne (maintenant Stalingrad) - Astrakhan - Stavropol. »* Et en 1934, au XVII^e Congrès du Parti bolchevik, il soulignait la nécessité de créer sur la Volga une base de production de céréales stable, libérée des hasards atmosphériques et, pour cela, d'irriguer la région du Zavoljié (Trans-Volga) —, celle-là même qui sera irriguée grâce au barrage de Kouïbychev.

Ces projets sont en cours de réalisation avec un retard de 10 ans, dont est responsable la deuxième guerre mondiale. Il faut y ajouter d'autres grandioses entreprises : tout le plan de boisement des steppes, le plan de détournement de l'Obi et de l'Énisséï en vue de la création d'une nouvelle base agricole et industrielle aussi puissante que toute l'U.R.S.S. actuelle, plan dont l'exécution a pu commencer grâce à l'énergie atomique.

En face de ces entreprises titanesques, que «peuvent proposer les pays capitalistes, et en particulier le plus puissant d'entre eux, les Etats-Unis d'Amérique, qui assourdissent le monde de l'affirmation de leur supériorité ?

Les propagandistes du mode de vie américain ont la réponse toute prête : « T.V.A. ». C'est-à-dire : « Tennessee Valley Authority », organisme créé par Roosevelt pour aménager la vallée du Tennessee. La comparaison est démonstrative en effet : il s'agissait, là aussi, de construire des barrages, d'irriguer, d'industrialiser grâce à l'énergie produite. Voyons les résultats.

Le plan prévoyait sur le Tennessee et ses affluents 26 barrages dont 11 grandes hydro-centrales. Il fallut dix ans pour arriver, en 1945, à une puissance dépassant à peine 600.000 kWh. Pour 1950, la puissance totale prévue était d'environ 1.700.000 kWh, soit juste autant que le seul barrage de Stalingrad.

Et maintenant ? Maintenant, le projet est en panne. Comme sont en panne les projets d'équipement hydro-électrique à grande puissance des Grands Lacs, de l'Ohio, du Missouri, de l'Arkansas, etc. Pourquoi ? Un des résultats des travaux de la T.V.A. a été de faire baisser le prix du courant électrique de 35 %. Depuis, les trusts producteurs de courant freinent l'équipement du pays.

De plus, le plus clair de l'énergie produite par les barrages du Tennessee va à Oakridge, où on fabrique des bombes atomiques : la « verte vallée » est devenue la vallée de la mort.

Autre exemple : la plus grande centrale hydro-électrique américaine, le Boulder Dam, sur le Colorado (1.280.000 kWh). Il a fallu neuf années de discussions pour mettre sur pied le projet qui intéressait sept Etats différents. L'électricité produite est partagée entre six compagnies. Mieux : la centrale elle-même est partagée par deux compagnies concurrentes qui fabriquent, l'une du courant à 50 périodes, l'autre du courant à 60 périodes ; c'est-à-dire qu'aucune installation, moteur ou appareil fonctionnant avec le courant de l'une ne peut fonctionner avec le courant de l'autre...

Quelle éclatante démonstration de la force conférée à l'homme par le socialisme ! En supprimant la propriété privée des moyens de production, il libère la société des entraves capitalistes : ce qui est déterminant, ce n'est plus le profit, mais le bien-être général. Aucun intérêt privé ne s'oppose plus à l'intérêt général ; rien ne vient plus limiter l'audace des plans, freiner l'ingéniosité humaine, aiguiller la force créatrice de la science sur les voies de garage de la « recherche désintéressée » ou sur la route de la guerre.

Les plans les plus audacieux deviennent possibles et se convertissent en réalité ; l'homme accroît sans limites son emprise sur la nature. Chaque homme, chaque femme participe à l'œuvre commune. Sachant qu'ils travaillent pour le bien commun, ouvriers, paysans, intellectuels tendent joyeusement leur énergie, rivalisent entre eux, s'élèvent au-dessus d'eux-mêmes, développent leurs facultés.

L'ampleur et le rythme du progrès économique de l'U.R.S.S. sont un sujet d'étonnement sans cesse renouvelé pour ceux qui n'ont pas compris que leur « secret » consiste dans le changement de régime.

Le Parti communiste de l'U.R.S.S. et, personnellement, le camarade Staline, qui sont les organisateurs de chacune de ces victoires éclatantes du pays du socialisme, sont en train de réaliser, avec l'aide de tout le peuple soviétique, la plus grande transformation qu'un pays ait jamais connue. Ils transforment un climat sévère, fertile en surprises catastrophiques, en un climat égal et fécondateur et, du même coup, multiplient cette source inépuisable de progrès, ce facteur premier de civilisation : l'énergie électrique.

A ces immenses succès, chacun de nous a part. Ne sont-ils pas ceux de la grande patrie des prolétaires, du premier pays qui a secoué le joug du capitalisme, du pays qui, s'engageant à marche accélérée sur la voie du communisme, porte en lui les espoirs de l'humanité entière, et lui ouvre les portes de l'avenir ? Le silence même dont l'immense machine capitaliste de propagande parlée, filmée et imprimée entoure des événements d'une aussi colossale importance que ceux dont l'U.R.S.S. est le glorieux théâtre, est une preuve de la crainte qu'inspire aux impérialistes le surcroît de prestige qu'en retire l'Union Soviétique.

Et chaque homme pour qui la paix est le plus précieux des biens sent sa poitrine se gonfler de joie à l'annonce de ces travaux qui accroissent la puissance de l'obstacle principal à la guerre, et qui renforcent les raisons que possède chaque citoyen soviétique de défendre une paix qui lui apporte tant d'espoir et de bonheur.

Autre trait de ces nouvelles créations du génie stalinien : qui ne réfléchira sur la signification profonde de ce canal turkmène ? Dans l'empire des tsars, il n'existait même pas de Turkménistan. Le peuple turkmène était assujéti à plusieurs seigneurs régionaux, liés eux-mêmes aux colonisateurs russes. Déjà plusieurs siècles auparavant, les Khans du vieux royaume de Khorezme avaient barré le bras de l'Amou-Daria qui se jetait dans la Caspienne, pour tenir à leur merci les Turkmènes, privés d'eau. Le delta de l'Amou-Daria, plus grand de moitié que le célèbre delta du Nil, était pratiquement inculte. Il n'était pas question d'industrie.

Aujourd'hui, le Turkménistan soviétique a une industrie pétrolière, chimique, textile, etc. Son coton est réputé. L'irrigation a décuplé l'agriculture et l'élevage. Son peuple si longtemps inculte se gouverne, possède ses éditions, ses écoles, ses théâtres, ses savants.

Mais les trois quarts de son territoire restent toujours occupés par les sables désertiques du Kara-Koum. Et le vieux rêve de tant de peuples hante les kolkhoziens turkmènes : l'eau ! Le problème de l'eau ! Des bibliothèques entières ont été écrites à son sujet. L'Afrique du Nord est hantée par lui ; les déserts étendent leur lèpre millénaire sur l'Afrique, l'Asie, l'Amérique, l'Australie. En maintes contrées, aux Etats-Unis par exemple, les méthodes sauvages d'exploitation agricole livrent chaque année d'immenses étendues au sable et au roc.

Les colonialistes ne peuvent, sans renoncer au colonialisme même, lutter contre cet état de choses, qu'ils entretiennent ou créent. Mais voici que pour des peuples entiers, anciennement colonisés, le rêve ancestral se réalise. Dans l'Asie centrale soviétique, l'eau est venue. Modestement d'abord, puis de plus en plus vite. Voici maintenant l'heure de changer d'échelle et de tuer le désert sur des millions d'hectares. Le régime socialiste apporte aux peuples de l'U.R.S.S., unis dans une entraide fraternelle, plus encore que les héros des

légendes populaires : l'eau et, avec elle, l'électricité. Telle est l'économie du socialisme : la guerre lui est un frein, la paix est son élément ; elle lui permet un essor sans précédent, pour le seul bien du peuple tout entier...

L'économie capitaliste est exactement le contraire. La guerre et sa préparation sont l'air dont elle vit. Les courbes de production du monde capitaliste n'ont jamais monté aussi allègrement qu'en temps de guerre. Les Etats-Unis, qui pourtant n'ont pas subi pour un dollar de destructions, se sont trouvés devant des difficultés terribles quand il a fallu repasser sur le pied de paix. Et il n'est que de suivre les cours de la Bourse pour savoir que le moindre bruit de guerre, le moindre massacre dans quelque point du monde, est salué par un regain de confiance capitaliste.

Placé devant l'imminence d'une crise, le monde capitaliste cherche à l'éviter en donnant un essor nouveau et colossal à l'industrie de destruction. Il n'est question partout que de reconversion... vers les fabrications d'armement. Dans cette course, l'impérialisme américain, le plus puissant, cherche à se procurer des avantages particuliers en dévastant l'économie de ses pays vassaux, par exemple par le « plan Marshall », qui assuré à la fois l'esclavage économique des pays assujettis et leur passage précipité dans la voie de la guerre.

C'est encore là une différence radicale avec l'attitude de l'U.R.S.S., qui, dans ses rapports économiques avec les autres pays, part du désir de satisfaire les intérêts des uns comme des autres. Les rapports économiques avec les démocraties populaires, par exemple, se font sur la base de l'égalité des fournitures. En échange de matières premières et d'équipement, l'U.R.S.S. reçoit des marchandises de grande consommation et d'autres produits de grande utilité. Elle livre par exemple du coton, du minerai de fer, de manganèse et du chrome, des autos, des tracteurs, des machines agricoles, de l'équipement industriel, des produits de l'industrie pétrolière, etc... Elle reçoit du charbon, du matériel roulant pour chemins de fer, des métaux, du ciment, des tissus, du sucre, etc. Elle aide ainsi au développement, voire à la mise en route de l'industrialisation dans les démocraties populaires.

Telle est la base sur laquelle les échanges commerciaux ne cessent de croître entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires, alors que ceux qui se font entre pays capitalistes sont en état de crise et s'avèrent de plus en plus déséquilibrés dans le sens de l'accroissement des importations en provenance de l'Amérique et de la diminution des exportations de l'industrie nationale. Ainsi s'affirme sur tous les plans la supériorité de l'économie socialiste et son importance comme facteur de paix. Il faut chercher là une explication de la hargne antisoviétique des fauteurs de guerre. Il ne suffit pas de s'enthousiasmer devant des faits aussi inouïs. Il faut y réfléchir, bien les comprendre, les faire connaître, les expliquer, rompre la barrière de silence. Rendre populaire la réalité exaltante de l'édification stalinienne du communisme, c'est faire tomber une arme de poids des mains de ceux qui veulent incendier le monde pour retarder le moment, déjà en vue, où tous les peuples, soulevés par l'exemple de cette édification, s'engageront sur les voies du socialisme.

Francis Cohen

(Cahiers du communisme, novembre 1950, pp. 38-46.)

Trente ans de luttes de l'URSS pour la paix et la sécurité

Un front unique s'organise sous nos yeux en cet automne de 1947 contre l'U.R.S.S. et le communisme mondial. Dans toutes les nations où subsiste et domine l'impérialisme des Trusts, ce sont des appels furieux à la guerre pour l'anéantissement du communisme. Au début du Manifeste célèbre issu du Congrès de la Ligue des Communistes de novembre 1847, on peut lire :

« Un spectre hante l'Europe, le spectre du Communisme,

« Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte alliance pour traquer ce spectre ; le pape et le tzar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne,

« C'est que déjà le Communisme est reconnu comme une puissance par toutes les puissances d'Europe. »

Cent ans, presque jour pour jour, après l'apparition de ce document entre tous mémorable, on peut en reprendre les termes qui sont plus que jamais actuels. Il n'y a qu'à changer les noms des modernes croisés anticommunistes. Mais aujourd'hui, ce n'est plus seulement l'Europe réactionnaire qui est hantée par le fameux spectre. C'est sur la terre entière que s'est levé contre lui l'étendard des croisés de l'impérialisme.

Nous ne sommes donc nullement surpris de la violence de l'assaut de 1947. Nous avons assisté, il y a maintenant trente années, à un des événements les plus décisifs de l'Histoire universelle, et ce fut l'occasion d'un déchaînement de haine anticommuniste d'une même ampleur.

L'INTERVENTION ARMÉE CONTRE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

La Révolution d'octobre 1917 venait de naître des misères et des souffrances inouïes de la première guerre mondiale. Guidé par Lénine, Staline et leurs compagnons d'élite du Parti Bolchévik russe, le peuple de l'immense Empire oriental avait jeté à bas le régime infâme du tzarisme. Dans tout le vieux monde impérialiste d'alors ce fut de la stupeur d'abord, puis une immense colère. La guerre 1914-1918 n'était pas encore terminée. Mais dans toutes les capitales de l'univers, les gouvernements s'entendirent pour détruire, par le fer et par le feu, le gouvernement nouveau qui s'était saisi du pouvoir. Les diplomates des puissances capitalistes étrangères qui résidaient à Moscou à l'avènement du gouvernement socialiste des ouvriers, des paysans et des soldats, s'employèrent à l'abattre par tous leurs moyens de diplomatie, de police internationale et de corruption. Ils prêtèrent en vain leur appui et leurs subsides aux ennemis intérieurs du régime naissant. Et dès la fin de la guerre de 1914-1918, ils n'hésitèrent pas à recourir à l'invasion armée du territoire russe.

Les gouvernements français, britannique, américain, japonais envoyèrent des dizaines de mille de soldats qui débarquèrent à Mourmansk au Nord, aux alentours d'Odessa au Sud, à Vladivostock à l'Est. Les ministres français Clemenceau et Pichon décidèrent d'expédier dans la Mer-Noire les plus fortes unités de notre marine de guerre d'alors. Par malheur pour les auteurs de cette politique scélérate, les soldats et les marins français se refusèrent à obéir à leurs ordres. Ils entrèrent en révolte ouverte contre leurs chefs ; et force fut aux gouvènements de Paris, de Londres, de Washington et de Tokio de rappeler leurs troupes et leurs flottes. Le nom d'André Marty est historiquement lié à cet épisode qui couvre de honte les auteurs d'un tel attentat contre un peuple en marche vers la liberté, la démocratie et le progrès.

Mais les représentants du capitalisme international ne s'avouèrent pas vaincus. Ils suscitérent à l'intérieur de l'immense nation russe des émeutes et la guerre civile. Ils firent parvenir aux défenseurs de l'ancien régime tzariste des armes et des sommes énormes qui se chiffèrent par milliards. Ils installèrent en Sibérie l'amiral Koltchak qui dressa une grande armée blanche contre les révolutionnaires. Dans le Sud, ils soudoyèrent le général Denikine. A l'Ouest, ce fut le général Youdénich, chargé de s'emparer de Léninegrad. Les trois armées de ces traîtres entreprirent des offensives convergentes qui devaient, dans l'esprit de leurs commanditaires étrangers, anéantir le gouvernement populaire présidé par Lénine.

Le danger était grand pour la Révolution désarmée. Mais elle sut y faire face en organisant une armée populaire analogue à celle de nos Volontaires de 93. Cette jeune armée animée du plus pur enthousiasme patriotique, presque sans armes et, elle aussi, sans souliers, bouscula les troupes mercenaires payées par l'étranger. Frounze qui commandait l'Armée Rouge contre Koltchak, chassa l'amiral et ses hordes, les culbuta et fit fusiller le chef traître, en fuite jusqu'à Irkoutsk. L'armée révolutionnaire se tourna alors contre Denikine, qui avait progressé du midi jusque sur la route de Moscou. Tous les ouvriers, paysans révolutionnaires furent mobilisés pour conjurer le péril. Et c'est alors que la cavalerie dirigée par le vieux bolchévik Boudienny mit en déroute, à Voronège, la cavalerie blanche. L'armée de Denikine poursuivie par l'infanterie soviétique s'enfuit en désordre jusqu'à la Mer Noire où elle fut anéantie. Le même sort fut réservé aux troupes blanches

du général Youdénitch qui avait un moment menacé Léninegrad. Elles furent, elles aussi, obligées de s'enfuir devant la contre-offensive des troupes rouges.

Mais les puissances étrangères, la France et la Grande-Bretagne ne renoncèrent pas à leurs desseins abominables de venir à bout du régime populaire de la vraie démocratie établie par les Soviets.

En 1920, elles lancèrent à nouveau, contre Moscou, deux ennemis qu'elles armèrent puissamment. Le premier, le général Wrangel, avait regroupé en Ukraine méridionale les troupes éparses de Denikine Puis, en Pologne, les grands propriétaires fonciers appuyés par une armée française commandée par Weygand et où figurait de Gaulle, résolurent de s'emparer de la Russie Blanche et de l'Ukraine. Leurs troupes envahirent ces deux territoires, prirent Minsk, s'avancèrent jusqu'à Kiev et descendirent vers le Sud pour rejoindre l'armée mercenaire de Wrangel. Mais à nouveau apparurent en face d'eux les cavaliers de Boudienny. Les Polonais furent mis en déroute et durent s'enfuir jusqu'à Varsovie. Quant à Wrangel, il s'était retranché fortement en Crimée. Mais sous la direction de Frounze et de Vorochilov, l'Armée Rouge pénétra dans la péninsule en emportant d'assaut les fortifications de Pérékof. Les troupes blanches et leur chef, Wrangel, purent échapper à la destruction car les navires français et anglais vinrent les cueillir dans les ports de Crimée. On les envoya en Yougoslavie et dans divers pays des Balkans.

Il ne faut pas oublier le rôle éminent de Staline dans la préparation des plans et dans la stratégie des troupes rouges de 1918 à 1920. Il se révéla, dès ce moment, le grand stratège qui pendant la grande guerre de 1941 à 1945, devait battre l'armée allemande, la plus forte de tous les temps.

Ainsi se termina la tentative honteuse des démocraties bourgeoises de l'Occident européen contre le peuple soviétique qui venait de se libérer. Ces interventions sanglantes avaient achevé d'épuiser la malheureuse grande nation déjà ruinée par la guerre de 1914 à 1917.

Il m'est arrivé de protester à trois reprises à la Chambre, au cours de ces interventions, contre l'attitude criminelle des gouvernements de Clemenceau et de Millerand. J'ai demandé un jour, à Clemenceau, qu'elle somme il avait illégalement prélevée sur le budget français pour subvenir aux dépenses de ces expéditions scandaleuses entreprises sans consulter les représentants du pays. (Voir *Journal officiel* des 17 juin 1919, 23 décembre 1919, 5 février 1920.) Le Tigre me répondit cyniquement que ces sommes étaient très élevées et qu'il n'en avait pas encore fait le compte. Il ajouta qu'il avait envoyé des troupes pour aider les Polonais « qui se trouvaient à l'avant-garde de la civilisation ». Il se vanta aussi d'entourer l'Union Soviétique d'un réseau de fils de fer barbelés.

Dans leur remarquable ouvrage sur la *Grande Conspiration antisoviétique*, Sayers et Kahn établissent le bilan de ces années de guerre civile. En réalité, l'intervention et l'agression des gouvernements impérialistes alliés a coûté à la Russie 7 millions de morts au combat, ou par maladie, ou par la famine qui s'ensuivit en 1921. Les pertes matérielles de la Russie se sont élevées à 60 milliards de dollars. Jamais aucune réparation n'a été payée par les envahisseurs.

Pourquoi cette guerre non déclarée et anticonstitutionnelle à un peuple que l'on croyait sans défense ?

On voulait tuer, dès sa naissance, une révolution populaire dont on redoutait le succès, car l'on prévoyait que sa réussite créerait un précédent redoutable pour les privilèges de l'impérialisme mondial. Les réactionnaires, les Pitt et les Cabourg de la fin du XVIII^e siècle en avaient agi de même contre la Révolution française.

Mais les rapaces agresseurs qui, au nom de la démocratie, avaient juré la perte de l'Union Soviétique, ne poursuivaient pas seulement des buts idéologiques. Ils avaient des visées impérialistes d'un ordre plus matériel. Ils convoitaient la possession des richesses incomparables de l'ancien Empire des tzars qu'ils avaient projeté de se partager à l'amiable. Les Britanniques avaient convoité de créer une fédération transcaucasienne, sous leur contrôle, qui leur aurait assuré la possession du *pétrole de Bakou* avec celui du moyen Orient. Et du même coup, ils auraient séparé la Russie des Indes. Quelle merveilleuse perspective pour l'impérialisme de Londres ! Les Japonais se réservaient la domination de la *Sibérie*. Les banquiers français auraient eu le contrôle du *Donetz* et de la région de la Mer Noire. Et ainsi les uns et les autres qui avaient prêté des milliards aux tzars pour écraser leurs peuples auraient pu, par surcroît, rentrer en possession de leurs avances usuraires.

Les envahisseurs anglo-français et japonais étaient poussés par leurs financiers dont les journaux exaltaient les richesses de la Russie. On y lisait que la « Sibérie était le prix le plus gigantesque offert au monde civilisé depuis la découverte des Amériques ». Dans le grand journal commercial anglais, le *Near East*, on écrivait : « Bakou est incomparable ! Si le pétrole est roi, Bakou est son trône ! » Les réserves inépuisables de charbon du Donetz, les réserves d'or de la Sibérie, les pêcheries, les mines de platine, les plus riches du monde, le manganèse du Caucase, le marché d'un peuple de 180 millions d'habitants, quel rêve magnifique ! M. Hoover

qui, pour sa part, avait investi d'énormes capitaux dans les entreprises de l'économie tzariste et qui assistait à la nationalisation de tous ces biens précieux, s'écriait, plein d'alarme : « *Le bolchevisme est pire que la guerre !* »

On comprend mieux après cela que ces messieurs de l'impérialisme, de la finance, des banques et des trusts aient voué dès ce moment-là une haine éternelle et inextinguible à l'Union Soviétique et à sa politique de nationalisation !

En tout état de cause, leur honteuse expédition de brigandage contre une République populaire qui avait appelé à la liberté près de 200 millions d'êtres humains s'était achevée dans la déroute et dans le déshonneur. Il fallut renoncer à l'intervention militaire contre le pays du socialisme. Mais les grands chefs de l'impérialisme eurent recours par la suite à d'autres procédures d'agression pour anéantir l'Union Soviétique qu'ils n'avaient pas vaincue par les armes.

DU BLOCUS, AUX COMLOTS CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES ET A L'ESPIONNAGE

D'abord, tous boycottèrent l'U.R.S.S. et l'entourèrent de ce que Clemenceau appela *un cordon sanitaire*. Ils résolurent de rompre avec le régime soviétique toutes relations commerciales, économiques et politiques. Lénine et Staline firent appel au courage et à l'abnégation du peuple qui sous leur impulsion se mit au travail au milieu des ruines accumulées par sept ans de guerre extérieure et de guerre civile. On sait avec quel élan les ouvriers et les paysans soviétiques répondirent aux mots d'ordre des chefs qui les avaient dotés de la liberté et de l'indépendance et qui avaient rendu à la nation la terre, les usines, les banques et toutes les richesses du sol et du sous-sol.

Au reste, le blocus rêvé par les ennemis de l'U.R.S.S. ne put jamais être absolu. En régime capitaliste, il y a trop d'industries en quête de débouchés pour que plusieurs d'entre eux ne songent au marché illimité que peut leur assurer un grand pays comme l'U.R.S.S. C'est pourquoi le blocus ne fut jamais absolu. Même dans la période d'entre les deux guerres impérialistes, plusieurs des nations qui avaient rêvé du cordon sanitaire signèrent par force avec Moscou des traités de commerce. Quand l'une commença les autres furent entraînées. Et toutes, par la suite, rendirent hommage à la correction des Bolchéviks dans les affaires commerciales internationales. Mais ces relations d'affaires ne mirent jamais fin aux intrigues criminelles et aux tentatives de destruction de l'U.R.S.S. par les procédés les plus odieux.

Les aristocrates russes, toutes les forces féodales vaincues par la Révolution, tous les contre-révolutionnaires, les anciens chefs de la police du tzarisme russe, les généraux vaincus et les débris de leurs armées, les dirigeants de l'ancienne police russe, les grands propriétaires fonciers, les anciens financiers et banquiers, les Cent-Noirs terroristes au service des tzars, les pogromistes terroristes, les hommes de main de l'Okrana, s'étaient enfuis à l'étranger. Plus d'un million de ces aventuriers de réaction se dispersèrent à travers le monde. Dans les pays qui les accueillirent ils créèrent des foyers redoutables de contre-révolution. Il y avait 500.000 Russes blancs en Allemagne, 400.000 en France ; on en comptait de très nombreux à New-York, en Chine, en Yougoslavie, dans les Balkans. *Ils y organisèrent des armées*. Les émigrés riches créèrent à Paris une Organisation commerciale, le Torgprom, qui groupa des capitaux puissants fournis par les Nobels, les Lianozov, les Riobouchinski, les Duisol et les magnats de la finance et de l'industrie sous le tzarisme. Tous escomptaient et préparaient une prochaine insurrection qui abattrait en Russie le pouvoir des Soviets et leur rendrait leurs anciennes propriétés.

Ils étaient aidés et soutenus par les polices secrètes internationales, surtout par l'Intelligence Service d'Angleterre, qui entretenait en pleine Russie Soviétique des agents habiles et décidés à tout. M. Churchill, M. Noulens, les favorisaient spécialement. Le grand pétrolier Deterding, directeur de la fameuse firme de pétrole Royal Deutch Shell, participait en première ligne à leurs complots qu'il finançait très généreusement.

C'est cet organisme central de contre-révolution qui fournit les subsides à un ancien socialiste révolutionnaire russe, Savinkoff, et le décida à se rendre en Russie pour tenter un premier coup d'Etat anti-bolchévik, qui échoua d'ailleurs misérablement.

Le Torgprom entretenait à l'intérieur de la Russie Soviétique des relations avec ceux des ingénieurs et techniciens qui avaient accepté de servir le régime nouveau, mais qui ne songeaient qu'à le saboter.

L'un d'eux, le professeur Léonide Ramzine, était un savant russe, directeur de l'Institut thermo-technique de Moscou, membre du Conseil économique suprême de l'U.R.S.S. Un autre, Laritchev, dirigeait la section des combustibles de l'U.R.S.S.

Ils étaient chargés de missions officielles à Paris, à Londres et à Berlin. Ils profitaient de ces voyages pour entrer en rapports avec leurs amis industriels émigrés. Ils convenaient avec leurs complices des moyens d'entraver par tous les moyens le développement industriel de leur patrie et pour saboter le plan quinquennal.

Ils investissaient des capitaux dans des entreprises non nécessaires. Ils édifièrent des usines sur des terrains peu sûrs où s'écroulaient les édifices à peine construits. Ils abaissaient techniquement le niveau de la vie économique pour créer le mécontentement. Ils agissaient dans toutes les industries.

Les gens du Torgprom, à Paris comme à Londres et à Berlin, réclamaient avec insistance l'intervention armée pour renverser les Bolchéviks. Ribouchinsky publia en 1930, dans le journal des Russes blancs de Paris, un article intitulé : « *Une guerre nécessaire* ». Il devançait ainsi les industriels et politiciens américains de 1947. Bien entendu, il s'agissait, comme aujourd'hui, de « *sauver la civilisation occidentale et chrétienne* ».

Cela se passait en 1929 et 1930.

On convenait aussi de fabriquer de faux billets de banque soviétiques.

Il fut décidé de préparer pour 1930 une offensive armée contre l'U.R.S.S.

Mais, à ce moment-là, les services de sécurité des Soviétiques qui surveillaient les Ramzine et l'es Laritchev, les arrêtèrent. Ils furent traduits avec de nombreux complices devant les tribunaux qui les condamnèrent à la peine capitale. Comme ils avaient manifesté leur repentir sincère, les autorités suprêmes de l'U.R.S.S. poussèrent la générosité jusqu'à leur permettre de se réhabiliter. Et ils ont, depuis, servi la patrie soviétique.

LA CONSPIRATION TROTSKYSTE

La plus redoutable des conspirations ourdies par les interventionnistes étrangers fut celle que dirigea Trotsky, qui institua en U.R.S.S., dans les sphères supérieures de l'Etat, une Cinquième colonne de renégats et de traîtres. Ces traîtres avaient dressé contre le Parti auquel ils appartenaient une opposition de gauche. C'est sur ce modèle que l'on tente encore à l'heure présente de dresser une pseudo-opposition (trotskyste) dans les rangs ouvriers de nombreux pays.

Après avoir été mis en minorité dans de nombreux congrès du Parti bolchévik, Trotsky, comptant sur l'appui de l'impérialisme étranger, décida de faire éclater une insurrection à Moscou le 7 novembre 1927, pour le dixième anniversaire de la Révolution d'Octobre.

Le peuple de Moscou se dressa tout entier contre le misérable qui osait porter la main sur l'œuvre de la Révolution. La tentative échoua piteusement. Et encore une fois, le gouvernement soviétique se montra généreux. Trotsky fut chassé unanimement du Parti bolchévik et exilé en Russie Asiatique, à Alma-Ata.

Il y continua ses manœuvres criminelles contre la patrie soviétique. Deux ans après, en 1929, on dut l'expulser du territoire de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Alors, il erra à travers le monde en proie à la haine la plus frénétique contre l'Union Soviétique. Il fit appel comme tous les Russes blancs au renversement du pouvoir soviétique par la violence. Et pour l'aider dans sa tentative sinistre, il trouva des complices que le pouvoir du peuple soviétique décela et traduisit devant la justice suprême des Nations Unies soviétiques.

Une campagne forcenée dans les journaux réactionnaires étrangers annonçait l'effondrement proche de la « *bureaucratie Stalinienne* » ! Trotsky reproche à Staline de croire à la possibilité de la construction socialiste dans un seul pays. Il croit, lui, Trotsky, à la nécessité de s'entendre avec l'Allemagne et le Japon. On leur sacrifierait une partie de l'U.R.S.S. et l'on recevrait en échange un appui économique de ces pays qui seul pourrait permettre à la Russie Soviétique d'échapper à la ruine.

Tous les moyens, d'après Trotsky, devaient être mis en œuvre pour abattre le régime stalinien voué à la débâcle. Il ne faut pas hésiter devant *l'assassinat* de Staline et de tous les militants qui persévèrent dans « l'erreur » du Léninisme.

Trotsky trouva de nombreux complices jusque dans les sphères dirigeantes du gouvernement, de la diplomatie, de la presse soviétiques. Plusieurs de ces agents trotskystes étaient répandus à l'étranger. Ils étaient en relation avec les gouvernements allemand, japonais, qui les subventionnaient et leur promettaient leur appui pour la destruction du régime soviétique. Une large enquête fut menée par le gouvernement soviétique. On démasqua les conjurés. A l'heure choisie par lui, ils furent arrêtés. Et ils comparurent devant le Tribunal suprême où Vychinski les contraignit à faire publiquement l'aveu de leurs crimes devant l'univers entier.

Il m'a été donné d'assister à quelques-uns de ces procès aux côtés de Paul Vaillant-Couturier.

Nous avons suivi avec un intérêt passionné les débats pathétiques où des hommes que nous avons cru attachés comme nous à la défense de l'immortelle construction du socialisme venaient avouer leurs forfaits à la face du monde.

Nous avons entendu les Kamenev, les Zinoviev, les Piatakof, les Rakovsky, les Krestinski, les Radek, les Boukharine, les Toukhatchevsky ! Ils ne cherchaient pas à voiler leur culpabilité écrasante. Ils s'accusaient eux-mêmes, ne pouvant contester l'accusation précise et les faits indéniables.

Il n'est pas inutile de rappeler ici les paroles que prononça l'un d'entre eux, Boukharine, appelé par Vychinski à se défendre oui à se justifier.

« Nous avons été poussés, nous conspirateurs contre-révolutionnaires, par le fétide marécage de la lutte clandestine, par une dégénérescence des idées et par une dégénérescence psychologique. »

« Pendant trois mois, j'ai nié. Puis, je me suis engagé dans la voie des aveux. Pourquoi ? »

« Parce que dans ma prison, j'ai révisé tout mon passé. Alors, m'est apparu avec une netteté saisissante un gouffre absolument noir. »

« Si je voulais continuer à vivre, sans avouer mes torts, quelle serait ma vie ? »

« Isolé du monde, ennemi du peuple, dans une situation qui n'a rien d'humain, coupé de ce qui fait l'essence de la vie ! »

« Je parle pour la dernière fois de ma vie ! »

« Je puis présumer que Trotsky et mes autres alliés dans le crime chercheront, ainsi que la II^e Internationale, à me défendre. »

« Je rejette cette défense. J'attends le verdict ! »

Telles furent les dernières paroles de Boukharine.

Il faut dire qu'à notre retour en France, lorsque nous eûmes, avec Vaillant, rendu compte de ces procès bouleversants dans *l'Humanité*, personne ne voulut croire en France à la sincérité des aveux de tous les accusés. Mais avec nous assistait à ces procès un homme qui ne peut être, lui, suspect en faveur des Républiques Soviétiques. C'était Joseph Davies, ambassadeur des Etats-Unis à Moscou. Et voici son appréciation à la suite de tous ces procès sensationnels.

« J'ai suivi les procès de Moscou en 1937 et 1938. Pratiquement, tous les artifices de la Cinquième colonne allemande (et japonaise) y ont été dévoilés et mis à nu. Tous ces procès, ces épurations, ces liquidations parurent violents à l'époque et choquèrent le monde. Elles nous apparaissent, maintenant, tout à fait clairement comme un effort vigoureux et déterminé du gouvernement de Staline *pour se protéger contre une attaque de l'extérieur* ! Il a entrepris de découvrir tous les traîtres en son pays et de s'en débarrasser. Tous les doutes sont en faveur du gouvernement. »

« En 1941, *il n'y a pas eu de Cinquième colonne en Russie. Elle avait été anéantie* ! L'épuration avait nettoyé le pays et avait fait disparaître la trahison ! »

Nous ne doutons pas que ce jugement d'un grand diplomate non communiste sera celui de tous les honnêtes gens et celui de l'Histoire.

Le trotskysme sera classé par elle à côté des pires trahisons de tous les temps.

PREMIER ÉTAT SOCIALISTE L'U.R.S.S. LUTTE POUR LA PAIX

Il est ainsi prouvé par des faits incontestables que depuis 1917, l'U.R.S.S. a été l'objet d'attaques incessantes, répétées, haineuses et impitoyables. Ce qu'on lui reproche, c'est son existence même. C'est le fait qu'elle est un exemple pour tous les autres peuples qui aspirent à la liberté et au respect de la dignité humaine. Car la dignité de l'homme est sacrifiée lorsqu'il est exploité par un autre homme chaque jour de sa vie.

Depuis trente ans, l'U.R.S.S. a été ainsi menacée de mort et de destruction par les impérialistes de tous pays et par leurs complices. L'atmosphère de l'Europe et du monde est empoisonnée depuis plus d'un quart de siècle par la propagande antisoviétique et anticommuniste..

Immédiatement après la guerre 1939-1945, cette campagne s'est apaisée pendant une brève période. On n'osait pas traiter comme des « ennemis de la civilisation » les hommes et les femmes qui l'avaient sauvée par leurs sacrifices. En 1944 et 1945, les pires ennemis de l'U.R.S.S., les Churchill, les de Gaulle et les Américains, présentement déchaînés, rendaient unanimement hommage à Staline et au régime qui a contribué plus qu'aucun autre à préserver la civilisation moderne.

Il faut bien convenir que cette trêve fut de courte durée. Deux ans après la fin de la guerre, on a recours à nouveau dans tout l'univers impérialiste à une propagande antirusse frénétique. On ne recule pas devant l'affirmation qu'une « *troisième guerre mondiale est nécessaire pour l'anéantir* ».

A ces propos délirants, quelle est la réponse de l'U.R.S.S. ?

Fidèle à sa tradition de toujours, elle persiste à offrir l'a paix au monde !

La politique extérieure de l'U.R.S.S. a été en tout temps et en toutes occasions dictée tout entière par sa volonté de paix. Entre les deux guerres mondiales, bien qu'elle eût été victime de coalitions avouées, bien qu'elle eût été ouvertement menacée de destruction, elle a multiplié les offres et les propositions sincères de *désarmement* et de *limitation* des armements. Dès qu'elle entre en 1934 à la Société des Nations, ses délégués à Genève, demandèrent la mise à l'ordre du jour et la discussion *du problème de désarmement*. L'U.R.S.S. fut seule à défendre cette proposition concrète. Elle fut unanimement repoussée par les représentants de tous les Etats capitalistes à la Société des Nations.

Battue sur ce terrain, l'U.R.S.S. se place résolument à la tête des pays démocratiques qui recommandaient avec insistance la politique de la *sécurité collective*. Moscou n'a jamais manqué aux exigences de l'Union des Démocraties du monde. Lors de Munich, elle fut seule à honorer sa parole et sa signature.

On l'accuse d'impérialisme.

Mais l'impérialisme n'est qu'un stade particulier du capitalisme.

« *S'il était nécessaire, écrit Lénine, de définir aussi brièvement que possible l'impérialisme, il faudrait dire que l'impérialisme est le stade monopoliste du capitalisme. Cette définition embrasserait l'essentiel, car d'une part, le capital financier est le résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolistes avec le capital de groupements industriels monopoleurs, et de l'autre, le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions que ne s'est encore appropriées aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée des territoires du globe, antérieurement partagé.* »

Or, en U.R.S.S., où le capitalisme a disparu, il n'y a ni monopoles capitalistes ni domination coloniale. L'U.R.S.S. n'a jamais eu de colonies. Elle est la réunion de soixante peuples fédérés qui ont tous les mêmes droits égaux et sont libres de se diriger eux-mêmes.

Sans doute l'U.R.S.S. entend maintenir sa souveraineté et son indépendance nationales. Elle a été si souvent envahie qu'elle ne veut plus à sa frontière *de glacis* qui permette à ses ennemis éventuels de la menacer. Mais nul n'ose plus dire qu'elle convoite des territoires nouveaux. Son autorité s'étend sur une immense étendue.

De la Biélorussie jusqu'à Vladivostok on compte 14.000 kilomètres, et du Nord au Sud de l'U.R.S.S. il y a 8.000 kilomètres.

Ce sol est l'un des plus fertiles du monde. Le sous-sol contient toutes l'es richesses naturelles. Une nation d'une étendue aussi immense n'a nul besoin d'espace vital. Par surcroît, la Constitution même et le régime socialiste de l'U.R.S.S. la mettent à l'abri des crises économiques *qui sont à l'origine de tant de guerres*. Elle ne peut craindre chez elle une surproduction qui exigerait à tout prix des débouchés. Ce n'est pas en U.R.S.S. que les économistes peuvent prendre comme mot d'ordre : exporter ou mourir ! Plus l'agriculture et l'industrie de l'U.R.S.S. sont prospères, plus s'améliorent sans cesse les conditions sociales du peuple !

Il n'est pas en U.R.S.S. une classe sociale travaillant ou faisant travailler pour le profit, et prête pour assurer ce profit, à imposer au reste du monde le surplus de sa production à coups de canon !

Le régime bourgeois est incapable de mettre fin à la contradiction fondamentale qui le mine du dedans. Il obéit, lui, à la loi de la poussée du capitalisme vers une extension indéfinie de la production ! Et en même temps, le pouvoir de consommation des masses est soumis à d'étroites limites. Le pouvoir de production des marchandises dépasse la capacité d'écoulement. D'où le chômage, les souffrances et les crises. Rien de semblable en Union Soviétique où ne règne pas la loi du profit.

Là, quand on a beaucoup produit, on améliore la situation des travailleurs et la multiplication des produits consolide, développe le socialisme. Le socialisme en U.R.S.S. a donc éliminé une des essentielles causes des guerres.

L'U.R.S.S. CHAMPION DE LA SÉCURITÉ NATIONALE

Au lendemain même de la défaite du fascisme en Allemagne, en Italie et au Japon, l'U.R.S.S. s'est encore révélée le champion décidé et conséquent d'une solide organisation de la « *Sécurité Internationale* ». Elle l'a prouvé dès la réunion de la Conférence de San-Francisco comme à la Conférence de Crimée. Dès la fin de la deuxième guerre mondiale, elle s'est placée sur ce terrain très solide. La collaboration militaire victorieuse des grandes puissances démocratiques montre la voie pour assurer la sécurité internationale après la guerre. *Elles doivent rester unies* pour organiser la paix comme elles le furent pour mener l'a guerre. Le succès de la

Sécurité Internationale future ne peut être assuré que par *l'étroite collaboration des grandes puissances dirigeantes !*

Telle était la position très forte de l'Union Soviétique dès la Conférence de Téhéran. A Téhéran, comme dans la suite, à Yalta et à Potsdam, les grandes puissances semblèrent d'accord pour maintenir leur action commune afin d'arrêter les conditions d'une paix mondiale véritable.

Chacun sait que depuis Potsdam, depuis la tragique disparition de Roosevelt, le gouvernement des Etats-Unis a adopté une attitude très différente. Au premier jour de session présente de l'O.N.U., Vychinski a signalé avec une grande vigueur le changement radical dans les directives générales de la politique extérieure des Etats-Unis.

En octobre 1945, le ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis, M. Byrnes, déclarait en un discours qui eut un grand retentissement dans l'univers, que le respect par tous des décisions des trois grandes puissances (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Russie) devenait la règle de la politique extérieure des nations pacifiques. Il ajoutait que les Etats-Unis *ne soutiendraient jamais en Europe ni dans le monde des groupements politiques hostiles à l'Union Soviétique.*

Au nom de la Paix indivisible, il condamnait énergiquement la conception d'un monde divisé en deux blocs opposés.

A cette heure M. Byrnes et les dirigeants des Etats-Unis parlent un langage en totale contradiction avec celui de 1946. Mais l'U.R.S.S. n'a nullement changé sa position pacifique.

Par la voix de Vychinski, à la session de l'O.N.U., l'U.R.S.S. a rendu le 18 septembre un service signalé à la cause de la Paix mondiale.

Il a montré en un exposé irréfutable que les responsables essentiels de l'actuelle politique américaine, les ministres en exercice, les députés, les sénateurs, les financiers, les hommes des trusts *préparaient ouvertement, cyniquement une troisième guerre mondiale.* Les démocrates de l'univers, les masses populaires, n'ont pas appris cette nouvelle sans stupeur. Tous les honnêtes défenseurs de la paix dans le monde savent gré au représentant de l'U.R.S.S. d'avoir courageusement dévoilé et flétri les desseins monstrueux des maîtres des trusts qui ne dissimulent plus leur volonté de domination universelle par le fer, le feu et la bombe atomique.

Mais Vychinski ne se contente pas de condamner les visées de ces impérialistes fauteurs de guerre ; il propose à nouveau à l'Assemblée des Nations Unies les solutions qui s'imposent à tous les pays qui entendent combattre les bellicistes américains. Il a soumis à la discussion et au vote des représentants de 55 nations qui siègent dans la banlieue de New-York les résolutions pratiques et concrètes suivantes :

1) L'O.N.U. *condamne* la propagande criminelle en vue d'une nouvelle guerre, propagande faite aux Etats-Unis et dans certains pays au moyen d'une diffusion par la presse, la radio et le cinéma.

2) L'O.N.U. estime que tolérer ou encourager une telle propagande conduirait inévitablement à *une troisième guerre mondiale.* Il faut, au contraire, établir des relations amicales entre les peuples, respecter leurs droits égaux à disposer d'eux-mêmes et prendre toutes les mesures propres à écarter toute menace contre la Sécurité et la Paix.

3) L'O.N.U. demande à tous les gouvernements d'interdire rigoureusement toute propagande de guerre sous *peine de châtiments de droit commun.* Ils doivent supprimer cette propagande qui menace tous les Etats pacifiques ;

4) L'O.N.U. demande qu'on mette immédiatement en vigueur la décision de l'Assemblée générale du 14 décembre 1946, sur la *réduction des armements*, et la décision du 21 janvier 1947, sur la mise hors la loi des armes atomiques et de destruction massive.

Ainsi, l'U.R.S.S., qui a encore une grande armée, se déclare à nouveau prête à réduire ses forces militaires à la seule condition d'une réciprocité dans tous les pays. *Elle est pour la Paix* et désormais tous les peuples savent que *les dirigeants des Etats-Unis sont pour la guerre.* Ils savent que l'U.R.S.S. défend aujourd'hui comme hier, les principes de la Charte des Nations Unies à laquelle adhéraient hier encore toutes les démocraties du monde. L'univers consacrera de plus en plus le prestige incomparable du pays qui a sauvé le monde et qui assure qu'il est toujours prêt à tous les sacrifices pour la Paix juste, la Paix démocratique, la Paix humaine.

En ce moment même la presse des Etats-Unis et presque toute la presse française reprennent avec une sorte de frénésie contre l'Union Soviétique les slogans meurtriers qui furent ceux de Mussolini et d'Hitler. Mais les

dirigeants Soviétiques ne perdent pas leur sang-froid devant cet assaut renouvelé de calomnies, et de menaces. Ils continuent, ils continueront leur campagne raisonnée, tenace pour la paix.

Quelle sérénité d'esprit et quelle assurance de la victoire finale pour la paix dans la conversation de Joseph Staline avec les députés britanniques qu'il vient de recevoir récemment !

Il leur a rappelé que l'Union Soviétique a toujours désiré une amélioration des relations politiques et économiques avec tous les pays ! Actuellement, elle désire une telle amélioration de ses relations avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Si ces nations, de leur côté, veulent améliorer leurs rapports avec l'U.R.S.S. leur désir sera le bienvenu en Union Soviétique. Nous sommes prêts, dit Staline, à satisfaire leur désir *sans nous soucier de la forme que revêt leur régime économique*. La coopération entre des pays ayant des systèmes économiques différents *est très possible* ! L'expérience l'a déjà prouvé...

Et Staline a ajouté :

« Si ces pays ne veulent pas améliorer leurs relations avec l'Union Soviétique, nous devons nous passer d'eux. Nous n'en serons pas moins capables de poursuivre notre tâche. Nous attendrons qu'ils aient retrouvé la raison. Nous sommes un peuple patient ! »

« Nous n'avons nullement l'intention de faire la guerre et nous désirons régler les questions politiques et économiques en suspens avec les Etats-Unis. »

Ce sont là des paroles qui iront au cœur de tous les hommes, et de toutes les femmes de bonne volonté dans le monde inquiet d'aujourd'hui.

L'histoire rendra pleine justice à la grande Nation qui jamais (même lorsqu'elle fut soumise aux pires insultes) n'abandonna sa politique pacifique. Elle fut toujours correcte, fidèle à sa parole et droite dans sa lutte incessante pour la Paix et la Sécurité Universelle !

Marcel Cachin

(Cahiers du communisme, novembre 1947, pp. 1159-1176.)

Les débats en Union Soviétique sur les questions d'économie

I. - POSITION DE LA QUESTION

Les 7, 14 et 31 mai 1947, a eu lieu, en U.R.S.S., un grand débat consacré au dernier ouvrage de l'économiste soviétique E. Varga : « Les changements dans l'économie du capitalisme à la suite de la deuxième guerre mondiale. »

De nombreux académiciens, membres correspondants de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., des professeurs des Hautes Ecoles de Moscou y participèrent activement.

De cette large discussion, le compte-rendu sténographique a été publié par la revue soviétique : « Economie Mondiale et Politique Mondiale ». [*Annexe de la revue « Economie Mondiale et Politique Mondiale », n° 11, novembre 1947 (en russe).*] Une étude critique de Gladkov dans « Le Bolchevik » [*« A propos des changements dans l'économie du capitalisme à la suite de la deuxième guerre mondiale », Le Bolchévik, n° 15, septembre 1947.*] en a dégagé les principaux enseignements et Laptiev, dans la « Pravda » [*« A propos d'une discussion sur l'économie capitaliste », Pravda, 26 janvier 1948.*], a précisé, pour l'opinion soviétique, les conclusions qui s'imposaient.

Parallèlement, une critique générale de nombreux ouvrages et articles d'économistes soviétiques : Trachtenberg, Eventov, Rubinstein, Smith, Vichnev... a montré que les erreurs du camarade Varga sont partagées par un collectif de travailleurs des questions d'économie.

Il n'est pas trop tard pour porter à la connaissance de nos lecteurs l'essentiel de ces débats, car les sujets soulevés sont fondamentaux et valent pour une longue période historique.

L'ouvrage de Varga se proposait l'étude des problèmes décisifs du capitalisme actuel, la généralisation théorique des changements survenus dans son évolution pendant et après la deuxième guerre mondiale.

« L'ouvrage de l'académicien Varga contient une documentation très riche, qui apporte un grand nombre de généralisations théoriques (Gladkov). »

Il n'en est pas moins vrai que des erreurs, tant de méthode que sur le fond même de certaines thèses, figurent dans le livre de Varga.

La critique porte essentiellement sur ces erreurs ainsi que sur celles qui se sont fait jour chez certains autres économistes soviétiques au cours de la discussion ou dans leurs ouvrages antérieure. Nous nous bornerons,, au cours de cet article, à rapporter aussi fidèlement que possible les faits principaux de la discussion, tels qu'ils ressortent du compte rendu sténographique, des études et des articles de Gladkov, de Laptiev et d'autres économistes soviétiques tels que K. Ostrovitianov, Gatovski, etc...

Enfin, nous nous permettrons de tirer quelques enseignements de ces importants travaux pour tous nos lecteurs et particulièrement ceux qui étudient les questions économiques.

II. - LES THÈSES ERRONÉES DU CAMARADE VARGA

L'auteur, délimitant l'objet de son ouvrage, signale, dès le début, que :

« L'analyse des modifications politiques provoquées par la guerre n'entre pas dans le thème du présent ouvrage. »

Certes, le sujet que se proposait Varga est vaste, mais, à plus forte raison, devait-il placer cette étude économique dans le cadre des modifications historiques résultant de la deuxième guerre mondiale :

1° Changements dans le rapport des forces entre le camp anti-impérialiste et démocratique et le camp impérialiste ;

2° Croissance des forces organisées de la classe ouvrière dans chaque pays capitaliste considéré dans son étude.

C'est, précisément, la méthode des économistes bourgeois dans les pays capitalistes, que de séparer l'analyse économique de l'analyse politique. Leur « technicité » s'explique précisément par l'impossibilité où ils sont de procéder à l'étude d'ensemble, qui mettrait à nu les contradictions du régime capitaliste.

Et c'est, au contraire, la supériorité fondamentale des économistes marxistes de pouvoir procéder, de façon scientifique, c'est-à-dire totale. Ainsi, vouloir traiter des modifications économiques indépendamment des modifications politiques, vouloir procéder à une analyse politique sans tenir compte de l'économie, est contraire à l'enseignement même du marxisme-léninisme.

DU ROLE DE L'ÉTAT DANS L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

Varga aborde ce sujet, qui revêt une grande actualité, sans procéder à un examen préalable des particularités de l'économie du capitalisme monopoliste, du rôle décisif des monopoles, de la *subordination de l'Etat capitaliste aux monopoles*...

Certes, les marxistes ne dénie pas toute influence à l'Etat sur l'économie capitaliste. Mais ils maintiennent fermement que celle-ci se développe sur la base des lois naturelles inhérentes à la production marchande et qu'en aucun cas, un rôle *décisif* ne peut être joué par l'Etat, *ni dans l'économie de paix, ni dans l'économie de guerre*.

Or, le camarade Varga écrit :

« L'un des phénomènes essentiels de la deuxième guerre mondiale consiste en ce que, *dans tous les pays bourgeois* — belligérants ou neutres — l'Etat a joué un rôle décisif dans l'économie de guerre. »

Et il ajoute, au cours de la discussion :

« ... et peut être, mon hypothèse que le rôle de l'Etat diminue après la guerre n'est pas tout à fait exacte. »

Thèses que Laptiev réfute en ces termes :

« Il est très clair, pour tout marxiste, s'il est vraiment marxiste, que la thèse du rôle décisif de l'Etat bourgeois, que ce ne soit même que dans l'économie de guerre, équivaut à nier les lois économiques naturelles du développement du capitalisme. Il ressort que l'économie de guerre capitaliste s'est développée, non pas sur la base de ces lois, mais d'après la volonté d'un Etat tout puissant, bien mieux, cette économie se développera ainsi dans l'avenir. Partant d'une telle position, on peut en arriver à la conclusion que l'Etat bourgeois est capable de surmonter l'action naturelle de la loi de la valeur, la loi générale de l'accumulation capitaliste, la loi de la paupérisation de la classe ouvrière, les crises et le chômage et peut même être planifiée. »

Et Varga ne manque pas de laisser entendre que des possibilités de *planification* existent en économie capitaliste, qu'il est « apparu un genre de plan d'Etat d'un caractère particulier ».

Les perspectives développées par Varga découlent de son erreur fondamentale quant aux rapports entre Etat et monopoles, quant à la nature de l'Etat et de ses soi-disant possibilités de contrôle sur l'économie. Lénine disait :

« Au fond, toute la question du contrôle se ramène à savoir qui est le contrôleur et qui est le contrôlé, c'est-à-dire, quelle classe exerce le contrôle et quelle classe le subit. » (Lénine, *Œuvres choisies* : « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer. » (Tome II, p. 111).)

Mais Varga va jusqu'à considérer l'Etat comme distinct des monopoles et luttant contre eux :

« S'efforçant d'utiliser de façon rationnelle toutes les ressources du pays pour des buts de guerre, l'Etat se heurte *constamment* aux intérêts privés de certaines entreprises capitalistes, à leur intérêt d'en retirer le plus de bénéfices possibles. »

Pourtant, l'expérience de la réglementation et du contrôle de l'Etat, en particulier de l'économie, au cours de la deuxième guerre mondiale est suffisamment éloquente :

« De quelle limitation des capitalistes par l'Etat s'agit-il lorsque les monopoles américains ont augmenté leurs bénéfices de 6,4 milliards de dollars en 1939 à 24,5 milliards de dollars en 1943 ; et pour les quatre années de guerre, ils ont gagné, avec l'aide de l'Etat 87 milliards de dollars. » (Laptiev).

Et quant au rôle de direction de l'Etat, D. Nelson, chef de l'Administration de la production de guerre des U.S.A., nous en donne une idée :

« L'industrie nous a fait savoir ce dont elle avait besoin et quand il lui fallait, nous n'établissions que les règlements qui permettaient de mener le jeu comme l'industrie l'entendait. » (« Arsenal de la démocratie. Histoire de la production de guerre américaine ».)

Un autre aspect de la réglementation de l'Etat, étudié par Varga, concerne le ravitaillement. Utilisant des « moyennes » pour caractériser la consommation civile, il aboutit à masquer le caractère de classe des mesures de l'Etat.

Lénine avait pourtant souligné le caractère de classe du rationnement, en particulier :

« Et dans *tous* les pays... il est une masse d'expédients : le « bas peuple » souffre de la faim tandis que les riches se rendent dans les villes d'eaux; ils complètent la maigre ration officielle par des « ajoutés » de toute sorte et ne se laissent pas contrôler. Faire queue, « tout le monde » s'en ressent, mais... mais

les riches envoient stationner leurs domestiques. » (Lénine, *Œuvres choisies* : « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer. » (Tome II, p. 116).)

Les mêmes critiques sont à faire aux appréciations portées sur les impôts, sur la réquisition civile, etc... Toujours, l'utilisation de « moyennes » qui dissimulent en fait, la raison de classe.

SUR LE CAPITALISME MONOPOLISTE D'ÉTAT

Gladkov dégage les enseignements essentiels qui résultent de la discussion des thèses de Varga sur l'Etat et les monopoles, en ces termes :

« 1° — Le marxisme-léninisme enseigne que l'économie des pays capitalistes ne se trouve pas entre les mains de l'Etat bourgeois mais entre les mains des propriétaires privés et de leurs associations ; *c'est au contraire l'Etat lui-même qui se trouve entre les mains des grands capitalistes-propriétaires qui dirigent l'activité de l'Etat bourgeois.*

2° — Selon le marxisme-léninisme, la réglementation par l'Etat de l'économie, doit toujours être *analysée en liaison étroite avec le caractère du pouvoir d'Etat* qui effectue cette réglementation.

3° — *La guerre, pour les capitalistes, c'est, avant tout, une source de profits, et le profits, reste, en temps de guerre, le mobile essentiel de la production capitaliste.*

4° — Malgré les affirmations du camarade Varga, les mesures de l'Etat pour réglementer l'économie capitaliste en temps de guerre, non seulement ne vont pas à l'encontre du principe de l'accaparement privé du profit, *mais ne sont même possibles que dans la mesure où elles assurent aux capitalistes l'augmentation de leurs profits.* La deuxième guerre mondiale a montré que l'Etat bourgeois dans son activité régulatrice, applique ce principe de façon suivie. »

Ainsi les faits eux-mêmes, démontrent qu'en temps de paix, comme en temps de guerre, la course au *profit* reste la loi des monopoles. Toujours dans le cadre de cette discussion sur le processus d'interpénétration de l'Etat et des monopoles, a été abordée la perspective du développement de ce processus.

Le capitalisme monopoliste d'Etat, qui s'est développé entre les deux guerres mondiales, et plus rapidement encore, pendant la deuxième guerre mondiale, réalise au plus haut degré possible l'antagonisme fondamental : *production sociale - appropriation privée.* Il est caractéristique de la période de crise générale du capitalisme. Mais ceci ne signifie nullement une *nouvelle phase de l'impérialisme* comme Varga et Falkner Smith en laissent entrevoir l'éventualité :

« Jusqu'ici, le problème d'une nouvelle phase de développement capitaliste n'a pas été étudié jusqu'au bout. Peut-être qu'il y en a une et peut-être que non. » (Varga).

Lénine a réfuté la thèse de Kautsky relative au super-impérialisme, dans « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme ». A la veille de la Révolution d'Octobre, il a précisé que :

« La guerre impérialiste marque la veille de la révolution socialiste. Non pas seulement parce que ses horreurs engendrent l'insurrection prolétarienne — aucune insurrection ne créera le socialisme s'il n'est pas mûr économiquement — mais encore parce que le capitalisme monopoleur d'Etat est la préparation *matérielle* la plus complète du socialisme, l'antichambre du socialisme, l'échelon historique qu'aucun *autre échelon intermédiaire ne sépare de l'échelon appelé socialisme.* » (Lénine : « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer. » *Œuvres choisies* (T. II, p. 128).)

La question de savoir s'il existe ou non la possibilité d'une nouvelle phase pour l'impérialisme n'est pas un problème secondaire, mais au contraire fondamental pour la théorie léniniste-stalinienne de la révolution socialiste. L'appréciation de Varga

« est, au fond, un retour à la théorie opportuniste du capitalisme organisé. » (Laptiev)

IL N'Y A PAS D'ÉTAT « AU DESSUS DES CLASSES »

Il est capital pour les travailleurs français qui subissent encore le joug de l'exploitation capitaliste de ne pas être dupes de la prétendue séparation de l'Etat et des monopoles, de la *thèse pourrie de l'Etat au-dessus des classes.*

C'est précisément cette thèse que tentent d'accréditer tous les économistes patentés de la bourgeoisie.

Dans cette besogne, les chefs socialistes de droite ont la mission particulière de présenter l'immixtion de l'Etat dans l'économie comme dirigée contre les monopoles, comme visant à introduire des éléments de planification et, en général à accréditer l'idée de la possibilité de « plans » en régime capitaliste.

Simultanément, les tenants du libéralisme plus ou moins rajeuni hurlent contre le « contrôle » de l'initiative privée.

Ainsi, essaient-ils, les uns et les autres, de détourner la colère des travailleurs — petite bourgeoisie comprise — soit contre l'Etat métaphysique au nom de « la libre entreprise »... des monopoles, soit contre les abus des monopoles au nom d'un dirigisme réglementé en fait, par les monopoles eux-mêmes !

Certes, les économistes idéologues de la bourgeoisie sont hantés par la crise générale du capitalisme, par l'essor de l'économie soviétique et de l'économie des démocraties populaires. *Ils savent que la comparaison entre les deux systèmes qui se fait chaque jour dans les cerveaux des masses exploitées n'est pas en faveur du régime capitaliste.*

La crise économique cyclique en gestation pousse leurs maîtres à passer commande d'écrits destinés à rassurer *eux d'abord* et si possible la petite bourgeoisie, les intellectuels en particulier.

Tenants du « libéralisme » ou « néo-libéralisme », du « keynésisme » ou « mondialisme »..., ils visent tous à assurer la même commande sociale : *défendre le régime capitaliste en camouflant ses bases.*

SUR LES MODIFICATIONS PASSAGÈRES ET LES MODIFICATIONS DURABLES DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE A LA SUITE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Considérant les perspectives de l'économie capitaliste dans les différents pays belligérants, dans l'immédiat après-guerre, Varga sépare dans le temps l'inégalité du développement de ces économies et leur contradiction fondamentale sur la base du capitalisme :

« Dans la première période, qui durera environ dix ans après la fin de la guerre, l'inégalité dans le développement économique qui s'en fait sentir pendant la guerre exercera une influence décisive sur le cours de l'économie capitaliste. Dans la deuxième période, s'opéreront des modifications durables du capitalisme résultant de la guerre; ces modifications correspondent à l'aggravation de la contradiction fondamentale de la structure capitaliste, c'est-à-dire la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation et avant tout à l'aggravation du problème de la réalisation, en d'autres termes, du problème des marchés. » (Varga.)

L'expérience de ces trois années d'après guerre montre *l'action simultanée, de ces deux lois* et déjà le problème des marchés se pose non seulement pour l'économie surproductive [*Il s'agit, bien entendu, de surproduction relative au pouvoir d'achat des masses.*] des U.S.A., *c'est là le but du fameux plan Marshall-Truman*, mais aussi pour l'Angleterre, la France, l'Italie, l'Argentine... quoique les causes soient différentes selon chaque pays.

Examinons plus particulièrement le cas de la France. L'indice de la production industrielle atteignait 104 en septembre dernier. [*Indice provisoire (sans bâtiment) (1938 = 100).*] Mais il était déjà à 102 en mai 1947 grâce à l'effort soutenu de la classe ouvrière française dès la Libération.

Or, au fur et à mesure de la colonisation politique et économique de la France par l'impérialisme américain que voit-on ?

Périodes	Indice moyen de la production industrielle	Accroissement de la production d'une année par rapport à l'autre
de juin 1945 à juin 1946	68	
de juin 1946 à juin 1947	90	32 %
de juin 1947 à juin 1948	102	14 %

Donc le ralentissement du rythme de développement du fait de la mainmise de l'impérialisme américain sur notre économie, dont la condition politique fut l'exclusion des communistes du gouvernement en mai 1947, est net.

[Sur cette question des rythmes d'accroissement, question fondamentale quant à la supériorité d'un système économique, comparons, à titre d'exemple, les rythmes de développement pour la France (système capitaliste) et l'U.R.S.S. (système socialiste).

1° de 1913 à 1948	U.S.A.	FRANCE	U.R.S.S.
1913	100	100	100
1929	170	140	194
1938	120	93	908
1940	—	—	1.200
1948	260	102	1.380

2° de 1945 à 1948	FRANCE	U.R.S.S.
Augmentation de la production en 1946 par rapport à 1945 (6 derniers mois)	37 %	20 %
Augmentation de la production en 1947 par rapport à 1946	18 %	22 %
Augmentation de la production du 3 ^e trimestre 1948 par rapport au 3 ^e trimestre 1947	10 %	23 %

Sources : « Agence Economique et Financière », 21 octobre 1948, « Etudes et Conjoncture », n^{os} 17, 18, 19, « Questions du Léninisme », page 277, T. II.]

Qui plus est, les derniers indices mensuels de la statistique de la production montrent l'arrêt de tout développement général.

Mois	Indice
Janvier	105
Février	112
Mars	112
Avril	113
Mai	115
Juin	114
Juillet	106
Août	97

Et arrivé à ce point de la conjoncture, on enregistre toutes les prémices de la crise : diminution considérable du pouvoir d'achat des masses, ralentissement du commerce, aggravation du déficit de la balance commerciale, monnaie fondante, sous-emploi de l'appareil de production avec fermetures d'usines, apparition rapide du chômage, renforcement du militarisme (crédits militaires) et de l'appareil policier de l'Etat, etc...

Pour l'Italie, malgré un niveau de la production industrielle *extrêmement bas* : mai 1948 = 65 (1939 = 100) et 2 millions de chômeurs, ces constatations plus aggravées sont certaines.

Ainsi, restant loin, soit du niveau de la production d'avant guerre, en tout cas du niveau de l'accumulation d'avant guerre, la crise atteint ces pays sur une base économique inférieure à celle de 1938. Or, « plus la situation de l'économie d'un pays est mauvaise avant la crise, et plus chaque coup porté par la crise lui est sensible ».

Il y a donc simultanéité dans le temps entre la disproportion considérable de l'état des économies capitalistes (inégalité) et le problème des marchés (réalisation). L'interaction de ces deux particularités de l'impérialisme, poussées au paroxysme par la deuxième guerre mondiale, engendre *dès maintenant* des modifications dans l'économie des pays capitalistes qui ne peuvent être qualifiées soit de durables soit de passagères — ces notions de durée étant très relatives — étant donné l'aggravation de l'instabilité à l'intérieur du camp impérialiste.

SUR L'IMPORTANCE MONDIALE DES PAYS DE DÉMOCRATIE POPULAIRE

Examinant du « seul point de vue économique » la signification de ces pays en fonction de l'économie mondiale, Varga écrit :

« Si importante et considérable que soit l'apparition dans ces pays, d'une économie de type nouveau, qu'on ne peut appeler capitalisme au vieux sens du mot, *le poids spécifique de ces pays dans l'économie capitaliste mondiale est relativement peu important, ces pays ne changeant pas, jusqu'ici, les perspectives générales du développement du capitalisme.* (Passages soulignés par moi. L. L.)

Certes, Varga a rédigé son ouvrage dans le courant de 1945. Il a reconnu, au cours de la discussion, ses erreurs en ce qui concerne les démocraties populaires. Mais, même à cette époque, le capitalisme d'Etat qui, selon lui, caractérise ces pays, ne peut pas être examiné sans tenir compte de la *nature de l'Etat*.

« En réalité, dans les pays de démocratie populaire, un *nouveau type d'Etat est créé* : la République populaire où le pouvoir appartient au peuple, dont la force motrice est le bloc des classes laborieuses, la classe ouvrière en tête. La nationalisation de la grosse industrie et des banques, réalisée dans ces pays signifie la création de la propriété d'Etat de tout le peuple. Ces Etats ont délivré les masses du joug impérialiste. » (Laptiev)

Le capitalisme d'Etat ne doit pas être étudié de façon abstraite, scolastique, mais dialectiquement en fonction de la situation historique du pays considéré. De cette appréciation erronée de Varga on peut dire qu'elle :

« ne comprend pas la dialectique du développement dans les conditions de la période transitoire où les méthodes et les instruments de la bourgeoisie sont utilisés avec succès par les éléments socialistes en vue de la suppression des éléments capitalistes. » (J. Staline — *Rapport au XIV^e Congrès du P.C. (b)*. Les questions du léninisme, p. 374, Bureau d'Editions 1926.)

[Pour l'étude du capitalisme d'Etat en régime capitaliste — que l'on doit plus scientifiquement dénommer capitalisme monopoliste d'Etat — consulter l'étude, parue sous ce titre, de Kouzmizov (Le Bolchévik, 15 mars 1948). Pour l'étude du capitalisme d'Etat en régime de transition vers le socialisme — ce qui est le cas présent des démocraties populaires — consulter, outre le rapport précité de J. Staline, le rapport de Lénine au XI^e Congrès du Parti Communiste Bolchévik (Oeuvres choisies, T. II, p. 938) dont nous tenons à donner la longue citation suivante : « Pour ce qui est du capitalisme d'Etat, il me semble que notre presse en général et, en général, notre Parti, commettent la faute de tomber dans l'intellectualisme, dans le libéralisme ; nous raffinons sur la question de savoir ce qu'on doit entendre par capitalisme d'Etat et nous consultons de vieux livres. Or, ces vieux livres parlent de tout autre chose : ils traitent du capitalisme d'Etat qui existe en régime capitaliste ; mais il n'y a pas un seul livre qui parle du capitalisme d'Etat en régime communiste. Même Marx ne s'est pas avisé d'écrire un seul mot à ce sujet et il est mort sans avoir laissé une seule citation précise, une seule indication irréfutable. Aussi, devons-nous aujourd'hui nous tirer d'affaire par nos propres moyens. Et si l'on passe mentalement en revue notre presse, si l'on considère d'un coup d'œil d'ensemble la façon dont elle traite le problème du capitalisme d'Etat — ce que j'ai essayé de faire en préparant mon rapport — on arrive à cette conviction que l'on tire à côté, que l'on regarde dans une tout autre direction. » « Le capitalisme d'Etat, dans toute la littérature économique, c'est le capitalisme qui existe en régime capitaliste, quand le pouvoir d'Etat se soumet directement telles ou telles entreprises capitalistes. Or, notre Etat est prolétarien ; il prend appui sur le prolétariat auquel il donne tous les privilèges politiques ; par l'intermédiaire du prolétariat, il attire à soi les masses paysannes profondes (vous vous souvenez que nous avons commencé ce travail en instituant des comités de paysans pauvres). Voilà pourquoi le terme de capitalisme d'Etat désoriente bien des gens. Pour éviter cela, il ne faut pas oublier cette vérité essentielle, a savoir qu'aucune théorie, aucune littérature ne traitent la question du capitalisme d'Etat, tel qu'il existe chez nous, pour la simple raison que les notions habituelles rattachées à ces termes ont trait au pouvoir de la bourgeoisie en société capitaliste. Tandis que notre société à nous est sortie des rails capitalistes ; elle ne s'est pas encore engagée sur une voie nouvelle, mais ce n'est plus la bourgeoisie qui gouverne l'Etat, c'est le prolétariat. Nous ne voulons pas comprendre que lorsque nous disons « Etat », c'est Etat, c'est nous, c'est le prolétariat, c'est l'avant-garde de la classe ouvrière. Le capitalisme d'Etat dont nous parlons, c'est un capitalisme que nous saurons limiter, dont nous saurons fixer les bornes ; ce capitalisme d'Etat est rattaché à l'Etat ; or, l'Etat, ce sont les ouvriers, c'est la partie avancée des ouvriers, c'est l'avant-garde, c'est nous. »]

A. Jdanov, à la Conférence des Neuf Partis Communistes, a souligné toute la portée du développement des démocraties populaires en relation avec la *crise générale du capitalisme* :

« Si le résultat le plus important de la première guerre mondiale fut la rupture du front uni de l'impérialisme et le détachement de la Russie du système capitaliste mondial ; si, par la suite de la victoire du régime socialiste en U.R.S.S., le capitalisme a cessé d'être le système unique de l'économie mondiale, le *résultat de la seconde guerre mondiale*, avec la défaite du fascisme, avec l'affaiblissement des positions mondiales du capitalisme et le renforcement du mouvement antifasciste, *a été le détachement de toute une série de pays de l'Europe centrale et du Sud oriental du système impérialiste...* Les peuples de ces pays se sont, non seulement libérés de l'étau impérialiste, mais ils sont en train d'édifier les bases du passage vers le développement socialiste. » (Les passages soulignés le sont par moi. L. L.). (A. Jdanov : « *Rapport sur la situation internationale* », page 2.)

Ayant arbitrairement séparé politique et économie, Varga n'a pas justement caractérisé la nature du pouvoir d'Etat, d'où sa sous-estimation des possibilités de *planification* des économies des démocraties populaires, possibilités qui sont devenues réalités. Il s'ensuit que les rythmes de relèvement de ces économies n'ont rien de comparable avec les rythmes de la production des pays de l'Europe occidentale et que, précisément, le poids spécifique des pays de démocratie populaire s'en accroît d'autant.

III. - ERREURS GÉNÉRALES DE CERTAINS ÉCONOMISTES SOVIÉTIQUES

Telles sont les principales erreurs commises par Varga. Mais la critique générale des travaux d'une série d'économistes soviétiques, telle qu'elle ressort des différentes études parues dans « Le Bolchévik », « Questions de l'Economie », « Economie planifiée », et surtout, du rapport de K. V. Ostrovitianov, lors de la séance du Conseil Scientifique de l'Institut d'Economie de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., embrasse tous les domaines de l'économie. [*K. Ostrovitianov : « Résultats et orientation des travaux de l'Institut d'Economie de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. » Revue : Questions de l'Economie, n° 1 (en russe).*]

Sur quels ouvrages, entre autres, ont porté toutes ces critiques ? Sans doute sur les sujets classiques — selon l'acception bourgeoise du terme — de l'économie :

- « L'économie de guerre de l'Angleterre » (Eventov)
- « Les traits fondamentaux de la transition de l'économie de guerre à l'économie de paix dans les pays capitalistes » (Trachtenberg)
- « La coopération dans l'économie paysanne » (Lozov)
- « Méthodes de calcul économique » (Maslov) mais également sur les sujets dits techniques — toujours selon l'appellation bourgeoise — qu'un « économiste distingué » ne classe pas dans les catégories nobles, dignes d'étude :
- Les changements technico-économiques de l'industrie des U.S.A. durant la deuxième guerre mondiale (Bokchitsky)
- L'industrie des pays capitalistes au cours de la deuxième guerre mondiale (Vichnev)
- L'industrie chimique (Rubinstein)
- La sidérurgie (Roitburd)
- La métallurgie des métaux non ferreux (Bessonov)

Les lignes de force selon lesquelles se sont développées ces critiques sont en partie celles qui se dégagent de l'examen des travaux de Varga, mais il faut y ajouter :

- 1° — L'utilisation de *statistiques* bourgeoises, sans une critique préalable suffisante,
- 2° — La marque de l'*objectivisme* et de la servilité envers la technique des pays capitalistes,
- 3° — des travaux purement *descriptifs*, statiques.

Marx dénonçait déjà, dans « Le Capital » ces conceptions descriptives, anti-scientifiques, contre-révolutionnaires :

« Il pense que *l'objectivisme est précisément l'ennemi de l'objectivité*, qu'il est une déviation et une falsification de la connaissance, puisqu'il empêche le savant de donner une totale adhésion rationnelle à la vérité objective, de prendre parti pour ce qui est vivant, jeune, progressif et vrai dans le monde tel que la science le déchiffre. *La reconnaissance de la vérité objective*, non seulement ne nous empêche pas de lutter, mais *elle nous incite à nous battre* avec passion pour un avenir de l'humanité meilleur que le présent. » (G. Cogniot : « *Actualité du Capital* », page 13. Editions Sociales, 1948.) (Les passages soulignés le sont par moi. L. L.)

En résumé, il y a non-application de la méthode marxiste-léniniste dans l'étude de l'économie ; une tendance aux concessions, à la neutralité envers l'idéologie bourgeoise.

IV. - ENSEIGNEMENTS POUR NOTRE TRAVAIL SUR LE FRONT ÉCONOMIQUE

Au terme de ce grand débat, le camarade Varga a déclaré :

« Si vous me demandez si j'estime nécessaire de modifier une thèse quelle qu'elle soit un an et demi après (excepté la manière de traiter le problème du caractère de la démocratie populaire) je vous répondrai : Non, camarades ! »

Dans ses écrits ultérieurs Varga n'a pas tenu compte de la critique faite de ses travaux par l'ensemble des économistes soviétiques. Il a continué à développer des thèses incompatibles avec l'analyse de la situation historique faite à la Conférence des neuf Partis Communistes par le camarade Jdanov. Ainsi, il écrit :

« Dès maintenant, il est rare de rencontrer des gens, où que ce soit, à l'exception des U.S.A., qui osent affirmer que la structure sociale capitaliste est la forme idéale d'organisation de la société humaine. La bourgeoisie d'Europe, ce berceau du capitalisme, elle-même reconnaît aujourd'hui que la structure sociale a besoin de réformes fondamentales, qu'il est impossible de se passer de mesures telles que : la nationalisation des principales branches de production, le contrôle gouvernemental sur l'économie, « l'économie planifiée », etc... (Varga : « Economie mondiale et politique mondiale », n° 10 (1947), (en russe).)

Dans le seul domaine français, de telles affirmations s'inscrivent en faux *en totalité* et cela à un tel point qu'il est inutile d'y insister.

Le camarade K. Ostrovitianov dans son discours à l'occasion du Conseil Scientifique du Nouvel Institut d'Economie, a souligné :

« Tous ces exemples démontrent de façon très convaincante que le camarade Varga n'a pas tiré les leçons nécessaires des débats sur son livre, qu'il a démontré son incompréhension du rôle de la critique et de l'autocritique dans le travail scientifique, qu'il n'a pas voulu reconnaître ses erreurs, et, comme résultat, il commet dans ces derniers travaux de nouvelles erreurs théoriques et politiques. » (Ostrovitianov, article déjà cité.)

Mais le camarade Varga a eu le mérite d'essayer de faire progresser les travaux d'économie sur les questions d'actualité. Il ne s'est pas contenté du travail relativement de tout repos, qui aurait consisté à la réalisation des seules études historiques sur l'économie — quoique de tels travaux ne sont pas, pour autant, dépourvus d'utilité.

Selon l'expression même de Rubinstein :

« Varga n'a pas marché sur les sentiers battus ».

Et K. Ostrovitianov lui-même a précisé que :

« Le livre du camarade Varga est une grande étude scientifique et la parution de ce livre est un événement non sans importance sur le front théorique. »

Ce qui peut sembler surprenant à travers les erreurs de Varga et de certains autres économistes soviétiques, c'est l'apparente grossièreté des erreurs commises.

Mais, attention ! Ces erreurs à « l'état brut » sont plus nuancées, plus complexes.

Gladkov, Laptiev, Ostrovitianov, les ont cristallisées, présenté dépouillées, ils ont relevé les plus significatives.

Et ceci est très important pour tous nos camarades qui étudient, écrivent, commentent des problèmes économiques. Qu'ils ne s'attendent pas à ce qu'un texte d'une certaine tenue idéologique ne présente qu'un tissu d'erreurs. *Les erreurs se faufilent à travers beaucoup de choses justes*. Il en résulte qu'elles sont d'autant plus dangereuses et doivent être soumises à une critique impitoyable.

Dans ce domaine, l'exemple nous est encore fourni par les œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline, où la doctrine marxiste à travers son élaboration et son développement suit le procès dialectique de la lutte impitoyable contre l'ancien, les réminiscences du passé, le révisionnisme, la falsification du marxisme !... Ces œuvres nous montrent concrètement qu'il ne faut pas dissimuler les contradictions, les erreurs, mais, au contraire, les mettre à jour, les étaler, ne pas étouffer la lutte entre les conceptions erronées et les conceptions justes, mais la mener jusqu'au bout, procéder radicalement.

Gladkov a stigmatisé ceux qui, par souci de tranquillité,

« ont eu la latitude d'inviter à « s'entendre » avec l'auteur pour trouver une formule qui mettrait tout le monde d'accord. »

Et, ici même, des camarades ont émis la thèse que de montrer ces erreurs risquait de paralyser ceux qui se proposaient d'étudier des sujets nouveaux, concrets, dans des conditions différentes de celles qui ont déjà fait l'objet d'études exhaustives.

Je pense que cette position de principe démontre que ces camarades n'ont pas compris la méthode de la critique et de l'autocritique et que leur proposition est une illustration de la pression idéologique qu'ils subissent de la part de l'adversaire.

Sur un autre plan, ces erreurs proviennent d'une conception de l'organisation du travail, non communiste :

« Une telle ligne dans les travaux scientifiques a pu se développer dans l'Institut et longtemps déterminer le caractère de ses travaux par suite de *l'absence de critique et d'autocritique*, et de son relâchement vis-à-vis de la science sociale. Ceci a provoqué *une atmosphère familiale, de cautions solidaires, une attitude patiente vis-à-vis des, erreurs théoriques et politiques des collaborateurs de l'Institut. La direction de l'Institut a suivi une ligne fautive dans le choix et la préparation des cadres.* » (K. Ostrovitianov, article déjà cité.) (Passages soulignés par moi. L. L.)

Là encore, nous devons retenir à la lumière de cet exemple combien la critique doit se développer sans égard aux « personnalités », comment la cooptation dans les commissions de travail, les Cercles d'étude, doit être bannie. Jdanov, au sujet des erreurs d'Alexandrov, dénonçait précisément l'esprit de famille :

« Il s'appuie entièrement dans son travail sur un cercle étroit de collaborateurs immédiats et d'admirateurs de son talent. » (Jdanov : « Sur l'histoire de la philosophie », *Cahiers du Communisme*, n°12. 1947, page 1320.)

La réaction française a présenté la critique des travaux d'Alexandrov et de Varga de façon à défigurer sciemment la conception marxiste-léniniste de la critique et de l'autocritique.

Si la critique devait signifier l'arrêt du travail de création par la peur de commettre des erreurs, elle atteindrait l'opposé du but recherché. Les études qui continuent de paraître dans les revues soviétiques de G. Alexandrov et E. Varga illustrent la conception marxiste-léniniste de la critique et de l'autocritique : forme particulière de lutte permettant l'évolution de l'inférieur vers le supérieur.

Les débats sur les problèmes de l'économie, tout comme dans les autres domaines : philosophie, sciences naturelles, création artistique, etc., ont permis de rappeler avec clarté les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et d'examiner leur application dans des circonstances nouvelles, et s'il y a lieu d'envisager le remplacement de thèses dépassées par de nouvelles conformes à la situation historique du présent.

Ces débats constituent une méthode d'étude vivante et qui attire l'attention des plus larges couches sur les travaux économiques.

S'inspirant des critiques émises tant en ce qui concerne les erreurs que les méthodes de travail qui en sont la cause, des travailleurs scientifiques toujours plus nombreux se mettront à l'ouvrage pour parfaire leurs connaissances, assimiler le matérialisme dialectique afin d'apporter les éléments d'appréciation exacts sur la conjoncture économique pour la lutte politique du mouvement ouvrier.

Léon Lavallée

(*Cahiers du communisme*, décembre 1948, pp. 1380-1392.)

B. Kedrov – La naissance du marxisme – Une grande révolution dans la philosophie

La création du matérialisme dialectique par Marx et Engels et son développement ultérieur par Lénine et Staline constituent une grande révolution dans l'histoire de la philosophie. Par rapport aux systèmes philosophiques antérieurs le marxisme constitue une doctrine nouvelle dans son principe, une doctrine prolétarienne qualitativement différente de tout ce que la pensée de l'homme avait créé auparavant.

Le marxisme a utilisé et transformé dans un esprit critique tous les éléments précieux produits par la science au cours de l'histoire de l'humanité et a inauguré une ère nouvelle dans l'évolution de la pensée humaine.

Toute l'histoire de la philosophie progressiste est avant tout l'histoire du matérialisme et de sa lutte acharnée contre l'idéalisme. L'ancien matérialisme pré-marxiste était limité et inconséquent ; il n'avait pas encore su élaborer une conception historique de la nature et de la société ; c'est pourquoi l'idéalisme réussissait fréquemment à atteindre le matérialisme dans ses points faibles, d'autant plus que ce dernier faisait bien souvent lui-même des concessions directes à l'idéalisme. Marx a été le créateur du matérialisme dialectique, qui a résolument surmonté les insuffisances et les limites de l'ancien matérialisme.

LA PORTÉE RÉVOLUTIONNAIRE DU MARXISME

Deux principes extrêmes existent dans l'appréciation des relations du marxisme avec ses prédécesseurs. L'un consiste à présenter le marxisme comme détaché de tout ce qui l'avait précédé comme une doctrine en quelque sorte sectaire, se tenant à l'écart de la grande voie de la culture mondiale. L'autre extrême consiste à ignorer ce qui a été l'apport essentiellement nouveau du marxisme à la science et ce qui a constitué une révolution dans la philosophie.

Ces représentations erronées ont été démasquées par les classiques du marxisme-léninisme. Lénine et Staline ont toujours souligné dans leurs œuvres la différence de principe qui existe entre la conception qu'ont du monde le prolétariat et la bourgeoisie, entre le matérialisme dialectique et les systèmes métaphysiques et idéalistes de toutes sortes ; et en même temps, ils font ressortir le lien et la continuité qui existent entre le marxisme et la pensée progressiste qui l'a précédé.

Et pourtant, parmi les représentants de la philosophie soviétique, on a longtemps trouvé d'étranges « théories » qui voulaient ignorer les différences qualitatives qui opposent le marxisme aux systèmes pré-marxistes. C'est ainsi qu'à une certaine époque une opinion avait cours selon laquelle le matérialisme dialectique ne serait qu'une fusion de la dialectique de Hegel et du matérialisme de Feuerbach...

Des erreurs de cette sorte ont été aussi commises par le camarade Alexandrov dans son livre sur « l'Histoire de la philosophie occidentale ». Au cours d'une discussion philosophique, Jdanov a démontré que la différence entre le marxisme et la philosophie antérieure à Marx se réduit chez Alexandrov à ce que les doctrines philosophiques d'avant Marx n'ont pas été conséquentes et scientifiques jusqu'au bout et que les vieux philosophes se sont seulement « trompés ».

« L'Auteur — dit Jdanov — présente l'histoire de la philosophie et la marche du développement des idées et des systèmes philosophiques comme un processus évolutionniste qui se déroulerait sans heurt par l'accumulation de changements quantitatifs ». « Questions de philosophie. »

Une telle attitude métaphysique souligne seulement le lien entre le vieux et le nouveau dans le développement de la philosophie, ignorant ce qui les distingue radicalement.

Rejetant la conception mécaniste de l'histoire de la philosophie, qui met au premier plan l'aspect quantitatif du développement de la pensée philosophique, Jdanov a souligné avec force que « *la naissance du marxisme a été une vraie découverte, une révolution dans la philosophie* ». (Ibid.) Comme toute découverte, la naissance du marxisme peut servir d'exemple en frappant de la loi dialectique de la transformation des changements quantitatifs, en changements qualitatifs, loi applicable non seulement à la nature et à la société, mais aussi au domaine de la pensée.

Les particularités qualitatives du marxisme se sont révélées plus complètement dans le léninisme, qui est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne ; le marxisme y a été immensément enrichi et a reçu son complet développement. Les ouvrages classiques de Lénine et de Staline et tout d'abord « Matérialisme et empiriocriticisme » de Lénine. « Anarchisme ou socialisme ? » et « Du matérialisme dialectique et du matérialisme historique » de Staline représentent un apport grandiose à la philosophie marxiste. On ne peut donc pleinement apprécier la portée de ce bond révolutionnaire en philosophie qu'a été la naissance du marxisme sans une étude approfondie des éléments nouveaux que Lénine et Staline ont introduits dans la philosophie marxiste.

En quoi cette révolution a-t-elle consisté ? Premièrement, le marxisme a résolu de façon absolument nouvelle le problème du rôle et de l'importance de la philosophie dans le développement social ; deuxièmement, le marxisme a fourni une définition nouvelle et véritablement scientifique de l'objet même de la philosophie et de son contenu, ce qui a impliqué une solution différente du problème des relations entre la philosophie et les autres sciences, troisièmement, le marxisme, partant des positions de la classe sociale la plus révolutionnaire et la plus progressiste, a donné la seule solution correcte et scientifique à tous les problèmes essentiels de la philosophie.

Dans cet article, nous ne nous arrêterons pas qu'à la question de la conception marxiste du rôle et de l'importance de la philosophie dans la vie sociale.

FIN DE LA VIEILLE PHILOSOPHIE ET DÉBUT D'UNE PHILOSOPHIE QUALITATIVEMENT NOUVELLE

Le marxisme-léninisme enseigne que le rôle des nouvelles idées sociales progressistes consiste à « *faciliter le développement de la société, sa marche en avant* ». (Staline « questions du léninisme », Ed. sociales, tome II, page 249.) Engendrées par les besoins pratiques de la société et reflétant les conditions de sa vie matérielle, les théories sociales progressistes exercent à leur tour une action réciproque sur l'être social. En tant que théorie sociale la plus progressiste et la seule scientifique, le marxisme-léninisme permet à la classe la plus progressiste de la société moderne — le prolétariat — de marcher en avant non pas comme une force élémentaire, mais consciemment distinguant nettement le but final du mouvement et les chemins qui y mènent. Cette théorie joue un immense rôle organisateur, mobilisateur et transformateur.

Toutes les doctrines antérieures à Marx, qui ont été reflété d'une manière ou d'une autre les intérêts des travailleurs, ne pouvaient jouer un rôle social analogue. C'étaient les doctrines de penseurs isolés, séparés du peuple et du mouvement des grandes masses. Les doctrines des socialistes utopistes pensent servir d'exemple. « *Leurs théories restaient à côté de la vie, leurs programmes étaient à l'écart des mouvements politiques du peuple, tant que la grande industrie machinisée n'eut pas entraîné dans le tourbillon de la vie politique les masses du prolétariat ouvrier et tant que ne fut pas trouvé le véritable mot d'ordre de sa lutte. Ce mot d'ordre a été trouvé par Marx* » (Lénine). Caractérisant les décabristes et Herzen, le fondateur du socialisme « russe » — du « populisme », Lénine écrivait : « *Étroit est le cercle de ces révolutionnaires. Ils sont terriblement loin du peuple.* »

Malgré le caractère relativement progressiste de leurs idées, de tels penseurs, philosophes isolés, ne pouvaient exercer une influence sérieuse sur la marche de l'histoire, ils ne pouvaient conduire les masses.

Entre 1830 et 1850, le prolétariat entre sur la scène historique, dans les pays les plus évolués d'Europe, en tant que classe constituée et indépendante. A ces intérêts de classe devait aussi correspondre une théorie du socialisme mûrie et scientifique. Le marxisme fut cette théorie. Il est l'expression scientifique des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, la démonstration scientifique du fait que l'effondrement du capitalisme et le triomphe du socialisme sont inéluctables.

Le marxisme a permis au prolétariat de prendre conscience de son rôle historique de fossoyeur du capitalisme et de champion du communisme. « *De même que la philosophie trouve dans le prolétariat son arme matérielle, — écrivait Marx, — de même le prolétariat trouve dans la philosophie son arme spirituelle* » (Marx et Engels). Une philosophie qui fournit son arme idéologique au prolétariat révolutionnaire n'est plus une doctrine étroitement philosophique. Ayant conquis la conscience des masses, les idées du marxisme-léninisme sont devenues une immense force matérielle. Là est la différence fondamentale entre le marxisme, philosophie des masses, et toute la philosophie antérieure à Marx, représentée par des doctrines d'hommes isolés, éloignés de la vie et étrangers au peuple.

Avec toute la clarté possible, cette conclusion a été formulée par Staline : « *Avant tout, il est nécessaire de savoir que le socialisme prolétarien n'est pas simplement une doctrine philosophique. Il est la doctrine des masses prolétariennes, leur étendard.... Par conséquent, Marx et Engels ne sont pas simplement les ancêtres d'une quelconque « école » philosophique — ils sont les chefs vivants du mouvement prolétarien vivant qui croît et se fortifie chaque jour* ». Dans son discours prononcé lors de la discussion philosophique déjà mentionnée Jdanov a montré les raisons pour lesquelles on ne peut pas assimiler le marxisme aux écoles et aux systèmes philosophiques antérieurs, ni le considérer simplement comme une nouvelle école dans l'histoire de la philosophie. C'est que le marxisme marque la fin de la vieille philosophie et le début d'une philosophie qualitativement nouvelle, devenue pour la première fois l'arme spirituelle des masses.

LE MARXISME-LÉNINISME INCLUT ORGANIQUEMENT LA PRATIQUE DANS LA THÉORIE DE LA CONNAISSANCE

Le changement radical réalisé par le marxisme, dans le rôle social de la philosophie d'avant-garde, s'est exprimé tout d'abord dans le principe du caractère de parti de la philosophie, principe que le marxisme a proclamé et qu'il applique avec esprit de suite. En opposition directe avec l'« objectivisme » bourgeois et la prétendue impartialité qui ne servent qu'à masquer le caractère de classe de la philosophie bourgeoise, le marxisme prend ouvertement parti pour une classe déterminée — la classe ouvrière — et applique de façon conséquente le principe de caractère de parti de la philosophie. *Le matérialisme implique en quelque sorte le caractère de parti, imposant le devoir, à chaque appréciation d'un événement, d'adopter franchement et ouvertement le point de vue d'un groupe social déterminé* (Lénine).

Ce caractère de parti, qui exprime la lutte pour une explication véritablement scientifique du monde et pour sa transformation révolutionnaire, distingue radicalement la philosophie marxiste-léniniste de toutes les autres philosophies. Les œuvres de Lénine et de Staline donnent un exemple éclatant de l'application du principe de la philosophie de parti. Chaque philosophe soviétique doit s'instruire auprès de ces modèles classiques.

Durant un siècle le marxisme a démontré son immense force transformatrice. Etant une doctrine d'hommes isolés, la philosophie antérieure à Marx pouvait espérer tout au plus fournir d'une manière ou d'une autre une explication de l'univers. D'où le caractère passif et contemplatif de tout le matérialisme pré-marxiste. L'importance de la pratique, de l'activité révolutionnaire restait inconnue. Seule la philosophie marxiste a surmonté radicalement ce défaut fondamental de l'ancien matérialisme, en incluant organiquement la pratique dans la théorie de la connaissance en tant que source de la connaissance et de critère de la vérité. Ce changement radical du caractère de la philosophie est en relation directe avec le fait que la transformation pratique du monde est le but essentiel du marxisme.

« Les philosophes n'ont fait qu'expliquer le monde de différentes manières, mais il s'agit de le transformer » (Marx et Engels).

Trente ans d'expérience du pays des Soviets ont fourni la confirmation la plus éclatante de ces paroles de Marx. Dirigé par le parti bolchevik et incarnant dans la vie les grandes idées de Marx, Engels, Lénine et Staline, le peuple soviétique a accompli la plus profonde transformation du monde : il a construit la société socialiste sur la sixième partie des terres émergées.

Le marxisme a soumis à la critique tous les aspects de la représentation mystique que se faisaient les idéalistes de l'activité pratique de l'homme. Le marxisme enseigne qu'il faut comprendre par « pratique » non pas « l'activité de la conscience » en tant que créatrice de la réalité, mais l'activité concrète et matérielle de l'homme social. La dialectique idéaliste de Hegel était orientée vers le déjà accompli, vers le passé (qu'on ne peut plus modifier). La dialectique marxiste est orientée vers le présent et l'avenir. C'est ici que se manifeste l'opposition radicale de la conception prolétarienne du monde, dont le but est de transformer pratiquement celui-ci et la conception bourgeoise, qui cherche à perpétuer le système capitaliste.

« Pour ne pas se tremper en politique, il faut regarder en avant et non pas en arrière » — enseigne Staline (« Questions du léninisme » T. II p. 242). Toute la politique du parti bolchevik, fondée sur la prévision scientifique de la marche du développement social, est une confirmation éclatante et concluante de la force et de la justesse de la méthode du matérialisme dialectique, de son efficacité, de son caractère concret de sa vitalité. Un exemple frappant d'une telle prévision scientifique est fourni par l'intervention historique de Staline au IV^e Congrès du parti bolchevik. *« La possibilité n'est pas exclue — disait-il alors — que la Russie soit précisément le pays qui ouvrira la voie vers le socialisme »*. Cette prévision s'est réalisée entièrement. C'est précisément la Russie qui a ouvert la voie vers le socialisme. C'est elle précisément qui est devenue le bastion du progrès mondial et de là civilisation et qui montre le chemin de la rénovation sociale du monde.

(Cahiers du communisme, novembre 1947, pp. 1190-1195.)

40^e anniversaire de « Matérialisme et Empiriocriticisme » – Lénine et la philosophie



LÉNINE et STALINE au V^e Congrès, à Londres, en 1907.

Il y a 40 ans, en mai 1909, a paru le plus grand ouvrage philosophique du XX^e siècle : *Matérialisme et empiriocriticisme* de Lénine. [Lénine : *Matérialisme et empiriocriticisme*, Editions Sociales, 1948. Un volume in-8 coquille, 448 pages : 500 fr.]

Cet ouvrage joua un rôle important dans la formation du Parti bolchévik, véritable parti marxiste révolutionnaire :

«... Le livre de Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, sert à la préparation théorique de ce parti ». (*Histoire du Parti Communiste bolchévik de l'U.R.S.S.*, Edition de Moscou, 1946, page 108.)

Il est né au lendemain de la défaite de la révolution russe de 1905. Les propriétaires fonciers et la bourgeoisie russes avaient tremblé devant la poussée populaire. Dès qu'ils l'eurent provisoirement endiguée avec la police et l'armée, ils se livrèrent à la critique la plus haineuse du marxisme, expression théorique de cette révolution. Contre le peuple russe, la bourgeoisie s'était sentie protégée par les forces de répression du tsar et des féodaux. Contre la philosophie matérialiste, elle se rangeait derrière l'idéologie féodale religieuse. Elle poursuivait de sa haine, dans le matérialisme, les fondements philosophiques du socialisme scientifique.

Au cours des années de réaction 1907-1908, les menchéviks, effrayés par la défaite de la révolution, perdirent confiance dans l'avenir du prolétariat. L'expression politique et idéologique de cette désertion, ce fut une tendance liquidatrice : niant le rôle dirigeant de la classe ouvrière et de son Parti, ils préconisèrent la renonciation à la lutte révolutionnaire contre la réaction des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, c'est-à-dire sur le plan politique, la liquidation du parti clandestin et l'adaptation légale au régime réactionnaire ; sur le plan idéologique, certains intellectuels préconisèrent, sous des formes diverses, l'abandon du matérialisme philosophique.

A Lounatcharski disant : « *Nous nous trompons peut-être, mais nous cherchons* », Lénine répliqua dans sa *Préface* :

« Quant à moi, je suis aussi en philosophie, de ceux qui « cherchent ». Plus précisément : je me suis donné pour tâche, dans ces notes, de rechercher où se sont égarés les gens qui nous offrent, sous l'apparence du marxisme, je ne sais quoi d'incohérent, de confus et de réactionnaire. »

Ce à quoi l'Histoire du Parti Communiste (bolchévik) ajoute :

« En fait, l'ouvrage de Lénine dépassait de loin cette modeste tâche. Le livre de Lénine, à la vérité, n'est pas seulement une critique de Bogdanov, Iouchkévitch, Bazarov, Valentinov et de leurs maîtres en philosophie : Avenarius et Mach, qui avaient tenté dans leurs écrits d'offrir au public un idéalisme raffiné et pommadé, à l'opposé du matérialisme marxiste. L'ouvrage de Lénine est en même temps une défense des principes théoriques du marxisme, — du matérialisme dialectique et historique, — et une généralisation matérialiste de tout ce que la science, avant tout la science de la nature, avait acquis d'important et de substantiel pendant toute une période historique, depuis la mort d'Engels jusqu'à la parution de l'ouvrage de Lénine, «Matérialisme et Empiriocriticisme». » (Histoire du P.C.(b), Edition de Moscou, 1946, page 122.).

UN ASPECT DE LA LUTTE DE CLASSE

Lénine, dans son *Matérialisme et empiriocriticisme*, ne se contenta pas de démasquer le caractère réactionnaire de la philosophie de Mach et de ses adeptes russes, il montra qu'il existait un front idéologique et que la polémique philosophique était un aspect de la lutte de classe.

Dans la *Conclusion* de son ouvrage, il souligne qu'il n'est pas possible de ne pas voir derrière l'empiriocriticisme :

« la lutte des partis en philosophie, lutte qui exprime, au fond, les tendances et l'idéologie des classes ennemies de la société contemporaine. La philosophie moderne est tout aussi pénétrée de l'esprit de parti que celle d'il y a deux mille ans » (*Matérialisme et empiriocriticisme*, page 330.).

Déjà dans « *Que faire ?* » il avait insisté sur l'importance de la théorie et la nécessité de la lutte théorique :

« Engels reconnaît non pas deux formes à la grande lutte de la social-démocratie (politique et économique), — comme cela se fait chez nous, — mais trois, en mettant sur le même plan la lutte théorique ». (Lénine : *Oeuvres choisies*, tome I, p. 193.)

Il montra que sur ce front idéologique, toutes les attaques contre le marxisme avaient leur base de départ chez l'ennemi de classe. Il montra que le combat philosophique était un combat de classe, un combat de Parti, et que défendre la philosophie marxiste, c'est défendre l'avenir même du mouvement révolutionnaire.

« Il ne peut pas y avoir et il n'y aura pas de neutralité dans une semblable question », écrivait Lénine à Gorki le 24 mars 1908.

Cette intransigeance doctrinale a permis de conserver son intégrité au matérialisme dialectique, arme théorique qui permit au prolétariat russe de remporter son éclatante victoire de 1917 et de construire invinciblement le socialisme.

L'ouvrage de Lénine a dominé tout le travail ultérieur de la pensée marxiste en l'empêchant de s'abâtardir et de s'affaiblir.

A une étape très différente de la lutte des classes, cette arme, qui ne s'est point émoussée mais aiguisée au cours de quarante années de luttes et de victoires de la classe ouvrière, nous permet de mener la bataille avec fermeté sur le front idéologique.

Ce n'est plus dans une période de reflux, comme en 1907, mais au contraire en pleine montée de la classe ouvrière et des forces progressives que les porte-parole de la bourgeoisie décadente s'acharnent contre le marxisme. Désespérément, ils essayent, pour détourner le prolétariat de sa tâche historique, de briser ses armes idéologiques. L'Eglise attaque le matérialisme de front, d'autres, avec Léon Blum, essayent de s'infiltrer, comme une « cinquième colonne intellectuelle », à l'aide de multiples falsifications, d'autres encore tentent une manœuvre tournante en prêchant hypocritement l'« indépendance de la culture et de la politique ».

La signification de classe de toutes ces stratégies philosophiques est la même : que l'on prétende ouvertement substituer au marxisme le spiritualisme religieux, ou que l'on essaye plus subtilement de châtrer le marxisme, en l'amenant, par l'abandon du matérialisme, à renoncer à la lutte de classe, il s'agit toujours d'entraîner une fraction de la classe ouvrière à la remorque de l'idéologie bourgeoise et de camoufler la lutte de classe que mène la bourgeoisie pourrissante, sous la protection de l'impérialisme américain.

Dans ces combats nouveaux, l'ouvrage fondamental de Lénine nous fournit les meilleures armes :

- 1° Il nous aide à nous orienter en philosophie en nous plaçant au point de vue de classe et de Parti ;
- 2° Il nous enseigne une méthode scientifique de recherche et de polémique en philosophie ;
- 3° Il nous fait prendre conscience que, sur le plan de la lutte idéologique, comme dans tous les aspects nationaux et internationaux de la lutte des classes, le marxisme est la force décisive.

I. – LA POSITION DE CLASSE ET DE PARTI EN PHILOSOPHIE

Il est de mode, chez ceux qui nourrissent contre le marxisme une haine zoologique, d'opposer Lénine à Marx et Marx à lui-même à diverses étapes de sa carrière. C'est vouloir délibérément ignorer les conditions dans lesquelles les maîtres du marxisme ont mené leur combat philosophique.

Marx et Engels sont intervenus dans les polémiques philosophiques à une époque où la bourgeoisie n'avait pas encore tout renié des ambitions intellectuelles de sa jeunesse; Sans doute les contradictions et les craquements du régime se faisaient-ils déjà sentir mais pas encore avec assez de profondeur pour que se généralise la panique devant le réel et devant la raison.

Aussi le rationalisme prévalait-il encore chez les principaux penseurs de la bourgeoisie : Hegel et ses disciples affirmaient volontiers que « *tout ce qui est réel est rationnel* » et que « *tout ce qui est rationnel est réel* ».

Le matérialisme même dominait encore, au moins en Allemagne, parmi les intellectuels avancés. La bourgeoisie française commençait à s'écarter du matérialisme, mais, sous Louis-Philippe, et jusqu'à la révolution de 1848, elle ne le reniera pas ouvertement. En Allemagne, en raison du retard historique de la bourgeoisie, ce décalage est plus sensible et le matérialisme survivra plus longtemps dans la pensée bourgeoise.

LES LIMITES DU MATÉRIALISME BOURGEOIS

Engels a montré les limites de ce matérialisme bourgeois.

- 1° Il est mécaniste. Ce qui s'explique par l'état des sciences à l'époque où il fut élaboré et développé.
- 2° Il est incomplet, car il n'applique pas avec conséquence ses principes dans le domaine des sciences sociales : le matérialisme règne « en bas », dans les sciences physiques, mais l'idéalisme se réfugie « en haut », en histoire, en sociologie, en psychologie.
- 3° Il est métaphysique, pour des raisons de classe qui sont évidentes : le besoin de justifier une domination de classe en face de forces sociales qui grandissent, conduit à la nécessité de se réclamer d'une doctrine conservatrice, d'une doctrine de l'éternité. La féodalité disait que son autorité était conforme aux desseins « éternels » de Dieu ; la bourgeoisie dira que son autorité est conforme aux nécessités « éternelles » de la raison. Elle n'a pas cessé d'appeler « raisonnable », ce qui est conforme à ses intérêts de classe.

Que ce soit au nom de la volonté divine (« *droit divin* ») ou des exigences fondamentales de la raison (« *droit naturel* » et « *droits de l'homme* ») il s'agit toujours de justifier et d'éterniser un ordre établi en lui apportant une consécration métaphysique. La classe dominante veut arrêter l'histoire à l'heure de sa propre domination. Elle crierait volontiers, comme le Faust de Goethe : « *Arrête-toi, instant, tu es si beau !* ». C'est le service que lui rendent les métaphysiciens, au moins sur le plan des idées, qui sont bonnes filles, car les faits sont plus têtus et aucune incantation métaphysique ne retiendra jamais une classe sur le toboggan de l'histoire.

La tâche de Marx et d'Engels consistait donc beaucoup moins à répéter les principes du matérialisme qu'admettaient un grand nombre de leurs adversaires, mais essentiellement d'assurer un développement vivant du matérialisme :

- 1° En achevant jusqu'au faite l'édifice de la philosophie matérialiste, c'est-à-dire en l'appliquant à l'histoire ;
- 2° En combattant impitoyablement les tendances métaphysiques des matérialistes d'alors, c'est-à-dire en créant le matérialisme dialectique.

Ajoutons que, dans ces polémiques contre Feuerbach, Dühring, ou Büchner, Marx et Engels, en forgeant le matérialisme historique et le matérialisme dialectique, n'enlevèrent pas seulement au matérialisme ancien ses limites : ils réalisèrent une révolution philosophique sans précédent dans l'histoire puisque, pour la première fois, la philosophie devenait non plus la vision d'un solitaire ou le système d'une secte mais l'arme d'une classe entière et un agent décisif de la transformation du monde. Marx en définissait ainsi l'objet :

« *Il s'agit d'obliger à la danse les rapports sociaux pétrifiés, en leur jouant leur propre mélodie dialectique.* »

LE COMBAT PHILOSOPHIQUE A L'ÉPOQUE DE L'IMPÉRIALISME

Lénine mène le combat philosophique à l'époque de l'impérialisme, et c'est là la clef de toute sa pensée. A l'époque de l'impérialisme, les contradictions du capitalisme se sont multipliées et se sont approfondies. Ce ne sont plus des craquements qui menacent à échéance lointaine le régime, ce sont des déchirements et des catastrophes qui sont l'angoisse quotidienne de la classe déchue qui s'accroche au pouvoir. Pour les penseurs du capitalisme pourrissant, le réel est un cauchemar plein de menaces, la raison est une ennemie implacable. La métaphysique ne suffit plus. Il faut s'évader du réel : se réfugier dans le mythe pour oublier l'agonie historique de sa classe. La religion offre son traditionnel asile à qui sent la terre gronder et brûler sous ses pieds. Ce monde qui la condamne, la bourgeoisie se venge de lui en le déclarant absurde. A l'inverse de Hegel, dont le rationalisme puissant berçait les rêves de l'adolescence bourgeoise, le minuscule Camus proclame que le réel est absurde et que l'absurde seul est réel. Le matérialisme, le rationalisme, font horreur aux pense-petit de cette bourgeoisie finissante. L'impérialisme, capitalisme pourrissant, a une philosophie pourrissante.

Lénine ne pouvait donc se contenter de souligner le caractère dialectique du matérialisme. Il fallait qu'il en dégagât les principes mêmes en face d'adversaires qui les attaquaient haineusement ou de pseudo-marxistes qui s'efforçaient hypocritement de les escamoter.

Ainsi donc, il y a continuité parfaite entre la pensée de Marx-Engels et celle de Lénine et Staline. La dialectique de Marx est essentiellement matérialiste, comme le matérialisme de Lénine est essentiellement dialectique. Si l'accent est mis, là sur la dialectique, ici sur le matérialisme, c'est que la polémique se situe à une étape différente de la lutte des classes. En philosophie comme en tous autres domaines

« le léninisme, comme le proclamait Staline, c'est le marxisme de l'époque de l'impérialisme ».

LA CONCEPTION MATÉRIALISTE

Lénine a d'abord dégagé la signification de classe de l'idéalisme et du matérialisme.

« La conception matérialiste du monde signifie simplement la conception de la nature telle qu'elle est, sans aucune addition étrangère. » disait Engels dans son *Ludwig Feuerbach*.

La nature telle qu'elle est, sans aucune addition étrangère, c'est un ensemble de rapports de forces. De la physique à la sociologie l'on ne décèle rien d'autre dans la réalité, si complexe soit-elle.

Cette vision du monde est mortelle pour une classe décadente : toute étude de la réalité telle qu'elle est, sans aucune addition étrangère, constituera pour elle un verdict de mort : l'analyse des rapports de forces, des rapports de classes, révélera la nécessité de sa liquidation.

Les théoriciens de la classe décadente vont être pris de panique devant la réalité : une économie politique scientifique, une sociologie scientifique, une histoire scientifique, la science elle-même, leur inspire une véritable terreur puisqu'à chaque pas elle leur répète : *« Il faut mourir »*.

Aussi ne cherchent-ils pas à prendre appui, pour justifier la domination de leur classe, sur une analyse objective *[voir plus loin le sens du mot « objectif »]* des rapports des classes et sur les forces sociales réelles, mais sur des principes « extérieurs » à la réalité, sur des principes métaphysiques ou religieux. Cette mystification est nécessaire chaque fois que l'on sort de ce qui existe réellement — c'est-à-dire des rapports de forces et de classes à un moment de l'histoire — pour essayer de justifier soit ce qui ne peut plus être (conservatisme) soit ce qui n'est pas encore possible (utopie).

La préoccupation des porte-parole de la classe décadente est double :

1° Il s'agit pour eux de nier la valeur de la science et de l'histoire scientifique en particulier. L'histoire témoigne contre eux. Elle est l'ennemie n° 1. Il faut donc nier qu'une histoire scientifique soit possible. Il faut nier la nécessité de ses lois. Il faut désosser l'histoire en niant sa structure rationnelle. Lorsque Sartre ne voit en elle qu'un fouillis de libertés incohérentes, ou lorsqu'Aron la décrit en cycles fantaisistes, ils n'ont d'autre but que de soustraire le régime au verdict implacable de l'histoire scientifique, dont Marx a créé la méthode.

2° Après avoir refoulé le matérialisme, la place est nette pour toutes les mythologies métaphysiques et religieuses. Si la connaissance scientifique n'est pas valable, si seulement elle n'est pas la seule valable, toutes les mystiques irrationnelles vont pouvoir s'engouffrer dans la pensée de l'homme : du loup-garou jusqu'au bon Dieu, de « l'intuition » de Bergson à la révélation mystique.

Cette double opération est infiniment fructueuse pour le régime agonisant : en niant les lois de l'histoire, c'est-à-dire l'histoire elle-même, chaque individu se trouve isolé et impuissant. Car l'histoire, ce sont les autres. Et si l'histoire scientifique est impossible, si aucune coordination des efforts individuels n'est possible, l'individu est abandonné à sa solitude débile, sans point d'appui pour sortir de la jungle capitaliste. Ainsi est « individualisée » la classe montante, ainsi est grignotée l'armée des bâtisseurs de l'avenir. Loin de l'action

efficace, on a égaré l'individu isolé sur de prétendus « *chemins de la liberté* » en lui donnant l'illusion malade et dangereuse qu'il se détermine librement lorsqu'il se détermine tout seul, sans raison, « gratuitement ».

Tels sont les traits communs de toutes les philosophies de décadence, de l'idéologie pourrissante du capitalisme pourrissant que constitue l'impérialisme. Scepticisme et idéalisme expriment le désarroi d'un régime en désordre et d'une classe dans l'impasse : ce sont des fleurs de ruines.

LE MATÉRIALISME, ARME DES CLASSES MONTANTES

Mais inversement, une classe montante qui va vers l'avenir avec la certitude que cet avenir lui appartient, n'a pas besoin, pour justifier son avènement, de falsifier la réalité ou de se détourner d'elle. Elle a un rôle d'avant-garde; elle est en plein coûtant ascendant de l'histoire. Prendre conscience de sa force et prendre conscience de son droit ne font qu'un pour elle. Et la conscience de cette force et de ce droit dépend d'une simple analyse de la réalité « *sans aucune addition étrangère* », d'une analyse matérialiste, sans aucune mystification métaphysique ou religieuse. Une classe montante n'a pas besoin de mentir pour régner.

C'est pourquoi le matérialisme a toujours été l'arme des classes montantes. Face à la féodalité déchue qui tentait de justifier la monarchie absolue au nom du « *droit divin* », la bourgeoisie montante, au XVIII^e siècle, ne cherche pas à déduire les lois des commandements de Dieu, elle les tire de l'expérience. Déjà avec Montesquieu, mieux encore avec les Encyclopédistes, elle ne compte plus, pour expliquer et justifier une institution, que sur son utilité constatée et prouvée. L'histoire et la politique descendent ainsi du ciel sur la terre et se trouvent laïcisées.

Mais lorsque, son adversaire féodal abattu, la bourgeoisie voit monter en face d'elle les forces sociales destinées à assurer la relève de l'histoire, lorsque la classe ouvrière grandira, cette bourgeoisie voudra arrêter le devenir. Et, de falsification en mystification, elle se détournera avec horreur du matérialisme pour revenir à l'idéalisme et à la religion. La bourgeoisie s'est servie du matérialisme pour conquérir le pouvoir et de l'idéalisme pour le conserver.

Voltaire, voire athée, au temps de son adolescence, la bourgeoisie se rapproche de la religion au fur, et à mesure que grandit sa peur du peuple. Le même Bonaparte qui a écrasé l'insurrection babouviste signera dans le même esprit le Concordat avec le Pape : « *Mes gendarmes, mes préfets, mes évêques* », dira Napoléon en renforçant consciemment par le Concordat sa machine répressive d'Etat.

Après la révolution de 1848, où le prolétariat a combattu avec des mots d'ordre de classe, l'évolution « spirituelle » de la bourgeoisie se précise ; celui-là même qui incarnait l'esprit de la bourgeoisie voltairienne louis-philipparde, Adolphe Thiers, proclamera cyniquement en 48 :

« *Maintenant, lorsqu'il s'agit de choisir entre le socialisme et les Jésuites, je choisis les Jésuites.* »

Le même esprit de classe fait de lui le défenseur de la loi Falloux, qui livre l'enseignement au clergé, et le fusilleur de la Commune. Après la Commune d'ailleurs, la bourgeoisie a définitivement fait son choix : elle renie Voltaire et Condorcet, Diderot et l'Encyclopédie, pour vouer Paris et la France au Sacré-Cœur. Elle va à l'Eglise non parce qu'elle croit en Dieu, mais parce qu'elle a peur du peuple. Cette trajectoire intellectuelle de la bourgeoisie française met parfaitement en évidence l'utilisation de classe des idéologies religieuses et idéalistes.

L'UTILISATION BOURGEOISE DE LA RELIGION ET DE L'IDÉALISME

Ce « *retour à la religion* » a pour corollaire, dans la pensée bourgeoise, un reniement de la science. L'exemple de l'économie politique est significatif : tant qu'une analyse scientifique des réalités économiques servait à la bourgeoisie d'arme dans son combat contre les survivances féodales, l'on vit se développer, d'Adam Smith à Ricardo, une école d'économistes bourgeois qui ne craignaient pas la réalité et allaient à elle avec optimisme. Mais dès que les premières crises économiques du capitalisme révélèrent à Sismondi, puis à Ricardo les contradictions internes et les tares du régime, une telle méthode en économie politique devenait un danger pour la bourgeoisie : elle la condamnait à sa propre destruction. L'économie politique bourgeoise perdit ses ailes après Ricardo. Mais face aux économistes rabougris et pessimistes de la bourgeoisie, l'économie marxiste prit son vol. Quand Ricardo termine son œuvre, Marx commence la sienne : l'analyse des contradictions du capitalisme conduit la bourgeoisie au désespoir, mais elle est grosse de toutes les espérances de la classe ouvrière. C'est elle maintenant qui n'a plus peur de la réalité et qui fait la relève historique de la science et de la vérité. Lénine écrit fortement :

« Les professeurs d'économie ne sont, de façon générale, que de savants commis de la classe capitaliste ; les professeurs de philosophie ne sont que les savants commis des théologiens. » (Matérialisme et empiriocriticisme, pages 315-316.)

La classe montante, la classe, ouvrière n'a rien à craindre de la réalité ni de la libre science. Et Jaurès disait avec juste raison :

« Il n'y a plus désormais qu'une classe qui puisse donner à la pensée une force sociale : c'est le prolétariat. Lui qui, selon le mot de Marx, n'a à perdre que ses chaînes, il n'a peur d'aucune vérité, parce que toute vérité le sert : toute libre critique qui désagrège les conceptions surannées et fausses prépare son avènement... La vraie classe intellectuelle... c'est la classe ouvrière, car elle n'a besoin d'aucun mensonge. »

L'ensemble des analyses de Lénine nous permet de prendre une position juste sur le problème de l'objectivité, et de ne pas subir sur ce point la pression de l'ennemi qui s'exerce parfois si fort sur nos intellectuels. A partir du moment où nous avons clairement dégagé cette loi historique : une classe décadente a besoin de falsifier la réalité et la pensée pour se maintenir au pouvoir malgré la condamnation de l'histoire, et, symétriquement, une classe montante trouve son arme décisive dans la réalité « *sans aucune addition étrangère* », dans la pensée sans mensonge — il en découle une définition évidente de l'objectivité.

LA RÉALITÉ N'EST PAS « AU-DESSUS DES CLASSES »

Etre objectif en philosophie, en science, en histoire, en littérature, en toutes choses, ce n'est pas prétendre se placer « *au-dessus des classes* », c'est se placer consciemment et délibérément au point de vue de la classe montante.

Dire qu'on se place « *au-dessus des classes* », c'est un mensonge. C'est prétendre s'évader de la réalité elle-même qui révèle l'existence des classes et de leur lutte. S'évader de la réalité, c'est, nous l'avons vu, se placer au point de vue de la classe décadente. Prétendre être « *objectif* » en se plaçant « *au-dessus des classes* », c'est donc se placer, sans l'avouer, au point de vue de la classe décadente. C'est mentir deux fois.

Lorsque la bourgeoisie montante s'affirmait, avec Descartes, avec sa confiance dans la science, dans la raison, et allait carrément vers le réel avec la démarche ferme du matérialisme, être objectif ce n'était pas prétendre se situer « en dehors » ou « au-dessus » du conflit entre Descartes et les théologiens sorbonnards qui interdisaient « *à peine de mort* » l'enseignement de Descartes. Etre objectif c'était entrer dans le combat aux côtés de la bourgeoisie cartésienne contre l'obscurantisme théologique et féodal de la Sorbonne, de ses docteurs et de ses inquisiteurs diplômés et officiels.

Si la bourgeoisie progressive fut en son temps cartésienne, nous sommes aujourd'hui léninistes et stalinien en philosophie, le marxisme-léninisme, le stalinisme, étant la philosophie de la classe la plus révolutionnaire qu'ait connue l'Histoire, la classe des grands transformateurs du monde, la classe des constructeurs d'une société communiste où se réalise enfin la philosophie.

Toute complaisance à l'égard de l'idéologie ennemie, qui demeure l'idéologie officielle en régime bourgeois, n'est pas seulement un freinage du mouvement ouvrier mais un abâtardissement de la culture, une corruption de la pensée.

Tout compromis sur le matérialisme affaiblit la lutte de classe du prolétariat. Le matérialisme dialectique est la seule philosophie révolutionnaire, car en prenant à jamais sans réserve sur la réalité, il nous donne seul prise sur elle, il permet seul de la transformer. Toute autre philosophie joue un rôle de frein. Et c'est pourquoi tout abandon du matérialisme est la transposition idéologique d'un manque de confiance dans la classe ouvrière.

Tel est le sens de la formule célèbre de Lénine :

« Le matérialisme implique le caractère de parti, imposant le devoir, à chaque appréciation d'un événement, d'adopter franchement et ouvertement le point de vue d'un groupe social déterminé. »

II. - UNE MÉTHODE SCIENTIFIQUE DE RECHERCHE ET DE DISCUSSION PHILOSOPHIQUE

L'ouvrage de Lénine est un modèle de polémique philosophique. Il nous apprend d'abord à ne pas nous laisser impressionner par les prétentions des minuscules sectes philosophiques qui proclament périodiquement qu'elles ont « *dépassé* » l'opposition traditionnelle de l'idéalisme et du matérialisme. Lénine a situé les tentatives de l'« *empiriocriticisme* » et de l'« *empiriomonisme* », et, à travers elles, celles de Mach et d'Avenarius, dans le courant des écoles philosophiques contemporaines qui, se réclamant de Kant et partant de lui, ne sont pas allées vers le matérialisme mais sont au contraire revenues en arrière vers Hume et Berkeley.

Loin de faire preuve d'originalité, ces « écraseurs de puces »

« dissimulent sous de nouvelles subtilités les vieilles erreurs de l'idéalisme et de l'agnosticisme ».

On ne trouve rien d'autre aujourd'hui dans le galimatias solennel de *l'Etre et le Néant*, de Sartre, ce nouvel « écraseur de puces ».

Remontant ainsi à la source réelle de ces doctrines, Lénine a apporté dans son livre une contribution décisive à la philosophie sur trois points essentiels :

1° Il a fourni une argumentation radicale contre l'idéalisme ;

2° Il a fait la preuve qu'il n'existe pas de « troisième voie » en philosophie, entre l'idéalisme et le matérialisme ;

3° Il a démontré que la science prend parti dans le débat entre l'idéalisme et le matérialisme, et que le matérialisme dialectique seul rend compte de son cheminement.

a) IDÉALISME ET MATÉRIALISME

L'argumentation fondamentale de l'idéalisme moderne a été formulée avec la plus grande force, en 1710, par un évêque anglais, Berkeley, dans son « *Traité des principes de la connaissance humaine* » et sous une forme plus vivante dans ses « *Dialogues d'Hylas et de Philonoüs* », en 1713.

Berkeley part de cette constatation : les sensations sont la seule source de nos connaissances. Et il reproche au « *réalisme naïf* » de considérer nos sensations comme des images du monde matériel, c'est-à-dire d'un monde extérieur à nous et qui n'a pas besoin de nous pour exister :

« *La sensation, dit Berkeley, est la seule donnée qui vous soit accessible ; de quel droit allez-vous donc chercher derrière ces sensations un répondant matériel ? Vous pouvez si vous y tenez, dit-il ironiquement aux matérialistes, user du mot « matière » là où d'autres emploient le mot « néant ».*

Et il conclut : « *Exister, c'est être perçu* ». C'est-à-dire que pour lui le monde n'est rien d'autre que les perceptions que j'en ai.

Et il déplore que le « *préjugé de l'existence de la matière* » soit « *si profondément ancré dans les esprits* ».

C'est en effet une certitude très profondément ancrée « *chez tout homme sain d'esprit qui n'a pas passé par une maison d'aliénés ou par l'école des philosophes idéalistes* » que d'admettre l'existence des choses indépendamment de notre sensation, de notre conscience et de l'homme en général.

Ce point de vue, naïf mais pratique, de l'homme de la rue est aussi celui de la science. Pour l'oculiste qui corrige et améliore mes « sensations » visuelles, je ne suis pas emmuré dans mes sensations. Mes sensations ont au contraire un lien avec le monde extérieur dont elles me donnent une image plus ou moins correcte ou approximative. Cette sensation n'est donc pas l'étoffe de toute réalité, comme le prétend Berkeley, mais un chaînon d'un ensemble qui n'est intelligible et sur lequel nous n'avons prise qu'en commençant par les objets matériels. Ceux-ci agissent sur mes organes des sens, à leur tour reliés par la rétine et les nerfs à mon cerveau. Mon cerveau coordonne entre elles mes sensations diverses et les réactions corporelles par lesquelles je réponds plus ou moins bien aux excitations extérieures.

MATIÈRE ET SENSATION

Et ce n'est pas seulement mon oculiste, mais tout savant quel qu'il soit qui croit « naïvement » que l'objet matériel peut exister indépendamment de son image et non pas l'image indépendamment de son objet matériel, soit perçu, soit remémoré. La science se donne pour tâche de nous tracer un tableau aussi exact que possible de la nature extérieure.

Cette certitude, aussi incontestable que naïve, qui est à la base de la vie pratique de l'homme de la rue, comme de tout travail scientifique, c'est la définition même du matérialisme : les choses existent en dehors de notre conscience et indépendamment d'elle.

« *La matière est ce qui, agissant sur nos organes des sens, produit la sensation* », écrit Lénine.

Diderot raillait avec beaucoup d'élégance l'illusion idéaliste :

« *Nos sens sont comme les touches d'un clavecin que la, nature effleure, et notre cerveau répond.* »

Et voici une jolie définition de l'idéalisme :

« *Il y eut un moment de délire où le clavecin sensible a pensé qu'il était le seul clavecin qu'il y eût au monde et que toute l'harmonie de l'univers se passait en lui.* »

Cette théorie, qui ne peut naître que d'un clavecin fou, porte un nom dans le jargon des philosophes : c'est le « solipsisme ». [*Ce mot aussi baroque que la doctrine qu'il exprime, signifie simplement : « Moi, moi tout seul. »*] C'est une conséquence inévitable de l'idéalisme, de Berkeley : si les sensations sont la seule étoffe du monde, ces sensations sont mes sensations et je me trouve bel et bien tout seul. Si le monde n'est que mes sensations ou ma pensée, si les objets ne sont que des complexes de sensations, je n'ai pas le droit d'admettre l'existence des autres hommes : ils ne sont que mes sensations ou mes pensées. Voilà notre idéaliste pris en flagrant délit d'inconséquence au moment même où il expose sa doctrine car son enseignement ou son livre s'adressent bien, je pense, à d'autres hommes. Mais s'il admet la réalité d'autrui en dehors de lui et indépendamment de lui, il admet par là même la réalité des moyens par lesquels nous communiquons : nous ne communiquons ensemble qu'en faisant du bruit ou des actions, mais nos paroles et nos actes ne sont pour lui que des sensations et voilà que notre idéaliste, inconséquent dès sa première démarche pratique, est obligé d'admettre une réalité derrière ses sensations, et non seulement la réalité spirituelle de la conscience des autres, mais encore la réalité matérielle du corps humain par lequel s'exprime cette conscience.

Berkeley a eu la franchise de reconnaître que l'idéalisme conséquent conduirait à la folie solipsiste. Aussi cherche-t-il un autre moyen de sortir de lui-même.

Dans ses « Dialogues d'Hylas et de Philonous », il déclare :

« J'affirme comme vous (les matérialistes) que si quelque chose agit sur nous du dehors, nous devons admettre l'existence de forces existant au dehors, de forces appartenant à un être différent de nous. Ce qui nous sépare, c'est la question de savoir de quel ordre est cet être puissant. J'affirme que c'est l'esprit, vous que c'est la matière. »

IDÉALISME ET RELIGION

Arrêtons-nous un instant à ce moment décisif de toute philosophie idéaliste. L'idéaliste commence toujours par s'enfermer dans sa conscience, dans ses sensations ou ses idées, comme un ver à soie dans le cocon qu'il a lui-même filé, et puis il est bien obligé d'en sortir et c'est ce moment de sa pensée qui nous révèle le mieux ses intentions. Regardez-le bien au moment où il va sauter par-dessus son ombre : où ira-t-il s'accrocher ? Infailliblement à Dieu. Car il faut un Dieu pour accomplir ce miracle et aucune philosophie idéaliste n'échappe à cette loi : si ce n'est pas la matière qui impressionne mes sens pour me donner la connaissance du monde, il faudra nécessairement que je cherche une autre source. Or, en dehors de la matière et de l'homme, il faudra invoquer Dieu, quel que soit le nom qu'on lui donne : *Jéhovah* comme la Bible ou *Idée absolue* comme Hegel. L'idéalisme ne peut pas joindre les deux bouts sans faire appel à la religion.

Mais en réalité, le philosophe qui va ainsi de l'idéalisme à la religion truque consciemment ou inconsciemment le mouvement de sa pensée. C'est parce que, dès le départ, il fallait défendre, la religion ou lui faire sa place que notre philosophe a choisi de combattre le matérialisme. Berkeley le reconnaît franchement :

« L'existence de la matière, dit-il, a été le principal point d'appui des athées. »

Cet astucieux évêque a parfaitement vu que si la nature n'est pas un dérivé d'autre chose, de l'esprit — esprit humain avec ses sensations d'abord, puis esprit de Dieu qui fournit à l'esprit humain son contenu — si la nature se suffit à elle-même, l'hypothèse d'un Dieu devient inutile. Et c'est pourquoi il cherche à faire de la nature physique un dérivé : si elle est un ensemble ordonné de sensations, ces sensations et leur ordre ne viennent pas de l'homme, ni d'une nature extérieure à lui ; elles s'expliquent par l'action de la divinité sur l'esprit humain. Les sensations ne sont que des signes, un langage que Dieu nous parle.

L'idéalisme a retrouvé la vocation cléricale de la philosophie du moyen âge qui s'enorgueillissait de n'être que « la servante de la foi ».

Les formes dites « modernes » de l'idéalisme n'ont rien ajouté d'essentiel à la thèse de l'évêque Berkeley. Après Kant, des philosophes allemands ont essayé de rafraîchir cette argumentation : eu 1801, près de cent ans après Berkeley, Fichte intitule modestement son argumentation idéaliste : « *Exposé lumineux de l'essence de la philosophie la plus moderne* ». Et voici ses révélations :

« Une chose apparaît-elle en toi ou devant toi autrement que par la conscience que tu en as ou à travers cette conscience ?... Ne t'efforce donc pas de sortir de toi-même et d'embrasser plus que tu ne peux, à savoir la conscience et la chose, la chose et la conscience, ou plus exactement ni ceci ni cela séparément. »

Cette rengaine idéaliste « pas d'objet sans sujet » ressort périodiquement : Fichte la reprend un siècle après Berkeley, Mach un siècle après Fichte, Sartre cinquante ans après Mach. Ce dernier avorton bâtard de

l'idéalisme et de l'agnosticisme [*C'est le nom de la doctrine qui proclame : il y a peut-être quelque chose derrière mes sensations et mes idées, mais je ne sais pas ce que c'est et je ne le saurai Jamais. Le mot lui-même d'agnosticisme signifie : J'ignore.*] qu'est l'existentialisme, semble avoir commémoré avec *l'Etre et le Néant* le cinquantenaire des platitudes de l'empiriocriticisme : à force de redites et d'affadissements, le clavecin n'est plus qu'un minable piano mécanique.

Ce qui caractérise ces distingués pourfendeurs du matérialisme, c'est une radieuse ignorance de ce matérialisme qu'ils ont, disent-ils, exécuté mille fois et qui se porte d'ailleurs à merveille. Il a pour lui le bon sens : il est né de la terre des mangeurs de pain et c'est toujours en elle qu'il puise sa force.

LA MATIÈRE, DONNÉE PREMIÈRE

Pas d'objet sans sujet ? dit l'idéaliste. Mais oui ou non, la nature existait-elle avant l'homme ? A l'époque où la terre n'était habitée que par les lointains ancêtres de l'homme ou, à plus forte raison, à l'époque secondaire, par exemple, pour quels êtres les forêts, les rochers et les mers étaient-ils des notions subjectives ? demandait ironiquement Plékhanov. Pour l'ichtyosaure ? Quel esprit dictait alors ses lois à la nature ? Celui de l'archéoptéryx ? Ni la philosophie de Kant, ni celle d'aucun idéaliste ne peuvent répondre à ces questions. Elles doivent donc être écartées comme inconciliables avec la science contemporaine. La géologie nous enseigne que la terre exista en des états tels que ni l'homme ni aucun être vivant ne l'habitait et ne pouvait l'habiter. La matière organique est un phénomène tardif, le produit d'une longue évolution. Contre l'idéalisme qui proclame : pas d'objet sans sujet, l'histoire de la terre démontre que l'objet, la matière, a existé bien avant qu'ait apparu le sujet, c'est-à-dire bien avant l'apparition d'organismes doués, si peu que ce soit, de sensibilité et de conscience. L'évolution prouve la vérité du matérialisme : la matière est la donnée première. La sensibilité, la conscience, la pensée, sont des données secondes, fruit d'une longue évolution de la matière organique, depuis les plus pauvres réactions de la cellule vivante jusqu'aux opérations les plus complexes de l'homme avec son cerveau, ce cerveau dont la pensée dépend étroitement, messieurs les idéalistes. Car dans votre hypothèse, selon laquelle le cerveau n'est, comme toutes choses, qu'un complexe de sensations, la totalité des sensations dépendrait de ce petit complexe, le tout dépendrait absurdement de la partie, car le moindre défaut d'irrigation de , ce cerveau annihile toute pensée. N'oubliez jamais le défi de ce physiologiste du XIX^e siècle :

« Je ne croirais à l'idéalisme que si l'on pouvait l'exposer étant pendu par les pieds. »

Ce défi n'a jamais été relevé, philosophes sans cervelle !

C'est pour sortir de cette impasse idéaliste que bon nombre de philosophes qui avaient peur du matérialisme ont cherché une « troisième voie ».

b) PAS DE « TROISIÈME VOIE » EN PHILOSOPHIE

En dehors du matérialisme, il n'y a que le solipsisme ou la religion, c'est-à-dire deux variantes de l'idéalisme : l'idéalisme subjectif et l'idéalisme objectif.

Il faut choisir d'aller, comme les matérialistes, de la matière à la conscience, ou bien s'enfermer dans la conscience et n'en sortir que pour aller à Dieu.

La prétendue « troisième voie » consiste à dire :

« Contre les idéalistes, j'affirme qu'il y a des « choses en soi » en dehors de moi et indépendamment de moi, mais contre les matérialistes j'affirme qu'elles sont inconnaissables car je ne puis les connaître telles qu'elles sont « en soi » mais seulement telles qu'elles sont pour moi. »

Lénine a montré que ce mélange, cette « vinaigrette » de postulats idéalistes et de conclusions matérialistes, premièrement, ne dépassait nullement l'opposition fondamentale mais se contentait de multiplier les confusions, errant constamment entre l'idéalisme et le matérialisme ; deuxièmement, jouait finalement le même rôle que l'idéalisme en limitant la portée de la science pour laisser place à la foi.

Toutes les tentatives faites pour ouvrir une « troisième voie » en philosophie prennent le même prétexte : avec le matérialisme tous les problèmes ne sont pas résolus. Et l'on énumère complaisamment les failles et les hiatus de notre connaissance. Le matérialisme métaphysique du XVIII^e siècle s'était en effet vanté de tout expliquer dans la mécanique du monde. Il avait fait de la physique une métaphysique et il prétendait résoudre tous les problèmes avec les méthodes de la mécanique.

L'INCONNU N'EST PAS L'INCONNAISSABLE

Le propre du matérialisme dialectique ce n'est pas de nier les lacunes de notre science, mais de nier que ces lacunes soient définitives. L'inconnu n'est pas l'inconnaissable. Qu'un problème ne soit pas encore résolu ne

signifie pas qu'en est en présence d'un mystère insondable. L'essentiel c'est de poser les questions en des termes qui permettent de les résoudre.

Les agnostiques et, d'une manière générale, toute la confrérie de la « troisième voie », le tiers ordre philosophique des idéalistes travestis en pseudo-matérialistes, croient embarrasser le matérialiste en lui posant cette question : *Qu'est-ce que la matière ?* Ou encore : *Qu'est-ce que la « chose en soi » ?*

Et déjà ils répondent pour nous : la matière « *cet inconnu d'où naît tout ce qui est connu* », psalmodiait Bogdanov.

Rappelons la définition de Lénine :

« *La matière est ce qui, agissant sur nos organes des sens, produit la sensation.* »

ou encore

« *La matière est la réalité objective qui nous est donnée dans la sensation.* »

Et notre agnostique va nous dire : *Que savez-vous d'elle ? Vous ne savez rien.* A quoi le matérialiste répond : *Nous savons de la matière ce que la science nous en enseigne. Rien de plus, mais rien de moins.*

Et notre agnostique, croyant toujours avoir affaire au matérialisme métaphysique du XVIII^e siècle, va poursuivre avec cette question insidieuse : *Vous croyez donc que la science vous donne une vérité objective ?*

Cette question contient un piège, c'est-à-dire une confusion. Elle est à double sens :

1° — *Est-ce que la science peut nous donner de l'univers un tableau indépendant du sujet, de l'homme, de l'humanité ?*

2° — *Est-ce que ce tableau contient une description complète et définitive de la réalité ?*

A la première question nous répondrons oui sans hésiter.

A la seconde nous répondrons non sans hésiter davantage.

Répondre oui à la première question c'est réaffirmer le principe fondamental de tout matérialisme : l'unique propriété de la matière dont l'admission définit le matérialisme philosophique, c'est celle d'exister en dehors de notre conscience, c'est-à-dire : d'être une réalité objective. Le monde n'est pas seulement, comme le prétendent nos agnostiques, « *l'expérience socialement organisée* », il existe indépendamment de l'expérience humaine individuelle ou sociale.

Répondre non à la deuxième question, c'est rappeler le caractère dialectique de notre matérialisme. Il ne faut pas confondre la question : *Qu'est-ce que la matière ?* avec cette autre : *Quelle est la structure de la matière ?* La première question porte sur l'origine de nos connaissances. La seconde sur la description de telle ou telle étape de notre connaissance.

Qu'à tel ou tel moment de l'histoire des sciences on se représente le monde comme une pluie d'atomes dans le vide, ou comme une horloge dont on détaille les ressorts et les engrenages, ou comme une série de trains d'ondes, ou comme un bombardement d'éléments radioactifs, cela ne change rien au fait permanent que cette réalité, quel que soit le degré de connaissance que nous en possédions, c'est-à-dire quel que soit le pouvoir que nous avons sur elle, existe en dehors de notre esprit et sans lui.

LA TRANSFORMATION DE LA « CHOSE EN SOI » EN « CHOSE POUR NOUS »

Mais alors, nous dira-t-on, quels rapports y a-t-il entre la matière telle quelle est « *en elle-même* » et telle qu'elle est « *pour nous* » ? L'erreur des agnostiques c'est d'opposer abstraitement et en dehors de l'histoire les deux termes. Cet antagonisme est purement métaphysique. Posons le problème concrètement, dans l'histoire, c'est-à-dire dialectiquement, et l'évolution des sciences nous montrera que

« *les limites de l'approximation de nos connaissances à la vérité objective absolue sont historiquement relatives, mais l'existence même de cette vérité n'est pas contestable, comme il n'est pas contestable que nous en approchons.* » (*Matérialisme et empiriocriticisme*, page 116.)

La pratique quotidienne et l'expérimentation scientifique apportent ici une solution au problème qui n'est insoluble que s'il est posé seulement sur le plan théorique. Engels écrivait déjà

« *La réfutation la plus décisive de cette lubie philosophique, comme d'ailleurs de toutes les autres, est la pratique, notamment l'expérience et l'industrie. Si nous pouvons prouver la justesse de notre conception d'un phénomène naturel en le créant nous-mêmes, en le faisant surgir de son propre milieu, et, qui plus est, en le faisant servir à nos buts, c'en est fini de l'insaisissable « chose en soi » de*

Kant. Les substances chimiques produites dans les organismes végétaux et animaux restèrent ces « choses en soi » jusqu'à ce que la chimie organique se fût mise à les préparer l'une après l'autre ; par là, la « chose en soi » devint une chose pour nous » (Voir Histoire du P.C. (b), page 134.)

Il est donc impossible de creuser un abîme entre les deux termes, et nous arrivons aux conclusions suivantes qui résument notre réponse aux agnostiques :

1° — Les choses existent en dehors de nous, indépendamment de nos sensations et de notre conscience.

2° — Il n'existe et ne peut exister aucune différence de nature entre la « chose en soi » et la « chose pour nous ». L'une est ce qui est connu. L'autre ce qui ne l'est pas encore. Il n'existe pas de mur entre nous et un monde inconnu où régnerait l'inconnaissable, le mystère et le miracle.

3° — Dans la théorie de la connaissance, comme en tous problèmes, il faut raisonner dialectiquement, c'est-à-dire ne pas considérer la science comme un tout invariable, mais analyser le mouvement par lequel la connaissance naît de l'ignorance et procède par approximations successives.

4° — « La question de savoir si la pensée humaine peut aboutir à une vérité objective n'est pas une question théorique, mais une question pratique » (Marx, 2^e thèse sur Feuerbach). Le succès de nos actes démontre la correspondance de nos perceptions avec la nature objective des choses perçues.

LE MENSONGE DE LA « TROISIÈME VOIE »

Lorsque l'agnostique met tant d'acharnement à nier l'existence d'une réalité objective indépendante de l'expérience humaine, lorsqu'il conteste à la science une portée dépassant les commodités empiriques de l'homme, il montre le bout de l'oreille et révèle son intention profonde.

La « troisième voie » est un mensonge en philosophie comme la « troisième force » est un mensonge en politique. Le « parti méprisable du juste milieu », comme dit Lénine, ne lutte nullement sur les deux fronts.

« On voit chez eux, ajoute Lénine, se manifester continuellement la sotte prétention de « s'élever au-dessus » du matérialisme et de l'idéalisme, de surmonter cette opposition « surannée », mais en réalité la confrérie tout entière, ne cessant de soutenir contre le matérialisme une guerre sans trêve ni merci, tombe à chaque instant dans l'idéalisme. » (Matérialisme et empiriocriticisme, page 314.)

Qu'est-ce qui se cache en effet sous le charlatanisme conciliateur de nos philosophes du tiers-ordre ? A partir du moment où l'on nie la réalité objective qui est le substrat, le fondement, de la sensation et de la science, que l'on place derrière la sensation ou la science un point d'interrogation ou le bon Dieu, cela ne change rien à l'affaire. Le résultat est le même : en marquant à la science une limite on a laissé place à la foi. La théologie prélève son tribut sur chacune de ces modes philosophiques : qu'elle s'appelle empiriocriticisme, « humanisme » blumiste ou existentialisme.

La « troisième voie » n'est qu'hypocrisie : n'osant pas mettre la science à la porte, on lui circonscrit son domaine. C'est une philosophie de « la part du feu ». Mais son objectif est le même que celui de l'idéalisme : laisser la porte ouverte à la foi.

c) OFFENSIVE DE L'OBSCUR CONTRE LA SCIENCE

Il est piquant de constater qu'on a tenté d'utiliser les progrès mêmes de la science comme argument contre la valeur de la science.

Depuis la fin du XIX^e siècle, une série de découvertes scientifiques ont ruiné la conception du mécanisme du monde au profit de conceptions plus complexes, mais plus efficaces.

Aussitôt de bons apôtres ont crié que la science plaidait en faveur de l'obscurantisme : puisque les théories changeaient, c'est qu'elles ne valaient rien !

La théorie électronique de la matière sapait le principe de conservation de la masse de Lavoisier. La radioactivité sapait le principe de la conservation de l'énergie. Et nos bonnes âmes de conclure qu'on ne pouvait plus se fier à rien ! A Dieu, peut-être, mais sûrement pas à la science !

Que s'était-il passé ? Non seulement la science n'était pas prise en défaut, mais au contraire, elle nous donnait de nouvelles preuves de sa valeur objective en nous donnant de nouvelles prises sur la nature. La vision mécaniste du monde, traditionnelle depuis un siècle et demi, était seule éliminée.

LE SORT DE LA SCIENCE N'EST LIÉ À CELUI D'AUCUNE THÉORIE PARTICULIÈRE

Mais le sort de la science n'est nullement lié à celui du mécanisme, pas plus qu'à aucune autre théorie particulière. Et Lénine rappelle :

« *Le matérialisme dialectique insiste sur le caractère approximatif, relatif, de toute proposition scientifique concernant la structure de la matière et ses propriétés.* »

Certains théoriciens de la physique ont dévié vers l'agnosticisme ou l'idéalisme parce qu'ils ignoraient la dialectique. Il était juste de combattre le matérialisme métaphysique qui prétendait que sa vision mécanique du monde était exclusive de toute autre et définitive. Mais en rejetant la métaphysique, ils ont jeté par-dessus bord le matérialisme. Ils ont jeté l'enfant avec l'eau sale.

Et comme la nouvelle conception de la matière n'était plus semblable à l'ancienne, ils ont proclamé qu'il n'y avait plus de matière du tout. L'atome n'avait plus son allure mécanique de granulation impénétrable et inerte, alors un physicien français écrit :

« *L'atome se dématérialise. La matière s'évanouit.* » et un Anglais lui fait écho :

« *La matière c'est de l'immatériel en mouvement !* »

Comme si l'électron n'était pas, au même titre que l'atome, réalité extérieure à la conscience et qui n'a pas besoin d'elle pour exister !

A un moment où ces bonds de la science nous donnent sur la nature des pouvoirs toujours plus grands, il est véritablement indécent de demander à la science : prouve-moi que tes théories ressemblent à la réalité. Et il est encore plus indécent de construire des doctrines philosophiques tendant à prouver que la science n'est qu'un système de « conventions » et de « symboles », avec l'intention sournoise de la mettre sur le même plan que le jeu d'échecs ou la théologie.

III. - UNE RÉVOLUTION PHILOSOPHIQUE

Le matérialisme dialectique seul peut rendre compte, sans mystification, du développement des sciences parce qu'il s'identifie avec elles. Il est la méthode qui pénètre toutes les sciences et les libère de toute limitation. Comme elles, il est tout puissant parce qu'il est vrai. C'est là notre force et notre orgueil. Il est capital que nous prenions toujours davantage conscience de cette force et que nous éprouvions cet orgueil.

Dans son rapport sur la politique internationale, en septembre 1947, Jdanov a montré que la faute la plus grave serait de sous-estimer nos forces. Cette remarque vaut pour la philosophie. Toutes les erreurs que nous pouvons commettre sur le plan de la culture viennent d'une fausse appréciation du rapport des forces. Nous ne montrerons jamais assez la supériorité du marxisme sur tous les plans de la culture et de la pensée. Là aussi nous sommes les plus forts, incomparablement.



André JDANOV

Dans sa critique de l' « *Histoire de la philosophie* » d'Alexandrov, Jdanov (A. Jdanov : *Sur l'histoire de la philosophie*. Cahiers du Communisme n° 12, déc. 1947.) a insisté sur le fait que le marxisme n'était pas une philosophie parmi les autres, mais qu'il transformait de fond en comble la notion même de la philosophie, qu'il constituait un saut qualitatif dans l'histoire de la pensée.

Pourquoi cela ? Pourquoi cette supériorité souveraine du marxisme-léninisme à l'égard de toutes les idéologies ? C'est qu'il ne fait qu'un avec les deux forces décisives : la classe ouvrière et la libre science que seule cette classe ouvrière peut promouvoir face à la science bourgeoise qui porte, dans ses méthodes, comme dans les fins qu'elle poursuit, tous les stigmates d'une classe décadente.

— Avec le marxisme-léninisme commence la philosophie scientifique.

— Le marxisme-léninisme est la philosophie de la classe ouvrière.

Avant Marx, la philosophie prétendait être une vue générale du monde « au-dessus des sciences ». Si bien que dès qu'une science se constituait avec sa méthode propre et efficace, elle s'émancipait de la philosophie. Chaque science donnait ainsi un savoir et un pouvoir réels. La philosophie devenait de plus en plus une spéculation coupée du réel et impuissante. Marx a inversé ce mouvement : le marxisme « *à la différence des systèmes antérieurs, n'apparaît pas comme une science dominant les autres, mais il se présente comme un instrument de recherche scientifique, comme une méthode pénétrant toutes les sciences naturelles et sociales, et s'enrichissant de l'apport de ces sciences au cours de leur développement.* » (Jdanov.)

LE MATÉRIALISME DIALECTIQUE PHILOSOPHIE DU PROLÉTARIAT

Le marxisme est la philosophie du prolétariat. Il tire de ce fait deux caractères :

1° — Il est matérialiste, comme toute philosophie d'une classe montante. Nous l'avons montré dans la première partie de cette étude.

2° — Il est le *matérialisme dialectique* parce qu'il n'est pas la philosophie de n'importe quelle classe montante, mais de la dernière classe qui exercera une domination de classe. Ce deuxième caractère est de beaucoup le plus important et le plus profond. C'est lui qui fait du marxisme-léninisme une philosophie radicalement nouvelle, différente de toutes celles qui l'ont précédé.

En effet, la classe ouvrière étant la dernière classe qui exercera une domination de classe, ayant la mission historique de créer, par la dictature du prolétariat, les conditions de la société sans classes du communisme, et de l'instaurer, cette classe ouvrière ne voit monter après elle aucune classe nouvelle qui serait destinée à devenir son fossoyeur.

Voilà pourquoi cette classe ouvrière n'a besoin, à aucun moment de son évolution, de falsifier la réalité ni de tenter d'enrayer la marche du temps. Elle peut faire sauter tous les freins de l'Histoire parce qu'elle n'a rien à craindre de l'Histoire. Elle ne fait qu'un avec la science, et c'est en ce sens que Marx proclamait le prolétariat « *héritier de la philosophie* ».

Cette philosophie ne connaît pas de limites du côté de l'objet, puisqu'elle n'en a pas peur, puisque dans la réalité elle-même peut se lire la nécessité de son triomphe. Cette philosophie ne connaît pas de limites du côté du sujet puisqu'elle vise à élever chaque homme dans la société tout entière à la pleine conscience. Cette philosophie ne connaît pas de limites du côté de l'action. Son but, c'est la transformation sans limite de la nature et de l'homme. Les philosophes qui l'ont précédée apportaient des solutions philosophiques à des problèmes philosophiques. Tout se passait dans la sphère des idées.

Le marxisme-léninisme, lui, apporte à des problèmes historiques sociaux, des solutions historiques, sociales. Il est le ferment du monde en gésine.

Lorsqu'il a triomphé sur un point du monde, il est la pensée d'une société tout entière où sont disparus déjà les antagonismes de classes, et où s'édifie le communisme, société sans classes. C'est ce qui fait pour nous la valeur incomparable des avis du Parti bolchevik lorsqu'il jette sur tous les problèmes de la culture une lumière décisive. Pour la première fois, la classe ouvrière, maîtresse de son destin, est en face de problèmes directement constructifs. C'est de ce trésor philosophique que nous bénéficions lorsque nous repensons nos méthodes et notre action à la lumière des jugements du parti bolchevik sur la littérature ou la biologie, sur la philosophie ou la musique. Loin de plier sous la pression de l'ennemi lorsqu'il prétend nous insulter, lorsqu'il ricane, devant notre autocritique en disant : « *Jdanov est passé par là* », il est indispensable que nous ayons conscience de la richesse que l'expérience du glorieux Parti bolchevik nous apporte. C'est cela d'abord qui nous aide à être les plus forts, et les « *petits hommes* » n'y peuvent rien, pas plus que les nains de Lilliput sur le corps immense de Gulliver, il n'est pas en leur pouvoir de nous enlever cette force ni de nous en faire douter, pas plus que de nous ôter la volonté de devenir en philosophie comme en toutes choses, des staliniens.

Roger Garaudy

(*Cahiers du communisme, novembre 1947, pp. 460-480.*)

« Anarchisme ou socialisme » et les fondements théoriques du communisme

Staline avait vingt-sept ans quand il écrivit dans les journaux bolchéviks géorgiens les articles réunis dans son livre *Anarchisme ou Socialisme*, dont la traduction française vient de paraître aux Editions Sociales.

L'année précédente, l'insurrection de décembre 1905, point culminant de la première révolution russe, avait été vaincue. Il s'ensuivit une période de déclin du mouvement des masses et de contre-révolution. L'offensive réactionnaire se déploya aussi sur le front idéologique. On assista à une recrudescence d'activité de tous les groupements et courants antimarxistes. Dans les rangs mêmes du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (qui groupait alors bolcheviks et menchéviks), des intellectuels entreprirent, tout en se réclamant du marxisme, de le saper par une prétendue « critique » de ses fondements théoriques.

Dans ces conditions, la sauvegarde des principes du communisme prenait une importance primordiale. En 1909, Lénine fera paraître son célèbre ouvrage *Matérialisme et Empirio-criticisme*, dans lequel il démasque les intellectuels pseudo-marxistes et présente, en même temps qu'une défense décisive de la théorie marxiste, la « généralisation matérialiste de tout ce que la science, avant tout la science de la nature, avait acquis d'important et de substantiel pendant toute une période historique, depuis la mort d'Engels » (*Histoire du P.C. (b) de l'U.R.S.S.*).

Les articles de Staline datent des années 1906-1907. Ils mettent en pièces les idées développées par les anarchistes partisans de Kropotkine, particulièrement actifs à cette époque en Géorgie. Ils tiennent en un mince volume de soixante pages. Mais ce mince volume conserve, après plus de quarante années, une exceptionnelle importance. D'une part, il nous donne l'exemple du combat intransigeant contre tous les porteurs de l'idéologie bourgeoise réactionnaire. D'autre part et surtout, il nous offre, sous la forme la plus populaire et la plus condensée, un modèle d'exposé des questions fondamentales de la doctrine marxiste-léniniste.

A première vue, le titre du livre de Staline pourrait faire douter de son actualité. Encore que l'anarcho-syndicalisme, qui fut naguère une des principales tendances du mouvement ouvrier français, ait laissé bien des survivances, les ennemis du communisme qui se réclament de l'anarchisme sont très rares dans notre pays, et leur rôle politique est pratiquement nul.

Mais l'existence de groupes de courants anarchistes ne faisait qu'exprimer dans une période donnée la pénétration dans la classe ouvrière des idées et de l'influence de la bourgeoisie. Or si l'anarchisme a perdu la plupart de ses positions par suite de la concentration du prolétariat et par suite aussi des coups que les marxistes — Staline en tête — lui ont porté, l'idéologie bourgeoise conserve ses voies d'accès traditionnelles parmi les travailleurs : liens multiples et normaux entre le prolétariat et la petite bourgeoisie ; ruine continue de nombreux éléments des classes moyennes qui apportent de bonne foi dans la classe ouvrière des éléments d'idéologie bourgeoise ; monopolisation par la classe exploiteuse des moyens essentiels de propagande (radio, presse, cinéma, etc.).

La réfutation magistrale de Staline a d'autant moins vieilli que l'arsenal des adversaires du marxisme a été, en somme, assez peu renouvelé. C'est ainsi notamment qu'en ce qui concerne les « arguments » contre le marxisme, on retrouve à un demi-siècle ou presque de distance, sous des étiquettes différentes, la plupart des sophismes, des sottises et des calomnies dont Staline a démontré l'inconsistance dès 1906.

Prenons quelques exemples :

On sait que « *la pierre angulaire de l'anarchisme est l'individu, dont l'affranchissement est, selon lui, la condition principale de l'affranchissement de la masse de la collectivité* » (Staline : *Anarchisme ou Socialisme*. Editions Sociales, 60 francs.). En 1906, partant de ce point de vue, les anarchistes accusaient les marxistes de sacrifier l'individu à la société, à la masse. Exactement comme le font aujourd'hui, bien qu'ils ne pensent pas un mot de ce qu'ils disent, les tenants des pseudo-théories « humanistes », les Mollet et les Schuman, les Ronsac et les David Rousset, en bref les personnages chargés de défigurer le communisme auprès des travailleurs. Le petit livre de Staline rétablit bien entendu la vérité ; loin de sacrifier l'individu, le marxisme tend à créer les conditions nécessaires à sa libération réelle et à l'épanouissement de sa personnalité par la seule voie possible, en affranchissant la société de la domination capitaliste qui opprime et écrase l'homme.

En 1906, les anarchistes combattaient violemment la théorie de la dictature du prolétariat. Ils prétendaient entre autres choses que les marxistes « *veulent instaurer en fait non la dictature du prolétariat, mais leur propre dictature sur le prolétariat* » (Staline : *Anarchisme ou Socialisme*.). La grossièreté de cette vieille calomnie n'empêche pas les dirigeants socialistes, les provocateurs titistes et autres trotskistes de nous la resservir en 1950 sans y changer une virgule. Le livre de Staline lui oppose l'immortel exemple de la

Commune de Paris et l'enseignement de Marx sur la nécessité historique et le contenu démocratique de la dictature du prolétariat.

En 1906, les anarchistes représentaient les marxistes comme des bureaucrates, soucieux de se servir du prolétariat et non de le servir. « *Les ouvriers ne les intéressent que dans la mesure où ils forment une armée disciplinée entre leurs mains* », écrivait un certain Baton, en parlant des marxistes. Ledit Baton serait-il l'auteur préféré de certains de nos journalistes marshallisés ? On pourrait le croire, à les voir rabâcher encore mot pour mot cette stupidité balayée par Staline en 1907.

Il n'est pas besoin de multiplier les exemples. Ceux que nous avons pris suffisent pour illustrer l'étroite parenté entre les arguties réactionnaires que développaient autrefois les anarchistes et celles que développent aujourd'hui les agents conscients de la bourgeoisie française et de l'impérialisme américain dans la classe ouvrière, en particulier les dirigeants socialistes. C'est pourquoi le livre de Staline est une arme précieuse, aux mains des communistes et plus généralement des hommes de progrès, pour la bataille idéologique quotidienne.

Cependant la polémique avec les anarchistes ne représente qu'un aspect des articles de Staline. L'intérêt essentiel du livre réside dans l'exposé des éléments principaux de la théorie marxiste-léniniste, scientifique et cohérente, que Staline dresse en face des erreurs et des mensonges de l'anarchisme. Le livre met en lumière l'ampleur de notre théorie, son unité profonde, sa liaison indissoluble avec la pratique, avec les tâches concrètes de la lutte de la classe ouvrière.

« Le marxisme n'est pas seulement une théorie du socialisme ; c'est une conception du monde achevée, un système philosophique d'où le socialisme prolétarien de Marx découle spontanément. » (Ouvrage cité.)

Staline nous donne un résumé saisissant et simple de cette « *conception du monde achevée* ». Il développe les traits essentiels de la méthode et de la théorie philosophique du marxisme : le matérialisme dialectique. Il explique ce qu'est le matérialisme historique, qui étend les principes du matérialisme dialectique à l'étude de la vie sociale. Il établit, en partant de ces principes et de l'expérience historique, le caractère inéluctable de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat. Il démontre la nécessité du parti de la classe ouvrière, parti de type nouveau, foncièrement différent des vieux partis réformistes. Il expose les principes de base de la stratégie et de la tactique du Parti.

Ainsi le livre de Staline qui contribua puissamment, en son temps, au développement du marxisme-léninisme et à la formation idéologique du Parti bolchévique, reste un manuel incomparable d'introduction à l'étude théorique, manuel à la fois bref et riche, accessible et profond. Au jeune militant qui aborde l'étude de notre théorie, comme à l'ancien qui cherche à centrer ses connaissances éparses autour des idées essentielles, on ne saurait conseiller un guide plus commode et plus sûr que les soixante pages d'*Anarchisme ou Socialisme*.

Le premier chapitre du livre expose la méthode dialectique.

La science montre qu'il n'y a rien de figé, d'éternel dans la nature, que tout change selon un processus perpétuel de destruction et de création. La méthode dialectique, méthode scientifique, considère le monde tel qu'il est, c'est-à-dire dans son mouvement, dans son développement.

Les changements dans la nature ont pour base la lutte incessante entre ce qui croît et ce qui se désagrège, entre le nouveau et l'ancien. Le nouveau est invincible et finit toujours par triompher ; c'est ce que confirment toutes les découvertes scientifiques.

Mais la société humaine fait partie du monde. La loi de l'invincibilité de ce qui croît s'applique à la société. A l'époque actuelle, le prolétariat est la seule classe sociale qui grandisse et se renforce ; la classe capitaliste se rétrécit sans cesse, tandis que la petite bourgeoisie se décompose de jour en jour en bourgeois et prolétaires. L'avenir est donc au prolétariat, et sa victoire est certaine malgré les efforts désespérés du capitalisme.

Comme on le sait, cette thèse dialectique a été vérifiée par la victoire d'octobre 1917, dix ans après les articles de Staline. Elle est vérifiée aujourd'hui par le renversement du capitalisme dans une série de pays et par les grands succès du camp anti-impérialiste dans le monde entier. Elle est vérifiée en France par les progrès du mouvement ouvrier et de notre Parti, qu'aucune répression, aucune calomnie ne peuvent arrêter.

Staline caractérise ensuite, dans le premier chapitre de son livre, la double forme du mouvement incessant dans la nature et dans la société. « *Selon la dialectique, les menus changements de quantité aboutissent, en fin de compte, à de grands changements de qualité.* » (Ouvrage cité.)

A la lumière de cette loi confirmée aujourd'hui par toutes les données de la science, Staline soumet à la critique la « *théorie des cataclysmes* » de Cuvier (qui concevait les changements de la nature sous la forme

de catastrophes fortuites), et les insuffisances du darwinisme (qui ne voit pas que le mouvement dans la nature comporte des changements qualitatifs, des révolutions).

Etendue à la société, la loi dialectique du mouvement par changements quantitatifs aboutissant à des changements de qualité éclaire la voie de passage d'un régime économique et social au régime supérieur. Ce passage est préparé par toute l'évolution de la société, mais il implique d'ordinaire, en fin de compte, un changement qualitatif, une révolution sociale. Dans les conditions du capitalisme, la révolution socialiste ne constitue donc pas un accident, mais une nécessité historique. « *L'évolution prépare la révolution et crée un terrain qui lui est favorable, tandis que la révolution achève l'évolution et contribue à son progrès.* » (Ouvrage cité.)

Le deuxième chapitre du livre de Staline expose la théorie philosophique du marxisme : le matérialisme.

Le matérialisme part du principe fondamental que la matière est une réalité objective, existant en dehors de la pensée et antérieurement à elle. « *Il n'y avait pas encore d'êtres vivants que déjà il existait une nature dite extérieure, « non vivante ».* » (Ouvrage cité.) La pensée, la conscience n'apparaissent qu'à un haut degré de développement de l'organisme vivant, du système nerveux. Il s'ensuit que le développement de la matière, des conditions extérieures, précède le développement de la pensée. La conception idéaliste, qui voit dans le monde extérieur un produit de la conscience ou mieux encore qui nie l'existence du monde extérieur est une ineptie antiscientifique.

Staline prouve par une argumentation scientifique irréfutable qu'au contraire la pensée est un produit de la matière et que la conscience est le reflet de la réalité extérieure.

Mais le fait que la pensée est un produit de la matière, qu'elle ne peut pas exister sans la matière ne signifie nullement qu'elle est aussi de la matière. Une telle opinion n'est soutenue que par les matérialistes vulgaires, et Staline la réduit à néant. Le matérialisme vulgaire aboutit à nier le rôle des idées, leur action sur la réalité extérieure. Le matérialisme marxiste, au contraire, définit pour la première fois les conditions dans lesquelles les idées peuvent jouer pleinement leur rôle et influencer sérieusement sur la vie matérielle. C'est ainsi que, dans la vie sociale, seules peuvent jouer un rôle progressif important les idées qui reflètent les besoins du développement de la vie matérielle de la société.

Staline éclaire ensuite les problèmes fondamentaux de la vie sociale à la lumière des principes du matérialisme philosophique marxiste.

Il montre qu'aux époques successives de l'histoire les idées des hommes changent par suite du changement dans leur situation matérielle. « *Ce sont les conditions extérieures qui changent d'abord, les conditions matérielles, et puis changent, en conséquence, le «mode de penser des hommes, leurs mœurs, leurs coutumes, leur conception du monde.* » (Ouvrage cité.) Par suite, la conscience des hommes est conditionnée par leur situation économique et matérielle, mais retarde en général sur elle.

Cela est vrai pour les individus. Par exemple, un artisan ruiné et transformé en prolétaire viendra à la longue aux idées de sa nouvelle classe, mais il conserve pour toute une période ses idées et ses aspirations anciennes. Et cela vaut également pour les classes, pour la société.

Plus généralement la *forme* d'une société donnée (forme de la propriété, des institutions politiques et juridiques, des idées sociales dominantes) doit correspondre au *contenu* de la société (état du développement économique matériel). Mais la forme retarde en général sur le contenu, ce qui provoque un conflit entre eux. Ainsi, dans la France d'aujourd'hui, capitaliste, la forme *privée* de l'appropriation des richesses retarde sur le contenu *social* de la production, et la contradiction entre la vieille forme et le nouveau contenu ne peut être résolue que par la révolution socialiste.

Une première conclusion pratique de la théorie matérialiste concerne les idéaux du prolétariat. Puisque le changement des conditions économiques précède et conditionne le changement dans la conscience des hommes, il est évident que tel ou tel idéal, pour être valable, doit se fonder non pas sur d'imaginaires « *principes éternels de raison et de justice* », mais sur l'étude des conditions économiques et de leur développement. La puissance invincible de l'idéal des marxistes, prouvée aujourd'hui par sa réalisation victorieuse sur une immense partie du globe, provient du caractère scientifique de cet idéal, du fait qu'il est conforme aux lois du développement de la société, qu'il exprime les besoins pressants de ce développement.

Une deuxième conclusion pratique de la théorie matérialiste a trait aux conditions nécessaires à la réalisation de cet idéal. Puisque le régime politique, les mœurs et la vie des hommes sont déterminés par les rapports économiques, la refonte radicale de ces rapports est la condition première pour aboutir à la transformation

désirable de la société dans tous les domaines. C'est pourquoi le marxisme assigne pour tâche première à la révolution socialiste le renversement du système économique existant et la création d'une économie nouvelle.

Le troisième et dernier chapitre du livre de Staline expose la doctrine du *socialisme prolétarien*, à la lumière du matérialisme dialectique.

Le *Socialisme* est le seul idéal conforme aux exigences du développement de la société. Il est le but de la classe sociale qui grandit et se développe : le *prolétariat*.

Staline résume en une page magistrale les caractéristiques essentielles de la société capitaliste : exploitation des prolétaires (qui ne possèdent que leur force de travail) par les capitalistes (propriétaires des moyens de production), — production pour le profit, anarchie de la production, crises et chômage, — défense du régime par l'Etat capitaliste.

C'est ensuite la définition des principes de la société future. Cette société est fondée sur la propriété sociale des moyens de production et sur l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, conditions préalables à l'effacement de toute différenciation de classe. La production y est organisée en vue de la satisfaction des besoins ; d'où la disparition des crises et du chômage. L'Etat, en tant qu'instrument de domination d'une classe sur une autre, est appelé à dépérir. La production et la répartition des richesses s'effectueront selon la formule : « *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.* » Cependant, dans une première phase, tant que les forces productives sont insuffisamment développées, tant que les survivances du capitalisme persistent dans la conscience des hommes, la répartition des produits se fait en fonction du travail de chacun.

Staline démontre le caractère inévitable de la chute du capitalisme et de la victoire du socialisme. D'une part, on l'a vu, la production acquiert en régime capitaliste un caractère social qui entre *en* contradiction avec le caractère privé de la propriété des moyens de production ; le caractère social de la production appelle inévitablement la propriété sociale, le socialisme. D'autre part, l'histoire de l'humanité prouve que la classe ou le groupe social qui joue le rôle principal dans la production devient inévitablement, avec le temps, le maître de cette production. Or, le prolétariat joue le rôle principal dans la production moderne : il est donc appelé à assumer la direction de cette production, ce qui implique la disparition du capitalisme.

Mais la défaite du capitalisme, l'instauration du socialisme ne peuvent venir toutes seules. Elles sont le résultat de l'action du prolétariat, de sa *lutte de classe*. « *La base tactique du socialisme scientifique est la doctrine de la lutte de classe irréconciliable, car c'est l'arme la meilleure entre les mains du prolétariat. La lutte de classe du prolétariat est l'arme qui lui permettra de conquérir le pouvoir politique et d'exproprier ensuite la bourgeoisie pour instaurer le socialisme.* » (Ouvrage cité.) Ainsi s'expliquent les efforts désespérés des agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière pour la détourner de la lutte de classe (on se souvient, par exemple, en France, du fameux discours de Blum demandant que la formule « *lutte de classe* » ne figure même plus dans les statuts du Parti socialiste).

Staline étudie dans son petit livre les formes variées de la lutte de classe (grèves, manifestations, action parlementaire, etc.). Toutes ces formes contribuent à préparer les conditions du renversement du capitalisme, lequel n'est cependant possible que par le moyen *décisif* de la *révolution socialiste*. Dire que la révolution socialiste constitue un « *bond* », un changement qualitatif, ne signifie nullement qu'elle se réalise en un court laps de temps.

« *On ne saurait considérer la révolution socialiste comme une attaque inattendue et de brève durée. C'est une lutte de longue haleine au cours de laquelle les masses prolétariennes infligent à la bourgeoisie la défaite et s'emparent de ses positions. Et comme la victoire du prolétariat lui donnera en même temps la domination sur la bourgeoisie vaincue, comme pendant le heurt des classes la défaite d'une classe signifie la domination de l'autre, le premier degré de la révolution socialiste sera la domination politique du prolétariat sur la bourgeoisie.* »

« *La dictature socialiste du prolétariat, la prise du pouvoir par le prolétariat, voilà par quoi doit commencer la révolution socialiste.* » (Ouvrage cité.)

Marx a caractérisé lui-même la reconnaissance de la dictature du prolétariat comme la pierre de touche pour les individus et les groupes qui se réclament du socialisme.

Le lecteur d'*Anarchisme ou Socialisme* trouvera chez Staline la réponse décisive aux attaques calomnieuses contre la dictature du prolétariat, lancées à l'époque par les anarchistes et reprises aujourd'hui par tous les

agents avoués ou camouflés de l'impérialisme. La dictature du prolétariat, mille fois plus démocratique que la meilleure démocratie bourgeoise, est la condition de la victoire du socialisme et de la libération de l'homme.

Le livre contient enfin les éléments de la théorie du parti de la classe ouvrière. La classe ouvrière ne peut accomplir la révolution socialiste qu'à condition d'avoir conscience de son rôle historique, de connaître les voies qui mènent au but, de s'unir en une seule armée politique. Ces conditions ne se créent pas spontanément. Elles impliquent l'activité d'un parti de la classe ouvrière, parti marxiste, révolutionnaire, internationaliste, parti de type nouveau. Le livre de Staline définit les principes de ce parti, entre autres le centralisme démocratique et les rapports entre le Parti et les organisations de masse.

Nous n'avons pas tenté de résumer dans le présent article le livre de Staline, *Anarchisme ou Socialisme*. Ce livre ne se résume pas, étant lui-même une synthèse magistrale, en quelques dizaines de pages, de la théorie et de la pratique du marxisme. Ce que nous avons voulu, c'est donner une idée sommaire de l'importance de l'ouvrage, qui embrasse l'ensemble des questions — depuis le domaine de la philosophie jusqu'au domaine de l'organisation du Parti — et qui éclaire leur liaison vivante, leur enchaînement, leur interdépendance. Chaque lecteur des *Cahiers* éprouvera sans doute le besoin de lire ou de relire *Anarchisme ou Socialisme*, de l'étudier, d'y puiser des armes pour le combat.

L'étude de ce petit livre, d'un si puissant intérêt, ne saurait dispenser toutefois de l'étude des textes ultérieurs du marxisme-léninisme, des autres œuvres de Staline en particulier. Et cela non pas tant en raison du caractère condensé de l'ouvrage qu'en raison du fait que la théorie a été, depuis sa parution, considérablement enrichie par Lénine et Staline.

En tant que science, la théorie marxiste-léniniste « *ne reste pas et ne peut pas rester à un point mort, elle se développe et se perfectionne. On comprend bien que dans le cours de son développement, elle s'enrichit forcément de l'expérience nouvelle, des connaissances nouvelles.* » (*Histoire du Parti Communiste (b) de l'U.R.S.S.*) Depuis 1907, le domaine des connaissances humaines, de la science, s'est considérablement étendu. Et l'expérience historique s'est augmentée, pour ne prendre qu'un exemple, d'un événement aussi considérable que la révolution socialiste d'Octobre 1917, et la construction victorieuse du socialisme en Union Soviétique. Les connaissances nouvelles, l'expérience nouvelle ont été intégrées au fur et à mesure dans le trésor théorique du marxisme-léninisme.

C'est ainsi que Staline lui-même, dans une préface à l'édition de ses œuvres complètes (Moscou 1946), montre en quoi a vieilli l'une des thèses soutenues dans la brochure *Anarchisme ou Socialisme* (page 40 de l'édition française) :

« Comme on le voit, dans le premier tome (cf. les articles Anarchisme ou Socialisme), l'auteur était partisan alors de cette thèse connue parmi les marxistes, en vertu de laquelle l'une des conditions essentielles de la victoire de la révolution socialiste est la transformation de la majorité de la population en prolétariat. Il s'ensuit que dans les pays où le prolétariat ne constitue pas encore la majorité de la population, en raison des insuffisances du développement capitaliste, la victoire du socialisme est impossible.

Cette thèse était alors considérée comme généralement admise parmi les marxistes russes, parmi lesquels les bolchéviks, comme elle l'était parmi les partis social-démocrates des autres pays. Toutefois, le développement ultérieur du capitalisme en Europe et en Amérique, le passage du capitalisme pré-impérialiste au capitalisme impérialiste, et enfin, la découverte par Lénine de la loi de l'inégalité du développement économique et politique des différents pays, — montrèrent, que cette thèse ne correspond déjà plus aux nouvelles conditions de développement, que la victoire du socialisme est pleinement possible dans certains pays, où le capitalisme n'a pas encore atteint le point culminant de son développement, et où le prolétariat ne constitue pas la majorité de la population, mais où le front du capitalisme est assez faible pour être percé par le prolétariat. C'est ainsi qu'est née la théorie léniniste de la révolution socialiste dans les années 1915-1916. On le sait, la théorie de la révolution socialiste découle de ce que la révolution socialiste triomphera non pas nécessairement dans les pays où le capitalisme est le plus développé mais avant tout dans les pays où le front du capitalisme est faible, où il est plus facile pour le prolétariat de percer ce front et où il existe un capitalisme ne serait-ce que moyennement développé. »

C'est ainsi que les notions philosophiques énoncées dans *Anarchisme ou Socialisme* ont été portées à un degré supérieur, trente ans plus tard, dans l'œuvre de Staline, *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*, qui généralise tout ce que Marx, Engels et Lénine ont apporté dans la doctrine du matérialisme dialectique et historique et développe plus avant cette doctrine en s'inspirant des acquisitions récentes de la science et de l'action pratique.

C'est ainsi que l'étude du développement de l'impérialisme, développement à peine commencé lors de la parution d'*Anarchisme ou Socialisme*, a fourni des données nouvelles au problème de la révolution socialiste. La vieille conclusion de Marx et d'Engels sur la victoire simultanée du socialisme dans les pays les plus développés économiquement (où le prolétariat forme la majorité de la population) ne correspond plus à la nouvelle situation historique. L'étude de cette situation nouvelle aboutit à une conclusion nouvelle, à la possibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays pris à part, ce pays étant non pas forcément le plus développé, mais le point le plus faible de la chaîne impérialiste au moment donné. La victoire de la révolution d'Octobre a confirmé brillamment cette thèse nouvelle.

C'est ainsi encore que la théorie de l'Etat et de la dictature du prolétariat a connu un développement supérieur. Staline a montré par exemple, dans son rapport au dix-huitième Congrès du Parti bolchévik, que la thèse d'Engels sur le dépérissement de l'Etat après la disparition des antagonismes de classe reste juste seulement dans l'hypothèse où le socialisme a déjà triomphé dans la plupart des pays, et où il n'y a plus en conséquence de menace d'agression du dehors. Dans l'hypothèse contraire, si un ou plusieurs pays socialistes sont entourés de puissances capitalistes, si le danger d'agressions militaires du dehors n'est pas écarté — comme c'est le cas actuellement — l'Etat subsistera même après le passage du socialisme au communisme.

Ces nouvelles thèses, prises à titre d'exemples, ne se trouvent évidemment pas dans *Anarchisme ou Socialisme*, parce qu'elles correspondent à une période historique profondément différente de celle de 1906, et aussi parce qu'elles n'ont pu être élaborées qu'à partir d'une expérience postérieure, acquise dans les nouvelles conditions de la lutte de classe du prolétariat. Encore moins trouvera-t-on dans le petit livre de Staline des recettes toutes prêtes pour les problèmes nouveaux que pose aujourd'hui devant les partis communistes la situation nouvelle, avec la division du monde en deux camps, avec le plan de domination universelle et de guerre ourdi par l'impérialisme américain et soutenu par ses vassaux, avec l'action commune menée sur le front toujours plus puissant de la paix et de l'indépendance des peuples, par les pays socialistes, le mouvement ouvrier et démocratique, le mouvement national de libération des peuples opprimés, les centaines de millions de simples gens du monde. Mais le marxisme-léninisme n'est pas un recueil de recettes passe-partout, qui dispenserait de l'effort personnel et de l'analyse politique. Il éclaire seulement cette analyse et cet effort. Il est un guide scientifique et vivant pour l'action. C'est pourquoi il faut en assimiler la substance en étudiant l'ensemble de ses pages classiques, celles d'hier et celles d'aujourd'hui. Cette étude nécessaire du communisme ne peut qu'être facilitée par la connaissance de ses principes fondamentaux ; et *Anarchisme ou Socialisme* nous offre, dans sa concision géniale, un résumé particulièrement complet et profond de ces principes.

Etienne Fajon

(*Cahiers du communisme*, août 1950, pp. 37-46.)

V. Kroujkov – Un ouvrage classique de Staline : « Des principes du léninisme »

Le mois d'avril est marqué par le 25^e anniversaire de la publication (avril 1924) de l'ouvrage génial de Staline : « Des principes du léninisme ». Cet ouvrage groupe un cycle de conférences faites par le camarade Staline aux élèves de l'Université Sverdlov à Moscou ; il constitue un exposé magistral et une explication théorique approfondie du léninisme.

Le camarade Staline, grand continuateur de l'œuvre de Lénine, a donné pour la première fois, dans son ouvrage : « Des principes du léninisme », une généralisation théorique approfondie du patrimoine idéologique léniniste, des questions fondamentales du léninisme ; il a apporté ainsi une riche contribution au trésor du marxisme-léninisme et a fait faire un nouveau pas au développement de la science des lois de la vie sociale. La théorie marxiste-léniniste a été élevée à un degré nouveau. L'ouvrage du camarade Staline : « Des principes du léninisme » a doté les partis communistes de tous les pays d'une puissante arme idéologique.

LE LÉNINISME, GUIDE RÉVOLUTIONNAIRE POUR L'ACTION

En développant d'une façon créatrice les grandes idées de Lénine, en les enrichissant et en les concrétisant sur la base de l'expérience du mouvement révolutionnaire international et de celle des premiers pas de l'édification socialiste en U.R.S.S., le camarade Staline a permis aux cadres bolchéviks de comprendre clairement les méthodes et les moyens concrets de la lutte en vue de réaliser la mission historique du prolétariat, fossoyeur de la bourgeoisie et bâtisseur de la nouvelle société socialiste. Le rôle historique et mondial du prolétariat, scientifiquement prouvé par Marx et Engels, génialement développé par Lénine, a été généralisé, concrétisé et développé dans l'ouvrage de Staline : « Des principes du léninisme ». Dans cet ouvrage, le camarade Staline a montré le léninisme dans toute sa grandeur, en tant que guide révolutionnaire pour l'action.

Le mérite inappréciable du camarade Staline est d'avoir, dans les « Principes du léninisme », comme dans « Trotskisme ou léninisme ? », « La Révolution d'octobre et la tactique des communistes russes », « Questions du léninisme », etc., porté un coup foudroyant au trotskisme et d'avoir défendu le léninisme, seule doctrine juste assurant la réalisation du rôle historique et mondial du prolétariat. Trotski, ce pire ennemi de la classe ouvrière, et ses acolytes ont tout fait pour nuire au jeune Etat soviétique et ont entrepris des tentatives criminelles pour faire dévier le Parti de la voie léniniste de transformation révolutionnaire de l'économie du pays et pour obliger l'Etat soviétique à capituler devant l'impérialisme.

Sous la direction du camarade Staline, le Parti a consolidé l'unité et l'homogénéité de ses rangs. L'ouvrage du camarade Staline : « Des principes du léninisme » a joué un rôle éminent dans l'écrasement idéologique du trotskisme, fait d'une énorme importance historique, non seulement pour le Parti bolchévik, mais aussi pour les partis communistes à l'étranger.

LE CARACTÈRE CRÉATEUR DE LA DOCTRINE LÉNINISTE

En faisant ressortir le caractère fondamental du léninisme, le camarade Staline a montré ce qu'il y avait de nouveau et de particulier dans les ouvrages de Lénine, ce que Lénine a apporté au trésor du marxisme, ce qui est indissolublement lié à son nom, et il a donné la définition classique du léninisme. Le camarade Staline a indiqué que « celui-ci a non seulement régénéré le marxisme, mais a fait encore un pas en avant en développant le marxisme dans les nouvelles conditions du capitalisme et de la lutte de classe du prolétariat ». Cette définition de Staline a souligné le caractère créateur de la doctrine léniniste. Staline a donné dans tous ses ouvrages des exemples du développement créateur du marxisme-léninisme et a enrichi ainsi la science marxiste-léniniste par des idées nouvelles, sur la base d'une expérience historique nouvelle.

En rejetant la tentative d'opposer le marxisme au léninisme et de considérer le léninisme comme un phénomène purement national, purement russe, à l'opposé du marxisme qui est un phénomène international, le camarade Staline a souligné avec vigueur l'importance internationale, historique et mondiale du léninisme. Il a dit que « le léninisme est un phénomène international — et non pas seulement russe, ayant des racines dans tout le développement international ».

LES RACINES HISTORIQUES DU LÉNINISME

Staline a montré également l'importance internationale de la doctrine léniniste en analysant les racines historiques du léninisme. Il a donné une analyse de l'impérialisme sous tous les aspects, une analyse de ses contradictions, et il en a conclu que la Russie était, au début du XX^e siècle, le point crucial de toutes les contradictions de l'impérialisme, qu'elle était à la veille de la révolution bourgeoise qui, dans les conditions de l'impérialisme, devait devenir et est en effet devenue le prologue de la révolution prolétarienne. La vie à entièrement confirmé la prévision de Lénine sur le rôle d'avant-garde du prolétariat russe et la déclaration de

Staline au VI^e Congrès du Parti : à savoir que ce serait précisément la Russie qui ouvrirait la voie du socialisme et qu'il fallait abandonner l'idée que ce chemin serait indiqué par l'Europe. La Russie, comme le souligne Staline, a été la patrie de la théorie et de la tactique de la révolution prolétarienne, et le chef du prolétariat russe, Lénine, est devenu l'auteur de cette théorie et de cette tactique, le chef du prolétariat international.

La définition stalinienne du léninisme est restée à jamais dans le trésor du marxisme-léninisme : « Le léninisme est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Plus exactement : le léninisme est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne, en général, la théorie et la tactique de la dictature du prolétariat, en particulier ».

LE CARACTÈRE INTERNATIONAL DU LÉNINISME

Cette définition classique du léninisme, qui fait lumineusement ressortir son caractère fondamental, est un avertissement à tous les opportunistes et falsificateurs du marxisme-léninisme qui ont cherché et qui cherchent encore aujourd'hui à déformer la doctrine léniniste pour nuire à la cause de la classe ouvrière. Les œuvres de Lénine et de Staline sont un modèle de lutte intransigeante, implacable, contre toutes les manifestations d'opportunisme et de révisionnisme en théorie, en politique et en tactique, un modèle de lutte pour la fidélité aux principes du marxisme-léninisme. La remarque du camarade Staline sur le caractère international du léninisme a eu et a toujours une importance théorique et pratique exceptionnelle pour la classe ouvrière et pour son parti dans chaque pays. On sait que la clique aventurière de Tito a odieusement trahi le léninisme, Tito et ses malencontreux théoriciens ont inventé un « marxisme yougoslave » et ont renié la doctrine de Lénine et de Staline. Seuls des nationalistes fieffés, des chauvins tels que les titistes ont pu arriver à ce délire. L'esprit d'aventure en pratique et l'ignorance absolue en théorie, le nationalisme bourgeois, la trahison de la démocratie, du socialisme et de la solidarité internationale de la classe ouvrière, la complicité avec l'impérialisme anglo-américain, telles sont les caractéristiques actuelles du « marxisme » yougoslave.

LA MÉTHODE DE LÉNINE, MODÈLE D'UNITÉ DE LA THÉORIE ET DE LA PRATIQUE

L'ouvrage de Staline : « Des principes du léninisme » donne une analyse approfondie de la méthode et de la théorie de Lénine, du problème de la dictature du prolétariat, des questions paysanne et nationale, de la stratégie et de la tactique, de la doctrine léniniste sur le Parti et du style léniniste dans le travail. Ces questions exposées par le camarade Staline constituent dans leur ensemble et leur unité indissoluble une explication scientifique complète et un approfondissement des principes essentiels du léninisme. Sur la base d'exemples historiques concrets de la lutte menée par Lénine contre l'opportunisme, Staline a montré le caractère critique et révolutionnaire de la méthode de Lénine et en a conclu qu'elle n'a pas été une simple reconstitution, mais encore une concrétisation et un développement continu de la méthode révolutionnaire de Marx, de sa dialectique matérialiste.

La méthode de Lénine, qui est un instrument sûr du Parti bolchévik dans son activité, a servi de guide pour l'action aux partis communistes des autres pays durant la lutte contre différents courants opportunistes. La méthode de Lénine est un modèle inégalé d'unité organique de la théorie et de la pratique, elle développe une attitude d'autocritique des partis de la classe ouvrière envers leur activité, elle leur apprend à tenir compte des erreurs et à les rectifier à temps, à écouter attentivement la voix des masses, elle augmente la confiance de la classe ouvrière en ses forces.

Une importance exceptionnelle pour les partis communistes de tous les pays revient à l'enseignement de Staline sur le rôle immense de la théorie révolutionnaire et sur sa liaison indissoluble avec la pratique révolutionnaire. « La théorie est l'expérience du mouvement ouvrier de tous les pays, prise sous sa forme générale, dit Staline. Evidemment, la théorie devient sans objet si elle n'est pas rattachée à la pratique révolutionnaire ; de même exactement que la pratique devient aveugle si sa voix n'est pas éclairée par la théorie révolutionnaire ». Puis Staline indique que la théorie peut devenir une force immense du mouvement ouvrier, si elle se forme en liaison indissoluble avec la pratique révolutionnaire.

LA THÉORIE DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE ET SA VALEUR MONDIALE

Le camarade Staline a fait une critique vigoureuse de la « théorie » opportuniste de la spontanéité dans le mouvement ouvrier, de l'idéologie du « suivisme », il a montré sa nocivité politique et a souligné le rôle dirigeant de l'avant-garde de la classe ouvrière : de son parti. Il a donné une ample analyse de la théorie léniniste de la révolution prolétarienne qui a fourni des armes idéologiques au Parti bolchévik et aux partis communistes de tous les pays et qui a convaincu la classe ouvrière de la certitude du triomphe de sa cause. Un coup foudroyant a été porté à la théorie trotskiste de la « révolution permanente » dont les auteurs sous-

estimaient la force de l'énergie révolutionnaire de la paysannerie, la force et l'aptitude du prolétariat russe de conduire la paysannerie, niaient le rôle dirigeant du prolétariat.

Le caractère socialiste de la Révolution d'octobre, a souligné Staline, a été une confirmation brillante de la théorie léniniste sur la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste. La Révolution d'octobre, en Russie, a entièrement confirmé l'enseignement de Lénine sur la possibilité et la nécessité de la rupture de la chaîne de l'impérialisme dans son maillon le plus faible et sur la victoire du socialisme d'abord dans un pays pris séparément. Le fait que le peuple soviétique, en suivant les enseignements de Lénine, a édifié, sous la direction de Staline, le socialisme dans son pays, malgré l'entourage capitaliste, a été un exemple magnifique de la profonde vérité que recèle la théorie de la révolution léniniste développée et concrétisée par Staline.

La théorie léniniste de la révolution prolétarienne et son application ont une importance historique et mondiale. Le socialisme a triomphé d'abord dans un pays : la Russie. La grande Union des Républiques Socialistes Soviétiques est le premier Etat socialiste qui a indiqué la voie juste et lumineuse aux travailleurs du monde entier. Aujourd'hui, grâce à l'aide de cet Etat, les pays de démocratie populaire édifient une nouvelle vie socialiste. L'avant-garde de la classe ouvrière dans ces pays est armée de la théorie léniniste géniale sur la révolution, de la doctrine de Lénine et de Staline sur le communisme. La classe ouvrière des pays capitalistes puise dans les immenses succès du pays du socialisme victorieux la confiance en ses forces et la certitude de la victoire inévitable sur la bourgeoisie.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Staline a donné une analyse approfondie de la question principale du léninisme, celle de la dictature du prolétariat. Il a montré l'importance de la dictature du prolétariat en tant qu'instrument de la révolution prolétarienne, en tant qu'instrument de la domination sur la bourgeoisie, et le rôle du pouvoir des Soviets, forme d'Etat de la dictature du prolétariat.

Après avoir vigoureusement critiqué la théorie pourrie de la démocratie « pure » sous le capitalisme (aujourd'hui, cette théorie est prêchée par les valets de l'impérialisme, les chefs du parti travailliste et des partis socialistes de droite), Staline a souligné qu'en régime capitaliste, la démocratie est la dictature de la minorité exploiteuse sur la majorité exploitée. C'est seulement sous la démocratie prolétarienne que sont possibles la liberté effective et la participation effective des prolétaires et des paysans à la direction du pays. Le meilleur modèle de démocratie véritable en régime de dictature du prolétariat ont été les Soviets, organisations directes des masses elles-mêmes, c'est-à-dire les organisations les plus démocratiques et celles qui ont le plus d'autorité parmi les masses, qui leur facilitent au maximum la participation à l'organisation et à l'administration du nouvel Etat.

La théorie léniniste-stalinienne de la dictature du prolétariat a une immense importance internationale, car elle est une puissante arme idéologique pour l'avant-garde de la classe ouvrière, pour son parti dans la lutte pour le pouvoir, le socialisme. L'édification du socialisme dans les pays de démocratie populaire où les Etats de démocratie populaire remplissent les fonctions de la dictature du prolétariat est une preuve convaincante de la grande force et de la vérité propres à la théorie de la dictature du prolétariat. Dans ces pays, la classe ouvrière est la force dirigeante de l'édification du socialisme. Il a suffi que la clique traîtresse de Tito abandonne le principe de la dictature du prolétariat pour qu'un régime bourgeois commence à renaître en fait en Yougoslavie.

LA QUESTION PAYSANNE ET LA QUESTION NATIONALE

Dans son ouvrage : « Des principes du léninisme », Staline analyse et développe les idées de Lénine en ce qui concerne les questions paysanne et nationale. Staline souligne que la question paysanne, bien qu'elle ait une importance sérieuse, vitale, dans le léninisme, n'en est pas le point de départ. La question, paysanne, comme question de l'alliée du prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir, dit Staline, est une question dérivée. La question fondamentale du léninisme, son point de départ est la question de la dictature du prolétariat, des conditions de son instauration et de sa consolidation. Mais la question paysanne, faisant partie de la question générale de la dictature du prolétariat, a comme telle une importance primordiale.

Le léninisme accorde une très grande importance à la question nationale. Le chapitre consacré à cette question, dans l'ouvrage de Staline : « Des principes du léninisme », développe les ouvrages de Staline antérieurs à la Révolution d'octobre et ceux de Lénine. Il est difficile de surestimer l'importance théorique et pratique internationale des ouvrages de Lénine et de Staline qui éclairent la question nationale sous tous ses aspects. L'amitié des peuples en U.R.S.S., devenue l'une des forces motrices de la société soviétique, est un exemple convaincant de la solution géniale d'un problème aussi complexe que la question nationale. La

théorie léniniste-stalinienne de la question nationale est l'étoile polaire de la classe ouvrière et de ses partis dans tous les pays. Les pays de démocratie populaire sont en train de résoudre avec succès la question nationale sur la base des enseignements de Lénine et de Staline.

Le léninisme se base sur l'idée que, pour résoudre effectivement la question nationale sous l'impérialisme, il faut soutenir constamment les nations opprimées dans leur lutte contre l'impérialisme, « pour l'égalité effective des nations, pour leur existence comme Etat indépendant ». Staline a particulièrement souligné la nécessité d'une lutte résolue contre le chauvinisme métropolitain des « socialistes » des nations dominantes qui ne veulent pas combattre leurs gouvernements impérialistes et soutenir la lutte des peuples coloniaux opprimés pour secouer le joug et se constituer en Etat. Inutile de démontrer toute l'actualité que conservent de nos jours les enseignements de Staline sur la question nationale, développés dans les conférences « Des principes du léninisme ». L'impérialisme américain cherche de toutes ses forces, aujourd'hui, à conquérir l'hégémonie mondiale et pour cela à écraser, à asservir les peuples des autres pays, à leur enlever l'indépendance nationale et la souveraineté. Les enseignements léninistes-staliniens sur la question nationale dénoncent le chauvinisme métropolitain, les « théories » racistes des impérialistes qui prêchent aujourd'hui le cosmopolitisme, autre variété du chauvinisme bestial des fauteurs de guerre.

TACTIQUE ET STRATÉGIE, ROLE DU PARTI DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Le chapitre du livre de Staline consacré à la stratégie et à la tactique développe et enrichit les idées de Lénine sur cette question. Staline a montré la grande importance de la stratégie et de la tactique en tant que science de la direction de la lutte de classe du prolétariat. L'explication théorique approfondie de toutes les questions fondamentales de la stratégie et de la tactique, donnée par Staline, constitue un apport précieux au trésor du marxisme-léninisme, un guide pour l'action révolutionnaire des communistes dans tous les pays en vue d'obtenir la victoire sur l'impérialisme : La tactique et la stratégie du bolchévisme constituent un modèle pour tous les partis de la classe ouvrière.

Dans son ouvrage : « Des principes du léninisme », Staline a donné une explication théorique approfondie de la doctrine léniniste sur le Parti, explication qui sert de programme et de guide pour l'action à tous les partis communistes. Staline a souligné ces particularités du parti d'un type nouveau : le Parti est un détachement d'avant-garde de la classe ouvrière, armé de la théorie révolutionnaire ; le Parti est le guide politique de la classe ouvrière, son Etat-major ; le Parti est le détachement organisé de la classe ouvrière ; le Parti est l'instrument de la dictature du prolétariat ; le Parti, c'est l'unité de volonté incompatible avec l'existence de fractions, « *le Parti se fortifie en s'épurant des éléments opportunistes* ».

L'ouvrage génial de Staline : « Des principes du léninisme » est un exemple magnifique de développement créateur du marxisme-léninisme. Cet ouvrage éduque les communistes dans un esprit de fidélité indéfectible au léninisme, il les inspire et les arme dans la lutte pour la victoire du communisme. Dans les conditions actuelles, l'éducation idéologique des cadres du Parti sur la base de la théorie de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline, revêt une importance particulière. La tâche de rassembler toutes les forces du camp démocratique dans une lutte efficace pour la paix mondiale se pose aujourd'hui avec force.

Les impérialistes sont servilement assistés par les chefs des partis socialistes de droite. Dénoncer le rôle de ces traîtres, telle est l'une des tâches essentielles des partis communistes. Les ouvrages de Staline, en particulier : « Des principes du léninisme », jouent un rôle immense pour la défense de la pureté de la théorie marxiste-léniniste. Cet ouvrage apprend à connaître les lois de la vie sociale, il inspire les prolétaires de tous les pays dans la lutte pour la paix, la démocratie et le socialisme.

Cet article est publié dans « *Pour une Paix durable, pour une démocratie populaire !* », n° du 15 avril 1949.
(Les sous-titres sont de la rédaction des « Cahiers »).
(*Cahiers du communisme*, mai 1949, pp. 663-669.)

Une nouvelle édition de « L'anti-Dühring » de Friedrich Engels

Les Editions Sociales viennent de faire paraître l'une des œuvres principales des fondateurs du communisme scientifique, *L'Anti-Dühring*, de Friedrich Engels, dans une traduction nouvelle, établie par notre camarade E. Bottigelli. (*Editions Sociales, 544 pages, broché : 600 fr.; relié : 850 francs.*)

L'Anti-Dühring est une œuvre polémique dirigée contre un chargé de conférences (« Privat-dozent ») de l'Université de Berlin, Eugène Dühring, qui se présenta, avec beaucoup de suffisance, comme « réformateur » du socialisme au lendemain de 1870. En 1875, au Congrès de Gotha, s'étaient unifiés le Parti social-démocrate allemand dit d'Eisenach (Bebel, Wilhelm Liebknecht) et les lassaliens. Les opportunistes, Most en tête, accueillirent avec joie les conceptions de Dühring et travaillèrent à les répandre parmi les ouvriers. Ainsi se constitua un groupe, une « secte », des partisans de Dühring, qui se proposait de diviser à nouveau le Parti à peine unifié et de le faire dévier du droit chemin révolutionnaire. C'est contre ce danger qu'Engels intervient en réfutant impitoyablement Dühring. Dans la préface à la première édition allemande, datée du 11 juin 1878 (p. 35 à 37 de la nouvelle édition française), il explique lui-même comment et pourquoi il a écrit les différents chapitres de son livre à partir de mai 1876 en étroite collaboration avec Marx. L'œuvre entière a été revue par Marx et le 10^e chapitre de la 2^e partie a été écrit par lui.

Polémiste de première force, Engels démolit de fond en comble les fausses constructions « théoriques » de Dühring ; il met en pleine lumière l'inconsistance de ce « socialisme » brouillon, qui n'est que contrebande anarchiste et opportuniste. Mais, comme l'auteur le fait remarquer lui-même, cette critique profonde de la métaphysique de Dühring, de sa conception idéaliste de l'histoire, de ses théories bourgeoises sur l'économie politique, l'Etat, la famille, le droit, la morale et l'éducation lui donne l'occasion de présenter en même temps, dans les domaines les plus divers, un développement positif des idées marxistes, c'est-à-dire à la fois de la méthode dialectique et de la théorie matérialiste. (*Cf Jivko Ochavkov, Les problèmes philosophiques traités dans « L'Anti-Dühring » dans « Filosofka Misl », 1947, n° 2 (en bulgare).*) Présentement, la polémique contre les thèses de Dühring prise en elle-même est devenue à plusieurs égards sans objet — bien que le positivisme, l'idéalisme, le refus d'allier à la science de la nature l'étude de l'histoire de la pensée théorique, l'éclectisme vulgaire à la Dühring sévissent dans la France d'aujourd'hui, — mais les exposés et les enseignements marxistes dont cette polémique fut l'occasion ont gardé un prix inestimable.

Lénine et Staline ont signalé maintes fois la valeur de cette œuvre de génie. Dès 1895, dans son article sur la mort de Friedrich Engels, Lénine, tout en louant la légèreté de plume avec laquelle son maître avait su traiter les questions scientifiques les plus étendues, qualifiait *L'Anti-Dühring* de « *livre étonnamment riche et instructif* ».

Il devait écrire en 1913, dans son article sur *Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme*, que « *les ouvrages d'Engels, Ludwig Feuerbach et L'Anti-Dühring, comme le Manifeste du Parti Communiste, sont les livres de chevet de tout ouvrier conscient* ».

L'Anti-Dühring est divisé en trois parties : Philosophie — Economie politique — Socialisme. Ces trois sections sont précédées d'une introduction, dans laquelle Engels expose, sous une forme d'une précision et d'une fermeté admirables, la naissance du socialisme moderne, le marxisme, et son caractère scientifique rigoureux par opposition au socialisme utopique qui l'a précédé. Les trois parties de l'œuvre concourent également à faire de *L'Anti-Dühring* une œuvre classique du marxisme, dont un bref compte rendu ne saurait, tant s'en faut, signaler toute la richesse.

La méthode dialectique

Engels expose les lois fondamentales de la dialectique de la façon suivante : 1^o loi de la lutte et de la pénétration mutuelle des contraires ; 2^o loi de la conversion de la quantité en qualité et inversement ; 3^o loi de la négation de la négation.

« *Tant que nous considérons les choses comme en repos et sans vie, chacune pour soi, l'une à côté de l'autre et l'une après l'autre, nous ne nous heurtons certes à aucune contradiction en elles. Nous trouvons là certaines propriétés qui sont en partie communes, en partie diverses, voire contradictoires l'une à l'autre, mais qui, dans ce cas, sont réparties sur des choses différentes et ne contiennent donc pas en elles-mêmes de contradiction. Dans les limites de ce domaine d'observation, nous nous en tirons avec le mode de pensée courant, le mode métaphysique. Mais il en va tout autrement dès que nous considérons les choses dans leur mouvement, leur changement, leur vie, leur action réciproque l'une sur l'autre. Là nous tombons immédiatement dans des contradictions. Le mouvement lui-même est une contradiction ; déjà, le simple changement mécanique de lieu lui-même ne peut s'accomplir que parce qu'à un seul et même moment, un corps est à la fois dans un lieu et dans un autre lieu, en un seul et même lieu et non en lui. Et c'est dans la*

façon que cette contradiction a de se poser continuellement et de se résoudre en même temps, que réside précisément le mouvement. » (p. 152.)

De même,

« la vie consiste au premier chef précisément en ce qu'un être est à chaque instant le même et pourtant un autre. La vie est donc également une contradiction qui, présente dans les choses et les processus eux-mêmes, se pose et se résout constamment. Et dès que la contradiction cesse, la vie cesse aussi, la mort intervient » (p. 153.)

Engels signale encore la présence de la contradiction dans le domaine de la pensée : ici non plus,

« nous ne pouvons pas échapper aux contradictions et, par exemple, la contradiction entre l'humaine faculté de connaître intérieurement infinie et son existence réelle dans des hommes qui sont tous limités extérieurement et dont la connaissance est limitée, se résout dans la série des générations, série qui, pour nous, n'a pratiquement pas de fin, tout au moins dans le progrès sans fin. » (Ibidem.)

On voit clairement que, pour Engels, la lutte des contraires est la loi fondamentale de la dialectique. Cette loi a été enrichie et développée par Lénine et Staline. *« La dialectique, au sens propre du mot, est, dit Lénine, l'étude des contradictions dans l'essence même des choses. »* Et encore : *« L'unité (la coïncidence, l'identité, l'interaction) des contraires est conditionnelle, temporaire, passagère et relative. Le conflit des contraires qui s'excluent mutuellement est absolu, tout comme sont absolus le développement, le mouvement », — loi dialectique qui signifie « la reconnaissance (la découverte), des tendances contraires, s'excluant et s'opposant mutuellement dans toutes les manifestations et tous les processus de la nature (y compris l'esprit et la société). »*

Dans son travail sur *Matérialisme dialectique et matérialisme historique*, Staline donne la formule la plus précise et la plus substantielle :

« Contrairement à la métaphysique, la dialectique part du point de vue que les objets et les phénomènes de la nature impliquent des contradictions internes, car ils ont tous un côté négatif et un côté positif, un passé et un avenir, tous ont des éléments qui disparaissent ou qui se développent ; la lutte de ces contraires, la lutte entre l'ancien et le nouveau, entre ce qui meurt et ce qui naît, entre ce qui dépérit et ce qui se développe, est le contenu interne du processus de développement, de la conversion des changements quantitatifs en changements qualitatifs. »

« C'est pourquoi la méthode dialectique considère que le processus de développement de l'inférieur au supérieur ne s'effectue pas sur le plan d'une évolution harmonieuse des phénomènes, mais sur celui de la mise à jour des contradictions inhérentes aux objets, aux phénomènes, sur le plan d'une « lutte » des tendances contraires qui agissent sur la base de ces contradictions. »

Passons à la loi de conversion de la quantité en qualité et inversement. Cette loi est fondée par Engels sur des exemples puisés dans les domaines les plus divers de la science. Il montre comment

« une augmentation ou une diminution purement quantitative, à certains points nodaux déterminés, provoque un bond qualitatif, par exemple pour l'eau réchauffée ou refroidie, le point (d'ébullition et le point de congélation étant les nœuds où se produit — sous pression normale — le bond à un nouvel état d'agrégation, où donc la quantité se convertit en qualité » (p. 76.)

Ailleurs, Engels invoque le témoignage de Napoléon lui-même, décrivant le combat de la cavalerie française, mal montée, mais disciplinée, contre les Mameluks, incontestablement la cavalerie de ce temps la meilleure pour le combat singulier, mais sans discipline. Napoléon disait :

« Deux Mameluks étaient absolument supérieurs à trois Français ; 200 Mameluks et 200 Français se valaient ; 300 Français étaient habituellement supérieurs à 300 Mameluks ; 1.000 Français culbutaient toujours 1.500 Mameluks. » (p. 160.)

Staline, dans l'œuvre déjà citée, écrit avec une force et une netteté sans égales :

« Contrairement à la métaphysique, la dialectique considère le processus du développement, non comme un simple processus de croissance, où les changements quantitatifs n'aboutissent pas à des changements qualitatifs, mais comme un développement qui passe des changements quantitatifs insignifiants et latents à des changements apparents et radicaux, à des changements qualitatifs ; où les changements qualitatifs sont, non pas graduels, mais rapides, soudains, et s'opèrent par bonds, d'un état à un autre ; ces changements ne sont pas contingents, mais nécessaires ; ils sont le résultat de l'accumulation de changements quantitatifs insensibles et graduels. »

« C'est pourquoi la méthode dialectique considère que le processus du développement doit être compris, non comme un mouvement circulaire, non comme une simple répétition du chemin parcouru ; mais comme un mouvement progressif, ascendant, comme le passage de l'état qualitatif ancien à un nouvel état qualitatif, comme un développement qui va du simple au complexe, de l'inférieur au supérieur. »

Comme on sait, Staline énumère quatre lois fondamentales de la dialectique :

1° La loi de liaison et d'interdépendance universelles des objets et des phénomènes ;

2° La loi de mouvement et de changement perpétuels, de renouvellement et de développement incessants du monde ;

3° La loi du passage des changements quantitatifs à des changements qualitatifs radicaux ;

4° La loi de la lutte des contraires.

Engels, dès *l'Anti-Dühring*, avait fait allusion aux deux premières de ces lois en maints passages. Il écrit notamment :

« Lorsque nous soumettons à l'examen de la pensée la nature ou l'histoire humaine ou notre propre activité mentale, ce qui s'offre d'abord à nous, c'est le tableau d'un enchevêtrement infini de relations et d'actions réciproques où rien ne reste ce qu'il était, là où il était et comme il était, mais où tout se meut, change, devient et périt. » (p. 52.)

Telle est la richesse de *l'Anti-Dühring* considéré comme manuel de méthode dialectique.

La théorie matérialiste

Engels donne également dans *l'Anti-Dühring* l'exposé des thèses fondamentales du matérialisme philosophique. Il insiste avant tout sur la matérialité du monde et sur le fait que tout le développement du monde obéit à des lois, lesquelles sont l'objet de la science.

« L'unité réelle du monde consiste en sa matérialité, et celle-ci se prouve non pas par quelques boniments de prestidigitateur, mais par un long et laborieux développement de la philosophie et de la science de la nature. » (p. 75.)

Et encore :

« Un Etre en dehors du temps est une absurdité tout aussi grande qu'un Etre en dehors de l'espace. » (p. 84.)

Critiquant Dühring, qui affirmait que le monde a eu un commencement et qu'il est également fini dans l'espace, Engels écrit :

« Eternité dans le temps, infini dans l'espace, cela consiste... d'après le simple sens des mots, à n'avoir de fin d'aucun côté, ni vers l'avant ni vers l'arrière, ni vers le haut ni vers le bas, ni vers la droite ni vers la gauche. » (p. 82.)

Le temps et l'espace existent objectivement, indépendamment de notre pensée :

« Il ne s'agit pas du concept de temps, mais du temps réel, dont M. Dühring ne se débarrasse nullement à si bon compte. » (p. 84.)

Ce n'est pas le doigt de Dieu qui a créé le monde. La matière, illimitée dans le temps et dans l'espace, est animée d'un mouvement éternel et incessant. La matière a déjà passé par une série infinie de formes (p. 90). Il n'est pas plus de matière sans mouvement que de mouvement sans matière (p. 92).

La base de toute réalité est non pas dans la pensée, mais dans le monde matériel (p. 69). Les principes, les lois de l'univers se déduisent non pas du cerveau, mais du monde réel au moyen du cerveau ; la pensée est un reflet de la réalité, et même dans les mathématiques dites pures, loin que « l'entendement s'occupe exclusivement de ses propres créations et imaginations », force est de constater que « les concepts de nombre, et de figure ne sont venus de nulle part ailleurs que du monde réel ». (p. 70.) Autrement dit,

« les principes ne sont pas le point de départ de la recherche, mais son résultat final ; ils ne sont pas appliqués à la nature et à l'histoire des hommes, mais abstraits de celles-ci ; ce ne sont pas la nature et l'empire de l'homme qui se conforment aux principes, mais les principes ne sont exacts que dans la mesure où ils sont conformes à la nature et à l'histoire. Telle est la seule conception matérialiste de la question, et celle que lui oppose M. Dühring est idéaliste, elle met la chose entièrement sur la tête et construit le monde réel en partant de l'idée, de schèmes, de plans 'ou de catégories existant on ne sait où avant le monde, de toute éternité »... (p. 68.)

C'est ainsi qu'Engels affirme déjà catégoriquement ce que Staline exprimera sous une forme définitive, en disant, dans l'ouvrage déjà cité, que la matière est la donnée première, la source des sensations, des représentations, de la conscience, tandis que la conscience est la donnée seconde et dérivée, le reflet de la matière, le reflet de l'être.

Dans *l'Anti-Dühring*, Engels insiste encore sur une autre thèse fondamentale du matérialisme philosophique, la thèse d'après laquelle la nature est connaissable et obéit à des lois. Il n'est nullement « *curieux* », écrit-il (p. 68), que le monde soit connaissable pour l'homme.

« Si l'on demande... ce que sont la pensée et la conscience et d'où elles viennent, on trouve qu'elles sont des produits du cerveau humain et que l'homme est lui-même un produit de la nature, qui s'est développé dans et avec son milieu ; d'où il résulte naturellement que les productions du cerveau humain, qui, en dernière analyse, sont aussi des produits de la nature, ne sont pas en contradiction, mais en conformité avec l'ensemble de la nature. »

Lénine, dans son grand livre sur *Matérialisme et Empirio-criticisme*, a consacré un long et brillant commentaire à ces idées d'Engels. Il montre qu'à chaque moment de l'histoire, les hommes n'approchent que relativement de la vérité objective et totale ; donc, « *les contours du tableau sont historiquement relatifs* », mais il n'en est pas moins vrai, pas moins incontestable « *que ce tableau représente un modèle existant objectivement* ». « *Le fait qu'à tel ou tel moment, dans telles ou telles conditions, nous avons progressé dans notre connaissance de la nature des choses au point de découvrir l'alizarine dans le goudron de houille ou de découvrir des électrons dans l'atome, est historiquement relatif, mais de qui n'est pas relatif du tout, c'est que toute découverte de ce genre est un progrès de la « connaissance objective absolue ».* » (Ouvrage cité, Editions Sociales, 1948, pp. 116 et 117.)

La connaissance scientifique est véridique, authentique.

Dans son *Ludwig Feuerbach*, Engels avait lui-même écrit ! « *La question du rapport de la pensée à l'être a encore un autre aspect : quelle relation y a-t-il entre nos idées sur le monde environnant et ce monde lui-même ? Notre pensée est-elle en état de connaître le monde réel ?... L'immense majorité des philosophes y répondent d'une façon affirmative... Mais il existe encore toute une série d'autres philosophes qui contestent la possibilité de la connaissance du monde ou du moins de sa connaissance complète. Parmi les modernes, il faut mentionner Hume et Kant, lesquels ont joué un rôle tout à fait considérable dans le développement de la philosophie... La réfutation la plus frappante de cette lubie philosophique, comme d'ailleurs de toutes les autres, est la pratique, notamment l'expérience et l'industrie. Si nous pouvons prouver la justesse de notre conception d'un phénomène naturel en le créant nous-mêmes, en le produisant à l'aide de ses conditions, et, qui plus est, en le faisant servir à nos fins, c'en est fini de la « chose en soi » insaisissable de Kant. Les substances chimiques produites dans les organismes végétaux et animaux restèrent de telles « choses en soi », jusqu'à ce que la chimie organique se fût mise à les préparer l'une après l'autre ; par là, la « chose en soi » est devenue une chose pour nous, comme, par exemple, la matière colorante de la garance, l'alizarine, que nous ne faisons plus pousser dans les champs sous forme de racine de garance, mais que nous tirons bien plus simplement et à meilleur marché du goudron de houille. » (Karl Marx, Friedrich Engels, *Etudes philosophiques*, Editions Sociales, 1947, p. 22 et 23.)*

La connaissance n'est pas une opération absolue et indépendante, qui se produit arbitrairement ou par instinct, ainsi que les idéalistes l'affirment. Il n'a jamais existé de science « pure », c'est-à-dire sans rapport avec la pratique. C'est la pratique de la vie, ce sont les résultats historiques qui jugent toute théorie, qui montrent chaque fois si la route sur laquelle on s'est engagé est la bonne.

Pour un marxisme vivant et créateur

Depuis que *l'Anti-Dühring* a été écrit, de grandes découvertes ont été faites dans les sciences de la nature, surtout en physique. La science a accompli de nouveaux progrès, en précisant et en développant notre conception de la structure de la matière, des actions physiques et chimiques, de la vie des animaux et des végétaux. D'autre part, le plus grandiose bouleversement s'est opéré dans le développement de la société : la Révolution socialiste d'Octobre. Lénine et Staline ont dégagé les conclusions générales de tout ce développement de la science et du mouvement social à l'époque contemporaine.

Tous leurs travaux reposent sur l'idée que le marxisme doit être étudié, développé et appliqué dans un esprit créateur, et non pas dogmatique. (Cf. M. Kammari, *Une nouvelle édition du livre d'Engels, « l'Anti-Dühring »*, dans le *Bolchevik*, n° 20, octobre 1946 (en russe).) Prenons une question aussi importante que celle de la possibilité d'une victoire du socialisme dans un seul pays au début, avec le problème connexe du dépérissement de l'Etat.

Engels écrit dans *l'Anti-Dühring* :

« Dès qu'il n'y a plus de classes sociales à tenir dans l'oppression ; dès que, avec la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle motivée par l'anarchie antérieure de la production, sont éliminés également les collisions et les excès qui en résultent, il n'y a plus rien à réprimer qui rende nécessaire un pouvoir de répression, un Etat... L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans les rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas « aboli », il s'éteint. » (pp. 319-320.)

Au XVIII^e Congrès du Parti bolchévique, Staline a qualifié cette thèse d'Engels de « *formule classique* ». Mais en même temps, il a rappelé, citant Lénine, que la théorie en général ne pouvait jamais être regardée comme « *quelque chose d'achevé et d'intangible* » et, qu'en particulier, il fallait préciser et mettre à jour la thèse d'Engels sur le dépérissement de l'Etat.

La thèse d'Engels, dit-il, n'est juste que sous l'une des deux conditions suivantes : supposer l'Etat socialiste, pour la commodité de l'analyse, en dehors de la conjoncture internationale, ou bien supposer que le socialisme a déjà triomphé, sinon dans tous les pays, du moins dans la plupart des pays. Engels partait de l'hypothèse que le socialisme a déjà triomphé plus ou moins simultanément dans l'ensemble ou dans la plupart des pays, il n'étudiait pas un Etat socialiste donné en le prenant à part.

« *Seul ce caractère général et abstrait du problème peut expliquer pourquoi dans l'analyse du problème de l'Etat socialiste, Engels fait totalement abstraction d'un facteur tel que la situation internationale, la conjoncture internationale.* »

« *Il s'ensuit donc qu'il ne faut pas étendre la formule générale d'Engels sur le sort de l'Etat socialiste en général, au cas particulier, concret, de la victoire du socialisme dans un seul pays pris à part, entouré de pays capitalistes, menacé d'une agression militaire du dehors ; pays qui... doit disposer d'une armée bien préparée, d'organismes punitifs bien organisés et de solides services de renseignements ; pays qui, par conséquent, doit avoir un Etat suffisamment fort pour pouvoir défendre les conquêtes du socialisme contre les attaques de l'extérieur.* » (J. Staline, *Les questions du léninisme*, éditions en langues étrangères, Moscou 1949, p. 795.)

Même après la victoire sur l'Allemagne hitlérienne et le Japon impérialiste, une menace d'agression impérialiste s'est reformée contre l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire, le camp de l'impérialisme belliqueux s'est reconstitué, et l'histoire vérifie une fois de plus la sagesse des conclusions de Staline.

Poursuivons. On sait que Marx et Engels eux-mêmes ont écarté de leurs derniers travaux la définition de la famille qu'on lit à la page 130 de *l'Anti-Dühring*. Ici, la famille est présentée comme « *la forme la plus simple et la première de la socialisation en vue de la production* ». Ainsi que les découvertes de Morgan l'ont montré, la famille n'est pas la première unité sociale constituée en vue de la production; bien avant que la famille monogamique n'apparût, cette unité était représentée par le clan primitif, dont est issue la famille par groupes, la gens.

Autre exemple. En critiquant la « *théorie de la violence* » de Dühring, d'après laquelle l'histoire de la société repose sur la pure violence et la politique représente la donnée *première*, tandis que l'économie est *dérivée* de la politique, Engels a démontré que la violence politique et militaire n'est pas la base de l'histoire ; cette base est constituée au contraire par le développement de la production matérielle. En particulier, la conduite et les méthodes de la guerre dépendent du niveau de développement des forces productives. Cette idée juste conduit malheureusement Engels, lorsqu'il examine le rapide perfectionnement de la technique militaire à la suite du développement précipité de l'industrie et le tournant marqué en ce domaine par la guerre franco-allemande de 1870, à formuler cette conclusion catégorique :

« *Les armes sont si perfectionnées qu'un nouveau progrès capable d'avoir quelque influence bouleversante n'est plus possible.* » (p. 203.)

Il serait superflu d'insister sur la réfutation que l'histoire ultérieure a infligée à cette thèse d'Engels. Il serait superflu de rappeler l'importance qu'ont eue l'élaboration par Staline d'une nouvelle théorie militaire, la théorie soviétique, et aussi le perfectionnement constant, par ses soins, de l'armement soviétique.

Quelques mérites de la nouvelle édition

En appendice à *l'Anti-Dühring*, on donne, dans la nouvelle édition, plus de cent pages de textes complémentaires : travaux préliminaires de l'auteur, ancienne préface, notes diverses, etc. L'édition nouvelle

comporte également un bon index des noms cités et un bon index des matières. Le copieux *Avertissement*, placé par le traducteur en tête de l'ouvrage, est documenté et très actuel.

Par la précision d'une traduction à laquelle E. Bottigelli a donné tous ses soins, le texte récemment publié est aussi de beaucoup supérieur aux versions qui existaient jusqu'ici en français, et en particulier à la traduction Bracke, parue en 1933 dans l'édition Costes des *Œuvres complètes* de F. Engels. Bracke n'évite dans sa traduction ni le faux sens ni le contresens. Dès le troisième paragraphe de son texte (p. XII), il imprime : « *Parmi les travailleurs* », là où Engels a écrit : « *Parmi les ouvriers* ». Dès le sixième paragraphe (p. XIV), il traduit par « *apparition* », le mot allemand qui veut dire « *phénomène* », et il laisse voir qu'il ne connaît du mot allemand *Blech* que le sens propre : « *fer-blanc* », en ignorant avec sérénité le sens figuré « *blague* », « *faribole* » « *camelote* ».

La traduction de Bracke se caractérise par un perpétuel à-peu-près. Là où Engels parle de « *solennité sibylline* », Bracke traduit : « *aspect d'oracle* » (p. 134) ; l'« *ineptie* » est transformée en « *bousillage* » (p. 151) ; le tiers-état, d'« *ordre* » de la société, devient une « *caste* », c'est-à-dire une formation non mélangée, terme absurde, puisque justement le tiers-état est un mélange de possédants et de non-possédants (p. 153) ; le public « *non initié* » devient, par contresens, un public « *libre de l'esprit de corps* » (p. 191). Il arrive même que, par places, la traduction de Bracke s'avère, faute de soin, incompréhensible, comme dans les dernières lignes de la première partie, là où il nous sert une « *dilution de la dilution allemande* », alors qu'il s'agit, quant au sens, d'un délayage du progrès bâtard des lumières en Allemagne.

Rappelons enfin que l'édition Costes ne contient, ni dans le texte, ni dans les notes, les compléments rédigés par Engels lorsqu'il publia trois chapitres de son ouvrage en brochure à part sous le titre « *Socialisme utopique et socialisme scientifique* ».

Bien que la version établie par E. Bottigelli et publiée aujourd'hui par les Editions Sociales puisse certainement être encore améliorée, on voit de combien elle est supérieure au texte qui était jusqu'ici à la disposition de la masse des lecteurs français.

Georges Cogniot

(*Cahiers du communisme, septembre 1950, pp. 74-83.*)

Une revue anticommuniste : Les Temps Modernes

Dans le numéro de septembre 1948 de *Temps modernes*, la revue existentialiste de J.-P. Sartre, ce dernier se livre, avec David Rousset, à un « entretien sur la politique » qui situe exactement les positions du R.D.R. (Rassemblement démocratique révolutionnaire) et nous montre que ce soi-disant mouvement démocratique et révolutionnaire, qui, d'ailleurs, n'a réussi à grouper, malgré tout le tapage fait autour de lui par *Franc-Tireur* et *Combat*, qu'un nombre infime d'adhérents, n'est qu'une des variétés de l'anticommunisme. Pour ces messieurs, de même que pour Mounier qui, on s'en souvient, avait consacré à ce sujet un numéro spécial de la revue *Esprit*, le marxisme est devenu « une scolastique ».

J.-P. Sartre et Rousset tirent d'ailleurs plus franchement leurs conclusions et parlent de la nécessité d'une « révision théorique ». Ils nous montrent ainsi très clairement que les accusations de cet ordre visent purement et simplement à s'affranchir du marxisme. Sur ces bases, c'est essentiellement à l'attaque du Parti Communiste que les deux chefs du R.D.R. entendent se livrer. Il est significatif de voir que, pour mener cette attaque, M. David Rousset se réfère constamment, sans le nommer, à Burnham, le néo-révisionniste et apologiste de l'impérialisme américain, auquel nous avons consacré récemment un article (*Cahiers* n° 7, juillet 1948). On y retrouve la même thèse : celle d'une soi-disant création de nouvelles classes exploiteuses en régime socialiste. Cette formule de David Rousset : « La Russie Soviétique n'est pas un Etat capitaliste, c'est un Etat qui a brisé avec le mode de production capitaliste et avec la propriété privée et cet Etat peut cependant être fondé sur une exploitation de l'homme, des travailleurs, qui n'a rien à voir avec le socialisme », est de celles que nous avons dénoncées chez Burnham et chez Léon Blum, l'introducteur de Burnham en France. Il est clair que nous sommes là en présence d'une manœuvre concertée qui vise, en présentant l'U.R.S.S. comme un Etat totalitaire, à appuyer « sur la gauche » les efforts de l'anticommunisme. Il faut avoir falsifié et répudié, comme nous l'avons établi, tous les principes du marxisme pour avancer que, sur la base de la destruction des monopoles et du système capitaliste de production et d'appropriation tout entier, comme cela a été réalisé en U.R.S.S., peuvent se former des nouvelles classes exploiteuses.

Des gens comme J.-P. Sartre et David Rousset reprennent, dans leur lutte contre le Parti de la classe ouvrière, les calomnies éculées du trotskisme et rejoignent le vaste front antisoviétique, où ils se trouvent en compagnie des chefs droitiers de la social-démocratie et même du R.P.F., qu'ils prétendent combattre. Sur le problème de l'U.R.S.S. et de ce qu'ils appellent le Stalinisme, il n'y a pas de différence entre leur position et celle d'un Blum ou d'un Malraux. On peut trouver des phrases ignobles dans ce genre qui ne dépareraient pas un journal comme *l'Epoque* : « Lorsque des ouvriers manifestent leur désaccord avec la position communiste, ils sont à la merci des sévices exercés par les militants staliniens. Une pression physique s'exerce non pas toujours seulement sur l'adversaire bourgeois, mais sur le compagnon ouvrier avec lequel on travaille. »

De même, définissant son attitude sur le plan politique international, M. J.-P. Sartre reprend quant à lui les positions de *Franc-Tireur*. Il se déclare partisan d'une sorte de bloc européen « qui se dresserait à la fois contre l'U.R.S.S. et contre les U.S.A. ». Il ajoute : « D'autres, cherchant une protection contre le fascisme ou contre le capitalisme impérialiste des U.S.A., se jettent dans les bras de l'U.R.S.S. et deviennent, eux aussi, des facteurs de guerre. » (Souligné par nous.) Ainsi, prendre place dans le camp anti-impérialiste, c'est, pour les dirigeants du R.D.R., être un facteur de guerre. Cette affirmation éclaire, encore plus que les positions précédentes, le rôle que jouent les démagogues du R.D.R., sous le masque d'un soi-disant refus de choisir entre les deux camps. Tous leurs efforts tendent à discréditer l'U.R.S.S. et le camp anti-impérialiste, à porter parmi les intellectuels qu'ils peuvent encore influencer les thèmes de l'idéologie réactionnaire sous une allure gauchiste pour empêcher leur mobilisation aux côtés des masses dans la lutte contre l'impérialisme. Mais maintenant, qu'ils se sont clairement exprimés, chaque intellectuel honnête aura compris.

La démonstration du rôle véritable que joue cette revue est d'ailleurs complétée dans le même numéro par un article de M. Roger Grenier : « L'accusé et l'appareil ». Cet article constitue une tentative d'absolution des traîtres en même temps qu'une somme des calomnies de la presse réactionnaire à l'égard des communistes. Voici comment ce monsieur juge les procès de collaboration : « Les juges s'appuient sur le fait qu'il y a eu intelligence avec l'ennemi, et comme cet ennemi est l'Allemagne, adversaire traditionnel de la France, le vieux concept de trahison s'impose assez facilement malgré l'ambiguïté de l'état d'armistice qui est en fait la paix et en droit la guerre ». On voit ainsi quel argument est ainsi fourni sous une forme hypocrite aux collaborateurs.

Mais voici comment M. Roger Grenier poursuit, faisant allusion aux procès de Petkov, Maniu et aux traîtres des pays de démocratie nouvelle : « Les communistes que tous les nationalistes traditionnels considèrent comme des traîtres au service d'un Etat étranger (c'est presque mot pour mot la formule de Léon Blum –

V.L.), sont devenus, dans les pays où ils ont le pouvoir, des pourvoyeurs d'innombrables procès de trahison ». Et l'auteur, pour défendre ses amis qui se sont fait là-bas les agents du Département d'Etat américain, va jusqu'à insulter de la façon la plus basse les démocraties nouvelles : « Le crime qu'ils invoquent, c'est la trahison d'une entité aussi dérisoire que l'Etat bulgare ou roumain, qui en fait n'a plus d'existence propre ». Cependant, un aveu échappe à M. Roger Grenier. Parlant du traître, il écrit : « Comme il ne peut pas faire acte d'opposant légalement, il doit surtout faire entrer dans ses plans l'éventualité d'un conflit qui permettrait à l'étranger de renverser le pouvoir contre lequel il lutte ». Un Petkov et un Maniu, en effet, savaient qu'ils ne pouvaient compter sur le mouvement des masses, acquises à la démocratie populaire, et, pour renverser ce pouvoir, ils ne pouvaient s'appuyer que sur une puissance étrangère en l'aidant dans leur propre pays à la préparation d'un « conflit éventuel ». Une telle attitude implique la liaison avec les services secrets étrangers, la conspiration et le sabotage, c'est-à-dire la trahison. D'ailleurs, M. Roger Grenier est finalement obligé de l'admettre : « c'est la trahison, si l'on s'en tient à la lettre de la vieille définition de ce terme ».

Il n'y a pas trente-six définitions du mot trahison, malgré la tentative de jouer misérablement sur les mots, que fait M. Roger Grenier pour tromper son public.

Anti-communisme, prétendue « neutralité » entre les deux camps, défense de la trahison, le tableau est complet.

Victor Leduc

(Cahiers du communisme, novembre 1948, pp. 1304-1306.)

Philosophie de dictateur

M. de Gaulle s'avise de donner des leçons. Voyons l'enseignement du « maître ». Laissons de côté les discours de « circonstances », les promesses radiophoniques démenties par les actes du gouvernement. M. de Gaulle est l'auteur de plusieurs ouvrages parfaitement révélateurs de ses tendances profondes. *La Discorde chez l'ennemi*, *Vers l'armée de métier*, et surtout *Le Fil de l'Épée*¹ sont de petits ouvrages écrits avant la guerre. Ils étaient alors réservés à un cercle d'initiés, ils peuvent servir aujourd'hui pour éclairer de très nombreux Français.

SANS INTELLIGENCE ET SANS PRINCIPES, EN AVANT !

Après des siècles de développement, l'intelligence des hommes exprime dans la méthode dialectique le fruit d'une longue expérience scientifique :

« La dialectique regarde la nature non comme une accumulation accidentelle d'objets, de phénomènes détachés les uns des autres, isolés et indépendants les uns des autres ; mais comme un tout uni, cohérent, où les objets, les phénomènes sont liés organiquement entre eux, dépendent les uns des autres et se conditionnent réciproquement. La dialectique regarde la nature non comme un état de repos et d'immobilité, de stagnation et d'immuabilité, mais comme un état de mouvement et de changement perpétuels, de renouvellement et de développement incessants, où toujours quelque chose naît et se développe, quelque chose se désagrège et disparaît. »

C'est dans le remarquable exposé sur *le matérialisme dialectique et le matérialisme historique* au chapitre IV de l'Histoire du P.C. (b) qu'on relève ces premiers traits d'une méthode sérieuse de la connaissance. C'est à cela qu'il faut appliquer l'intelligence. M. de Gaulle n'en est pas capable :

« C'est qu'en effet l'intelligence, dont la nature est de saisir et de considérer le constant, le fixe, le défini, fuit le mobile, l'instable, le divers. » (*Le Fil de l'Épée*, p. 3.)

Ainsi ce n'est pas la peine d'essayer de comprendre !

Le matérialisme philosophique enseigne :

« que les relations et le conditionnement réciproques des phénomènes, établis par la méthode dialectique, constituent les lois nécessaires du développement de la matière en mouvement ».

Mais M. de Gaulle (qui n'a retenu de Hegel que ce qu'il a dit devant les montagnes ; « C'est ainsi »), ayant déclaré l'intelligence en fuite, affirme :

« L'intelligence ne suffit point à l'action. » (*Le Fil de l'Épée*, p. 4.)

M. de Gaulle se passera donc de beaucoup d'intelligence, mais il a de l'instinct, c'est même de l'instinct de classe.

Superbe, il invoque Bergson, si utile aux réactionnaires, sans tenir aucun compte de tout ce qui a été écrit depuis vingt ans sur ce sujet.

L'instinct :

« grâce à lui, nous plongeons ou plus profond de l'ordre des choses. Nous participons à ce qu'il peut s'y trouver d'obscur harmonie. C'est par l'instinct que l'homme perçoit la réalité des conditions qui l'entourent et qu'il éprouve l'impulsion correspondante » (*Le Fil de l'Épée*, p. 9).

« ... « le sens des réalités » ou le « don », ou du « coup d'œil » ou du « flair ». Rien ne peut donc l'action remplacer cet effort de la nature même. » (p. 10.)

Ce charabia philosophique n'est nullement gratuit. Il va servir de base et de justification à une théorie du « grand homme ».

« Il n'y a pas de système universel, mais seulement « des circonstances et de » personnalités. » (*La Discorde chez l'ennemi*, p. 3.)

Après cela, la suite vient toute seule :

« l'action, ce sont des hommes au milieu des circonstances. Après avoir fait aux principes la révérence qui convient, il faut laisser ces hommes tirer de leur propre fonds la conduite à tenir dans chaque cas particulier. » (*Le Fil de l'Épée*, p. 164.)

Et voilà !

Sans intelligence et sans principe (la révérence étant tirée), on part à la conquête.

VERS LA GRANDEUR ET LA GLOIRE

Où va le « maître » ainsi lesté d'intelligence et de principes ?

Il se « fait au-dedans la philosophie qui convient ». (*Le Fil de l'Épée*, p. 168).

Nous avons la révélation de cette « philosophie faite au-dedans » dans *Le Fil de l'Épée* ; il y a cinq chapitres : 1. De l'action de guerre ; 2. Du caractère ; 3. Du prestige ; 4. De la doctrine ; 5. La politique et le soldat.

C'est bien le chapitre central qui donne la clef du personnage. L'homme qui a inventé la doctrine du prestige.

En exergue :

« En sa poitrine, porter sa propre gloire. » (Villiers de l'Isle-Adam.)

Il est à peine besoin de commenter la pensée qui s'exprime dans les nombreuses citations qui vont suivre. On ne peut se contenter de la classer.

a). L'ambition, la soif de puissance.

En affirmations brutales, se déclare la frénésie qui ronge cet homme.

« Le profond ressort de l'activité des meilleurs et des forts est le désir d'acquérir la puissance. » (*Le Fil de l'Épée*, p. 27.)

« La chevelure de la Fortune, coupée court, offre peu de prise, et tous la poursuivent à présent. » (*Le Fil de l'Épée*, p. 51.)

Et quelle aimable terminologie : le privilège de la domination, le droit d'ordonner, l'orgueil d'être obéi, voilà ce qu'on promène sur la « nef de ses ambitions ».

M. de Gaulle ne se contente pas de constater, il recommande :

« Aussi serait-il condamné à s'étioler ou à se corrompre, s'il lui manquait, pour le, soutenir, l'âpre ressort de l'ambition. » (*Vers l'Armée de métier*, p. 204.)

Et, à la même page, il dit ce qui doit animer l'homme-modèle :

«... Mais oui, certes, l'espérance de jouer un grand rôle dans de grands événements. »

Et voici les ficelles du métier :

« S'élever au-dessus de soi, afin de dominer les autres et, par là, les événements, c'est un effort qui ne varie pas dans son essence. Mais les procédés en changent radicalement. » (*Vers l'Armée de métier*, p. 182.)

Tout se ramène à cette frénésie :

« Les ambitieux de premier rang — artistes de l'effort et levain déjà pâte — qui ne voient à la vie d'autre raison que d'imprimer leur marque aux événements et qui, de la rive où les fixent les jours ordinaires, ne rêvent qu'à la houle de l'histoire. » (*Le Fil de l'Épée*, pp. 168, 169 et dernière.)

Cet étonnant éloge de l'ambition, de l'ambition dont l'objet n'est pas défini exactement, n'est pas sans caractère. Son véritable caractère est de classe et éclate dans le cri :

« Il faut que les maîtres aient des âmes de maîtres. » (*Le Fil de l'Épée*, p. 154.)

b). La théorie des « grands hommes ».

On reproche quelquefois aux communistes de mettre en relief excessif l'action de leurs dirigeants. Staline disait en 1935 dans le fameux discours connu sous le titre : « *L'Homme, le capital le plus précieux* » :

« On parle trop chez nous des mérites des dirigeants, des mérites des chefs. »

Récemment encore, il disait que les éloges du colonel Razine blessaient les oreilles. Mais tel n'est pas l'avis de M. de Gaulle :

« On ne fait rien de grand sans de grands hommes, et ceux-ci le sont pour l'avoir voulu. » (*Le Fil de l'Épée*, p. 168.)

Selon lui, ils font l'histoire et ils sont seuls à la faire :

« Les puissants se forment eux-mêmes. Faits pour imprimer leur marque, plutôt que d'en subir une, ils bâtissent dans le secret de la vie intérieure l'édifice de leurs sentiments, de leurs concepts, de leur volonté. C'est pourquoi, dans les heures tragiques où la rafale balaie les conventions et habitudes, ils se trouvent seuls debout, et, par là, nécessaires. Rien n'importe plus à l'Etat que de ménager dans les cadrés ces personnages d'exception qui seront son suprême recours. » (*Vers l'Armée de métier*, p. 203.)

Point n'est besoin dans le cadre de cet article de discuter longuement cette théorie. Plekhanov, dans le *Rôle de l'individu dans l'histoire*, a tracé les limites de l'action des « hommes qui font l'histoire », et Staline a raillé dans *l'Histoire du P.C.* (b) ces populistes russes selon lesquels ce n'étaient pas les classes ni la lutte de classes qui faisaient l'histoire, mais uniquement des individualités d'élite, des « héros » que suivent aveuglément la masse, la « foule », le peuple, les classes.

On peut aussi s'étonner de l'ignorance que manifeste M. De Gaulle des études des historiens bourgeois français qui ont montré, à l'occasion de l'étude de la grande Révolution, le rôle considérable des institutions sociales et des conditions économiques.

c). La hantise des dictateurs.

Mais M. de Gaulle ne peut s'arrêter à ces « accidents ». Des rêves hantent son esprit :

« Ce qu'Alexandre appelle son « espérance », César « sa fortune », Napoléon « son étoile », n'est-ce pas simplement la certitude qu'un don particulier les met, avec les réalités, en rapport assez étroit pour les dominer toujours ? Souvent d'ailleurs, pour ceux qui en sont fortement doués, cette faculté transparait au travers de leur personne. Sans que leurs paroles ni leurs gestes aient rien, en soi, d'exceptionnel, leurs semblables éprouvent à leur contact l'impression d'une force naturelle qui doit commander aux événements. Cette impression, Flaubert l'exprime quand il nous peint Annibal adolescent, revêtu, déjà, de l'indéfinissable splendeur de ceux qui sont destinés aux grandes entreprises. » (*Le Fil de l'Épée*, pp. 11 et 12.)

Alexandre, César, Napoléon, Annibal... Il y revient souvent.

« Chaque page des Commentaires nous montre de quelle façon César mesurait ses gestes publics. On connaît le souci qu'avait Napoléon de se montrer toujours dans des conditions telles que les esprits en fussent frappés, » (*Le Fil de l'Épée*, p. 67.)

Cette hantise va jusqu'à la complaisance pour tout ce qui est autoritaire, prestigieux et conquérant.

« On s'est souvent étonné de la rapidité et comme de l'aisance avec lesquelles l'Allemagne chancelante se redressa à la fin de 1916 et rétablit sa situation compromise. Le prestige d'Hindenburg suffit à les expliquer. » (*La Discorde chez l'ennemi*, p. 65.)

Il va même jusqu'à dire :

« On ne connaît pas de conquérant qui n'ait, de bonne foi, affirmé qu'il voulait la paix. » (*Le Fil de l'Épée*, p. 141.)

Encore heureux que cette dernière phrase ait été écrite avant les agressions d'Hitler !

d). La conscience angoissée.

Toutes ces affirmations, ces hantises, ces rêves ne vont pas sans quelque remords. On n'aime pas les dictateurs en France et comme les procédés changent, il faut bien faire quelques concessions.

« Dans le jardin à la française, aucun arbre ne cherche à étouffer les autres de son ombre, les parterres s'accroissent d'être géométriquement dessinés, le bassin n'ambitionne pas de cascade, les statues ne prétendent point s'imposer seules à l'admiration. Une noble mélancolie s'en dégage parfois. Peut-être vient-elle du sentiment que chaque élément, isolé, eût pu briller davantage. Mais c'eût été au dommage de l'ensemble, et le promeneur se félicite de la règle qui imprime au jardin sa magnifique harmonie. » (*La discorde chez l'ennemi*, avant-propos, p. X.)

Mais ce n'est pas seulement l'opportunité qui dicte des formules de prudence. Cette philosophie de la grandeur sans objet déterminé est liée à la décadence d'une classe et, au lieu de la plénitude des idéologies montantes, elle contient cette fêlure caractéristique de toutes les métaphysiques :

« Il en résulte pour qui s'y astreint, un état de lutte intime plus ou moins aigu suivant son tempérament, mais qui ne laisse pas à tout moment de lui blesser l'âme comme le cilice à chaque pas déchire le pénitent. » (*Le Fil de l'Épée*, p. 77.)

Et de Gaulle invoque Napoléon pour proclamer « c'est triste comme la grandeur ».

e). Mystère, secret, fluide et... bonheur des petits.

Mais ces ennuis passagers se dissipent dans l'effort persévérant qu'exige la technique de la grandeur.

Voici les secrets de cette technique :

« le prestige ne peut aller sans mystère, car on révère peu ce que l'on connaît trop bien. Tous les cultes ont leurs tabernacles et il n'y a pas de grand homme pour ses domestiques. Il faut donc que dans les projets, la manière, les mouvements de l'esprit, un élément demeure que les autres ne puissent saisir et qui les intrigue, les émeuve, les tienne en haleine... »

« ... un système de ne point livrer, un parti-pris de garder par devers soi quelque secret de surprise qui risque à toute heure d'intervenir. La foi latente des masses fait le reste. » (*Le Fil de l'Épée*, p. 66.)

Un grain de sorcellerie a toujours excité les douairières.

« Fait effectif, suggestion, impression produite, sorte de sympathie inspirée aux autres, le prestige dépend d'abord d'un don élémentaire, d'une aptitude naturelle qui échappent à l'analyse. Le fait est que certains hommes répandent, pour ainsi dire de naissance, un fluide d'autorité, dont on ne peut discerner au juste en quoi il consiste et dont même on s'étonne parfois tout en subissant ses effets. » (*Le Fil de l'Épée*, p. 65.)

Mais l'auréole du grand homme fait le bonheur des petits. L'hôte « mystérieux » de Colombey-les-Deux-Eglises ne pousse pas ce subjectivisme forcené jusqu'à l'égoïsme exclusif. Il apprécie les services de ceux qu'il appelle les petits !...

« le dévouement des petits, confond le succès avec l'heure de satisfaire les grands. »

« Tu vas vaincre ! Pour moi, ce soir vivant ou non, j'aurai mérité l'éloge de César », dit le centurion.

« Et la victoire de Hanau réjouit Toignet parce que l'Empereur y eut encore une journée de bonheur. » (*Le Fil de l'Épée*, p. 74.)

On aurait tort de prendre tout cela à la légère. Il faut aller plus loin dans l'analyse des sentiments que détermine une telle idéologie.

LE MÉPRIS DES MASSES ET LE MÉPRIS DES HOMMES

Il est très rare que M. de Gaulle parle du peuple. Il affectionne d'autres expressions : « la multitude », « l'esprit d'indépendance du populaire » sont plus courants sous sa plume.

Les masses révolutionnaires sont pour lui des « foules peu exercées ».

« En face de l'action, la foule a peur », dit-il.

Il méprise cette foule.

« On ne remue pas les foules autrement que par des sentiments élémentaires, de violentes images, de brutales invocations. »

Si M. de Gaulle a lu le discours de Maurice Thorez à Waziers, il serait intéressant de savoir s'il a rougi en se souvenant de son appréciation en présence du langage de raison que le dirigeant communiste tenait à la « foule des mineurs »...

Mais son mépris est système et il y tient.

« Sans désavouer aucune espérance, où voit-on que les passions et les intérêts d'où sortent les conflits armés taisent leurs exigences, que quelqu'un renonce de bon gré à ce qu'il a et à ce qu'il désire, que les hommes enfin cessent d'être des hommes. » (*Le Fil de l'Épée*, ayant-propos, p. 7.)

Tout est dit, il n'y a rien à espérer.

Mais ce pessimisme va aussi au peuple combattant.

Nous étions surpris quelquefois de l'incapacité des hommes de Londres de concevoir la levée en masse. Pourtant Laurent Casanova avait dit un jour au bureau du C.N.R., aux représentants de De Gaulle :

« Vous n'empêchez pas notre peuple de se battre en le privant d'armes. »

Mais leur mépris va jusqu'aux enseignements de l'histoire.

M. de Gaulle ironise sur les va-nu-pieds de la Révolution :

« Par le seul fait qu'il se lèverait, le peuple aurait la force, l'adresse et la vertu. » (*Vers l'Armée de Métier*, p. 61.)

dit-il en se moquant.

Il va plus loin. Mais il ne faut ni solliciter, ni commenter sa pensée quand il parle des combattants de la guerre 1914-18.

« qu'on n'ait pas maintenu à leur place les pauvres gens qui se battaient, ni obtenu d'eux tant d'oubli de soi, de crédulité, de résignation, sous l'esprit militaire qui les livrait à l'engrenage de l'universel consentement. » (*Le Fil de l'Epée*, p. 82.)

Les « grands hommes », l'esprit militaire et l'universel consentement s'accompagnent nécessairement de quelque feinte pour garantir la domination :

l'empire sur les âmes exige qu' « on les observe et que chacune puisse croire qu'on l'a distinguée ».

Ainsi M. de Gaulle condescend à faire semblant de distinguer les pauvres âmes.

Mais que les Diethelm, Palewski et autres Baumel ne se réjouissent pas trop tôt. Voilà ce qu'en pense leur « chef ».

« Point de prestige, par conséquent, pour les figurants de la hiérarchie ; parasites qui absorbent tout et ne rendent rien, timorés grelottant sous leurs couvertures, Maître-Jacques qui changent de casaque sans délai ni scrupule. Ceux-là peuvent sauvegarder, souvent, leur carrière de fonctionnaires, leur avancement de militaires ou leurs portefeuilles de ministres. Ils obtiennent même au besoin la déférence convenue que leur accorde l'usage et les règlements et dont le chancelier Pasquier se vantait de jouir « malgré les treize serments qu'il avait prêtés. » (*Le Fil de l'Epée*, p. 73.)

L'évocation de ces serments prêtés ne manque pas de sel au moment où les pétainistes deviennent les plus ardents gaullistes. Les cadres du R.P.F. sont en tout cas prévenus de l'estime où les tient celui qui n'accepte pas d'être un figurant.

On manquerait à la décence si on n'opposait pas à toutes ces appréciations désabusées l'expérience magnifique de ceux qui tendent de toutes leurs forces vers la construction d'un monde meilleur.

« Les hommes capables, les hommes de talent, nous en avons des dizaines de milliers », s'écrie Staline.

Lénine n'oubliait jamais de rappeler qu'il fallait s'instruire auprès des masses.

Pour l'extraction de la houille du Donetz et l'organisation de la région de Kiev, c'est à des « petites gens » que le Comité Central du P.C. (b) a eu recours.

La France enchaînée, que l'ennemi voulait convaincre de sa déchéance, a vu se dresser des milliers et des milliers d'hommes et de femmes « capables de donner leur vie pour leur prochain » et pour leur pays. Et M. de Gaulle ne peut opposer à ces réussites que sa lamentable démission.

GOUVERNER SANS ÉVANGILE

Avec les principes de grandeur et le mépris des hommes, comment s'y prend-on pour gouverner ?

« Il s'agit de répondre, en effet, au souhait obscur des hommes à qui l'infirmité de leurs organes fait désirer la perfection du but, qui, bornés dans leur nature, nourrissent des vœux infinis, et, mesurant chacun sa petitesse, acceptent l'action collective pourvu qu'elle tende à quelque chose de grand. On ne s'impose point sans presser ce ressort. » (*Le Fil de l'Epée*, p. 74.)

« Les hommes ne se passent point, au fond, d'être dirigés, non plus que de manger, boire et dormir. Ces animaux politiques ont besoin d'organisation, c'est-à-dire d'ordre et de chefs. » (p. 62.)

Avec de telles règles, on est jaloux de tout régime autoritaire et on laisse percer cette jalousie :

« Quel prince légitime fut jamais obéi comme tel dictateur sorti de rien, sinon de son audace ? » (p. 63.)

Mais on comprend que, pour gouverner en fonction de ces prémices, il ne faut pas s'embarrasser de scrupules.

« Ce n'est point affaire de vertu et la perfection évangélique ne conduit pas à l'empire. L'homme d'action ne se conçoit guère sans une forte dose d'égoïsme, d'orgueil, de dureté, de ruse. » (*Le Fil de l'Epée*, p. 75.)

Que disent de ces affirmations nos Pères de l'Eglise, nos docteurs de morale absolue et éternelle !

Ils ne peuvent invoquer un égarement passager. A la page 136, on peut lire :

« Les détours propres à l'art de gouverner... »

Quand les travailleurs ripostent à ces détours, on les accuse d'abandons, de trahisons, de reniements...

Il faut donc chercher encore sur quoi s'appuie toute cette construction qui renie l'Évangile et autorise le mensonge.

LE RÉACTIONNAIRE TYPE ET UN PEU INTERNATIONAL

Toutes les indications qui précèdent ne donnent pas l'image d'une pensée bien originale ni bien profonde.

C'est une illusion puérile de croire que dans la période de l'impérialisme, les trusts laissent s'installer à la direction de l'Etat des hommes qui « s'imposent ».

Ce qu'ils cherchent, ce sont des hommes qui présentent des garanties.

Or, M. de Gaulle présente des garanties. Il réagit toujours — sauf quand il ruse — comme un conservateur. C'est même le réactionnaire-type. Il a la nostalgie d'un passé révolu.

« Sans doute, l'ancien régime, réagissant en toutes matières contre le tumulte du Moyen Age, avait su donner à la force des bases raisonnables. » (*Vers l'Armée de Métier*, p. 55.)

Parlant de la formation des personnalités, il dit :

« D'autres époques l'avaient assurée par un régime social et politique qui mêlait dans les familles, et dans les conseils toutes les sortes de serviteurs de l'Etat. » (*Le Fil de l'Epée*, p. 165.)

Cette nostalgie de l'ancien régime s'accompagne du dédain de la France révolutionnaire.

Du grand mouvement de libération qui a suivi 1789, il a retenu « la passion générale du nivellement ».

La Commune évoque le réflexe patriotique du peuple de Paris face à la trahison et à l'invasion prussienne, mais ce n'est pas le sentiment du « grand homme ».

« A peine sortie des prisons de l'ennemi, elle (l'armée versaillaise) trouvait assez de fidélité pour enlever les barricades de la Commune et sauver l'Etat. » (*Vers l'Armée de Métier*, p. 58.)

Il va dans cette petite phrase de quoi rassurer le trust le plus exigeant. C'est une bonne épée !

La manière de juger et de classer les hommes est aussi significative :

Parlant de Condé :

« A ce signe, les soldats pressentent qu'il est né homme de guerre en même temps que prince du sang. »

et de l'empereur d'Autriche :

« Au-dessus de tout, François-Joseph était un gentilhomme. »

Même quand il parle de l'ennemi, ce sont les conceptions réactionnaires qui dominent son esprit. On se souvient de la lutte de Tirpitz contre le chancelier allemand Bethmann-Hollweg au sujet de la guerre sous-marine renforcée. Ce fut Hindenburg qui imposa la décision qui permit de torpiller les bateaux remplis de passagers.

Et voici comment notre auteur apprécie cet événement.

« En cette sombre et pitoyable matière, l'histoire ne reconnaîtra, sans doute, de grandeur qu'à cette conclusion du feld-maréchal von Hindenburg... »

« Tout en rendant au courage moral du maréchal l'hommage qu'il mérite, l'histoire le blâmera... d'avoir forcé la main au chancelier d'Empire dans une question politique. » (*La Discorde chez l'Ennemi*, p. 75.)

L'histoire ne blâmera donc pas la décision inhumaine et barbare mais seulement la méconnaissance de l'autorité légitime...

Ce général rend hommage à « l'énergie des chefs » allemands et il sait les apprécier :

« Les chefs militaires allemands qui eurent pour tâche d'orienter et de coordonner tant d'efforts, ont fait preuve d'une audace, d'un esprit d'entreprise, d'une volonté de réussir, d'une vigueur dans le maniement des moyens dont leur échec final n'a pas diminué le retentissement. » (*La Discorde chez l'Ennemi*, p. VII.)

Et enfin voici à titre de curiosité une assez surprenante affirmation :

« les armées les plus différentes constituent par leur communauté d'intérêts et de traditions la plus réelle « internationale ». » (*Vers l'Armée de Métier*, p. 130.)

A tant de signes non équivoques d'une mentalité réactionnaire s'ajoute la volonté conservatrice.

« Il n'est pas de métier qui ne devienne corporation »,

dit le technicien du fil de l'épée.

Ce philosophe veut arrêter la marche du temps et il décrète :

« Après d'intenses bouillonnements, le monde s'est cristallisé, » (*Vers l'Armée de Métier*, p. 80.)

La grossièreté de l'inexactitude ne fait que souligner l'acharnement du refus de tout progrès. Et il ne faut pas déduire de la médiocrité de la pensée une espèce d'inconscience du but que l'on s'est fixé.

L'homme qui, à travers Maurras pour l'ordre, les Jésuites pour la ruse, Bergson pour l'instinct, résume une certaine philosophie militaire réactionnaire, y attache une grande importance.

Il a parfaitement conscience de servir une cause et c'est délibérément qu'il a choisi d'être l'instrument d'une politique :

« Peut-être enfin, en méditant sur ces événements, voudra-t-on mesurer quelle importance revêt la philosophie supérieure de la guerre qui anime les chefs, et qui peut tantôt rendre vains les plus rudes efforts d'un grand peuple, tantôt constituer la garantie la plus générale et la plus sûre des destinées de la Patrie. » (*La Discorde chez l'Ennemi*, avant-propos, p. IX.)

Quelles sont les destinées qu'il réserve à la Patrie ?

DE LA PHILOSOPHIE DE L'AUTORITÉ A LA DICTATURE POLICIÈRE

Nous connaissons maintenant les tendances profondes du personnage. L'expérience des dernières années nous l'a déjà montré à l'œuvre. Les réalités sociales, le rapport des forces en présence ne lui ont pas permis de mettre en oeuvre sa doctrine. Mais...

«... le talent plie à son usage et aux circonstances la doctrine et les procédés et on n'enchaîne pas par des formules les contingences de l'action. » (*Le Fil de l'Épée*, p. 156.)

A travers la campagne de révision constitutionnelle (le R.P.F.), se développeront encore toutes les tentatives de « cristalliser » ce monde qui évolue malgré vous.

a). La conquête de l'État.

Cet homme qui n'a pas atteint son but de puissance, de domination, va ruminer ses vieilles formules. Il répétera :

« Notre temps est dur pour l'autorité... Heurtée d'en bas chaque fois qu'elle se montre... Cette décadence suit le déclin de l'ordre moral, social, politique qui, depuis des siècles, est en usage dans nos vieilles nations. » (*Le Fil de l'Épée*, pp. 61 et 62.)

Plus que jamais, il attribuera tous ses échecs à ce manque d'autorité à quoi il attribue la défaite de l'empire allemand en 1918.

« Extraordinaire reculade du pouvoir suprême, preuve indiscutable de cette crise d'autorité, qui fut, en dépit de, certaines apparences, la vraie cause morale de la défaite de l'Empire ! » (*La Discorde chez l'Ennemi*, p. 31.)

Et pour remédier à cette crise, il voudra conquérir l'État. Il attache un grand prix à cette conquête :

« Du jour où la noblesse française consacra son ardeur à défendre ses privilèges plutôt qu'à conduire l'État, la victoire du tiers était d'avance certaine. » (*Le Fil de l'Épée*, p. 85.)

M. de Gaulle est bien décidé à ne pas recommencer « les bêtises » de ses ancêtres. Et malgré toutes les nécessités nationales, il fera tout pour écarter les travailleurs des responsabilités gouvernementales.

C'est de là que procède cette conception policière de l'État, qui s'est exprimée avec un tel éclat dans les scandales de la D.G.E.R.

Dans ses livres anciens, il n'avait pas encore eu l'occasion d'établir la théorie de ce système, mais on la retrouve dans sa conception cynique de ce qu'il appelle « l'esprit militaire ».

b). L'esprit militaire et l'armée de métier.

Il ramène tout à cet esprit dont il dit :

« les plus hautes doctrines philosophiques et religieuses n'ont pas choisi d'autre idéal ». (*Le Fil de l'Épée*, avant-propos, p. IX.)

Et en quoi consiste s'il vous plaît ce haut idéal ?

«... assez d'esprit militaire pour accepter de combattre sans se soucier des motifs. » (*Vers l'Armée de Métier*, p. 90.)

Enfoncé le *Kadavergehorsam* des Prussiens, le *perinde ac cadaver* des Jésuites.

Et quelques-uns se sont étonnés de l'acharnement qu'avaient mis M. de Gaulle et son Diethelm, et à sa suite, les Michelet et les Coste-Floret à sauvegarder l'armée de métier !

Que tous les démocrates méditent les phrases qui vont suivre et qui éclairent les intentions de domination intérieure de cette armée de métier à la défense de laquelle on consacre tant de justifications techniques :

« Pour peu que la foule consente à s'organiser, à s'instruire avec toute la rigueur qu'exige désormais l'outillage, bref, qu'elle cesse d'être la foule, les éléments spécialisés perdraient progressivement leur puissance relative. Mais, pour un délai de plus en plus long, dans un espace de plus en plus large, à mesure que s'accroissent la complication et le rayon d'action des moyens, les professionnels, dans leurs navires, leurs avions, leurs chars, sont assurés de dominer. » (*Vers l'Armée de Métier*, p. 76.)

Qui oserait soutenir que les hommes qui ont imaginé le « plan bleu », que les cagouleurs première manière, qui comptaient de nombreux « techniciens » dans leurs rangs — y compris un Video dont on ignore toujours l'identité — ne s'inspire pas des idées exprimées par M. de Gaulle ?

Charmantes perspectives et dont il est temps d'avertir tous les Républicains : « les professionnels assurés de dominer et ayant assez d'esprit militaire pour combattre sans ce soucier des motifs » !

c). L'ordre nouveau.

Sans de Gaulle au gouvernement, sa politique de refus de la volonté populaire, a été assez largement pratiquée pour lui laisser des espérances de retour. Il annonce partout sa volonté de revenir et il reprendrait assurément les formules dont il s'est déjà servi.

« Mille signes annoncent, en effet, une prochaine adaptation. Il n'est point de groupement, de parti, de consul, qui n'invoquent le *redressement*, *l'ordre nouveau*, *l'autorité*. Nul doute qu'à bref délai, le jeu des institutions, suivant le mouvement des besoins, n'ouvre le champ aux résolus. » (*Vers l'Armée de Métier*, p. 210.)

Ce sont les formules mêmes du discours de Rennes et celles dont usaient tous les néos qu'un faux calcul a rangé dans le camp de l'impérialisme nazi défait. Mais il reste un impérialisme conquérant, ambitieux et qui rêve de dominer comme De Gaulle.

En permettant d'apprécier de Gaulle et le danger qu'il constitue, c'est l'un des instruments possibles, de cet impérialisme que nous avons aidé à mieux connaître.

Il est indispensable dans la période d'offensive réactionnaire que nous connaissons de montrer au peuple français qui a combattu le fascisme et qui l'a vaincu que d'autres fascismes sont prêts à le dominer.

Il faut « savoir pour agir ». Nul doute que si les communistes font savoir sur de Gaulle la vérité — qu'il a lui-même livrée dans ses livres — la « masse » qu'il méprise saura se soustraire à la démagogie qui est avec la dictature réactionnaire la caractéristique de tous les fascismes.

KRIEGEL-VALRIMONT

Notes :

1. Toutes les références citées dans cette étude sont tirées des éditions Berger-Levrault 1944, expurgées d'une dédicace à Pétain, qui se trouvait dans la première édition.

(*Cahiers du communisme*, septembre 1947, pp. 914-928.)

La réaction et l'Eglise catholique

Le renforcement du mouvement démocratique et socialiste, notamment en Europe, est le résultat le plus important de la deuxième guerre mondiale. L'influence croissante exercée par le Parti Communiste est l'indice le plus éloquent de la force de ce mouvement. Des partis communistes de masse existent actuellement presque dans tous les pays européens, représentant un facteur important et, dans certains, décisif, de la vie politique.

La bourgeoisie s'efforce d'empêcher, par tous les moyens, l'accroissement de l'influence démocratique, notamment de celle exercée par les partis communistes, qui marchent à la tête du camp démocratique. Pour arriver à cette fin, la bourgeoisie adopte dans différents pays des politiques différentes, conformément aux conditions historiques concrètes. Elle soutient la social-démocratie et tout d'abord, son aile droite, qui prend position contre le front unique des forces de la démocratie. Elle utilise la religion comme un moyen qui permet de maintenir les ouvriers et les paysans ayant des sentiments religieux à l'écart de la lutte pour le progrès et pour la démocratie. Elle défend son pouvoir avec l'appui des partis « paysans », sous prétexte de « défendre » la propriété paysanne acquise par le travail. Elle soutient, ouvertement ou en secret, les organisations fascistes, légales ou clandestines, dans différents pays. Bref, la réaction recourt, dans sa lutte contre la démocratie, à tous les moyens, depuis les influences idéologiques jusqu'à la terreur exercée à main armée, comme c'est le cas en Grèce, en Chine, etc.

Dans plusieurs pays européens, la réaction cherche actuellement, à semer la discorde parmi les travailleurs, à maintenir sous son influence les croyants et à les écarter des partis ouvriers progressistes, au moyen de partis fondés sur le principe confessionnel. Ces tentatives de la réaction sont facilitées par le fait que les préjugés religieux se maintiennent encore avec force dans les masses populaires.

L'ÉGLISE AU SERVICE DES CLASSES EXPLOITEUSES

Depuis la formation de la société de classes, les religions ont servi d'une arme importante de la lutte politique. Les classes dominantes s'en servaient pour représenter aux masses leur domination comme fondée sur la volonté divine. La religion devenait une religion d'Etat, l'Eglise, une Eglise d'Etat. Le pouvoir des gouvernants et des classes gouvernantes était si intimement lié à l'Eglise, reconnue et soutenue par eux, que les luttes de classes prenaient très souvent la forme de batailles religieuses. Lorsqu'une religion, qui semblait dangereuse aux classes gouvernantes, commençait à se répandre dans le peuple, elles cherchaient à l'exterminer de vive force (persécutions des chrétiens à Rome, guerres d'extermination contre les Hussites, les Albigeois, les Valdésiens, etc.). Lorsque ces tentatives ne réussissaient pas, les classes dirigeantes adoptaient elles-mêmes la nouvelle foi et cherchaient à l'adapter à leurs propres buts. C'est ainsi que les empereurs romains adoptèrent le christianisme, et les princes de l'Europe septentrionale firent triompher la Réforme.

Le catholicisme s'est entièrement adapté aux intérêts du régime féodal. L'Eglise catholique fut une partie intégrante de ce système. Les princes de l'Eglise catholique étaient issus, en règle générale, de l'aristocratie féodale. La doctrine catholique, selon laquelle le pouvoir des princes et des féodaux était institué par Dieu, servait les intérêts du féodalisme. L'Eglise était devenue une Eglise d'Etat.

C'est pour cette raison que la bourgeoisie, luttant contre le féodalisme, était devenue anticléricale. Ce fait fut exprimé avec le plus de précision par les encyclopédistes français et par le célèbre mot d'ordre de Voltaire : « Ecrasez l'infâme ! ». La « Sainte-Alliance » fut une tentative de préserver l'ordre féodal en Europe, avec l'aide de l'Eglise et de la religion ; la Révolution bourgeoise de 1848 y mit fin.

Mais la bourgeoisie ne resta pas longtemps anticléricale et dévouée à la libre pensée. Arrivée au pouvoir, et obligée de défendre sa domination contre le prolétariat, elle commença à retourner de plus en plus dans le giron de la religion, afin d'utiliser celle-ci pour l'affaiblissement de la conscience de classe et de l'unité du prolétariat. D'autre part, après la chute du régime féodal, l'Eglise avait révisé son point de vue dans la plupart des pays, avait conclu sa paix avec la bourgeoisie, et s'était mise à son service. Ce fut d'autant plus possible que nulle part, dans les pays catholiques, à l'exception de la France, la bourgeoisie n'avait touché, de quelque façon que ce soit, aux biens et aux revenus de l'Eglise.

Dans les pays où les catholiques sont en minorité, et les protestants en majorité, des partis catholiques se formèrent pour défendre leurs « intérêts particuliers ». En Allemagne, les partis catholiques (le Centre et le Parti Populiste Bavarois) menèrent, pendant plusieurs décades, le Kulturkampf contre Bismarck. Mais il ne s'agissait pas de quelques principes essentiels et fondamentaux de la société bourgeoise. L'origine de cette lutte religieuse était dans la vieille opposition des Etats catholiques de l'Allemagne occidentale et méridionale, au rôle dominant de la Prusse, dans l'Empire allemand. Quant aux luttes prolongées des

catholiques irlandais contre l'Angleterre, elles se réduisaient essentiellement à la lutte de classe des paysans irlandais contre les grands propriétaires anglais (protestants) en Irlande.

Les doctrines religieuses, et spécialement le catholicisme, contribuent certainement à éteindre la volonté de lutte des travailleurs. Si la vie terrestre n'est qu'un bref épisode, comparé à la vie éternelle dans les deux, ainsi que l'« enseigne » la religion, si la pauvreté, les privations et les souffrances sur terre donnent droit à la béatitude au paradis, s'il est plus difficile au riche de pénétrer dans le paradis qu'il n'est au chameau de passer par le chas, quel sens y a-t-il alors à lutter contre l'indigence et l'exploitation, ici sur terre ? Si la destinée de l'homme est définitivement, infailliblement déterminée par la volonté divine, quel sens y a-t-il à s'organiser et à lutter pour les meilleures conditions de travail ? La prescription de l'Eglise catholique « ora et labora » est entièrement conforme aux besoins du capital.

Mais, la diffusion des connaissances scientifiques, la consolidation de la conscience de classe du prolétariat, et surtout, l'essor du mouvement socialiste ouvrier ont obligé l'Eglise catholique à recourir à des moyens « plus modernes » et plus raffinés du soutien de la bourgeoisie ; L'Eglise ne pouvait plus rester sur son ancien point de vue, selon lequel tout est bien qui existe. Elle a commencé à s'intituler « socialiste » et à se présenter comme telle.

Comme il a été déjà dit dans le « Manifeste du Parti Communiste », rien n'est plus facile que de donner une nuance socialiste à l'ascétisme chrétien. Le christianisme ne s'est-il pas prononcé aussi contre la propriété privée... (Karl Marx et F. Engels, « Manifeste du Parti Communiste ».)

LES PARTIS CATHOLIQUES AVANT LA GUERRE

A l'époque de la crise générale du capitalisme, l'Eglise catholique, qui se déclarait naguère hors de toute politique, a commencé à organiser des partis politiques fondés sur le principe religieux ou à renforcer l'activité des partis catholiques existants dans les pays où la domination de la bourgeoisie se trouvait menacée. C'est ainsi que le parti « populaire » — *popolari* — a été fondé en Italie.

Dans le camp même de la bourgeoisie, on reconnaît le rôle auxiliaire, voire le rôle d'avant-garde, de l'Eglise catholique dans la lutte contre le communisme. L'organe anglais *Economist* écrivait, par exemple, en août 1938, que, dans la lutte contre le mouvement communiste « les catholiques jouent et joueront un rôle plus important que la social-démocratie divisée ou que le libéralisme décadent ».

Mais les partis catholiques ont aussi une faiblesse intérieure qui leur est particulière : au point de vue classe, ils ont été et ils restent des partis non homogènes. Ils englobent, suivant un principe religieux, les représentants de toutes les classes : capitalistes, paysans, petite bourgeoisie et ouvriers. Ils défendent les intérêts de la bourgeoisie, mais pour arriver à leur but, qui est de gagner à la cause de la bourgeoisie les ouvriers et les masses laborieuses en général, ces partis catholiques sont obligés de proclamer un programme relativement « radical ».

Mais aux périodes de l'intensification de la lutte de classes, propres à l'époque de la crise générale du capitalisme, les partis qui cherchent à englober toutes les classes, portent inévitablement en eux-mêmes les germes de la désagrégation.

Conformément aux intérêts des classes représentées dans ces partis, il se forme généralement une aile droite (exprimant les intérêts de la grande bourgeoisie), une aile gauche (les ouvriers) et le centre de la petite bourgeoisie. Un tel parti est alors obligé de suivre une politique qui n'est pas entièrement conforme aux intérêts de la bourgeoisie, ou bien de sacrifier une partie de son influence sur les masses ouvrières.

Le caractère réactionnaire des partis catholiques Centre en Allemagne, *popolari* en Italie, et, plus encore, les socialistes chrétiens en Autriche, s'est manifesté avec beaucoup de précision dans leur attitude bienveillante envers le fascisme.

Les *popolari* capitulèrent devant Mussolini. De Gasperi, aujourd'hui premier ministre et leader du parti catholique de l'Italie (qui s'appelle aujourd'hui « democrazia cristiana ») entra comme représentant des *popolari* dans le premier cabinet de Mussolini.¹ Les leaders de l'aile gauche du *popolari* dont Luigi Sturzo, le fondateur du parti, E. Milioli, partisan d'une réforme agraire radicale, furent tous les deux envoyés par le pape à l'étranger. (Ils rentrèrent tous les deux en Italie dans la seconde moitié de l'année 1936.) En 1929, après de longues négociations, le pape signa les « accords de Latran » avec Mussolini. Ce traité fut favorable au pape, garantissant au Vatican la souveraineté — sur un territoire insignifiant, il est vrai — et l'exterritorialité dans l'Etat italien.

En Allemagne, le Parti du Centre, non seulement n'a pas combattu le fascisme, mais a contribué à son accession au pouvoir. Les seigneurs de la grande industrie qui se tenaient dans les coulisses du Centre finançaient Hitler et le favorisaient par tous les moyens. Quelques prélats catholiques (comme par exemple le

cardinal Faulhaber à Munich) prononçaient parfois des sermons châtrés contre le fascisme hitlérien, pour ne pas perdre leur influence sur les travailleurs catholiques. Mais, d'une façon générale, le Parti du Centre se soumit entièrement à Hitler et consentit, sur sa sommation, à se dissoudre sans conditions.

Le parti des socialistes chrétiens d'Autriche a été une des organisations catholiques les plus influentes. Dès avant la première guerre mondiale, c'était un parti gouvernemental. Peu à peu, au cours de la lutte contre le prolétariat autrichien, il dégénéra en une organisation catholico-fasciste. En 1934, ce parti a réprimé, par la force des armes, la résistance de la classe ouvrière, et a assuré la domination du capital par des méthodes de la terreur fasciste. Aujourd'hui encore, ce parti fait une politique d'encouragement aux fascistes.

L'ÉGLISE CATHOLIQUE, BASTION D'UN NOUVEAU CONSERVATISME

La deuxième guerre mondiale a eu pour résultat de porter un coup sérieux aux forces de la réaction internationale et, plus particulièrement, européenne. C'est pour cela que les seigneurs du capital financier de l'Europe occidentale ont de nouveau recours à la religion qu'ils considèrent comme une barrière contre le développement des forces démocratiques et progressistes.

De nouveau, on crée des partis politiques fondés sur le principe religieux. Il faut bien reconnaître que cette entreprise donne certains résultats. En Italie, en France, en Belgique, dans les zones occidentales de l'Allemagne et surtout en Autriche, les partis « démocrates-chrétiens » ont recueilli d'assez nombreuses voix aux élections, autant et parfois plus que les communistes ou les socialistes.

Un rôle important est joué par l'organisation souple et largement ramifiée dont disposent les partis catholiques, sous forme du clergé. Quel parti, si ce n'est un parti catholique, pourrait disposer partout, dans chaque village et dans chaque quartier des villes, de secrétaires libérés de toutes les autres occupations, en la personne du prêtre ? Qui plus est, c'est un secrétaire qui connaît, par les sacrements de la confession, les secrets de toutes ses ouailles et dispose par conséquent, de moyens extraordinaires d'influencer les électeurs et notamment les femmes. Les partis catholiques sont devenus les centres de ralliement des éléments de la bourgeoisie qui ont compris que les partis franchement bourgeois — ceux qui déclarent justifié le système social du capitalisme — ne peuvent plus compter sur les sympathies des masses, dans les pays européens.

Le front unique de la bourgeoisie et de l'Eglise catholique se manifeste avec autant de précision, dans le caractère « international », que la papauté s'attribue depuis la fin de la guerre. Bien que le pape soit le chef de toutes les communautés catholiques du monde entier, la majorité au collège des cardinaux a toujours été traditionnellement détenue par les Italiens, et la coutume s'était établie depuis fort longtemps de n'élire au pontificat que des Italiens. En février 1947, le pape Pie XII a rompu avec cette tradition historique en nommant d'un seul coup trente-deux cardinaux qui appartiennent à dix-neuf pays. Actuellement, le collège des cardinaux est composé de vingt-sept Italiens et de quarante-deux représentants d'autres nationalités. Ce fut fait pour souligner le caractère « international » de l'Eglise catholique.

Le point de vue selon lequel le catholicisme représente le bastion contre la démocratie et le mouvement communiste n'est, de nos jours, nullement une invention des communistes. On peut en trouver la preuve dans les considérations suivantes de la revue bourgeoise anglaise *Economist*, qui ne saurait être suspecte de sympathies communistes :

« L'année écoulée a été marquée par une recrudescence soudaine et étonnante de l'activité politique des catholiques. Partout où il existe une opposition active aux éléments de gauche, c'est-à-dire pratiquement, dans chaque pays européen, à l'exception de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Yougoslavie, L'EGLISE CATHOLIQUE EST LE BASTION D'UN NOUVEAU CONSERVATISME (souligné par moi — E. V.). Avant le référendum français de mai 1946, la plupart des évêques n'ont laissé subsister chez leurs ouailles aucun doute sur le désir qu'ils éprouvaient de voir les lecteurs catholiques soutenir le M.R.P. dans la question du rejet du projet de la Constitution. En Hollande, des évêques, ont conseillé aux catholiques de voter pour le parti d'Etat catholique. Les évêques siciliens ont averti les électeurs catholiques que ce serait péché de voter pour les partis fondés sur le matérialisme et la lutte des classes. A la veille des élections de juin, en Italie et en France, le pape lui-même a souligné les divergences fondamentales entre les gauches et l'Eglise. » (« Une nouvelle guerre de religion ?... », *Economist* du 31 août 1946, p. 323-324.)

Dans les pays tels que la Pologne et la Hongrie, où des parts « paysans » ont, pour des raisons historiques, plus de chance de rallier les masses laborieuses que les partis catholiques, c'est sur eux que la bourgeoisie porte son effort principal, cherchant à les utiliser comme un barrage de protection contre le mouvement démocratique. Il n'existe pas de pays où un parti catholique existerait en même temps qu'un parti « paysan » !

Ce qui est curieux, par ailleurs, c'est qu'il n'existe nulle part de parti protestant, bien que les classes gouvernantes favorisent par tous les moyens la religion, dans les pays à majorité protestante.

Pour quelle raison la bourgeoisie n'organise-t-elle pas de partis protestants ? Il semble bien que la cause en est l'absence dans le protestantisme d'une Eglise unie et fortement centralisée comme c'est le cas de l'Eglise catholique : le protestantisme est divisé en nombreux rameaux, et en sectes, ce qui le rend moins apte à exercer une influence politique sur ses fidèles.

Il serait, bien entendu, parfaitement conforme aux intérêts de la bourgeoisie si des questions religieuses, et non pas des questions de classe, étaient au centre de l'intérêt des travailleurs, les distrayant ainsi de la lutte des classes. Les questions religieuses ont pour effet de dresser les ouvriers croyants contre les ouvriers communistes, et les empêchent de se rallier à une politique conforme à leurs intérêts de classe.

Les partis communistes résistent énergiquement aux nombreuses tentatives de la bourgeoisie de provoquer une scission parmi les travailleurs, d'après le principe religieux. Le dirigeant du Parti Communiste Français, Maurice Thorez, a déclaré, dès avant la guerre, que les communistes tendent amicalement la main aux ouvriers catholiques de France. La même politique est fermement appliquée à l'égard des ouvriers membres du nouveau parti M.R.P., dont les communistes français critiquent pourtant sévèrement la politique.

En Hongrie, le chef de l'Eglise catholique, le cardinal Mindszenti, prend ouvertement position contre le régime démocratique actuel et s'acharne contre le Parti Communiste. Mais ce dernier ne se sépare pas des travailleurs croyants, tout en combattant énergiquement, dans le domaine politique, la tendance réactionnaire du haut clergé catholique. Bien au contraire, le parti communiste cherche à maintenir de bonnes relations avec les ouvriers et les paysans catholiques. De ce fait même, et compte tenu de la communauté des intérêts de classe des ouvriers, indépendamment des questions confessionnelles, il lui est possible d'approcher amicalement les ouvriers encore croyants.

Cette politique se trouve favorisée par le fait que, malgré l'organisation strictement hiérarchique de l'Eglise catholique, les contradictions sociales se manifestent de plus en plus, même à l'intérieur du clergé. Les évêques et les riches monastères sont étroitement liés à la bourgeoisie, ils possèdent leurs propres banques catholiques et leurs entreprises. Les princes de l'Eglise et le pape tout le premier, identifient la propriété privée des moyens de production à la « civilisation chrétienne » et ils cherchent à résoudre le « problème social » dans l'esprit de l'encyclique « Rerum Novarum »², c'est-à-dire, à l'exclusion de la lutte de classe. En même temps, on trouve des prêtres catholiques qui se prononcent pour la socialisation des moyens de production.

Les cliques catholiques réactionnaires fondent de grands espoirs sur la collaboration avec les milieux dirigeants de la social-démocratie. Les leaders social-démocrates de droite aspirent à leur tour à cette collaboration. En Belgique, ils ont réussi, en mars 1944, à renverser le gouvernement dont les communistes faisaient partie, et à former un nouveau cabinet avec le parti catholique et sans communistes, cabinet que dirige actuellement le socialiste « de gauche » Spaak. Dans d'autres pays, tels que la France et l'Italie, une politique identique se heurte à de plus grandes difficultés par suite de l'influence exercée par les partis communistes, par suite aussi des tendances anticléricales vivantes dans les partis socialistes eux-mêmes. Néanmoins, la bourgeoisie française a réussi, en mai 1947, avec l'aide des catholiques et des socialistes de droite, à éliminer du gouvernement les représentants du Parti Communiste, le plus fort dans le pays et dans le Parlement.

Le rôle réactionnaire de l'Eglise catholique se manifeste avec le plus de précision dans les pays de démocratie populaire. Les chefs de l'Eglise catholique y sont généralement hostiles au régime démocratique ; c'est ainsi que le cardinal Hlond, à Varsovie, mène une campagne contre le régime démocratique et le gouvernement polonais actuel ; l'archevêque de Zagreb (Yougoslavie), Stepinac, a été condamné à seize ans de prison par le tribunal populaire, pour sa lutte contre la démocratie, etc.

En même temps, c'est dans les pays des démocraties populaires que se manifeste avec le plus de force, entre le haut clergé, organiquement lié avec les grands propriétaires fonciers et la haute bourgeoisie, et le bas clergé, proche du peuple.

Si le haut clergé intervient ouvertement contre le nouveau régime démocratique, on n'en trouve pas moins, malgré toute la discipline sévère de l'Eglise catholique, des prêtres qui défendent ouvertement ce même régime.

Le prêtre dalmate Ivan Gaukovitch, a déclaré dans un discours prononcé en octobre 1946, au premier congrès du Front Populaire de Croatie, à Zagreb : « Vous êtes peut-être étonnés de ne voir ici que les représentants du bas clergé. Mais il n'y a là rien d'étonnant. Nous avons travaillé parmi le peuple, pendant quatre ans. En septembre 1942, j'ai vu, en Dalmatie, l'assassinat de trois de nos prêtres, par les Oustachis, les Italiens et les tchetniks. Ils ont péri avec des centaines de leurs ouailles. Au moment où ils étaient massacrés, au Capitole (siège archiépiscopal) de Zagreb, on faisait des banquets. Alors que les bûchers flambaient et que

les habits sacerdotaux et les autels étaient brûlés à Sin, à Omich et chez nous, à Arzan, on chantait des *Te Deum* à Zagreb pour le sanglant Pavelitch. »

LES PARTIS CHRÉTIENS-SOCIAUX EN EUROPE

Résumons maintenant brièvement les caractères de quelques partis catholiques actuels des plus importants.

Le parti catholique de France, le M.R.P., mérite une attention particulière. On sait que les traditions révolutionnaires et anti-cléricales sont très fortes en France ; aussi bien tous les partis bourgeois cherchent-ils à s'approprier des noms sonnante haut : parti populaire, radicaux, radicaux-socialistes. Le parti manifestement réactionnaire de la grande bourgeoisie s'intitule même « Parti Républicain de la Liberté ». Pour cette raison encore le M.R.P., tout en s'appuyant sur les catholiques³, s'intitule « Mouvement Républicain Populaire », marquant ainsi qu'il est ouvert à tous. Il cherche à nier son caractère religieux et sa fraction au Parlement ne compte presque pas de membres appartenant au clergé.

LE M.R.P.

Le parti catholique qui existait avant la guerre (« les démocrates populaires ») était peu nombreux : aux élections de 1936, il n'a recueilli que 370.000 voix et 23 mandats. Le M.R.P., formé pendant les années de l'occupation, se sépare intentionnellement des anciens partis catholiques aristocratiques et monarchistes, étant donné que ces derniers se sont compromis sous l'occupation par la collaboration.

« La fédération catholique nationale », organisée par le haut clergé en 1924, pour former un contre poids au Cartel des Gauches, n'a opposé aucune résistance aux envahisseurs pendant l'occupation. Son organe, *La Croix*, paraissait légalement au cours de cette période. De même que la majorité du haut clergé, il soutenait Pétain et la politique de collaboration avec l'Allemagne hitlérienne.

Les *Cahiers du Communisme* écrivaient en juillet 1946 que les succès du M.R.P. s'expliquent par le besoin d'un nouveau Parti que ressentait la grande bourgeoisie, les partis traditionnels de la réaction s'étant trop ouvertement compromis dans la collaboration.

Après la fin de la guerre, le M.R.P. est devenu un des grands partis de France. Aux élections pour la Constituante, en juin 1946, il a recueilli 5,6 millions de voix, et 5,1 millions aux élections pour l'Assemblée Nationale en novembre de la même année. Disposant de 163 mandats, il est le deuxième Parti au Parlement. Le M.R.P. tend à devenir un parti de masse, principalement pour la raison que la bourgeoisie française l'a considéré comme le parti qui pourrait rallier les masses catholiques contre le mouvement communiste et pour la défense du capitalisme. Le Parti socialiste français étant relativement faible, le M.R.P. n'en apparaît que plus précieux à la bourgeoisie française.

Comme l'écrivaient fort justement les *Cahiers du Communisme* en juillet 1946, la grande bourgeoisie française mise sur le M.R.P., qui est pour elle une arme précieuse, car elle permet de rallier de nouveau les forces sociales du vichysme et du pétainisme derrière le dos d'un certain nombre de catholiques qui ont effectivement lutté dans la Résistance et ne se sont pas compromis.

Le M.R.P. ne peut pas espérer, bien entendu, gagner les masses avec un programme de soutien simple et inconditionnel du capitalisme. C'est pour cela qu'il s'affirme radical, « révolutionnaire », presque, dans son programme et dans sa propagande. En paroles, il se prononce pour « un changement de structure du système économique existant », pour la nationalisation des trusts, comme ce fut le cas de Hitler, avant son accession au pouvoir. Mais dans les cas concrets, quand des propositions de nationalisations sont soumises au Parlement, le M.R.P. exige pour la bourgeoisie des compensations démesurément élevées. Bref, ce parti s'adonne à une démagogie « anti-capitaliste » pour mieux défendre le capitalisme. Le fait que le M.R.P. a pu devenir le deuxième parti du Parlement, constitue un succès appréciable pour la bourgeoisie française. C'est ce que comprend très bien l'organe du P.R.L., *l'Epoque*, porte-voix de la grande bourgeoisie française, qui écrivait, le 4 juin 1946, en s'adressant au M.R.P. :

« Quoi qu'il en soit, si vous n'étiez pas là, le communisme aurait pris le pouvoir en France, dès septembre 1944. Vous l'avez empêché, par votre présence, par votre jeu prudent de freinage et de concessions. Des esprits moins flexibles, plus clairs dans leur amour de la vérité, vous en faisaient grief. Nous étions les premiers à porter quelquefois ce jeu sur votre passif, devant la situation équivoque dans laquelle il mettait la politique française. Aujourd'hui, vous avez catégoriquement éliminé, pour votre propre profit, la possibilité de la prise du pouvoir par les communistes. »

Il est douteux que les meneurs du M.R.P. aient été reconnaissants de ces louanges, qui ressemblaient fort à une révélation !

Il est incontestable que le M.R.P. manie avec une relative adresse la démagogie sociale, afin de maintenir dans son camp une partie des ouvriers catholiques et les masses paysannes. On peut citer en exemple une résolution adoptée à Paris, par les ouvriers catholiques, membres du M.R.P., au cours de la campagne

électorale de 1946. Cette résolution se prononçait non seulement pour la satisfaction des exigences quotidiennes des ouvriers, mais aussi pour une « libération complète des ouvriers ». En apparence, le M.R.P. se maintient à une certaine distance de De Gaulle et de son organisation fasciste, mais c'est lui qui est un des principaux appuis du gaullisme. C'est sous l'influence de De Gaulle et de ses protecteurs d'outre-océan, que les milieux dirigeants du M.R.P. sont parvenus à faire éliminer les communistes du gouvernement français. Rien d'étonnant dès lors qu'il ait joui en cela de l'appui complet des leaders socialistes.

La politique extérieure du M.R.P. est entièrement conforme aux intérêts de la grande bourgeoisie et de la réaction transatlantique. Ce parti se prononce pour le maintien des privilèges colonialistes, à tout prix, même au prix de la guerre. Il se prononce pour le bloc occidental.

On comprend que les communistes français luttent continuellement contre le M.R.P., dénonçant la distance qui sépare sa démagogie et ses actes et cherchant ainsi à détourner les ouvriers catholiques de ce parti mensonger (sans offusquer leurs sentiments religieux). Les résultats de dernières élections à l'Assemblée Nationale ont prouvé que les communistes ont réussi à affaiblir l'influence exercée par le M.R.P. sur les travailleurs. Mais, appuyé par le Parti socialiste, le M.R.P. est parvenu à influencer sérieusement la politique de la France.

Le gouvernement actuel, dirigé par le socialiste Ramadier, applique pratiquement les mots d'ordre du M.R.P. aussi bien en politique intérieure qu'étrangère. Le ministre des Affaires étrangères, Bidault, cherche à entraîner de plus en plus la France dans la sphère d'influence des Etats-Unis, contrairement à la volonté des grandes masses de travailleurs.

LA DEMOCRAZIA CHRISTIANA ITALIENNE

Le Parti Italien démocrate chrétien est l'héritier direct du vieux parti catholique des *popolari*, dissous par Mussolini. C'est un parti catholique de masse, qui s'est mis au service de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers, tout comme le M.R.P. en France, et qui lutte contre la démocratie au moyen d'une démagogie religieuse. A la différence du M.R.P., il se proclame franchement parti catholique : son chef actuel, De Gasperi, en a défini comme suit le caractère religieux :

« Notre parti est une organisation des croyants qui cherche à réaliser, dans le domaine de la politique et de l'économie, la véritable démocratie politique et une profonde réforme sociale ; conformément aux principes de la justice. Mais un lutteur politique qui adhère à notre parti ne change pas de ce fait même son credo, et les liens qui l'unissent à sa mère spirituelle, l'Eglise, restent intacts. C'est précisément dans la doctrine chrétienne, qu'il puise la force vitale qui doit le garder et le nourrir dans son activité publique. » (*Nouvelle Gazette de Zurich*, 21 juin 1946).

Fout en n'étant pas subordonné formellement au pape, le parti, et particulièrement son aile droite, avec son chef de Gasperi personnellement, est lié au Vatican de la façon la plus intime et défend dans l'arène politique les intérêts spécifiques du Vatican en même temps que ceux de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers. Les évêques et le clergé, ainsi que la presse du Vatican, soutiennent ouvertement, à leur tour, ce parti pendant les élections et invitent les croyants à lui donner leur voix.

La « Democrazia Christiania » italienne est le plus fort de tous les partis politiques. Elle exerce en Italie une influence beaucoup plus forte que celle du M.R.P. en France. Selon des données officielles, le parti catholique italien comptait, au printemps 1946, 1 million et demi d'adhérents. Une grande partie de la population italienne, notamment dans la partie méridionale du pays, est portée aux préjugés religieux et subit une forte influence du clergé. Il n'existe pas en Italie cette tradition anti-cléricale, vieille de presque deux siècles, qu'on trouve en France. La présence de la papauté en terre italienne constitue pour le pays une source de revenus importants, attirant les devises étrangères, ce qui n'est nullement indifférent à la bourgeoisie italienne.

Comme dans tous les partis catholiques de masse, trois tendances sont présentes au camp de la « démocratie chrétienne » de l'Italie. L'aile droite dirigée par le comte Iacini est intimement liée au Vatican, et entretient des relations avec les monarchistes de droite et les groupements profascistes. Cette aile droite s'oriente vers la formation d'un bloc anti-communiste tout comme le M.R.P. en France, et le parti catholique belge. L'aile gauche, dirigée par Gronci, est composée principalement des dirigeants des syndicats catholiques qui collaborent, dans la C.G.T. italienne, avec les représentants des syndicats socialistes et communistes. Fait significatif : pour ne pas perdre son prestige aux yeux des ouvriers catholiques, Gronci a refusé de faire partie du gouvernement de Gasperi quand celui-ci forma, au printemps 1947, un cabinet de droite sans communistes et sans socialistes.

De Gasperi, leader du centre, exerce la direction de tout le parti. Pris dans son ensemble, celui-ci défend les intérêts de l'oligarchie financière, des capitalistes et des grands propriétaires fonciers ; il combat obstinément

les réformes démocratiques. L'Italie est un des rares pays européens ayant pris part à la guerre où la réforme agraire ne soit pas encore réalisée. Le parti démocrate chrétien prend position contre la démocratisation du régime politique et social de l'Italie, il s'acharne contre les communistes, et s'adonne à la calomnie contre l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire.

Le parti catholique d'Italie est devenu le centre d'attraction pour toutes les forces réactionnaires du pays. Il est ouvertement soutenu par les milieux réactionnaires de l'étranger. Le contact et la collaboration du parti démocrate chrétien avec certains groupements financiers et industriels, ainsi qu'avec les milieux de droite des Etats-Unis, se sont manifestés avec une précision particulière dans le courant de l'année, dernière. Dans sa politique extérieure, le parti démocrate chrétien marche entièrement dans le sillon des Etats-Unis, exaltant chaque geste de la diplomatie américaine, sitôt qu'il est dirigé contre l'U.R.S.S. A leur tour, les milieux réactionnaires des Etats-Unis soutiennent la politique intérieure des démocrates chrétiens italiens, et leur proposent, en particulier, de larges secours financiers. S'appuyant sur cette aide de l'extérieur, De Gasperi a entrepris, comme on le sait, d'éliminer les communistes et les socialistes du gouvernement, dès le mois de janvier 1947. Il est significatif que cette crise gouvernementale, arrangée par De Gasperi après son retour des Etats-Unis (qu'il a visités pour négocier un emprunt) a été annoncée par la presse américaine à un moment où elle n'était pas encore connue en Italie.

Le Parti Communiste, comme l'a fait ressortir, au début de cette année, son dirigeant, Togliatti, a maintenu le contact avec la « démocratie chrétienne » pour autant qu'une partie de son programme était progressiste. Mais cette partie du programme des démocrates chrétiens n'est pratiquement pas appliquée, sous la pression de l'aile réactionnaire. C'est pour cela que les communistes italiens critiquent continuellement et âprement la politique de la « démocratie chrétienne ». Ce point est particulièrement important aujourd'hui, après la « réorganisation » du gouvernement, entreprise par De Gasperi sur commande de ses maîtres étrangers, c'est-à-dire après l'éviction des représentants des deux partis ouvriers, des communistes et des socialistes.

Depuis quelques mois, le parti catholique d'Italie a renforcé sa tendance réactionnaire. En matière de politique extérieure, il s'oriente de plus en plus vers les Etats-Unis, cherchant à inclure l'Italie dans le « bloc occidental » projeté.

LES PARTIS CATHOLIQUES EN ALLEMAGNE

En Allemagne, il existe, à la différence de tous les autres pays, deux partis catholiques : le vieux Centre catholique, ressuscité après l'effondrement du régime hitlérien, et la nouvelle Union Démocrate chrétienne, qui s'appelle en Bavière Union Sociale Chrétienne. Mais comme il ne reste plus qu'un débris du vieux Centre naguère puissant, nous ne parlerons par la suite que du nouveau parti catholique qui compte environ 1 million d'adhérents, suivant ses propres données, publiées en janvier 1947.

Rappelons d'abord qu'à la différence de la France, de l'Italie et de l'Autriche — pays pratiquement purement catholiques — l'Allemagne n'est catholique que pour un tiers. Les grandes villes mises à part, les catholiques n'habitent que dans le sud et l'ouest de l'Allemagne, c'est-à-dire dans les régions occupées par les Etats-Unis, l'Angleterre et la France. Cette circonstance n'est pas dénuée d'une importance politique, les démocrates chrétiens jouissant de la protection spéciale des autorités d'occupation américaines et françaises (quant aux autorités d'occupation anglaises, qui ont affaire dans la Ruhr à une population essentiellement prolétarienne, plus hétérogène au point de vue religieux, elles cherchent à s'appuyer davantage sur les social-démocrates).

Les guerres de religion entre catholiques et protestants qui ont duré, en Allemagne, plus d'un siècle, le Kulturkampf prolongé, après l'unification de l'empire allemand en 1871 les discordes dynastiques entre les Wittelsbach bavarois et les Hohenzollern prussiens, l'antagonisme entre l'Allemagne occidentale catholique, libérée du régime féodal par la Révolution française, et la Prusse, où les restes du féodalisme demeuraient puissants jusqu'à la première guerre mondiale, ont fait que le sentiment de la « communauté » sur un fond religieux est resté vivace chez les catholiques allemands, notamment parmi les paysans et la petite bourgeoisie. Il est naturel que cela facilite à la bourgeoisie catholique, et au clergé, le rassemblement des catholiques dans un parti religieux et la lutte, au moyen d'une démagogie religieuse, contre l'influence exercée par les partis ouvriers.

Les démocrates chrétiens ont obtenu de sérieux succès dans plusieurs régions de l'Allemagne occidentale. Aux élections communales d'octobre 1946, ils ont recueilli, au total, 33 % des voix dans l'ensemble des quatre zones, ce qui correspond à peu près à la part des catholiques dans l'ensemble de la population allemande. Au milieu de l'année 1946, lors des élections aux assemblées constituantes dans la zone américaine, les démocrates chrétiens ont recueilli 2,6 millions de voix, tandis que les social-démocrates n'en obtenaient que 1,9 million. En Bavière, l'Union sociale-chrétienne a obtenu la majorité absolue 58 % de tous les suffrages exprimés.

L'Union démocrate chrétienne et l'Union sociale chrétienne sont des organisations encore plus réactionnaires que les partis catholiques français ou italien. En Bavière, les fugitifs fascistes de tous les pays ont trouvé un asile.

Ce qui est peut-être encore plus significatif, c'est que l'Union sociale chrétienne bavaroise a élaboré, pour la Bavière, un projet de constitution qui prévoit, pour le président, des pleins pouvoirs véritablement absolus. Le caractère réactionnaire des partis catholiques allemands se manifeste avec une netteté particulière dans leur attitude devant le problème de la réforme agraire. Etant donné qu'une réforme agraire radicale est réalisée dans la zone d'occupation soviétique, une attitude ouvertement négative n'était pas possible pour les démocrates chrétiens, dont les organisations se composent, pour la plus grande part, de paysans catholiques. Mais les démocrates chrétiens mirent tout en œuvre pour escamoter autant que possible cette réforme dans leurs régions, et éviter les pertes aux grands propriétaires. Il est significatif que dans l'ensemble de la zone américaine, 20.000 hectares seulement de grandes propriétés sont destinés à être transmis au Fonds de la réforme agraire. Conformément à la loi de la réforme agraire dans la zone américaine, signée par le général Clay le 19 septembre 1946, (après toute une année de préparatifs), les terres nécessaires pour sa réalisation doivent être prises surtout dans les parcelles qui ont appartenu aux anciens militaires et aux membres du parti hitlérien, ainsi que dans le domaine forestier, sur les terrains vagues et les marécages. La loi prévoit toutes sortes d'exceptions favorables aux grands propriétaires. « Lors de la délimitation des terres destinées à être expropriées, il convient de prendre en considération la sauvegarde du rendement économique des entreprises ». De telles restrictions peuvent bien réduire à néant toute tentative de donner la terre aux paysans. Il est bien entendu que l'expropriation des terres se fait contre une indemnité appropriée.

Tout en protégeant dans la zone américaine la grande propriété foncière, le parti catholique pousse en même temps de hauts cris au sujet d'une soi-disant nécessité de « réviser la réforme agraire dans la zone soviétique », s'efforçant ainsi de semer la discorde et l'inquiétude parmi les paysans et de les détourner de la culture des parcelles qu'ils ont obtenues, « étant donné que leur possession n'est pas sanctionnée d'une façon juridiquement légale ».

Les partis catholiques d'Allemagne sont séparatistes. Il y a pour cela plusieurs raisons. La bourgeoisie allemande ne peut plus escompter le rétablissement d'un régime réactionnaire à l'échelle de toute l'Allemagne; aussi bien s'efforce-t-elle d'établir un régime conforme à ses desseins, tout d'abord dans les territoires catholiques où la part de la population paysanne est par ailleurs particulièrement élevée. Les autorités d'occupation, américaines et françaises surtout, soutiennent cette politique séparatiste. Les catholiques allemands des zones occidentales suivent la politique des puissances occidentales qui cherchent à fédéraliser, à démembrement l'Allemagne.

LES PARTIS CATHOLIQUES D'AUTRICHE ET DE BELGIQUE

Quelques mots pour finir au sujet des deux partis catholiques qui jouent un rôle politique décisif dans leurs petits pays : les partis catholiques de l'Autriche et de la Belgique.

Les socialistes chrétiens d'Autriche sont le Parti qui a joué le rôle réactionnaire par excellence, dans la vie politique du pays, dès le début du XX^e siècle. Aujourd'hui encore, c'est le parti le plus fort du pays. L'influence des socialistes chrétiens a été fondée, et repose encore aujourd'hui, sur l'idéologie catholique qui a pris des racines profondes au cours des cinq siècles de la domination de, la dynastie catholique des Habsbourg, ainsi que sur l'importance relativement grande des paysans et de la petite bourgeoisie dans l'ensemble de la population autrichienne. La réaction se trouve renforcée par l'activité de la social-démocrate autrichienne qui combat les communistes, de concert avec les socialistes chrétiens. Comme nous l'avons déjà dit, les socialistes chrétiens se sont transformés, après 1930, en un parti nettement fasciste. Aujourd'hui encore, ils ne sont pas étrangers au fascisme. Les fugitifs de tous les pays — restes de l'armée hongroise de Horthy, qui ont combattu jusqu'au bout pour Hitler, oustachis, tchetniks, gardes-blancs russes — trouvent en Autriche asile et secours. Les socialistes chrétiens font une politique âprement antisoviétique.

Le parti catholique belge est aussi un vieux et puissant parti bourgeois. On peut mesurer la force de l'influence exercée par l'Eglise catholique quand on sait qu'elle a pu maintenir un fort parti religieux destiné à défendre le catholicisme, même dans un pays fortement industrialisé et possédant un prolétariat nombreux comme la Belgique. Il est vrai que ce parti n'a pas réussi, après la fin de l'occupation, à rétablir en Belgique le vieux régime — la monarchie — et à rétablir le gouvernement émigré de Pierlot. Mais avec l'aide des socialistes de droite, le parti catholique est rentré au gouvernement, au printemps 1947.

Même dans les pays où les partis catholiques n'existent pas, comme en Pologne, en Hongrie et en Suède, l'Eglise catholique mène une activité politique intense en faveur de la réaction. L'influence politique des catholiques est grande, même en Angleterre et aux Etats-Unis — pays essentiellement protestants — et là

encore, cette influence s'exerce dans un sens réactionnaire. Aux Etats-Unis, l'Eglise catholique joue un rôle important en tant que bastion de la réaction, s'appuyant sur de nombreux catholiques immigrés : Polonais, Italiens, Mexicains, etc.

Parmi la population autochtone, les missionnaires catholiques s'emploient pour introduire l'influence du capital étranger.



En dernière analyse, la puissance du catholicisme est fondée de nos jours sur la politique réactionnaire générale de la bourgeoisie, politique qui est caractéristique, selon l'enseignement de Lénine, de l'époque de l'impérialisme. A son tour, la puissance de la bourgeoisie est fondée, en partie, sur le prestige du catholicisme, de l'Eglise catholique qui maintient jusqu'à présent une partie des ouvriers croyants et d'autres travailleurs sous l'influence de la bourgeoisie, les éloignant du mouvement démocratique.

E. VARGA

Notes :

1. De Gasperi démissionna en 1923 ; après l'assassinat de Matteoti, les *popolari* quittèrent, en signe de protestation, le parlement avec les autres partis de l'opposition et tentèrent de convoquer une sorte de contre-Parlement. Mais le parti catholique d'Italie n'a jamais lutté réellement contre le fascisme Mussolinien.
2. Célèbre encyclique du pape Léon XIII du 15 mai 1891 sur la situation des ouvriers qui exposait le point de vue de l'église catholique sur « le problème social ».
3. Il est curieux de constater que la bourgeoisie protestante (les Huguenots), peu nombreuse il est vrai, appuie également le M.R.P.

(Cahiers du communisme, septembre 1947, pp. 929-946.)